

## Bakounine avant l'anarchiste

### *Troisième partie : 1861-1868*

# De la révolution démocratique à la révolution sociale

**D**ans les années soixante du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y a pas de « mouvement » anarchiste à proprement parler, mais c'est une période déterminante pour la constitution de la doctrine. Proudhon, qui meurt en 1865, a développé un grand nombre de thèmes qui seront ceux de l'anarchisme, mais il ne laisse pas d'organisation politique s'attachant à son nom. Des hommes se réclameront de lui dans l'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864, mais ils constitueront plutôt l'aile droite de l'organisation. L'extrême complexité de la pensée du Bisontin s'accorde difficilement aux inévitables simplifications que nécessite la propagande politique.

L'Association internationale des travailleurs sera le témoin d'un affrontement qu'on a trop rapidement attribué à une opposition – de personnes ou d'idées – entre Bakounine et Marx : en réalité il n'y a jamais eu de « débat » entre les deux hommes, si on entend par là un affrontement contradictoire d'idées.

Bakounine a abondamment commenté la pensée et l'action de Marx, mais ce serait une grave erreur de penser qu'il était en opposition systématique avec tout ce que disait l'auteur du *Manifeste*. Il faisait le tri et ne se privait pas de souligner les points sur lesquels il était d'accord avec Marx. Ce dernier en revanche n'a jamais exposé publiquement ce qui l'opposait au révolutionnaire russe. Néanmoins, les thématiques opposées que les deux hommes, mais surtout les deux courants du mouvement ouvrier dont ils étaient la personnification, vont formuler seront bien celles de l'anarchisme et du marxisme.

Bakounine, qui ne devient « anarchiste » qu'en 1868, ne se qualifie pas d'anarchiste mais de collectiviste ou de socialiste révolutionnaire. Ce n'est que rarement qu'il revendique le terme d'« anarchiste ». Le courant qui se

réclame de lui se dira aussi « anti-autoritaire », expression dont le sens a dévié ensuite, mais dont le contenu sémantique était alors celui d'« anti-bureaucratique ». Le mouvement *anarchiste* à proprement parler n'apparaîtra qu'après la dissolution de l'Internationale, comme dérive dégénéréscente du courant « anti-autoritaire ». Nous nous expliquerons en temps voulu sur cette hypothèse qui, on le devinera, ne fait pas l'unanimité dans le mouvement libertaire.

La période qui nous concerne dans le présent volume est celle de la transition entre l'action pour la révolution démocratique dans les pays slaves et la période où Bakounine devient un militant dont le champ d'action est, exclusivement ou presque, le mouvement ouvrier. La transition est graduelle : on verra que si certains thèmes anarchistes se trouvent déjà dans son discours pré-anarchiste, il expose aussi des options qui sont loin d'être « anti-autoritaires ».

## 1. – « Le reflux est fini »

Après son évasion de Sibérie, en 1861, et un périple de cinq mois par le Japon et les États-Unis, Bakounine arrive à Londres le 14 décembre 1861. En cette période de réaction qui a suivi l'échec des révolutions de 1848-1849 en Europe, Londres est devenu le centre de ralliement des réfugiés politiques – du moins de ceux qui ne sont pas en prison. Bakounine y retrouve nombre de quarante-huitards qu'il a fréquentés pendant cette période.

Alors qu'il était emprisonné, un certain Urquhardt, proche de Marx, avait diffusé des calomnies infâmes contre lui ; Mazzini et Aurelio Saffi l'avaient fermement défendu. A Londres, Bakounine leur rend visite. Peu après son arrivée en Angleterre, les mêmes calomnies furent publiées, sans signature mais émanant sans doute du même Urquhardt ; Bakounine fit savoir qu'il y répondrait non plus la plume à la main mais avec la main, sans la plume <sup>1</sup>. Le calomniateur se calma.

Les ouvriers anglais, en revanche, ne s'y trompèrent pas, qui lui manifestèrent leur sympathie, comme en témoigne une lettre de Bakounine, extrêmement concise mais étonnamment prophétique :

---

<sup>1</sup> Lettre au *Working Man*, 12 mars 1862 :

« Monsieur, - Mon ami M. Herzen m'a communiqué votre aimable lettre et les articles infâmes qu'un auteur anonyme (payé pour cela ou n'ayant pas reçu de récompense) a écrit à mon sujet dans le *Free Press*.

« Je vous remercie sincèrement d'avoir attiré mon attention sur ces écrits. Je ne m'abaisserai pas à réfuter ce tissu de mensonges. Il est des rectifications que l'on ne fait pas la plume à la main, mais de la main seule.

« Je compte publier sous peu un bref compte rendu des plus importants événements de ma vie politique. Ce sera, je l'espère, pour tous ceux qui ne me connaissent pas suffisamment la meilleure réponse à toutes les calomnies.

« Recevez, cher Monsieur, l'expression de ma plus chaleureuse sympathie.

« Avec mes meilleurs sentiments...

« Michail Bakounin. »

« Réponse à une députation d'ouvriers anglais,  
janvier 1862.  
« *The Cosmopolitan Review*, 1<sup>er</sup> février 1862, Londres

« Amis,

« Je suis profondément touché par cette manifestation de sympathie de votre part que je n'espérais pas avoir méritée. Je l'attribue à l'instinct démocratique qui vous permet de reconnaître un ami, même en un étranger, parce qu'il est un ami dévoué à notre cause commune. Et en effet, aussi loin que je puisse m'en souvenir, je me suis passionnément dévoué à la cause de l'émancipation sociale et économique de l'humanité. Je n'ai pas réussi à faire grand-chose. La prison et l'exil m'ont privé de douze années de vie et d'activité. Mais tout ce qui me reste de vie et de force sera consacré à notre grande cause. Le temps est venu où le peuple russe, endormi depuis si longtemps, s'éveillera et ne s'endormira jamais plus. Nous, les Russes, savons tout ce qui dépend de cette lutte pour l'émancipation du travail, mais nous savons aussi que sa force n'est pas destructrice, mais productive. Nous sommes persuadés que l'élément Russe apportera une nouvelle idée à la grande question sociale et que la nation Russe trouvera à son tour sa place au nombre des nations qui aspirent à la pleine émancipation de l'humanité et tendent une main fraternelle à ceux qui travaillent à notre cause commune. »

L'évadé est reçu à bras ouverts par Herzen et Ogarev. Bakounine n'est plus l'aristocrate dandy qu'ils ont connu. Il a vieilli et grossi, il est débraillé, mais les conditions terribles de son incarcération n'ont pas affecté son esprit. Et son appétit d'ogre n'a pas changé. Après les effusions d'usage, Bakounine demande : « Y a-t-il des huîtres, ici ? »

Herzen s'était établi à Londres en 1852 après l'échec de 1848. Pendant un séjour en France il avait collaboré à la *Voix du peuple* de Proudhon. Banni de Russie, il n'avait plus aucun contact direct avec son pays.

Après la guerre de Crimée et la mort de Nicolas I<sup>er</sup>, un vent de libéralisme souffla en Russie. Herzen fonda en 1855 une revue, *l'Etoile polaire*, puis en 1857 le *Kolokol* (La Cloche) qui aura une importante diffusion auprès de l'émigration russe et en Russie même, en particulier auprès des couches dirigeantes du pays. On dit que le tsar Alexandre II lui-même lisait la revue, qui devint le porte-parole du libéralisme.

A l'Ouest, la réaction victorieuse après les révolutions de 1848 est de nouveau menacée partout : Garibaldi a abattu le royaume des Deux-Siciles. Bismarck est en mauvaise posture. L'empereur d'Autriche accorde une constitution. En France Napoléon III est obligé de faire des concessions ; le mouvement ouvrier conquiert le droit de grève.

Ce qui fait dire à Bakounine : « Le reflux est fini, la haute marée va commencer. »

### « Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves »

Bakounine a pu constater la présence et l'impact du *Kolokol* (La Cloche) jusqu'en Sibérie. A peine arrivé à Londres, il présente à ses amis un texte qui sera publié dans leur revue le 15 février : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis slaves ».

« Me voilà libre, enfin, après huit ans d'emprisonnement dans différentes forteresses et quatre ans d'exil en Sibérie. L'âge m'est venu, ma santé s'est délabrée, j'ai perdu cette élasticité des membres qui donne à l'heureuse jeunesse une force invincible. Mais j'ai gardé le courage de la fière pensée et mon cœur ; ma volonté, mon âme sont restées fidèles à mes amis et à la grande cause de l'humanité. »

Herzen est quand même un peu inquiet, avec raison. A peine arrivé, le révolutionnaire bouscule tout le monde et pousse son entourage à l'action, reproche au *Kolokol* d'être trop modéré, propose de créer une société secrète et entend promouvoir l'émancipation de tous les Slaves en général et des Polonais en particulier.

Dans le premier texte publié après son évasion, Bakounine n'y va pas par quatre chemins. Il trace clairement sa voie : la liberté des Russes, des Polonais et de tous les Slaves. Cette libération passe par la liquidation du régime tsariste que le révolutionnaire russe qualifie lui-même d'« allemand ». L'idée que le système politique russe est « allemand » revient constamment dans l'œuvre de Bakounine, qui oppose la monarchie, d'origine allemande, au peuple, qui est slave. Bakounine veut-il expliquer que le système politique russe n'est plus viable ? Il déclare que « les colonnes allemandes qui soutenaient l'empire fondé par Pierre sont pourries »<sup>2</sup>. De même, la Pologne est dominée par trois gouvernements *allemands* – c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche et la Russie politiquement assimilée à un régime « allemand » : « Les efforts réunis des trois gouvernements allemands, ceux de Berlin, Vienne et Pétersbourg peuvent seuls la tenir sous un joug qu'elle hait. » « Nous ne devons plus, ajoute-t-il, être les Allemands de St. Pétersbourg »<sup>3</sup>. Bakounine reconnaît tout de même que c'est un État à la sauce tatare, oserions-nous dire : « Notre monde officiel, toute notre actualité ne sont rien autre qu'un amalgame d'arbitraire

---

<sup>2</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

<sup>3</sup> *Ibid.* Cette idée du caractère germanique du pouvoir en Russie était dans l'air du temps. En 1854, un livre était paru dans lequel on pouvait lire notamment les propos suivants :

« ...c'était bien un prince allemand, c'était le fils d'un duc d'Allemagne, tout pénétré de l'esprit, des mœurs, des institutions de son pays, qui allait inaugurer la troisième dynastie des tsars [dont les deux précédentes, précise l'auteur, étaient également allemandes]. Le prince dont je parle était le duc Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, dont le père, Charles-Frédéric, dépouillé d'une partie de ses états, à la suite des guerres de la Suède et de la Russie, avait cru se dédommager en épousant une fille du tsar victorieux. Le jeune duc était donc par sa mère le petit-fils de Pierre le Grand, le cousin de Pierre II, qui avait succédé à Catherine, et le neveu de la tsarine Elisabeth; mais il était en même temps par son père le neveu du roi de Suède Charles XII, il était avant tout prince de l'empire d'Allemagne, et, malgré les liens qui l'unissaient aux tsars, il manifestait une aversion profonde pour la Russie et l'esprit russe. » [...]

« La grande habileté de Catherine II fut d'employer les généraux et diplomates allemands, tout en laissant aux vieux Russes (*Alt-Russen*) l'apparence de la faveur et du pouvoir. On sait que Catherine II était Allemande. Fille d'un prince d'Anhalt-Zerbst, elle avait été mariée par Frédéric le Grand lui-même au duc de Holstein-Gottorp... » [...]

« Catherine cependant savait bien que ses fonctionnaires allemands étaient ceux qui rendraient le plus de services à l'état : les Orlof étaient environnés de lieutenants étrangers qui menaient à bien les projets de l'impératrice sans leur enlever l'honneur du succès, et c'est ainsi que deux Allemands, le général Bauer et le diplomate Assebourg, remportaient des triomphes qui ne réveillaient plus les haines de race. Pour introduire l'élément germanique en Russie, Pierre le Grand avait brisé toutes les résistances : l'égorgement des strélitz et le supplice même de son fils disaient assez clairement jusqu'où irait son implacable volonté ; Catherine II avait marché au même but, mais par des voies tortueuses, et obligée, en qualité de princesse allemande, de dissimuler sa politique, elle s'était appliquée à relever l'orgueil moscovite sans cesser de mettre à profit la science et le talent des étrangers. Comment s'étonner que la princesse d'Anhalt-Zerbst, la femme du duc de Holstein-Gottorp, soit devenue, aux yeux de la Russie enivrée, le plus grand et le plus glorieux des vrais chefs nationaux ? » (*Les Allemands en Russie et les Russes en Allemagne*, Saint-René Taillandier, Revue des Deux Mondes T.7, 1854.)

tartare et de formes allemandes. Renvoyons nos Tartares en Asie, nos Allemands en Allemagne. »

Ces propos, qui frisent de très près la xénophobie, se fondent sur l'idée fortement enracinée chez Bakounine qu'il y a une coupure irrémédiable entre la monarchie russe, qualifiée d'allemande, et le peuple qui conserve les qualités idéalisées des slaves. Exprimée ici par des jugements à l'emporte-pièce, l'idée sera affinée plus tard dans sa période libertaire.

L'article pour le *Kolokol* contient une analyse de la situation générale de l'Europe qui émerge de douze années de réaction féroce et qui se trouve à un nouveau tournant de son histoire :

« Le monde s'est reposé, a regagné la conscience de soi-même, et repris des forces pour rentrer dans la voie de l'avenir. L'Italie, que nous aimons tous, est ressuscitée, l'édifice de la monarchie Habsbourg-Lorraine est ébranlé – cette lourde pierre qui pèse sur la poitrine des peuples qui reviennent à la vie, – et menace ruine sous les coups des Italiens, des Magyars et des Slaves. Semblable à l'Autriche, nous voyons, tremblant sur ses fondements et prêt à tomber – son ennemi d'autrefois et maintenant son unique allié – son camarade d'âge, de craintes et de douleur, l'Empire ottoman, qui n'est pas moins barbare qu'elle, mais peut-être plus honnête – et des ruines de ces deux empires naîtront, pour une vie nouvelle, une large liberté – les élus de la nouvelle civilisation : les Italiens, les Grecs, les Roumains, les Magyars et la grande nation slave réunie par les liens d'une fraternité commune. Maintenant la Pologne renaît. La Russie aussi ressuscite <sup>4</sup>. »

Avec des accents un peu hégéliens, il ajoute : « Oui, nous vivons dans une grande époque. Un nouvel esprit semble avoir soufflé sur les nations endormies, il appelle les peuples vivants à l'action et creuse une tombe aux mourants. » Le voilà donc prêt à reprendre le combat pour la libération des Slaves.

La Russie est à la veille d'une révolution, affirme Bakounine dans le même article. Après la guerre de Crimée, un renouveau est apparu dans ce pays.

« La Russie a pu respirer après les trente années du règne de Nicolas. Elle a proclamé avec toute l'énergie de la jeunesse combien une régénération était indispensable. C'était un beau moment – tout respirait une vie nouvelle, tous avaient secoué leur torpeur – on n'avaient même pas de haine pour le passé, on ne regardait que l'avenir, on croyait, on aimait. »

Le début du règne d'Alexandre II est marqué par un désir de réformer et moderniser la société ; ces réformes étaient conditionnées à l'abolition du servage. En juin 1858, un oukase avait lancé les réformes dans les terres domaniales. Le problème était soumis à des comités de la noblesse, laquelle était hostile, traitant le ministre de l'Intérieur de « socialiste ». Dans le nord de la Russie et dans les pays baltiques, les propriétaires terriens voulaient bien libérer les serfs mais en gardant la terre, ou en la leur vendant très cher.

---

<sup>4</sup> *Ibid.*

Les propriétaires de terres à blé étaient surtout soucieux de garder à leur disposition une nombreuse main-d'œuvre paysanne.

L'intelligentsia russe s'enthousiasma un temps pour ces réformes : Herzen s'écria à propos de l'émancipation des serfs : « Tu as vaincu, Galiléen ! » Quant à Tchernichevsky, il salua l'initiative du tsar en déclarant : « L'abolition du servage couronne l'époque d'Alexandre de la plus belle gloire du monde. » Pourtant, le bilan de la réforme fut plutôt négatif : si les quelque 20 millions de serfs de l'État et les 900 000 serfs des apanages, dont le sort fut définitivement réglé en 1865, furent traités à peu près équitablement, les 22 millions de serfs mâles qui étaient la propriété des nobles avaient, pour 42 % d'entre eux, reçu des parts notablement insuffisantes.

L'émancipation des serfs se soldera par un ensemble de demi-mesures qui ne satisferont personne. Le tsar nomma à la tête de la commission de 1860 le grand-duc Constantin Nicolaievitch, qui fit réduire les parcelles paysannes ; on n'enlèverait aux nobles qu'un tiers de leurs terres. Le grand-duc signa un statut du paysan libéré du servage : les serfs utilisés comme domestiques seraient émancipés sans bourse déliée dans un délai de deux ans. Pour les autres, qui constituaient l'immense majorité, la question de fond était la terre. Une partie des terres seigneuriales devaient être cédées aux serfs pour qu'ils puissent assurer leur subsistance. L'étendue de ces parcelles variait selon qu'il s'agisse de terres noires, de terres non fertiles ou de steppes : il y avait seize catégories. Sous l'euphémisme d'« obligation temporaire », le serf devait racheter la terre dans un délai de vingt ans ; s'il renonçait à ce rachat, il recevait gratuitement le quart de cette parcelle, qu'on appela par dérision « la part du mendiant ». En 1881, les rachats avaient tellement traîné en longueur qu'on dut les rendre obligatoires.

Enthousiastes au début, les démocrates déchantèrent. Quant aux moujiks, ils s'estimèrent trompés parce que dans leur esprit la terre n'appartenait à personne et qu'il aurait dû y avoir une redistribution périodique en fonction de l'augmentation de la population paysanne. Ces redistributions, lorsqu'elles eurent lieu, se firent sans augmentation de la superficie totale. La réforme aboutit à une immense déception parmi les serfs libérés : d'importantes révoltes éclatèrent, suivies de répressions féroces.

Les nobles étaient furieux parce que les indemnités qu'ils reçurent n'étaient à leurs yeux pas suffisantes. Cette classe était lourdement endettée. Comme leurs serfs faisaient partie de leur patrimoine, ils pouvaient, comme n'importe quel bien, les hypothéquer. Ainsi, en 1861, 70 % des serfs étaient-ils hypothéqués. Les nobles ne pouvaient garder les terres qui leur restaient et les louaient aux paysans. Des bandes de spéculateurs apparurent qui achetaient les terres des nobles et les revendaient aux paysans. A la veille de la révolution russe, la noblesse avait ainsi perdu la moitié de des terres qui lui étaient restées après l'émancipation des serfs <sup>5</sup>.

Les serfs n'appartenant plus aux seigneurs, le droit de police passa aux communes rurales. L'abolition du servage aboutit ainsi à une modification

---

<sup>5</sup> En 1907 Lénine rédigea un document intitulé « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », qui ne sera publié qu'en 1917, et qui est en fait une longue monographie – plus de 200 pages – extrêmement détaillée dans laquelle il analyse les données statistiques de l'agriculture russe ; il y dresse un tableau précis de la structure de la propriété foncière et des classes sociales dans la société agraire en Russie. Ce document est très utile pour comprendre la situation de la paysannerie sous le régime tsariste. (Lénine, *Œuvres complètes*, éditions de Moscou, tome XIII, pp. 229-452. – Cf. également René Berthier, *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*, pp. 206-232.)

de l'administration locale. La justice locale passe à des tribunaux à compétence limitée, au-dessus desquels siégeaient des tribunaux de canton.

Si la Russie est à la veille d'une révolution, il faut maintenant passer à l'action : « Que faire ? », demande Bakounine <sup>6</sup>. Tout le monde sait qu'on ne peut garder les choses en l'état. La Russie s'écroulera, mais ses adversaires ne doivent pas se réjouir : même séparée de la Pologne, de la Lituanie, de la Russie blanche et de la Petite-Russie, de la Finlande, des provinces baltes, de la Géorgie, il restera le peuple grand-russien fort de quarante millions, « un peuple plein de force, de sagacité, de talents, presque intact, non affaibli par l'histoire et qui, on peut le dire, n'a fait jusqu'à présent que se préparer à une vie historique ». Dans le schéma hégélien de civilisations qui successivement s'effondrent et qui naissent, le peuple grand-russe serait donc à l'aube de son existence historique, plein de vigueur et de promesses. Ce peuple a gardé ses institutions sociales et économiques purement slaves. « Lui seul, entre tous les peuples slaves, sut garder son intégrité, ne fut pas englouti par l'Europe et prouva sa force. » L'opinion de Bakounine sur les institutions propres au peuple russe se modifiera considérablement par la suite. Dans sa période libertaire, il considérera que le *mir* ne peut conduire qu'à la stagnation.

Le peuple russe, affirme Bakounine, est dominé par un système politique qui l'écrase ; le système monarchique russe est pratiquement assimilé à une occupation étrangère subie par le peuple – Bakounine parlera des « empereurs pétersbourgeois, allemands, les Holstein-Gottorp » ; le peuple russe, par nature pacifique, soutient cependant la dynastie en place en cas de guerre parce que celle-ci permet aux Russes d'être le seul peuple slave indépendant. Bakounine ne semble pas conscient d'un paradoxe dans son raisonnement : on ne peut pas à la fois reprocher à la monarchie des « Holstein-Gottorp » (les Romanov), d'origine allemande <sup>7</sup>, d'avoir mis en place un appareil d'État d'essence germanique et se réjouir que les Russes, qualifiés de pacifiques paysans incapables de bâtir un État, soient le seul peuple slave indépendant. L'idée qui vient immédiatement à l'esprit est que l'un explique l'autre. C'est une contradiction qui ne quittera jamais Bakounine.

Dans ce texte, Bakounine fait un saisissant portrait d'une société russe au bord de l'effondrement, dans laquelle « le mensonge est partout et en toute chose » et le bureaucrate – le *tchinovnik* – corrompt tout. « Est-il donc possible que, dans les questions soulevées maintenant par le gouvernement, questions qui concernent l'affranchissement des serfs et l'abrogation du pouvoir des seigneurs, le noble-*tchinovnik* agisse contre lui-même, c'est-à-dire contre le noble-seigneur de village » ?

La noblesse est « prédestinée à une fin inévitable » ; une minorité d'entre elle « devra fusionner avec le peuple, se perdre dans ses rangs ». Aujourd'hui la force ne repose plus dans le tsar mais dans le peuple : « la noblesse n'a, dans les tourments sociaux qui nous menacent, d'autre ancre de salut que l'abolition non seulement des privilèges nobiliaires, privilèges ridicules et absurdes, mais aussi de tous les signes et conditions extérieurs

---

<sup>6</sup> « Que faire ? Où aller ? Que désirer, demander ? Mille questions surgirent, et chaque question avait mille nuances. » (« Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.)

<sup>7</sup> Rappelons que Catherine II était une princesse allemande. De fait, la famille impériale russe se trouvait liée à la plupart des familles princières allemandes.

de l'existence de la noblesse, oui, même de son nom. » La majorité de la noblesse ne comprendra cela que « quand le fer de la hache brillera au soleil ».

Aucune classe en Russie – noblesse, clergé, bourgeoisie – ne peut vivre de sa propre vie. Il n'y a de vivace que le peuple. Il y a cependant une force qui n'est pas représentée par une classe à proprement parler mais qui constitue une communauté, celle des hommes de pensée et de bonne volonté appartenant à toutes les couches de la population, qui ont souvent brisé avec leurs positions de classe et qui sont prêts à se sacrifier pour l'avenir.

« Ils ont les instincts du peuple, les écoutent et vivent dans leur milieu comme mus par une seule pensée, une seule passion, une seule volonté. Leurs rangs se grossissent de tout ce qui est fort, jeune, de ce qui porte en soi le germe de l'avenir, de ce qui souffre et attend sa délivrance, de tout ce qui a une volonté, et ces nouvelles recrues sortent indifféremment des rangs de la noblesse et des paysans, des penseurs et des *raskolniks* <sup>8</sup>. Leur arme, c'est la parole vivante <sup>9</sup>. »

Bakounine donne ainsi la composition sociale des militants de l'ensemble des partis qui s'affronteront pour le pouvoir en 1917.

Il propose un programme en trois points :

1. Estimant que toutes les tentatives de réformes venant du pouvoir sont vouées à l'échec et hâteront sa chute, il ne faut pas, dit-il, s'en mêler. Il faut au contraire former un parti national, une force réelle en dehors et contre le pouvoir officiel, avec des cercles, recruter parmi ceux qui, indépendamment de leur appartenance sociale, veulent un changement de régime, « pour savoir sur qui nous avons à compter, quand viendra le temps de l'action ». Il faut rassembler des moyens, se cotiser « pour pouvoir publier et répandre dans notre patrie le plus possible de brochures et d'autres imprimés, afin de former une masse de cercles actifs dans toute la Russie et les réunir en une seule société ». En résumé, il propose de constituer un parti politique.

2. Il faut également définir et faire connaître les objectifs de l'organisation : le pouvoir au peuple, la terre, la totalité de la terre, et la liberté. La terre doit être la propriété commune de tous.

La liberté implique celle de circuler librement, sans restrictions, de s'associer, de croire, de se réunir. Naïvement, Bakounine semble penser que les restrictions à la circulation des paysans et de la bourgeoisie empêchaient que s'établissent des passerelles entre ces deux classes et que la liberté de circulation permettra une certaine mixité sociale :

« Le monde russe n'aura alors que deux classes : la classe bourgeoise et la classe villageoise : ce ne seront pas même des choses, mais seulement des différences de population et non pas des différences pétrifiées comme à l'Occident, mais bien se confondant par la libre

---

<sup>8</sup> Schismatiques, dissidents. Terme générique employé pour désigner les dissidents de l'Église établie qui voulaient conserver les formes initiales du rite byzantin. Ils étaient opposés à toute réforme de l'Église orthodoxe.

<sup>9</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.



transmigration des villageois dans la bourgeoisie et de celle-ci dans la population rurale. »

Pourtant, en Occident la liberté de circulation existait bien, mais pas la « transmigration » entre les classes. Bakounine semble penser qu'elle serait possible en Russie...

Le ciment de cette organisation sera « la libre confédération des sociétés indépendantes, en commençant par la commune – cette unité politique et sociale, la pierre angulaire du monde russe, – et allant jusqu'à une administration provinciale, générale pour l'État entier, et – si vous voulez – fédérative pour tous les Slaves ».

3. Le troisième point est la solidarité avec les Slaves, et en particulier les Polonais. L'oppression de la Pologne par la Russie a des effets terribles sur le peuple russe. « Tant que nous imposons notre joug à la Pologne, il nous faut entretenir une immense armée, ruineuse pour le peuple, et qui, ayant appris en Pologne à massacrer sans pitié, devient une excellente arme pour l'oppression intestine. » L'oppression des Polonais est donc un facteur d'oppression du peuple russe lui-même. Il y a cependant une difficulté : les Polonais, tout opprimés qu'ils sont, ont des prétentions territoriales. Ils sont tournés vers un passé révolu, une grandeur évanouie : ils ont tort, dit Bakounine : « Et malheur aux peuples – de même qu'aux individus – qui contemplent trop et trop longtemps leur passé : ils affaiblissent leur présent et leur avenir. » Si l'idée que la Pologne doit être libre est maintenant largement répandue en Russie, la question qui se pose est : comment l'affranchir ? Car, dit Bakounine, « il se peut bien que les Polonais demandent trop ».

L'ancien royaume de Pologne était un « État chevaleresque et aristocratique », et démocratique dans le sens antique. La démocratie s'exerçait entre nobles. « Il suffisait donc autrefois que toute contrée où l'aristocratie et la *chliachta* étaient composées de Polonais fût supposée polonaise, à quelque nationalité que pût appartenir le peuple. C'était naturel alors, car dans ces temps-là le peuple ne comptait pour rien. » Aujourd'hui les peuples demandent l'indépendance : il n'est plus possible de concevoir une Pologne réclamant des droits historiques sur des territoires tels que la Lituanie, la Russie-Blanche, la Livonie, la Courlande et l'Ukraine – territoires qui sont occupés par la Russie. Or les Polonais « ne se contentent pas du royaume de Pologne, ils veulent avoir des prétentions historiques à la Lithuanie, à la Russie-Blanche, en y comprenant Smolensk, à la Livonie, à la Courlande, à toute l'Ukraine, sans excepter Kiev. En un mot ils voudraient rétablir le royaume polonais dans ses anciennes limites <sup>10</sup>. »

Les peuples de ces régions, qui ne sont pas indépendantes, et alors même que la Pologne non plus n'est pas indépendante, devront choisir leur destin :

« Je pense que les Polonais sont dans l'erreur quand ils annexent d'avance l'Ukraine sans consulter les Ukrainiens et se basant sur leurs droits historiques seuls. Je pense que l'Ukraine polonaise, de même que les Russiens de la Galicie et notre Petite-Russie – comptant quinze millions d'habitants qui parlent la même langue, ont la même religion, n'appartiendront ni à la Pologne, ni à la Russie, mais à eux-mêmes. Je

---

<sup>10</sup> Bakounine, 1862 : « Aux Russes, Polonais et tous mes amis Slaves. »

pense que toute l'Ukraine, de même que la Russie-Blanche, – la Courlande et la Livonie – qui ne sont pas des provinces allemandes mais finno-lettonnes, la Lithuanie même seront, ainsi que la Russie, la Pologne et les nations slaves qui peuplent l'Autriche et la Turquie, des membres autonomes de la grande confédération panslaviste. »

Bakounine soulève une question parfaitement actuelle, qui a été maintes fois posée, que Marx Ferro a traitée, celle de l'appartenance de la Russie à l'Europe <sup>11</sup>. Bakounine apporte à cette question une réponse politique, en disant que « les limites de l'Asie sont là où commencent l'arbitraire et la violence » et que, à ce titre, l'Asie gouverne l'Empire russe : « devenons un peuple libre et véritablement russe et alors soyez sans crainte, personne n'aura la force, ni la volonté de nous repousser hors de l'Europe. » Ainsi, l'appartenance à l'Europe n'est pas un tant un fait géographique qu'un fait politique. Cette réflexion reste aujourd'hui remarquablement actuelle.

« Une seule rivalité entre la Russie et la Pologne est maintenant permise, la rivalité de force attractive envers les populations qui vivent dans leur milieu. Elles se pencheront du côté qui prendra le dessus par sa vie intellectuelle, elles se rallieront au parti qui leur octroiera la plus large liberté. » « S'ils veulent enfin se séparer et vivre en état tout à fait indépendant, qu'ils se séparent <sup>12</sup>. »

Constatant qu'il y a entre Russes et Polonais des torrents de sang, Bakounine conclut son texte en reconnaissant que ces derniers sont légitimement méfiants. Les mots, quelque chaleureux qu'ils soient, ne suffisent pas pour laver les crimes des gendarmes, des généraux, des fonctionnaires, des officiers et des soldats russes. C'est pourquoi il faut des actes, et Bakounine demande : « La Pologne nous tendra-t-elle la main au moment de l'action ? »

Dans ce premier texte publié après son évasion, il n'y a aucune place pour une évolution progressive et pacifique du système en Russie. Or les rédacteurs du *Kolokol* pensaient que pour conserver leur statut implicite d'arbitre, il convenait de garder un ton modéré dans leurs critiques. Herzen, émigré à Londres, pense que l'opposition entre le tsar et son peuple n'est pas irréductible et que les réformes d'Alexandre II sont un début : il suffirait d'en appeler à la bonne volonté du tsar pour aller plus loin.

En Sibérie, Bakounine avait eu de la Russie une vision plus proche de la réalité. Il avait constaté lui-même, sur place, une nette évolution dans le pays : « Avec le nouveau règne est née une vie nouvelle dans tout l'Empire, et la Russie dans son ensemble a tressailli et répondu à l'appel en faveur de la rénovation ; partout a résonné la parole vivante et s'est éveillée l'initiative civique », écrit-il de Sibérie <sup>13</sup>.

---

<sup>11</sup> « S'interroger sur l'euroanéité des Russes m'apparaît scandaleux dans la mesure où il s'agit du peuple le plus culturel de notre continent. Les auteurs russes ne cessent d'être joués sur les scènes de théâtre et je ne sache pas de pays qui connaisse mieux la littérature européenne dans sa diversité. Alors, l'Europe jusqu'où ? Non pas jusqu'à l'Oural mais jusqu'à Vladivostok, jusqu'à l'extrémité orientale de la Sibérie. » (« Conscience européenne : mythe ou réalité ? » interview pour Label France, propos recueillis par Daniel Bermond, journaliste aux revues *l'Histoire* et *Lire*.)

<sup>12</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », 2 février 1862.

<sup>13</sup> « Amur, quelques mots sur la vie sociale d'Irkutsk », 11 avril 1861, Irkutsk.

« Sans parler des comités sur la question paysanne appelés à édifier un monument d'une grandeur sans pareille en vue de la grandiose Libération d'un grand peuple, combien d'autres entreprises importantes ont vu le jour en Russie ces dernières années : banques dans les villes et villages ayant pour but de promouvoir le crédit et les moyens propres à assurer l'épanouissement économique, sociétés littéraires et savantes, sociétés pour la propagation de l'instruction, écoles spéciales, commerciales, agricoles, artisanales, gymnases de filles et avant tout écoles populaires gratuites du dimanche et des jours de semaine. La Russie semblait avoir senti que son principal défaut était le manque d'instruction et qu'elle avait besoin de lumière, de beaucoup de lumière et de savoir pour exécuter la digne mission que lui a imposée l'histoire et la puissance intérieure de l'esprit national. »

Bakounine connaissait beaucoup mieux que Herzen la situation intérieure de la Russie. Exilé depuis de nombreuses années, son ami de Londres était coupé de la réalité russe. Les quatre années que Bakounine passa en Sibérie lui permirent de constater les évolutions importantes qui marquaient le pays, mais il voyait aussi parfaitement les limites des réformes entreprises. Surtout il pouvait constater à quel point les bonnes intentions affichées, confrontées à la réalité du terrain, étaient dévoyées. Pour Bakounine, la société russe avait atteint un seuil qui rendait toute réforme interne impossible. Les faits lui donneront raison cinquante ans plus tard.

Les conseils de modération de Herzen contribuèrent sans doute, un temps, à réfréner ses ardeurs révolutionnaires et son esprit critique. On parlait beaucoup d'États généraux (*Zemsky-Sobor*), de *Douma* nationale (assemblée nationale). Une délégation de la noblesse de Tver, dont faisaient partie deux frères de Bakounine, avait même présenté une supplique à l'empereur pour demander une Constitution.

## **Les accusations de panslavisme**

Les rumeurs malfaisantes à l'encontre de Bakounine ne cesseront pas après son arrestation, en 1849 ; au contraire, elles s'amplifieront, mais il n'en aura connaissance qu'après son évasion, en 1861. Un ami de Marx, David Urquhart, éditeur, affirma dans *The Free Press* en août 1853 que le révolutionnaire russe avait été reçu par le tsar à bras ouverts, qu'il n'était pas en prison et qu'il fêtait sa trahison en buvant du champagne en compagnie de femmes galantes. Ces déclarations suscitent l'indignation de Mazzini et de Herzen. Marx émet lui aussi une protestation. On sait que les conditions de détention de Bakounine étaient effroyables : il passa des mois enchaîné à un mur, il attrapa le scorbut et perdit presque toutes ses dents.

Franz Mehring, le biographe de Marx, présente les choses autrement. Ce serait « un partisan d'Urquhart complètement idiot » qui aurait repris dans *The Morning Advertiser* l'accusation contre Bakounine. Mehring affirme que « par une coïncidence malheureuse, le détracteur de Bakounine se nommait également Marx » mais il « se refusa toujours obstinément à lever l'ambiguïté publiquement ». Herzen, « ce révolutionnaire de pacotille, exploita cette homonymie pour ourdir une basse intrigue ». Lorsque Bakounine arriva à Londres après son évasion, « Herzen lui fit croire que Marx l'avait dénoncé dans la presse anglaise comme espion russe. Ce fut là

la première d'une série de médisances qui devaient tant nuire aux relations entre Marx et Bakounine. »

En somme, Bakounine est l'objet de calomnies ignobles mais c'est Marx la victime...

« Lorsqu'en 1861, ayant heureusement réussi à m'échapper de Sibérie, je vins à Londres, la première chose que j'entendis de la bouche de Herzen fut celle-ci: Ils avaient profité de mon absence forcée pendant douze années (de 1849 à 1861, dont j'avais passé huit ans dans différentes forteresses saxonnes, autrichiennes et russes, et quatre ans en Sibérie) pour me calomnier de la manière la plus odieuse, racontant à qui voulait l'entendre que je n'étais pas du tout emprisonné, mais que jouissant d'une pleine liberté et comblé de tous les biens terrestres, j'étais au contraire le favori de l'Empereur Nicolas ; et que mon ancien ami l'illustre démocrate polonais, Worzel, mort à Londres vers 1860, et lui, Herzen, eurent toutes les peines du monde pour me défendre contre ces sales et calomnieux mensonges. Je ne leur cherchai pas querelle pour toutes ces aménités allemandes ; mais je m'abstins d'aller les voir, voilà tout <sup>14</sup>. »

Urquhart était un personnage curieux. C'était un diplomate spécialiste des affaires russes, qui haïssait féroce­ment les Russes et vouait aux Turcs une admiration sans bornes. Il partageait avec Marx la russophobie et l'opposition au ministre britannique Palmerston – c'était d'ailleurs là leurs seuls points d'accord. Marx collabora aux journaux d'Urquhart et autorisa *The Free Press* à publier, sous forme de tracts, plusieurs de ses articles parus dans le *New York Daily Tribune*. « Ces pamphlets anti-Palmerston eurent des tirages atteignant jusqu'à 15 000 ou 30 000 exemplaires et connurent un grand retentissement », écrit Franz Mehring dans sa biographie de Marx.

En mars 1862, Urquhart remet ça : un article anonyme dans *The Free Press* affirme de nouveau que Bakounine est un agent du gouvernement russe, qu'il ne s'est en réalité pas évadé mais qu'il a été libéré afin de susciter des troubles en Europe. Bakounine somme l'auteur anonyme de se faire connaître. *The Working Man*, le journal des ouvriers, publia aussitôt un article dans les colonnes pour saluer le retour de Bakounine.

« On n'a pas la preuve de la responsabilité de Marx », écrit Madeleine Grawitz : « On peut seulement constater qu'il ne s'opposa pas plus énergiquement cette fois que les précédentes aux calomnies de ses amis » <sup>15</sup>.

« A peine arrivé à Londres, je fus salué par une série d'articles dans un petit journal anglais, écrits ou inspirés évidemment par mes chers et nobles amis, les chefs du communisme allemand, mais ne portant aucune signature. Dans ces articles on osa dire, "que je n'avais pu m'enfuir qu'avec l'aide du gouvernement russe qui, en me créant la position d'un émigré et d'un martyr de la liberté – titre que j'ai toujours détesté, parce que j'abhorre les phrases – m'avait rendu plus capable encore de lui rendre des services, c'est à dire de faire le métier d'espion pour son compte. Lorsque je déclarai dans un autre journal anglais à l'auteur

---

<sup>14</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

<sup>15</sup> Michel Bakounine, Plon, p. 238.

anonyme de ces articles, qu'à de pareilles infamies on répond non la plume à la main, mais avec la main sans plume, il s'excusa, en prétendant qu'il n'avait jamais voulu dire que je fusse un espion salarié, mais que j'étais un patriote de l'Empire de toutes les Russies, tellement dévoué que "j'avais encouru volontairement toutes les tortures de la prison et de la Sibérie, pour pouvoir mieux servir plus tard la politique de cet Empire". A de pareilles inepties, il n'y avait évidemment rien à répondre. Ce fut aussi l'avis du grand patriote italien Giuseppe Mazzini et celui de mes compatriotes, Ogaref et Herzen. Pour me consoler, Mazzini et Herzen me dirent qu'ils avaient été attaqués à peu près de la même manière et fort probablement par les mêmes gens et qu'à toutes les attaques semblables, ils n'ont jamais opposé que leur silence méprisant <sup>16</sup>. »

En 1863, ça recommence :

« En décembre 1863, lorsque je traversai la France et la Suisse pour me rendre en Italie, un petit journal de Bâle, je ne sais plus lequel, publia un article dans lequel il prémunissait contre moi tous les émigrés polonais, prétendant que j'avais entraîné dans l'abîme beaucoup de leurs compatriotes, tout en sauvant toujours du désastre ma propre personne. Depuis 1863 jusqu'en 1867, pendant tout mon séjour en Italie, je fus continuellement injurié et calomnié par beaucoup de journaux allemands. Très peu de ces articles parvinrent à ma connaissance – en Italie on lit peu les journaux allemands. J'appris seulement qu'on continuait de m'accabler de calomnies et d'injures, et je finis par m'en soucier aussi peu que je me soucie, soit dit par parenthèse, des invectives de la presse russe contre moi <sup>17</sup>. »

Bien entendu, Bakounine n'est pas du tout indifférent à ces calomnies. Pour lui, il n'y a pas de doute : les inspirateurs des attaques dont il est la victime sont les communistes allemands :

« Ce sont toujours mes bons vieux amis, les chefs des communistes allemands, législateurs de la société à venir et qui, restant eux mêmes enveloppés par les brumes de Londres, comme Moïse l'était par les nuages du Sinaï, ont lancé contre moi, comme une meute de roquets, une foule de petits Juifs allemands et russes <sup>18</sup>, tous plus imbéciles et plus sales les uns que les autres <sup>19</sup>. »

---

<sup>16</sup> *L'Empire knouto-germanique.*

<sup>17</sup> Lettre au rédacteur du *Réveil*.

<sup>18</sup> Nous reproduisons une note figurant dans le volume 2 de *Bakounine avant l'anarchiste*. – « Les dérives antisémites de Bakounine feront l'objet d'un travail particulier. Jusqu'en 1868-1869 elles sont absentes de son œuvre. Il conviendra donc de déterminer les circonstances qui ont provoqué l'apparition de propos antisémites. L'antisémitisme de Bakounine est directement lié aux campagnes de calomnies dont il a été l'objet après le congrès de Bâle de l'AIT en 1869. C'est donc un phénomène tardif qu'il conviendrait d'expliquer. En effet, l'examen de ses écrits montre qu'il n'y a aucune allusion antisémite antérieurement à cette date. Bakounine attribue la campagne de calomnies dont il est l'objet aux communistes allemands et aux Juifs. Les propos antisémites apparaissent au moment où Moses Hess écrit un article diffamatoire sur lui. Cependant, Hess n'inaugure pas la campagne de calomnies dont Bakounine a été constamment la victime car, entre 1848 et 1868 elles n'ont pas manqué, venant de l'entourage de Marx. Ainsi, pendant son emprisonnement dans les geôles du tsar, un journal publia un article affirmant qu'il fêtait sa trahison en compagnie de dames galantes et en buvant du champagne. Ce genre d'âneries, Bakounine était capable d'y faire face et n'a, alors, pas donné lieu à des propos antisémites. En revanche, les accusations répétées de panslavisme

En effet, c'est dans la presse social-démocrate allemande qu'on a pu lire les accusations les plus fantaisistes. « Ils ont osé imprimer dans un journal, d'ailleurs très honnête, très sérieux, mais qui dans cette occasion a trahi son caractère honnête et sérieux, en se faisant l'organe d'une vilaine et sottise diffamation, dans le *Volksstaat*, que Herzen et moi, nous avons été tous les deux des agents panslavistes, et que nous recevions de larges sommes d'argent d'un Comité panslaviste de Moscou, institué par le gouvernement russe. Herzen était un millionnaire ; quant à moi, tous mes amis, toutes mes bonnes connaissances, et le nombre en est assez grand, savent fort bien que je passe ma vie dans une très rude pauvreté. La calomnie est trop ignoble, trop bête, je passe outre <sup>20</sup>. »

Les divergences entre Marx-Engels et Bakounine sur la question slave remontent donc à loin, à la révolution de 1848, mais à ce moment-là, Bakounine ne songe pas à attribuer les attaques dont il est l'objet aux « juifs allemands ». Cette attribution n'apparaîtra qu'en 1869.

La position de Bakounine, exposée dans un « Appel aux Slaves » (1848) qu'il rédigea pour la circonstance, est simple :

1. Il faut profiter de la vague révolutionnaire pour inciter les peuples slaves asservis à l'ouest par les Allemands, à l'est par les Russes, à revendiquer leur indépendance nationale. Bakounine est certes conscient que les différentes nationalités slaves sont parcourues de contradictions, aussi va-t-il les inciter à surmonter leurs divergences dans leur intérêt commun.

2. Les Slaves doivent soutenir les Allemands dans leur lutte pour la démocratie, comme les Allemands doivent soutenir les Slaves dans leur lutte pour l'indépendance.

3. La solution de la question nationale doit être subordonnée à la question sociale.

## La Cause du peuple

Dans les appels, proclamations et textes d'analyse de Bakounine de l'époque, on peut souvent lire le mot *zemstvo*.

---

l'affectèrent énormément. Jusqu'en 1868, il n'avait pas songé à attribuer ces calomnies aux Juifs. L'examen systématique de toute sa production littéraire montre qu'avant l'article de Moses Hess, il ne s'intéresse tout simplement pas aux Juifs, dont il n'est pratiquement pas fait mention. L'argumentaire antisémite de Bakounine est d'une absence totale d'originalité mais reste cependant fidèle à son explication culturelle et linguistique des caractères propres à chaque peuple : l'oppression subie par les Juifs a façonné leur histoire et modelé leurs comportements collectifs. Les juifs constituent une « formidable puissance », dit Bakounine : argument usuel de l'antisémitisme. On connaît quelle solution le nazisme a trouvé pour régler le problème. Or la « solution » de Bakounine à la « question juive » est surprenante, et finalement conforme à la nature du personnage : « Cette puissance a été créée par plus de vingt-cinq siècles de persécutions, la liberté la plus large seule pourra la dissoudre. » (« Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872.)

L'antisémitisme de Bakounine est un phénomène tardif dont les causes peuvent être expliquées sinon excusées, et qui a été condamné par son entourage. En revanche, chez Marx il est un phénomène permanent, attesté dans les allusions antisémites répétées qu'on trouve dans sa correspondance.

<sup>19</sup> *L'Empire knouto-germanique*, Suite. Dieu et l'État, 1872.

<sup>20</sup> *Ibid.*

Le statut de 1864 créera les *zemstvo*, qui sont des assemblées de district auxquelles se superposent des assemblées de gouvernement. Ils sont désignés par des électeurs censitaires répartis en trois classes : les propriétaires, les citoyens, les paysans. L'existence des paysans, totalement ignorants, était dans ces assemblées symbolique, mais comme aucune des catégories représentées n'avait la majorité, les *zemstvos* restaient subordonnés à l'administration. Néanmoins, ils jouèrent un certain rôle économique et social en créant des écoles, des dispensaires, développant la vie locale.

Bakounine reprendra l'idée du *zemstvo* comme organe d'auto-administration. « Sur les ruines de l'État de Pierre le Grand, dit-il, ne peut exister que la Russie du Zemstvo, le peuple vivant. Il fallait déblayer la place pour le peuple. » Est-ce une préfiguration du soviét <sup>21</sup> ?

« Pour assurer l'issue pacifique de la crise actuelle, imminente, il n'y a qu'un seul moyen : l'Assemblée populaire du *zemstvo* et dans son sein la solution de la cause populaire du *zemstvo*. C'est l'unique moyen de sauvetage que le tsar tient entre les mains. Mais il ne veut pas l'employer. Donc, il veut le sang <sup>22</sup>. »

Bakounine est au fond absolument sceptique sur la capacité du tsar à mener des réformes, si tant est qu'il en ait réellement la volonté : c'est que l'appareil d'État, la bureaucratie, toute la société russe ont une formidable force d'inertie. Il dira, peu après avoir rédigé son texte « Romanov, Pugacev ou Pestel ? » que ceux qui croient aux réformes « ont oublié que le principal vice de notre gouvernement, vice qui le ronge et lui creuse l'abîme, c'est l'absence totale de la vérité, c'est le mensonge qui est partout et en toute chose, et ils ne pensent pas qu'un mensonge si général et radical ne peut pas exister seulement à la surface, mais doit avoir poussé ses racines dans le fond même, dans l'origine du système gouvernemental <sup>23</sup>. »

Mais pour l'instant, il se plie, sur la forme, à la position de ses amis Herzen et Ogarev qui pensent plus utile de s'adresser au tsar. C'est dans cet esprit que Bakounine rédigea « La Cause du peuple. Romanof, Pougatchev ou Pestel ? » (juin-juillet 1862), dans lequel il expose à Alexandre II les conditions qui pourraient accroître sa grandeur. La dynastie pourrait « élever la maison du tsar à une hauteur de puissance et de gloire qu'elle n'avait pas connue jusqu'à présent » : au lieu de cela, elle cherche le salut « en interrompant et non en encourageant la vie ».

« Rarement un rôle aussi grandiose, aussi bénéfique n'a échoué en partage à la maison du tsar. Alexandre II aurait pu si facilement devenir l'idole du peuple, le premier tsar russe du *zemstvo*, capable d'assurer la prospérité de son peuple non pas par la peur ni par l'ignoble violence, mais par l'amour, par la liberté. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le chef de tout le monde slave. »

---

<sup>21</sup> « Nous voulons l'auto-administration populaire, de la commune, du canton, du district, régionale et enfin du gouvernement, avec le tsar ou sans le tsar, peu importe et comme le voudra le peuple. Mais qu'il n'y ait plus de fonctionnaires en Russie et que la centralisation bureaucratique soit remplacée par la libre fédération régionale. » (« La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? »)

<sup>22</sup> « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Londres, juin-juillet 1862.

<sup>23</sup> « Aux Russes, Polonais, et tous les amis slaves », Londres, 2 février 1862.

Alexandre II aurait dû libérer la Pologne « avec tous ceux qui voulaient être la Pologne ». Il aurait dû sentir que l'édifice de l'oppression ne pouvait plus durer.

Dans « La cause du peuple. Romanov, Pugacev ou Pestel ? » Bakounine écrit que par le décret du 19 février 1861 émancipant les serfs, « Alexandre II était le tsar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui eût jamais régné en Russie ». Mais il comprenait si mal son peuple, « il était à ce point allemand que ce même jour, le jour le plus solennel d'entre les jours solennels de l'histoire russe, il s'est caché dans son palais et s'est entouré de gardes dans la crainte d'une révolte populaire ». Ensuite, les choses ont mal tourné : le tsar déclara au peuple avide de terre qu'il n'y aurait pas d'autre liberté ; il fit tirer sur des paysans innocents dans différents gouvernements ; il fit arrêter des nobles qui demandent une constitution. Il commit tellement d'erreurs que Bakounine le définit comme « le principal révolutionnaire de Russie »...

« Si nous désespérons d'une issue pacifique, ce n'est pas parce qu'il est trop tard, mais parce que nous avons désespéré en fin de compte de la capacité d'Aleksandr Nikolaevitch de comprendre quel est l'unique chemin sur lequel il peut se sauver lui-même et sauver la Russie. »

Il suffirait pour cela qu'il prenne la tête du mouvement de réformes. En somme Bakounine demande à Alexandre II de devenir le tsar du peuple et de se séparer de la classe dirigeante. Mais au contraire de Herzen, qui croit vraiment à l'utilité d'adresser des suppliques au tsar, Bakounine dans son texte ne propose à celui-ci, sous le couvert de monarchie constitutionnelle, rien d'autre que son suicide politique : la démarche de Bakounine n'a qu'un objectif de propagande : suppression de la noblesse, « auto-administration totale » du peuple.

Le titre même de la brochure envisage trois évolutions possibles de la politique du pouvoir en place :

1. Romanov, c'est le maintien de la politique autocratique ;
2. Pougatchev était un chef bande mi-paysan mi révolutionnaire dont les bandes résistèrent farouchement aux troupes de l'impératrice Catherine, et qui fit trembler tous les possédants en Russie. Il symbolise une révolution paysanne impitoyable, féroce, dont le souvenir faisait encore trembler la noblesse. La seule solution pour éviter cette éventualité est que le tsar adopte le programme de Pestel.
3. Pestel était un authentique chef révolutionnaire, éclairé, qui avait un programme politique et qui réclamait des réformes de fond. C'était aux yeux de Bakounine un homme « d'un génie incontestable » : il « entrevit le premier la nécessité d'une révolution sociale et économique en Russie », il pressentit la dissolution de l'empire russe et une confédération libre des nations slaves ».

Que préfère Bakounine ? « Disons la vérité ; nous suivrions plus volontiers Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer de tsar pétersbourgeois en tsar du zemstvo. »



« Nous le suivrions encore parce que lui *seul* peut accomplir, achever la grande révolution pacifique sans répandre une seule goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes, grâce à la stupidité humaine, deviennent parfois nécessaires, mais elles sont malgré tout un mal, un grand mal et un gros malheur, non seulement sur le plan de leurs victimes, mais aussi sur le plan de la pureté et de l'ampleur avec lesquelles elles touchent le but pour lequel elles se réalisent. Nous l'avons vu pour la Révolution française. »

Et Bakounine ajoute : « Notre position vis-à-vis de Romanov est claire. Nous ne sommes pas ses amis et nous ne sommes pas ses ennemis, nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le tsar est à sa tête, nous sommes derrière lui. Mais quand il marchera contre elle, nous serons ses ennemis. »

Après ce texte, Bakounine sera d'autant moins disposé à s'adresser au tsar que celui-ci fit arrêter ses deux frères, qui faisaient partie de la délégation de nobles de Tver venue demander une Constitution. A ce sujet, Bakounine écrit à sa belle-sœur, la femme de Paul que l'arrestation de ses deux frères a suscité en lui une

« une douloureuse inquiétude, une inquiétude impuissante qui ne peut venir en aide, mais en même temps un sentiment de fierté, voire même de joie attristée. Honneur et gloire à eux. » Ils se sont montrés comme les « défenseurs dévoués d'un droit incontestable et sublime en même temps que de la raison politique. » C'est, dit-il encore, « uniquement par l'autosuppression de la noblesse que pourra être assuré un vaste et tranquille épanouissement de la liberté russe. » Pour se sauver, le régime en place à Petersbourg, les autorités auraient « besoin de changer de nature, pour cela elles ne possèdent ni assez de raison, ni assez de volonté et de réserves de forces vives <sup>24</sup>. »

Il n'est pas certain que cette lettre ait rassuré la jeune épouse.

## **L'exemple polonais**

Au mois d'août 1862, Bakounine publie dans le *Kolokol* un curieux texte, « Aux frères slaves de la part de la société panslave », dans lequel commencent à poindre les éléments de ses manies de sociétés secrètes. Y est ébauchée, en même temps que l'idée d'une fédération des Slaves, l'idée d'une sorte d'association internationale des peuples. Ce texte très court d'une page contient neuf fois le mot « tribu », s'appliquant aux peuples, fait qui est tout à fait inhabituel chez Bakounine.

Il faut dépasser les « malentendus » qui ont déchiré nos « tribus » et constituer une fédération slave qui seule peut résoudre des problèmes qui, autrement, deviendront insolubles. Il faut donc constituer une grande « alliance » dans laquelle les peuples jouiraient de droits égaux « sur le plan de l'originalité et de l'indépendance », respectant les particularités nationales.

Apparaissent ainsi pour la première fois des thèmes qui seront récurrents dans la politique bakouninienne :

---

<sup>24</sup> Lettre à sa belle-sœur Natal'ja Semenovna Bakunina-Korsakova, 15 avril 1862.

« La représentation égale en droit des régions dans le rassemblement général de l'alliance ; la liberté et l'égalité identiques devant la loi de tous les membres de l'alliance dans chacune de ses régions, sans distinction de croyance, d'origine et de langue ; l'absence de confession officielle dominante ; l'abolition totale des différences d'état <sup>25</sup> ; la pleine liberté de pensée et de parole ; l'unité des principes dans la multiplicité des formes de gouvernement et de législation populaires ; les monnaies, les poids, les mesures uniques, la liberté de commerce et de relations ; l'unification des forces militaires et du pouvoir de liaison susceptibles de préserver l'intégrité de l'alliance volontaire contre les ennemis extérieurs et intérieurs. »

Certes, la mise en œuvre de ce plan demandera à tous de lourds sacrifices, mais, est-il affirmé, c'est la condition du développement indépendant de la force de notre « tribu » et de notre liberté commune.

Sont appelés à participer à cette œuvre grandiose d'« auto-développement de leurs peuples » les autres « tribus » : celles que le destin a lié aux Slaves : Lettons, Roumains, Hongrois, Turcs et Finnois, mais aussi les peuples des autres « tribus » qui ont connu « d'autres destinées historiques », ceux qui ont « devancé les Slaves sur la voie de la liberté civique et du développement historique ».

« Aux frères slaves de la part de la société panslave » est un appel à l'action et à l'organisation. De fait, en janvier 1863 éclate l'insurrection polonaise contre l'oppression tsariste.

Le tsar Alexandre II avait donc commencé son règne avec de grands projets de réformes, qui se heurtaient à une obstruction systématique de toutes les couches dont elles lésaient les intérêts, à commencer par les grands propriétaires ; aussi furent-elles largement sabotées dans leur mise en application.

« Ai-je besoin de raconter ce qui est arrivé depuis ? – Ce furent d'abord d'insignifiants essais de réformes, enfants misérables, mal conçus et mort-nés de la fausse et impuissante bienveillance impériale, de petits changements avec un grand bruit de paroles pour tromper l'opinion publique de l'Europe <sup>26</sup>. »

Les réformes entreprises par Alexandre II en Russie suscitaient des espoirs en Pologne, mais à des degrés divers. Le pays était divisé en un courant aristocratique, la *chliachta*, composé de gros propriétaires fonciers qui s'accordaient bien de l'occupation russe, et un courant plus populaire sous la direction d'un comité central national qui était opposé à la fois aux grands propriétaires et aux Russes et qui recherchait l'appui des démocrates européens. Bakounine, qui était alors à Londres avec Herzen et Ogarev, maintenait le contact avec les délégués des deux parties.

---

<sup>25</sup> Il faut entendre ce mot dans le sens de classe ou catégorie sociale, comme dans « tiers état », c'est-à-dire tout ce qui n'était pas aristocratie ou noblesse.

<sup>26</sup> Bakounine, lettre sur la Russie, mai 1863, paru dans *La Cloche*, 15 septembre 1863, n° 27, Londres et dans *Aftonbladet*, Stockholm en mai 1863.

En août 1862, il se rend à Paris où il rencontre le général polonais Mieroslawski<sup>27</sup>. C'était un vieux combattant qui s'était battu dans les légions de Garibaldi. D'opinions avancées, il réclamait cependant le rétablissement de la Pologne dans ses frontières historiques. En outre, il se réclamait seul représentant de la Pologne, alors que Bakounine ne voulait pas couper le contact avec le comité central polonais, qui représentait ceux qui se battaient en Pologne même – une variante de l'éternel conflit de prépondérance entre l'exil et l'intérieur. De retour à Londres, Bakounine reçut des délégués polonais qui remirent une lettre du comité central proposant une alliance entre démocrates polonais et russes pour libérer la Pologne. Herzen, qui dirigeait la revue *Kolokol*, hésitait à s'engager. Une entrevue eut lieu entre Bakounine, Ogarev, Herzen et les délégués des comités de Varsovie. Herzen, réticent et un peu froid, informa néanmoins les Polonais qu'il comptait publier un appel demandant aux officiers russes de ne pas prendre les armes contre la Pologne. Les Polonais, à leur tour, lurent une lettre qu'ils souhaitaient publier. Cette lettre insistait surtout sur les revendications territoriales des Polonais ; elle avait un tour trop nationaliste et n'évoquait pas la question du servage et de la propriété foncière.

Il s'ensuivit une véritable négociation de marchands de tapis.

Bakounine et Herzen avaient des préoccupations divergentes dans l'affaire. Pour Bakounine, le simple fait qu'il puisse y avoir un accord entre les Polonais et les Russes était un progrès, quel que puisse être le contenu des revendications polonaises : dans son esprit, ces questions se résoudre sur le terrain par la logique des faits. Il fallait donc qu'apparaisse publiquement un accord. Bakounine passait d'un groupe à l'autre pour tenter de trouver une voie médiane ; à ses yeux, Herzen, qui s'en tenait aux principes, chipotait sur des détails. On finit par trouver un compromis surprenant : le *Kolokol* publia le 1<sup>er</sup> octobre un article reconnaissant « une seule Pologne comprenant la Lituanie et les Ruthènes » tandis que les Polonais, dans leur réponse, reconnaissaient aux habitants de ces régions « l'entière liberté de disposer d'eux-mêmes »...

C'était quand même un succès pour Bakounine car, après tout, la position adoptée par les Polonais importait plus que celle du *Kolokol*.

Mieroslawski réagit vigoureusement : il écrivit une lettre furieuse à Bakounine : « Ce que vous honorez du nom du Comité central, c'est une pure fiction », écrit-il. L'opposition de Bakounine à ce que la Pologne (occupée par les Russes, rappelons-le) annexe l'Ukraine, la Ruthénie etc. (elles-aussi occupées par les Russes) rendit le général furieux :

« Que vous prétendiez nous enseigner la géographie de notre république à votre façon, il n'y pas grand mal ; nous sommes quittes pour refaire la carte et l'ethnographie russes à la nôtre, et nous n'en resterons pas moins bons amis pour cela.

« Mais un Polonais, ne fût-ce qu'un seul capable de jouer au démembrement de sa patrie en nationalités de fantaisie, c'est une honte pour notre école révolutionnaire tout entière. Vous avez gagné là un triste allié et tué, c'était autrement viable, le dernier Mohican du Comité

---

<sup>27</sup> Ludwik Mieroslawski (1814-1878), général polonais émigré qui prit part à l'insurrection de 1830-1831. Il fut également l'un des chefs de l'insurrection des Polonais en Prusse en 1846, puis à celle de 1848-1849. Il prit part aux révolutions de 1848-1849, puis se réfugia à Paris. Chef de l'insurrection polonaise en 1863. Il fit la connaissance de Bakounine en août 1862 mais se brouilla avec lui.

Central. *Vous allez entendre un long et formidable écho de ce jugement dans la presse révolutionnaire polonaise* et alors peut-être vous rappellerez-vous de ce que je vous disais lors de votre dernière visite à Paris <sup>28</sup>. »

Pour amadouer le général, Bakounine écrivit un article élogieux sur lui, mais celui-ci déclara « ne plus vouloir avoir à faire avec ce fou dangereux de Bakounine »...

En Pologne, l'émancipation des paysans russes suscitait de fortes inquiétudes chez les grands propriétaires polonais. Le tsar allait-il étendre la réforme à la Pologne ? Alexandre II décide d'y envoyer son frère, le grand-duc Constantin, et Alexandre Wielopolski, aristocrate terrien que Bakounine, qui ne l'aimait décidément pas, traite de « Polonais renégat ». Wielopolski était très hostile à l'Autriche et voyait le salut dans l'union avec la Russie. Il se lança dans une provocation, en janvier 1863 : il décida d'incorporer dans l'armée russe toute la jeunesse urbaine. Voici comment Bakounine raconte l'affaire :

« Le marquis Wielopolski, un Polonais renégat, parricide, un traître plus infâme même que Cronstadt, ce livreur de Sveaborg, et dont le nom sera désormais attaché au pilori de l'histoire, lui en suggéra une nouvelle : un nouveau mode de recrutement monstrueux, sans règle et sans limite, ou comme l'a dit un ministre anglais, une proscription en masse, soumise uniquement au bon plaisir d'une infâme et cruelle police, et qui devait frapper sans exception tous ceux qui avaient eu l'honneur de mériter ses soupçons. – Par cette mesure savante et qui rappelle si bien la politique du roi Hérode d'évangélique mémoire, on avait espéré d'atteindre l'un de ces deux buts : ou bien elle réussirait et alors la Pologne, privée d'un seul coup de toute son héroïque jeunesse, de la partie vivante, énergique de sa population, serait pacifiée pour longtemps. Ou bien ces malheureux Polonais, réduits au désespoir, se soulèveraient sans préparation aucune, sans armes, sans espoir de succès, et seraient facilement écrasés <sup>29</sup>. »

Ce fut donc le signal de l'insurrection, qui éclata dans la nuit du 22 au 23 janvier 1863. Des bourgeois, de petits nobles, des propriétaires, des employés rédigèrent un manifeste révolutionnaire qui ne se prononçait pas sur la cession des terres aux paysans. La masse paysanne resta donc indifférente à l'insurrection, qui se trouva ainsi vouée à l'échec. Le nouveau gouvernement « refusa de s'entendre avec les révolutionnaires russes, Herzen et Bakounine. Il eut contre lui les libéraux russes, qui lui avaient d'abord été favorables, mais qui lui reprochaient de vouloir démembrer la Russie en soulevant la Ruthénie et la Lituanie <sup>30</sup>. »

L'insurrection en Pologne est sévèrement réprimée par les Russes. Comme à Prague en 1848, à Dresde en 1849, Bakounine juge l'insurrection prématurée, insuffisamment préparée, et il prodigue des conseils de prudence. Sa préoccupation principale reste la lutte contre l'autocratie russe, et c'est en cela que l'insurrection polonaise l'intéresse. L'indépendance

---

<sup>28</sup> Citée par Bakounine dans une lettre à Józef Wierciakiewicz, Londres, 15 octobre 1862.

<sup>29</sup> « Lettre sur la Russie », mai 1863. *Kolokol* n° 27, septembre 1863.

<sup>30</sup> *Du libéralisme à l'impérialisme* (1860-1878), H. Hauser, J. Maurain, P. Benaerts, PUF, p. 48.

polonaise n'est pas une fin en soi. Il voudrait profiter des circonstances pour infiltrer des agents en Russie afin d'y soulever la paysannerie.

Il ne surestime pas la difficulté qu'il y a à travailler avec les Polonais. Il participa à une expédition, à laquelle il s'était joint en cours de route, et qui devait débarquer des hommes dans le pays. Il raconte à ce sujet : « Pendant le court laps de temps que j'ai passé parmi les Polonais qui formaient le corps expéditionnaire, j'ai pu me rendre compte combien il est difficile à un Russe d'entreprendre une action russe avec des Polonais »<sup>31</sup>. Déjà en 1848, dans son *Appel aux Slaves*, il avait critiqué ces derniers pour leur tendance à faire bande à part. Bakounine avait tenté sans succès de persuader les Polonais que les démocrates russes avaient les mêmes objectifs qu'eux, ce que les Polonais récusait catégoriquement. Ce sont, dit Bakounine, « d'incorrigibles nobliaux chevaliers avec tous les vices vertueux et fondamentaux de cette caste »<sup>32</sup>. Ils se passeraient d'autant plus volontiers d'une alliance avec les Russes révolutionnaires qu'ils orientent leur stratégie sur l'intervention étrangère, en particulier celle de la France qui vient de prêter secours à l'Italie contre l'Autriche. Là encore, Bakounine dès 1848 leur avait reproché leur tendance à jouer le jeu de la diplomatie, jeu qui se retournait toujours contre eux.

« Nous devons tirer tout le profit possible du mouvement polonais qui ébranle l'empire, or la guerre avec l'étranger l'ébranlera encore plus. Je pense que la guerre elle-même n'arrêtera pas nos activités ; nous ne devons pas oublier que notre principal ennemi est notre Empire allemand-Pétersbourg et qu'avant tout et mieux de tout, nous devons le renverser par n'importe quels moyens. Bien entendu nous ne marcherons pas contre la Russie avec les Français, les Suédois, ni même avec les Polonais ; marcher avec eux nous compromettrait auprès du peuple. Mais la guerre ne doit pas nous empêcher de provoquer par tous les moyens le soulèvement intérieur du peuple et de déclarer à ce dernier qu'aujourd'hui le moment est effectivement venu où il doit revendiquer et prendre tout ce dont il a besoin ; et que s'il laisse passer l'heure propre<sup>33</sup>, il n'obtiendra rien. Nous devons tourner contre le gouvernement les armes qu'il utilise contre les Polonais, en provoquant dans les gouvernements de l'Ouest la guerre sociale, nous devons profiter de cette anarchie-même qu'il inspire aujourd'hui au sein du gouvernement pour sa propre défense et dans laquelle il se plonge de plus en plus sans pudeur<sup>34</sup>. »

Cette déclaration peut sembler abusive aujourd'hui, mais pour la plupart des protagonistes de l'époque, une guerre des puissances occidentales contre la Russie était une option possible – la guerre de Crimée l'avait bien montré<sup>35</sup>. Le gouvernement russe lui-même pense qu'une révolution est

---

<sup>31</sup> *Zemlja i Volia* [Terre et Liberté], Stockholm, 9 juillet 1863, Lettre adressée au représentant en Suisse.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> Bakounine veut sans doute dire « propice ».

<sup>34</sup> *Zemlja i Volia*, Stockholm, 9 juillet 1863.

<sup>35</sup> L'une des constantes de la politique extérieure russe est de parvenir à s'ouvrir au sud sur la mer Noire, d'occuper Constantinople pour accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles, puis à la Méditerranée. Prétextant la protection des chrétiens de l'Empire ottoman, le tsar Nicolas I<sup>er</sup> occupe la Moldavie et le Valachie (l'actuelle Roumanie). En février 1854, la France et la Grande-Bretagne exigent que la Russie de quitte ces deux principautés. Le 27 mars, la France et la Grande-

imminente : la tête de Bakounine est de nouveau mise à prix, pour cinquante mille roubles (cinq fois plus qu'en 1848...).

Que dit Bakounine, dans le passage ci-dessus ? Que la révolution n'a rien à faire des conflits entre États et qu'il faut tirer profit de la guerre pour promouvoir la révolution sociale, en Russie d'abord, dans l'Europe de l'Ouest ensuite. « C'est la première fois qu'un révolutionnaire déclare que la révolution n'a rien à voir avec les conflits des États impérialistes, mais que son unique intérêt est d'en tirer profit à ses propres fins », dit Kaminski <sup>36</sup>. Il y a une étonnante ressemblance d'analyse avec celle de Lénine au début de la Première Guerre mondiale. En réalité, Bakounine avait déjà dans son « Appel aux Slaves » de 1848 *subordonné* la réalisation de l'indépendance nationale à la révolution sociale.

Il n'y avait aucune chance que la France intervienne après l'expérience de Crimée : pour le seul siège de Sébastopol, elle avait perdu 95 000 hommes <sup>37</sup>. Dans sa « lettre sur la Russie » publiée par le journal suédois *Aftonbladet* en mai 1863, Bakounine s'explique. « Le gouvernement [russe] sentit le danger. Convaincu de l'imminence d'une insurrection polonaise que ses actes barbares avaient rendue nécessaire, il résolut de la précipiter dans l'espoir qu'il pourrait l'étouffer à la naissance. »

A cela, il y avait plusieurs raisons : au moment où éclatait l'insurrection polonaise, les gouvernements russe et français étaient en train de conclure une alliance. « On y avait travaillé des deux côtés pendant plus d'une année et on était parvenu à s'entendre dans la question d'Orient, contre l'Autriche et la Turquie et contre l'Angleterre aussi. » Il s'agissait de s'appuyer sur les nations chrétiennes de la Turquie et sur les provinces slaves d'Autriche pour attaquer la Turquie. Pour cela, il fallait que la Russie ait les mains libres. « Donc avant de s'embarquer dans cette grosse aventure d'une guerre orientale, qui ne manquerait pas de devenir une guerre générale, la Russie devait ou bien satisfaire la Pologne ou bien l'écraser de manière à ce qu'elle ne puisse bouger de longtemps. » Incapable de résoudre pacifiquement la question polonaise, le cabinet de Saint-Petersbourg adopta la manière forte : « pour avoir les mains libres au printemps, il fit éclater le mouvement polonais en hiver <sup>38</sup>. »

Il y avait cependant une autre raison à l'écrasement de l'insurrection : en Pologne, un nombre croissant d'officiers russes contestaient l'occupation, et des contacts s'étaient établis avec les patriotes polonais. Le tsar « ne pouvait ignorer les dispositions dont s'animaient de plus en plus les jeunes officiers russes en Pologne, puisque dans une adresse mémorable au grand-duc Constantin, publiée dans *le Kolokol*, ces officiers avaient hautement exprimé

---

Bretagne lui déclarent la guerre. L'une des constantes de la politique étrangère britannique est d'empêcher la Russie d'accéder aux détroits du Bosphore et des Dardanelles et de contrôler le commerce maritime entre la mer Noire et la Méditerranée. La Russie, dont l'expansion territoriale dans le Sud-Est asiatique inquiète la Grande-Bretagne, menace les possessions de cette dernière en Inde. Il s'agit donc aussi de briser toute possibilité pour l'Empire russe de contrôler la route des Indes par le Proche-Orient (le canal de Suez n'existe pas encore).

<sup>36</sup> H.-E Kaminski, *Michel Bakounine*, Aubier, p. 197.

<sup>37</sup> Napoléon III était plutôt favorable à la Russie mais il avait besoin de donner à l'Empire une stature internationale et entendait engager la France dans le conflit. Il envoya secrètement son cousin négocier avec le prince Alexandre Gortchakov, en poste à Baden-Baden. Gortchakov en toucha un mot au tsar, qui finit par répondre : « Entre un Romanoff et un Bonaparte, il ne peut y avoir rien de commun. » Trois jours plus tard, la France et l'Angleterre s'alliaient contre la Russie. On a là un exemple flagrant de morgue aristocratique et d'imbécillité politique. Napoléon III ne mit pas longtemps à comprendre qu'il engageait des fonds et des hommes dans le seul l'intérêt du commerce britannique. Il ne valait pas mieux que son confrère Romanoff, la morgue aristocratique en moins...

<sup>38</sup> « Lettre sur la Russie ».

leur sympathie pour la cause polonaise et leur dégoût pour le rôle de bourreau qu'on leur faisait jouer en Pologne <sup>39</sup>. »

Enfin, une troisième raison faisait pencher la balance en faveur d'un écrasement hâtif de la Pologne. Selon Bakounine, le terme que le tsar avait assigné – mars 1863 – pour l'émancipation des paysans russes arrivait. Confronté au mécontentement croissant des paysans, le tsar redoutait un soulèvement général : « Si la révolution russe donne la main à la révolution polonaise, elles deviendront désormais toutes les deux invincibles. »

Selon Bakounine, les chefs de l'organisation secrète russe auraient demandé au comité central polonais de retarder l'insurrection, demande à laquelle les Polonais auraient souscrit. Il fallait donc à tout prix susciter son déclenchement prématuré à n'importe quel prix. Ainsi s'expliquerait la provocation de Wielopolski.

L'écrasement de l'insurrection dut être terrible et affecter même le moral de l'armée russe. « C'est en vain que nos jeunes officiers honteux, indignés, désespérés, s'efforcent de contenir les soldats : ceux-ci tournent leurs baïonnettes contre eux. Beaucoup d'officiers russes passent chaque jour dans les rangs polonais, comprenant toujours davantage qu'il ne s'agit plus ici de lutte nationale, mais du combat de la liberté et de l'humanité contre la plus infâme tyrannie <sup>40</sup>. » Bakounine mentionne un certain Krasovskij, colonel des hussards, qui a été condamné aux travaux forcés pour avoir diffusé parmi les soldats des ouvrages interdits :

« Il y a beaucoup de militaires nobles parmi les officiers d'infanterie et d'artillerie ; ils ont déjà eu le temps de se manifester à Varsovie comme à Pétersbourg ; maintenant la cavalerie se joint aussi à eux. L'exemple du colonel Krasovskij ne peut manquer d'avoir d'heureuses conséquences. Les soldats l'aimaient comme un ami ; ils lui ont lancé par la fenêtre de la prison des lettres attachées à des pierres ; ils y disaient qu'ils ne l'oublieraient jamais <sup>41</sup>. »

C'est une constante que toute armée d'occupation est confrontée à une forme de démoralisation, au sentiment de déshumanisation, surtout lorsqu'elle se voit imposer des mesures de répression sauvages. Plusieurs éléments indiquent qu'un travail de propagande a été fait de longue date auprès des soldats russes, et en particulier des officiers.

Le *Kolokol*, journal de Herzen et Ogarev, auquel Bakounine participa activement, rend compte de cette situation. Ce journal pénétrait en Russie à des milliers d'exemplaires et participa au travail de propagande. Peu de temps avant l'éclatement de l'insurrection, la rédaction reçut une lettre datée du 6 novembre 1862 :

« Monsieur, vous avez inséré notre adresse au grand-duc Constantin ; nous vous en remercions. Nous n'attendions aucun résultat de cette adresse, et nous l'avons écrite que pour l'acquit de notre conscience. En effet, aucun résultat ne s'est produit. Le gouvernement se conduit aujourd'hui en Pologne comme il s'y conduisait hier. Maintenant, nous venons vous prier d'insérer dans le *Kolokol* notre adresse aux officiers russes, car nous voulons que l'armée connaisse notre situation et nos

---

<sup>39</sup> « Lettre sur la Russie ».

<sup>40</sup> « Lettre sur la Russie ».

<sup>41</sup> Article à traduire pour le *Przeglad Rzeczy Polskich*, début décembre 1862, Londres.

convictions. Ce n'est plus pour l'acquit de notre conscience que nous avons conçu la présente adresse, mais c'est parce que nous croyons fermement à son succès.

« Varsovie, 6 novembre 1862. »

Voici le texte de cette Adresse, qui porte le sceau du Comité militaire avec l'inscription : Terre et liberté :

**« AUX OFFICIERS DE L'ARMÉE RUSSE  
adresse du comité des officiers russes en pologne.**

« Camarades de tous les corps militaires, de la ligne et de l'artillerie, de la garde et de l'armée, des garnisons et des Cosaques, des académies militaires et de l'état-major !

« Notre situation est exceptionnelle.

« La manière d'agir du gouvernement dans les villes polonaises est telle, que le peuple doit perdre patience et s'insurger, sans même se demander s'il sera vainqueur ou vaincu. Les événements rapprochent, de jour en jour, le moment où il nous faudra accepter le rôle de bourreaux de la Pologne ou bien nous soulever avec elle.

« Nous ne voulons pas du rôle de bourreaux.

« Si nous étions seuls, nous aurions déposé les armes et nous nous serions éloignés ; mais derrière nous, il y a des soldats : et les soldats ne veulent pas non plus du rôle de bourreaux. Or, il n'est pas humainement possible de décider des régiments entiers à déposer les armes et à rester complètement neutres. Vous le voyez, nous n'avons pas le choix : nous soutiendrons la cause de la liberté. Nous attesterons que le peuple russe arbore le drapeau de l'émancipation et non de l'asservissement des peuples slaves. Nous ne déshonorerons pas le nom russe en nous prêtant à la continuation des crimes de l'impérialisme pétersbourgeois : nous périrons plutôt, comme des victimes d'expiation et de rédemption.

« Le Comité central de Varsovie, placé aujourd'hui à la tête du mouvement polonais, nous a déclaré que son but est : la cession aux paysans polonais des terres qu'ils cultivent, l'égalité des droits politiques et l'abolition des privilèges de classes, la délivrance de la Pologne du joug du gouvernement de Pétersbourg et des autres gouvernements allemands et la reconnaissance aux provinces unies à la Pologne par le souvenir du passé, du droit absolu de disposer d'elles-mêmes, sans égard aux intérêts d'État polonais ou russe. C'est conformément à ces principes, mais à ces principes seuls, que, nous et nos soldats, nous sommes prêts à nous joindre à l'insurrection polonaise, car ces principes sont ceux de la liberté russe.

« En prévision d'une lutte imminente, nous sommes décidés à nous réunir en comité pour peser toutes les circonstances et déterminer la marche à suivre. Nous ferons tous nos efforts pour écarter les malheurs inutiles – mais le temps est précieux.

« Le gouvernement agit en Russie aussi mal qu'en Pologne. Après la guerre de Crimée, le gouvernement battu s'est aperçu qu'on ne pouvait plus se fier aux pilotes pourris de la bureaucratie et de la police secrète. Il a commencé à réformer avec un faux air de sincérité, mais avec la ferme intention, au fond, de ne faire aucune concession.

« Il en est résulté :

« 1° L'émancipation des paysans – avec réduction de leurs propriétés foncières, avec des chartes réglementaires forcées, avec le *rachat impossible*, avec des fusillades contre le peuple, et enfin avec la promesse de l'empereur qu'il ne donnerait jamais aucune autre liberté à la nation ;

« 2° La réforme financière – avec *augmentation* d'impôts, d'emprunts et de ruine ;

« 3° La promesse de réformes judiciaires – avec *l'emprisonnement*, dans les casernes, d'hommes dont le seul crime est leur attachement à la vraie liberté



du peuple, et l'exécution d'officiers et de soldats condamnés à mort pour avoir osé parler ici de cette liberté ;

« 4° La promesse de Conseils provinciaux chargés de diriger les affaires économiques des provinces – avec *l'état de siège* introduit par degrés depuis les provinces occidentales jusqu'à Nijni-Novgorod.

« Vous voyez que l'impérialisme de Pétersbourg n'est pas sincère et qu'il est incapable.

« Le peuple russe ne peut s'organiser selon sa vraie liberté, – c'est-à-dire sans privilèges de classes, avec le droit de chacun à la terre, avec l'autonomie des provinces et leur fédération, – que par l'intermédiaire d'une *assemblée nationale* de députés élus par *tous* et ayant la confiance de *tous*.

« Le gouvernement ne *convoquera jamais l'Assemblée nationale*.

« La Russie étant, à cause de son immense étendue, moins concentrée que la Pologne, s'agitera peut-être un jour plus tard qu'elle, mais son heure n'est pas éloignée. L'absence d'ordre et d'unité présage des massacres sauvages et une terrible effusion de sang.

« Qui donc sauvera la Russie ?

« L'armée !

« L'armée doit se refuser à tenir la Russie en état de siège et à être le bourreau du peuple russe, de même que nous, que le hasard a envoyés en Pologne, nous nous refusons à être les bourreaux du peuple polonais. Mais ce refus ne suffit pas : pour sauver la Russie, l'armée doit se faire l'âme du peuple et la servante de sa liberté.

« Camarades ! Prenez nos paroles à cœur, en quelque lieu qu'elles vous parviennent !

« Formez des comités comme le nôtre ; dites aux soldats que leur mission n'est pas de se faire les bourreaux, mais bien les sauveurs de la vraie liberté du peuple. Seul, le peuple russe libre peut relever les soldats du rôle mercenaire de l'impérialisme, pour en faire des hommes libres, possédant leur lot de terre, et défenseurs d'une libre patrie. Dites-leur que la liberté russe demande un nouveau serment et un saint dévouement.

« Quand vous aurez organisé des cercles puissants, avec des comités à leur tête, d'accord avec vos soldats, entrons en relations, unissons-nous en un même esprit et pour une même action. De Pétersbourg et de la Bessarabie, de l'Oural et du Don, de la mer Noire et du Caucase, formons nos rangs et traversons avec calme tous les pays russes, prévenant une inutile effusion de sang, laissant le peuple s'arranger librement et en appelant partout à la *Grande Assemblée Nationale* des élus de la nation russe, pour établir une organisation raisonnable et une union générale. Nous n'avons pas d'amour-propre, nous ne nous érigeons pas en comité central ; nous voulons que *les plus capables* soient nos guides et les vôtres : nommez-les ; nous les suivrons. Mais hâtez-vous ! le temps est précieux !

« Si pourtant le sort décide que nous devons être les premiers à refuser le rôle de bourreaux et à nous unir à la cause de la liberté, – alors c'est à vous que nous léguons le testament de la vraie liberté du peuple, que nous avons accepté des Pestels et des Ryleïeff <sup>42</sup>.

« Camarades ! Nous, qui allons à la mort, nous vous saluons !

« Il dépend de vous que ce ne soit pas la mort, mais une vie nouvelle !

« 5 novembre 1862. »

Il y a suffisamment de thèmes bakouniniens dans ce document pour qu'on ne doute pas que Bakounine ait au moins contribué à sa rédaction.

Bakounine a toujours milité pour l'indépendance de la Pologne, pour des raisons inverses de celles de Marx. Dans la construction théorique de ce dernier, il y a les nations historiques et les nations non historiques. D'une façon générale, les Slaves ne constituent pas des nations historiques parce

---

<sup>42</sup> Pavel Ivanovitch Pestel (1793-1826), issu d'une famille noble, officier, conspira en faveur d'une république, pour l'émancipation paysanne. Il participe au soulèvement des Décembristes en 1825, lors de l'avènement de Nicolas I<sup>er</sup>, réclamant une république unitaire, centraliste, égalitaire et une profonde réforme agraire avec la distribution gratuite des terres aux paysans. Il sera pendu le 13 décembre 1825. Ryleïeff, poète et homme d'action, fit partie de la conspiration.

qu'ils n'ont pas su construire d'États par eux-mêmes. Le critère de définition d'une nation historique est précisément sa capacité à construire un État, ainsi que sa capacité à développer les forces productives.

Mais c'est surtout la Pologne qui a un statut à part. Nation dont les structures politiques et économiques sont nobiliaires et agraires, elle n'a rien, selon les critères ainsi définis, pour avoir les faveurs de Marx ; néanmoins, elle est définie comme nation historique malgré tout. Ce statut enviable lui vient du fait que, située entre l'Allemagne et la Russie, elle constitue un efficace tampon contre les visées expansionnistes vers l'Ouest que Marx prête à l'empire des tsars. Tant que la Pologne résiste à la Russie, l'Allemagne peut respirer. Ce serait encore mieux si la Pologne pouvait être indépendante – à condition toutefois qu'elle ne revendique pas les territoires polonais acquis par l'Allemagne<sup>43</sup>. En 1848, la reconstitution de la Pologne est censée refouler la Russie au cœur de l'Europe, créant entre l'Allemagne et la Russie un rempart de « vingt millions de héros », selon l'expression de Marx. Ce sont des considérations géostratégiques qui motivent Marx plus que le souci de rendre « justice » au peuple polonais. Ce genre de préoccupation éthique vaudra à Bakounine les sarcasmes d'Engels, par ailleurs peu empressé de rendre aux vingt millions de « héros » les territoires polonais annexés par la Prusse. Dans la guerre que ce dernier appelle de ses vœux, les Polonais pourront se consoler en se dédommageant largement à l'Est, au détriment de la Russie<sup>44</sup> : « Les Polonais, mis en possession de vastes territoires dans l'Est, eussent été plus traitables au sujet de l'Ouest ; et, en fin de compte, Riga et Mitau leur auraient paru tout aussi important que Dantzig et Elbing<sup>45</sup>. »

Marx déclare encore en 1870 que la « principale tâche de la branche russe [de l'AIT], c'est de travailler pour la Pologne, autrement dit de débarrasser l'Europe du voisinage russe »<sup>46</sup>. C'est là un thème qui revient constamment sous la plume des fondateurs du socialisme dit scientifique. On sait également que Marx avait écrit un vaste ouvrage, inachevé, sur l'histoire de l'assujettissement de la Prusse à la Russie en raison de la question polonaise.

Si les optiques respectives de Marx et de Bakounine, ou en d'autres termes les raisons pour lesquelles chacun veut l'indépendance de la Pologne sont différentes, leurs analyses sont très proches.

Bakounine pense que la Prusse et la Russie sont liées par leur occupation commune de la Pologne qui leur interdit de se faire la guerre, ce qui profiterait à la Pologne. Mais à l'opposé de Marx, Bakounine pense que c'est la Russie qui est assujettie à la Prusse en raison de l'occupation de la Pologne... La Prusse comme puissance européenne serait née du partage de

---

<sup>43</sup> Ce point est développé dans : *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier, éditions du Monde libertaire et dans le tome 2 du présent ouvrage.

<sup>44</sup> La position d'Engels sur les territoires polonais a varié. Le 12 avril 1853 il écrit à Weidemeyer : « Quant aux anciennes provinces polonaises en deçà de Dvina et de Dniepr, je ne veux pas en entendre parler depuis que j'ai appris que les paysans là-bas sont tous des Petits-Russes (Ukrainiens) et que seule la noblesse, avec une partie des bourgeois, est polonaise et que pour les paysans de là-bas, comme dans la Galicie petite-russe en 1846, la reconstitution de la Pologne équivaut à la reconstitution de la vieille domination nobiliaire sans allègement. » C'est là exactement le point de vue de Bakounine. Mais en 1866, son opinion change totalement. Dans une série d'articles qu'il écrivit pour le journal *The Commonwealth*, il déclare que la Pologne indépendante devra récupérer les territoires perdus lors des différents partages qu'elle a subis, peuplés de Lituaniens, de Biélorusses et d'Ukrainiens

<sup>45</sup> Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne. »

<sup>46</sup> Lettre de Marx à Engels, 24 mars 1870.

la Pologne. La Prusse et la Russie « ne peuvent se faire la guerre, à moins d'émanciper les provinces polonaises qui leur sont échues, ce qui est aussi impossible pour l'une que pour l'autre, parce que la possession de ces provinces constitue pour chacun d'eux la condition essentielle de sa puissance comme État <sup>47</sup> ». Or l'empire russe est littéralement fondé, dit Bakounine, sur les ruines de l'État nobiliaire polonais : sans les provinces polonaises acquises lors du partage de 1772, l'empire russe s'écroule, car ce sont là les régions les plus riches, les plus fertiles et les plus peuplées. Sans elles, la richesse de l'empire, « qui n'est déjà pas considérable, et sa force diminueront de moitié ». En outre, la perte de ces provinces serait inévitablement suivie de celle des États baltes, puis de la Petite-Russie, qui deviendrait une province polonaise ou un État souverain. La Russie perdrait l'accès aux côtes de la mer Noire, serait coupée de l'Europe et refoulée en Asie. Ces dernières considérations seront formulées plus tard, dans *Étatisme et anarchie*, c'est-à-dire dans la dernière période, la période libertaire de l'évolution de la pensée de Bakounine.

Comme Bakounine, Marx pense que la Prusse « est née de la dissolution de la Pologne » <sup>48</sup>. Marx pense que le dépècement de la Pologne lie la Prusse à la Russie et constitue la Prusse comme État <sup>49</sup> : le point de vue de Bakounine n'est pas contradictoire avec celui-ci, à ceci près qu'au lieu de voir une situation de dépendance de la Prusse envers la Russie en raison de leur oppression commune de la Pologne, il constate l'interdépendance des deux États, qui leur interdit précisément de se faire la guerre (dont la Pologne profiterait). C'est avec le partage de la Pologne que commencerait le processus d'autonomisation de la politique étrangère prussienne, qui va aboutir à l'élimination de l'influence russe du Nord-Ouest de l'Europe. C'est une différence d'optique qui a son importance.

Le révolutionnaire russe constate que le premier partage de la Pologne donna à la fois à la Prusse et à la Russie la « complexion d'une grande puissance européenne <sup>50</sup> » et qu'à ce titre elles sont complices à titre égal. Marx veut accréditer l'idée que la Prusse fut en quelque sorte amenée malgré elle à participer au démantèlement de la Pologne.

La Pologne est elle aussi définie par Bakounine comme une « grande nation historique, sublime dans son martyre » <sup>51</sup> ; le révolutionnaire russe affina son raisonnement dix ans plus tard, lorsqu'il sera devenu libertaire. La Pologne, dira-t-il dans *Étatisme et anarchie*, constitue un bloc à part dans le monde slave, auquel elle ne se solidarise pas. La classe dominante, dans l'ouest du pays, est largement germanisée et se trouve bien plus proche des Magyars, avec lesquels elle est liée par l'histoire. Enfin, Bakounine considère que le « monde patriote polonais » est « plus ou moins au bout de sa carrière », alors que le reste du monde slave « n'a pas encore d'existence ». Chez Bakounine, on retrouve toujours Hegel au coin du chemin.

Les raisons pour lesquelles l'indépendance de la Pologne est indispensable divergent chez Marx et Bakounine : pour ce dernier, en dehors

---

<sup>47</sup> *Étatisme et anarchie*, IV, 254.

<sup>48</sup> Cf. « La Pologne, la Prusse et la Russie » in *Marx, Engels, La Russie*, 10/18.

<sup>49</sup> « La Prusse est née de la dissolution de la Pologne, et la progression de la Russie est la loi fondamentale du développement de la Prusse. Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse. » Marx, « La Pologne, la Prusse et la Russie », in *Marx Engels, La Russie*, 10/18.

<sup>50</sup> *Étatisme et anarchie*, IV, 254.

<sup>51</sup> « Lettre sur la Russie », mai 1863.

de l'argument de justice selon lequel les peuples ont le droit de déterminer eux-mêmes leur sort, le maintien de l'occupation russe en Pologne est une entrave à tout mouvement de libération sociale en Russie même <sup>52</sup>. C'est un point que Bakounine répétera à satiété, de façon obsessionnelle, essayant de convaincre les Polonais sceptiques que les deux combats sont liés. En 1863, les Polonais avaient parfaitement compris ce point, et leur opposition à cette stratégie venait de ce qu'ils ne tenaient pas du tout à voir déferler sur la Pologne une révolution sociale, par contagion. Bakounine n'est pas dupe : « En effet, dit-il, avec les Polonais nous avons du mal. Il y en a peu, trop peu avec lesquels nous pourrions vivre cœur à cœur <sup>53</sup>. » Ailleurs, il dit : « Je menais une lutte souterraine contre les Polonais, lutte entamée non par moi, mais par eux <sup>54</sup>. »

La sympathie qu'éprouve Bakounine pour la cause polonaise s'accompagne d'un manque total de complaisance à l'égard des nationalistes polonais. Les Slaves du Nord, les Polonais, dira-t-il plus tard dans *Étatisme et anarchie*, n'ont jamais cessé de se battre. Malheureusement, les partis dirigeants, constitués en grande partie de nobles, ne veulent pas abandonner leurs privilèges et sont contraints de chercher tantôt l'appui d'un Napoléon, tantôt l'alliance avec les Jésuites ou les féodaux autrichiens. En cent ans de luttes ininterrompues, les Polonais ont tout essayé : « conjurations de la noblesse, complots de la petite-bourgeoisie, bandes d'insurgés opérant les armes à la main, soulèvements nationaux et, enfin, toutes les ruses de la diplomatie, voire le soutien de l'Église. Ils ont tout tenté, se sont accrochés à tout et tout a lâché et trahi. »

« Les Polonais, héros et martyrs, ont un grand passé de gloire ; les Slaves, eux, sont encore des enfants et toute leur importance historique se situe dans l'avenir. Le monde slave, la question slave ne sont pas des faits réels, mais un espoir, et un espoir que seule la révolution sociale pourra réaliser <sup>55</sup> ; mais les Polonais, nous parlons bien entendu des patriotes, lesquels appartiennent en majeure partie à la classe cultivée et surtout à la noblesse, ont jusqu'à présent manifesté très peu d'envie pour cette révolution <sup>56</sup>. »

Ces considérations ont été émises exactement dix ans après l'insurrection polonaise.

En 1863, malgré son désir ardent de parvenir à un accord avec les Polonais sur le déclenchement simultané de l'insurrection, Bakounine est toujours resté inflexible sur la question des prétentions territoriales polonaises. C'est, sans doute, une des principales causes des réserves des Polonais à son égard. On a vu que son opinion sur la question lui a d'ailleurs valu quelques inimitiés.

---

<sup>52</sup> Obnubilé par la politique étrangère russe, Marx ignorera encore longtemps l'existence du peuple russe et de la question sociale dans ce pays.

<sup>53</sup> Lettre du 1er août 1863 à Herzen et Ogarev.

<sup>54</sup> *Zemlja i Volia*.

<sup>55</sup> Je souligne.

<sup>56</sup> *Étatisme et anarchie*, IV, 271.

## 2. – La Suède

En février 1863, Bakounine se rend à Copenhague en attendant un message de Varsovie et des instructions. Il attend cinq jours. En fait, les Polonais ne tiennent pas du tout à voir Bakounine débarquer chez eux. Ils finissent par le lui faire savoir. Bakounine regrette que les tentatives pour lier la cause russe à la cause polonaise se soient révélées infructueuses. Dans une lettre à Aleksandr Guttry<sup>57</sup> datée du 2 mars 1863, rédigée à Copenhague, Bakounine accuse réception du refus des Polonais de le voir venir en Pologne :

« Cher Monsieur, votre lettre m'a convaincu que le temps de partir pour la Pologne n'est pas encore arrivé pour moi. Je ne veux ni ne puis abandonner le projet dont l'exécution représente pour moi les espoirs les plus chers de toute ma vie et que je n'entreprendrai pas avant d'avoir la certitude que ma présence dans le royaume est souhaitable. »

Empêché par les Polonais eux-mêmes d'intervenir au moment de l'insurrection de 1863, Bakounine se rend en Suède, en février, pour ouvrir un second front à la révolution polonaise. Il devait y séjourner deux semaines, il y restera sept mois et s'attaquera à la question de l'indépendance de... la Finlande.

« J'emploierai tous mes efforts à animer en Finlande le mouvement que nous ne sommes pas les seuls à souhaiter, mais que souhaitent aussi nos amis de Pétersbourg. En admettant que l'insurrection polonaise se prolonge encore un mois ou deux, je suppose qu'alors tout sera gagné<sup>58</sup>. »

Il regrette que les politiciens et les diplomates fassent « plus confiance à la politique et à l'[intervention<sup>59</sup>] extérieure des puissances occidentales qu'aux efforts propres de la révolution polonaise ». Il faut, dit-il, que l'insurrection polonaise se prolonge encore quelque temps. En attendant, il compte « inciter les patriotes suédois slavophiles à commencer l'insurrection en Finlande ».

Son objectif est double : mettre en place des filières pour faire passer de la littérature révolutionnaire en Russie ; tenter de soulever la Finlande, qui fait partie de l'empire russe – mais qui a un statut à part. Le second objectif ne sera pas atteint, mais des études ont révélé qu'une nombreuse littérature révolutionnaire était passée dans l'empire russe à ce moment-là. A la même époque, Herzen et Ogarev, de Londres, dirigeaient une revue, le *Kolokol*, d'inspiration vaguement proudhonienne. Bakounine s'associe à eux pour faire passer cette littérature en Russie : dans une lettre à Herzen et Ogarev du 10 novembre 1862, il écrit en effet : « Devant la chasse évidente, systématique et, il faut aujourd'hui le reconnaître, intelligente que fait le gouvernement à toutes les publications de Londres et qui tend à annihiler entièrement notre propagande de Russie, il nous faut, enfin, sortir de notre

---

<sup>57</sup> Alexandre Guttry (1813-1891) patriote polonais de Posnanie. Bakounine et lui se rencontrent en 1848. Il prit part à l'insurrection polonaise de 1830. Représentant des propriétaires libéraux. En 1863, il vit à Paris. Avant de partir pour la Suède, en mars 1863, Bakounine lui proposa ses services.

<sup>58</sup> « Lettre à Aleksandr Guttry », 2 mars 1863.

<sup>59</sup> Dans le texte original il y a « insurrection ». Il s'agit manifestement d'un lapsus ou d'une erreur de transcription.

apathie et opposer à l'action ennemie l'action alliée. » Bakounine ajoute qu'établir « de larges et constantes communications avec la Russie est devenu une tâche de première et d'urgente nécessité » : il ne faut pas perdre de temps. On comprend d'après cette lettre que les réseaux sont complexes : de la Turquie et l'Autriche vers la Russie ; de Constantinople et Galac vers Odessa ; par le Caucase parmi les troupes caucasiennes et sur le Don ; par les Arméniens à Tiflis et jusqu'à Nijni Novgorod. « Par la suite, conclut Bakounine, on pourra également penser à un agent en Suède. »

Si le gouvernement suédois, conservateur, ne voulait pas de vagues avec la Russie, l'opinion publique était favorable à la Pologne ; aussi la population fit-elle un accueil triomphal à Bakounine : banquets, collaboration à des journaux, il est reçu par des ministres et même par le frère du roi. Les sept mois de séjour qu'il fit dans le pays l'amènèrent naturellement à s'intéresser à la politique locale et régionale. Il rencontra beaucoup de monde, démocrates suédois et finlandais.

Cependant, Bakounine est pratiquement seul, il n'a pas à proprement parler d'organisation. Il joue sur la célébrité et la sympathie que lui ont acquises son activité pendant la révolution de 1848 et son évasion de Sibérie. Il est, semble-t-il, mandaté par un certain Provansov, le représentant de l'organisation *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté), à laquelle il a adhéré à Londres. Provansov lui a donné « mandat d'agir au nom de l'association en Suède, en Pologne, en général, partout où les circonstances me jetteront », précise-t-il. Provansov devait le mettre en relation avec un homme sûr à Stockholm, grâce auquel il devait entrer en contact avec l'organisation et décider d'un plan d'action. Bakounine a attendu en vain, et Provansov disparaît de la circulation. Bakounine apprit peu après que son recruteur était devenu fou.

La correspondance du révolutionnaire russe révèle une lettre qu'il a adressée au représentant en Suisse de *Zemlja i Volia*. Il indique qu'il a mis en place des moyens pour communiquer avec la Russie. Il a des filières pour faire des envois de propagande vers les gouvernements baltes, les gouvernements d'Oloneck et d'Archangelsk ; « des hommes et des voies pour communiquer j'en ai trouvé ici beaucoup de tout à fait sûrs et sans danger », écrit-il, afin de « nouer partout des relations et établir des communications permanentes et régulières ». Il a également « une filière de relais à travers toute la Finlande jusqu'à Pétersbourg même ». Mais, ajoute-t-il dans sa lettre, « afin de tirer profit de toute la question, j'ai besoin de m'entretenir avec vous », ce qui laisse penser qu'il ne connaît pas son correspondant, à qui il demande de lui indiquer quels sont les buts de *Zemlja i Volia* et les moyens de les atteindre. En somme il demande des consignes à une organisation à qui il a proposé ses services, et à laquelle il se soumet. Bakounine a appris l'existence à Petrograd d'un comité central de *Zemlja i Volia* et, dit-il, « avec joie je m'y suis subordonné. Depuis, je me considère comme appartenant exclusivement à vous. Mais pour que de cette liaison et de cette subordination sorte du gain, pour que je puisse vous être utile, il faut que je m'assimile votre programme et votre plan d'action, vos attentes et espérances, il faut aussi que mes relations avec vous soient justes et constantes, et surtout que j'obtienne de vous des missions concrètes et un travail régulier<sup>60</sup>. » Les relations de Bakounine avec *Zemlja i Volia* en resteront là, il ne rencontrera jamais de représentant de cette organisation sinon le fils de Herzen, avec qui il ne s'entendra pas.

---

<sup>60</sup> Lettre, 9 juillet 1863.

Cela ne l'empêche pas de faire un énorme bluff : aux Suédois il présente *Zemlja i Volia* comme une organisation puissante ayant de nombreuses ramifications en Russie : lors d'un banquet que ses amis suédois avaient organisé le 28 mai 1863, Bakounine déclare :

« Messieurs, une vaste association patriotique, conservatrice, libérale et démocratique à la fois vient de se former en Russie. Elle porte le nom de “*la Terre et la Liberté – Zemlja i Volia*” – Son centre est à St Pétersbourg, ses adhérents et ses membres dans toutes les provinces de la Grande Russie. Elle embrasse toutes les classes de la société russe, tous les Russes de bonne volonté, quelle que soit d'ailleurs leur fortune et leur position : généraux, officiers en masse, grands et petits fonctionnaires civils, propriétaires nobles, marchands, prêtres, fils de prêtres et paysans, et des millions de sectaires dissidents, qui voulant la même chose que nous, travaillent souvent sans y songer avec nous. »

Il ajoute que cette société est « régulièrement et fortement organisée, tend à former un État dans l'État », qu'elle a conclu une alliance avec le « Comité Central de Varsovie, aujourd'hui gouvernement national polonais, sur des bases aussi larges que justes, en reconnaissant à chaque peuple quelque faible qu'il soit, à chaque province grande ou petite le droit absolu, illimité de disposer d'eux-mêmes selon leur convenance ». Il assure même que cette organisation a « conclu une autre alliance avec les patriotes de la petite Russie, et quand les Finlandais le voudront elle leur donnera la main aux mêmes conditions ».

Est-ce de la candeur ou du cynisme ? Probablement un peu des deux. Bakounine devait bien savoir à quoi s'en tenir à propos de *Zemlja i Volia*. En effet, dans un texte datant de la même période, il dresse un tableau qui doit plus ressembler à la réalité du terrain en Russie :

« Si amer soit-il de le reconnaître, je crois que, pour assurer le succès futur de la cause révolutionnaire même, nous devons proclamer à haute voix notre conviction que l'influence de notre parti sur le peuple a été, jusqu'à ce jour, proche de zéro. La propagande révolutionnaire n'a pas encore trouvé accès à lui et n'a pas encore su ébranler sa foi insensée et malheureuse dans le tsar. Jamais encore ne s'est fait si fortement sentir la coupure existant entre le peuple et nous, et aucun de nous n'a encore franchi le gouffre qui nous sépare de lui <sup>61</sup>. »

En attendant, Bakounine a raconté aux démocrates suédois (et finlandais) ce qu'ils voulaient entendre. C'est qu'il avait besoin de leur soutien pour réaliser ses objectifs. Quelques petites distorsions avec la réalité n'avaient au fond pas d'importance, d'autant qu'il a fourni au public suédois, à travers les articles que lui demandait la presse – notamment l'*Aftonbladet*, un journal de gauche – et les réunions auxquelles il participait, des analyses sur la situation en Russie et dans les pays slaves qui étaient tout à fait remarquables. Bakounine a largement contribué à éveiller l'opinion

---

<sup>61</sup> « La cause du peuple. Romanov, Pougatchev ou Pestel ? », juin-juillet 1862 Londres. L'historien Piotr S. Wandycz précise le tableau que donne Bakounine – celui de la lettre du 9 juillet, pas celui du banquet avec les Suédois : « ... l'assistance russe ne pouvait pas être très efficace, vu la faiblesse de Zemlja i Volia. ». *The Lands of partitioned Poland, 1795-1918*, Seattle, University of Washington Press.

publique suédoise aux problèmes sociaux en Russie. Et puis, le propre d'une société secrète n'est-il pas qu'on n'en connaît pas les effectifs ?...

Malgré tout, *Zemlja i Volia* devait bien avoir une certaine influence car dans sa lettre à Guttry il rappelle « l'erreur qu'a commise le Comité central de Varsovie : au moment où des compagnies entières d'infanterie russe prêtaient serment sous notre drapeau : "Terre et Liberté" et n'attendaient que l'insurrection polonaise pour se joindre à elle, juste à ce moment, les Polonais les ont attaquées et ont anéanti de la sorte une année de précieux travail ; il n'y a plus aucun moyen maintenant de rallier ces compagnies à nous. »

De Stockholm, Bakounine écrit que « tout en reconnaissant avec mes amis de Londres l'énorme différence qu'il y avait entre les principes des Polonais et des Russes, j'étais tout de même d'avis et je continue de l'être que dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, nous devons prendre part directement au soulèvement de la Pologne, étant donné qu'elle est un soulèvement contre notre commun ennemi : l'État impérial de Russie »<sup>62</sup>.

Le 21 mars, un navire anglais, le *Colin Ward*, prit la mer avec à son bord, recrutés à Paris par le comte Braniki, les membres d'une légion internationale de volontaires, décidés à aider les Polonais. Bakounine n'a pas été tenu informé, mais le 22 il reçoit un télégramme de Herzen et d'un responsable polonais, l'invitant à se rendre à Helsingborg où le navire fait escale. Bakounine, furieux, n'arrive que le 26. L'expédition est encore retenue deux jours par la tempête et par la mauvaise volonté du capitaine qui avait, déclara celui-ci, oublié les documents nécessaires pour le fret et l'équipage. Ce brave capitaine avait entre-temps pris contact avec le consul russe. « Ce n'est qu'une fois à bord du bateau que nous apprîmes que le capitaine, après avoir rassemblé ses marins, leur avait tenu un discours décrivant les dangers auxquels ils s'exposaient s'ils entraient avec nous dans la Baltique. »

Finalement, le capitaine débarque tout le monde à Copenhague « sous prétexte d'approvisionner le bateau en eau douce, ce que, soi-disant, il n'avait pas eu le temps de faire au cours des quatre journées passées à Helsingborg ». Il fonça à l'ambassade d'Angleterre et revint le lendemain en déclarant qu'il ne repartirait pas tant qu'il resterait un Polonais à bord. Bakounine n'est, à ce moment-là, pas au courant de la démarche du capitaine et se rend lui aussi chez l'ambassadeur qui l'informe de la visite du capitaine, la veille. A Copenhague se trouvait une agence de la compagnie propriétaire du navire, la Hansel & Cie, et Sir Paget, l'ambassadeur, informa Bakounine qu'elle était « en même temps celle de la marine de guerre russe pour les fournitures de charbon, etc. ; justement, dans ce même moment, cette agence était en train de préparer une cargaison de charbon pour un navire de guerre russe attendu le lendemain »...

Entre-temps, les marins anglais avaient tous quitté le navire, sauf le mécanicien et le pilote danois. Il fallait à tout prix quitter le Danemark dont le gouvernement s'était « jeté plus ou moins sous la protection du Cabinet de Saint-Pétersbourg ». La compagnie embaucha un capitaine et des marins danois « avec le concours desquels, le 30 mars, à 5 heures de l'après-midi, notre infortuné bateau, abandonné par tous les Anglais, entra dans le port de Malmö ». La légion internationale, débarquée, est chaleureusement

---

<sup>62</sup> *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté), 9 juillet 1863.



accueillie par la population, et l'aventure se termine par un banquet fraternel.

On peut dire que l'équipée était de toute façon mal partie, car de profondes dissensions divisaient les deux chefs polonais de l'expédition, Lapinski et Demontowicz <sup>63</sup>. Les sympathies de Bakounine vont au second, avec qui il est en relation depuis un moment, malgré leurs divergences. Lapinski, dit Bakounine, « est courageux, adroit, sensé, mais c'est un condottiere sans scrupules ou pour le moins à la conscience élastique, un patriote, ce terme pris dans le sens d'une haine implacable et invincible des Russes ; en tant que militaire, il déteste et méprise par profession n'importe quel peuple, voire même le sien. »

De Lapinski, Bakounine déclare qu'il nourrissait à l'égard de Demontowicz un sentiment d'hostilité : « Pour moi, il n'y avait pas le moindre doute qu'il profiterait de la première occasion, de la première chance, pour le supprimer ». Quant à Demontowicz, il était si méfiant de Lapinski qu'il « se gardait bien (selon ses propres paroles) d'accepter de Lapinski ses aliments, craignant du poison ». « Belle expédition, commente Bakounine, où les deux principaux chefs dont dépendent sa réussite, se trouvaient en de tels rapports ! »

« En un mot, je découvrais un monceau de malentendus et de mécontentements secrets ; et je me disais qu'il faudrait attendre qu'apparaisse une très bonne étoile pour que notre malheureuse expédition ait une issue heureuse. »

Le 31 mars, Bakounine, qui est fort en colère, écrit à Herzen :

« Vous vous êtes conduits avec moi comme avec un enfant, ne me prévenant qu'au dernier moment et, comme vous le voyez vous-même, par un trop bref et trop tardif télégramme, que je devais aller ici et là ; or les préparatifs de l'expédition ont duré plus d'un mois ; vous aviez donc assez de temps pour m'informer clairement et en détails de tout ; ne l'ayant pas fait, vous avez causé un grave préjudice à l'expédition, car prévenu à temps, j'aurais pu, ici même, en Suède, être pour elle d'une incontestable et considérable utilité. »

Ce serait une erreur d'interpréter les propos de Bakounine comme une vantardise. Il était en effet – on l'oublie souvent – un officier d'artillerie de l'armée russe, qui a su faire preuve de réelles capacités militaires et qui a montré sur le terrain ses qualités d'organisateur et de meneur d'hommes. Si, à Prague, en 1848, il était sceptique quant aux chances de succès de l'insurrection, une fois qu'elle fut déclenchée il y participa en tentant d'éviter de trop grandes pertes chez les insurgés. Il fut l'un des dirigeants de l'insurrection de Dresde, en 1848, où il fit merveille, et une fois les insurgés battus, il organisa une retraite en bon ordre – exercice notoirement difficile étudié dans les écoles de guerre – « en emportant toute la poudre, toutes les munitions, et les blessés » précisera-t-il, ce qui lui valut une appréciation louangeuse d'Engels :

---

<sup>63</sup> Joseph Demontowicz (1823-1876). Bakounine fait la connaissance de Joseph Demontowicz lors de l'expédition du Colin Ward en 1863, dont il était le chef. C'était un émigré polonais agent du Comité central national polonais en Posnanie en 1863. Il devient ensuite agent gouvernement central polonais à Stockholm.

« A Dresde, le combat des rues dura quatre jours. Les petits-bourgeois de Dresde – la “garde nationale” –, non seulement ne participèrent pas à cette lutte, mais ils appuyèrent la progression des troupes contre les insurgés. Ceux-ci, par contre, comprenaient presque exclusivement des ouvriers venus des quartiers industriels environnants. Ils trouvèrent un chef capable et de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine, qui fut fait prisonnier par la suite <sup>64</sup>... »

Plus tard, à Lyon, Bakounine fut un des meneurs du mouvement qui préluda à la Commune de Paris, et eut, encore une fois, une appréciation louangeuse d'un historien bolchevik, Steklov, qui déclara qu'à ce moment-là il n'y avait pas de meilleur plan possible : l'intervention de Bakounine à Lyon, dit-il, fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère » <sup>65</sup>.

Il est donc tout à fait probable que la présence de Bakounine aurait permis de régler nombre de problèmes d'organisation ; en revanche, il est tout aussi probable que les dissensions au sein des dirigeants polonais eussent de toute façon fait capoter l'affaire.

En attendant, la colère de Bakounine, qu'il regrettera aussitôt, s'abat sur Herzen et Ogarev, restés à Londres :

« Dites-vous bien que je ne suis pas un enfant, que j'aurai bientôt 50 ans et qu'il ne me convient pas, voire qu'il ne m'est pas possible d'être chez vous un garçon de courses ; et que, désormais, je ne me croirai pas tenu à n'accepterai pas de participer à toute action, dont la nature et les modalités ne me seront connus dans leur entier. »

On a coutume de railler l'expédition ratée à laquelle Bakounine se joignit – comme on peut s'y attendre, Marx ne s'en priva pas : « Le colonel Lapinski, de retour depuis quelques jours de son “expédition” entreprise avec Bakounine et si joliment terminée, grâce à Palmerston, sur la côte suédoise, fait remarquer, avec force jérémiades, que les comités de Varsovie, de Londres et de Paris sont absolument sous l'influence de Bonaparte et de Czartoryski <sup>66</sup>. » Il est significatif que Marx, qui a rencontré Lapinski, le trouve, au contraire de Bakounine, sympathique : « La connaissance la plus intéressante que j'aie faite ici, c'est celle du colonel Lapinski. C'est évidemment le plus spirituel des Polonais que j'aie vu jusqu'à ce jour, et avec cela homme d'action. » C'est que toutes les sympathies du colonel sont « acquises à l'Allemagne », précise Marx. Ce brave colonel hait tous les Orientaux « parmi lesquels il range avec la même préférence Russes, Turcs, Grecs, Arméniens etc. <sup>67</sup> »

Les accusations portées contre Bakounine, rendu responsable de l'échec d'une expédition qu'il n'a pas organisée, dont il fut informé tardivement, commencèrent aussitôt.

Un certain Cwierzakiewicz, qui joua un rôle d'intermédiaire dans l'organisation de l'équipée, s'en prit à Bakounine afin, dit celui-ci, de

---

<sup>64</sup> F. Engels, cité dans *Michel Bakounine et les autres*, Arthur Lehning, 10/18, p. 170.

<sup>65</sup> Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos.

<sup>66</sup> Lettre à Engels, 15 août 1863.

<sup>67</sup> Lettre à Engels, 12 septembre 1863.

détourner sa propre responsabilité. Dans un projet de lettre à Herzen et Ogarev, Bakounine cite les chefs d'accusation : il lui est reproché d'avoir « perdu, vendu, trahi mille fois depuis un siècle, divulgué les secrets confiés par nous à son honneur » et, « contre toute délicatesse au moins, si ce n'est pas plus, de s'être mêlé de nos affaires intérieures par des conseils incongrus et pernicieux ».

L'expédition ayant échoué, dit Bakounine, et « comme dans cette expédition il s'est trouvé un Russe, dont toute la vie a été vouée à la cause de l'indépendance et de la liberté polonaise – ce Russe seul doit être coupable <sup>68</sup>. » Ce projet de lettre est intéressant parce qu'il révèle la pensée réelle de Bakounine sur les Polonais, dont il défend par ailleurs la cause. « Ceci me rappelle 1848, dit-il ; alors comme aujourd'hui, j'aspirais au même but, alors comme aujourd'hui, je fus calomnié par des Polonais qui méconnurent toute l'ardente sincérité de mes vœux, m'accusèrent spirituellement et généreusement à la fois d'avoir été un agent du gouvernement de St Pétersbourg – Ce qui prouve que si leur courage héroïque ne faillit jamais, leur esprit d'injustice non plus. » Propos bien amers qui reflètent l'idée – que Bakounine ne formule jamais aussi explicitement – que les Polonais ne sont pas à la hauteur de leur cause.

#### Fin de l'épopée polonaise

A la suite de cela, ses amis Herzen et Ogarev lui adressent des critiques terribles : trop grande confiance, insouciance d'enfant, vantardises, agitation fiévreuse, absence de toute préparation, accuse Ogarev. Herzen, quant à lui, reproche à Bakounine d'adorer les conspirations mais d'être un mauvais et ridicule conspirateur... Ogarev l'exhorte à abandonner ses tendances révolutionnaires et à étudier les problèmes de l'État et de l'organisation sociale.

Ces critiques n'ont apparemment pas d'effet immédiat, mais porteront à la longue leurs fruits : il réalise la nécessité d'une organisation structurée, disciplinée, qui ne soit pas l'effet d'improvisations successives. C'est également à partir de l'échec de l'expédition de 1863 qu'il commence à évoluer vers l'anarchisme – une évolution qui prendra tout de même encore cinq ans.

Bakounine doit se rendre à l'évidence que l'insurrection polonaise était une révolte nobiliaire. Les Blancs, le parti des grands seigneurs, sont opposés à tout changement social, tandis que les Rouges, le parti de la petite noblesse, tout en acceptant quelques concessions aux paysans, craignent que ces derniers ne se radicalisent.

Bakounine rapporte une conversation qu'il a eue avec Demontowicz :

« Demontowicz, le commissaire d'ici du gouvernement populaire de Pologne, se disant ultra-rouge, me disait encore ces jours-ci : “ Notre mouvement est provoqué par l'intelligentsia ; votre mouvement moujik serait le triomphe de la barbarie ; il est pour nous infiniment plus dangereux que la victoire même de l'Empire, car il pourrait entraîner nos paysans également ; si bien que si je devais faire un choix entre l'empereur et la révolution russe, je préférerais le premier.” »

---

<sup>68</sup> Projet de lettre à Herzen et Ogarev, avril 1863.

On ne peut exprimer plus clairement que l'occupation russe est préférable à la révolution sociale.

La capacité des Suédois à s'exalter pour la cause slave avait des limites. Le gouvernement conservateur suédois, qui tenait à garder de bonnes relations avec la Russie, trouvait ce géant russe un peu encombrant. En faveur de Bakounine, il y avait le roi de Suède, qui détestait le tsar et qui voyait d'un œil favorable l'union de la Finlande et de la Suède que préconisait Bakounine, d'autant que cette idée avait ses partisans en Finlande, dont la bourgeoisie parlait le suédois. Le roi Charles XV accorda une entrevue à Bakounine, dont on ne sut pas grand chose.

Si Bakounine constate que l'insurrection polonaise n'a aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont vérifiées : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transposer leur lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés. La manie des Polonais à miser sur la diplomatie plutôt que sur l'action de masse avait déjà été dénoncée par Bakounine dans sa brochure de 1842, « la Réaction en Allemagne » et dans l'« Appel aux Slaves » de 1848. En 1863, les Polonais pensent, une fois de plus, que l'action diplomatique permettra d'aboutir à leur libération. Ils comptent sur l'intervention de Napoléon III, et pensent que l'empereur des Français leur accordera la même aide militaire qu'il a donnée aux Italiens.

Les Autrichiens occupent des territoires au Nord de l'Italie. L'aide que la France apporte à l'Italie contre l'Autriche ne lui vaudra que l'hostilité de cette dernière. D'autant que la Prusse, qui est en conflit avec l'Autriche sur des questions territoriales dans le Nord de l'Allemagne (l'affaire des duchés du Sleswig-Holstein), soutient la France tandis que la Russie reste neutre. Ayant des frontières communes avec l'Italie, la France espère réaliser des gains territoriaux en échange de son aide (elle acquerra Nice et la Savoie).

La France n'a aucune frontière commune avec la Pologne, qui est elle-même occupée par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Aider la Pologne, c'est se retrouver avec trois ennemis d'un coup, et de taille. Et aucune perspective de gains territoriaux – plutôt des perspectives de pertes de territoire.

Il est tout à fait surprenant que les stratèges polonais aient pu sérieusement imaginer une aide de la France. Bakounine ne cessa d'ailleurs de leur dire qu'ils n'obtiendront rien par la voie diplomatique et qu'ils n'ont rien à attendre des gouvernements étrangers.

La fixation des Polonais sur les perspectives diplomatiques s'expliquent parce qu'il était de leur point de vue inconcevable d'agir autrement : l'alternative aurait été un véritable soulèvement populaire de la paysannerie polonaise (ce qui aurait impliqué des concessions à cette classe en termes de terres) mais aussi des populations non polonaises opprimées par les Russes. De telles options n'étaient pas envisageables. L'extrême réticence des chefs polonais à accepter le soutien des révolutionnaires russes, et de Bakounine en particulier, vient précisément de ce qu'ils craignaient par-dessus tout la transformation de leur insurrection nationaliste en révolution sociale.

Le nouveau gouverneur général russe en Pologne met en place une politique de russification du pays par la terreur. Il s'appelle Mouraviev.

Sur la question finlandaise, Bakounine commit une erreur : il fit une analogie entre la situation de la Pologne et celle de la Finlande. Cette dernière n'était pas écrasée par la domination russe, comme l'était la Pologne. Depuis le XII<sup>e</sup> siècle la Finlande avait fait partie de la Suède. La souveraineté russe sur le pays était récente (1809). L'usage et l'enseignement de la langue finnoise n'étaient aucunement réprimés, même si, à partir de 1872, l'enseignement du russe deviendra obligatoire dans les écoles. Il y avait un sénat de 14 membres nommés pour trois ans par le tsar ; une convention établissait que les gouverneurs de province seraient finlandais. Il existait une diète rassemblant les quatre ordres : noblesse, clergé, bourgeoisie et paysans. Cette diète, qui n'avait pas été réunie depuis l'annexion, fut convoquée sur l'ordre du tsar en septembre 1863. Les propositions de conciliation du tsar Alexandre II convenaient aux Finlandais. Mais si, après l'insurrection polonaise, le tsar se voit obligé de faire des concessions aux Finlandais, c'est peut-être en partie la conséquence de l'agitation provoquée par *Zemlja i Volia*.

La collaboration entre militants russes et finlandais fut en effet durable : ces derniers permirent d'ouvrir des voies de passage à la propagande révolutionnaire en Russie. « Cette collaboration tendait à créer une tradition de luttes communes entre les peuples de Russie et de Finlande », écrit Michel Mervaud <sup>69</sup>.

La situation de Bakounine en Suède se compliqua avec l'arrivée de Sacha Herzen, le fils de l'ami de Bakounine, qui avait pris ombrage du succès du révolutionnaire russe auprès de l'opinion et avait entrepris de le déconsidérer. Bakounine considérait le jeune homme comme un blanc-bec sans envergure <sup>70</sup>.

## Analyse de la situation en Suède

Bakounine n'est donc pas resté inactif en Suède et ne s'est pas seulement intéressé à la Pologne. Il a noué de nombreux contacts et s'est beaucoup intéressé à la situation politique des pays scandinaves, comme le montre une lettre qu'il a adressée d'Italie à Demontowicz, réfugié en Suède. Il le bombarde de questions sur ce pays, ses relations avec le Danemark, les projets du roi de Suède, ceux du Parti populaire danois, la Norvège, le Parti libéral suédois, les relations entre le Danemark et le Sleswig-Holstein <sup>71</sup>. Ce n'est pas l'attitude de quelqu'un qui est resté pendant six mois en marge des problèmes du pays où il a séjourné.

Dans un de ses projets d'organisation visant à regrouper les démocrates scandinaves, rédigé en octobre 1864 lors de son second séjour à Stockholm, Bakounine tente de montrer que si la constitution d'une organisation secrète

---

<sup>69</sup> Herzen, Ogarev, Bakounine, *lettres inédites*, introduction de Michel Mervaud, p. 45. Librairie des cinq continents, Paris.

<sup>70</sup> « Du fils de Herzen, je ne parle pas : c'est un bon garçon presque tout entier formé de qualités négatives. Ecrasé par le puissant prestige du père, il n'est point parvenu à développer en lui ni l'esprit ni le caractère jusqu'à l'indépendance. Jusqu'à présent, il ne s'est distingué que par sa mollesse et son irrésolution ; et il a été le pâle et erratique reflet de son père. (...) Jusqu'ici il n'a ni idées ni passions propres. (...) Au demeurant, en lui s'est éveillée présentement une vanité infantile et ridicule et, à regret, je dois dire, pas tout à fait pure, qui l'a amené à faire ici, en Suède, une masse de bêtises impardonnables, à propos desquelles je me crois obligé d'écrire à son père. » *Zemlja i Volia* (Terre et Liberté) 9 juillet 1863.

<sup>71</sup> Lettre à Józef Demontowicz, 26 février 1864.

scandinave est nécessaire, celle-ci doit tenir compte des particularités de ces pays qui constituent « au milieu de l'Europe, comme un monde à part ».

Ce sont des pays profondément monarchiques, et Bakounine pense que « vu la situation particulière, intérieure et extérieure, des trois pays scandinaves, un roi est encore nécessaire. C'est au moins la conviction des hommes les plus intelligents du parti le plus avancé », qui se disent platoniquement républicains mais ne remettent pas en cause la monarchie. Il y a, dans ces pays, l'habitude d'une grande liberté. « La Norvège possède des institutions presque républicaines, et le Danemark depuis la réforme est gouverné par des lois beaucoup plus démocratiques que la celles de la Suède. » En Suède, s'étonne Bakounine, c'est le gouvernement lui-même et la couronne qui prennent l'initiative des réformes : c'est, dit-il, « un monde renversé <sup>72</sup> » !

« Et ce qui est digne également de remarque, c'est que toutes les classes de la société y sont plus ou moins libérales, aucune, pas même la noblesse et le clergé n'osant, ni ne voulant, ni même ne pouvant se poser comme des corps de résistance franchement réactionnaires <sup>73</sup>. »

Mais en même temps, toutes les classes y sont plus ou moins conservatrices ! Pourtant il y a une classe nombreuse de prolétaires : serviteurs des deux sexes, ouvriers des campagnes, des fabriques et des villes qui forme à peu près la moitié de la population et ne jouissent d'aucun droit politique et sont à peine émancipés au civil, mais cette classe n'a pas conscience de ses droits et n'exige rien.

Les deux classes qui représentent une puissance sont la bourgeoisie et la paysannerie, qui l'une et l'autre veulent une réforme constitutionnelle « dans un sens très libéral, mais pas du tout démocratique ». Quant à la jeunesse lettrée, confinée dans les universités de Lund et d'Upsala, elle est stérilisée par son éducation et n'a comme perspective que de rêver d'une carrière bureaucratique. Elle « n'apporte pas, comme elle devrait le faire, un surcroît de vie au mouvement politique de la Suède ».

L'esprit politique des Suédois est peu développé, lent, indolent, imprévoyant. Cependant, « lorsque la nécessité d'un acte décisif devient pressante, le cœur s'allume et le fait s'accomplit ». Les Suédois jouissent d'une grande liberté qui leur a peu coûté, pour laquelle ils ne se sont pas beaucoup sacrifiés.

« Elle leur est venue comme un bien naturel, dont à cause de cela même ils ne comprennent pas tout le prix. Ils en sont infatués, et en quelque sorte par elle endormis – ils en sont tellement sûrs, qu'ils ne croient pas devoir veiller pour la garder, ni travailler pour l'élargir encore et pour en étendre les bienfaits également sur tous les Suédois <sup>74</sup>. »

La politique, la science, la religion, les arts ne sont pas la principale préoccupation des Suédois. Ce qui les préoccupe, ce sont plutôt « les intérêts quotidiens de la vie matérielle, corrigés quelque peu par la frivolité des caquets de petite ville ». Ils s'intéressent peu aux événements de l'Europe.

---

<sup>72</sup> « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> *Ibid.*

« Ils ont pour tout ce qui se fait dans les autres pays, l'intérêt curieux d'amateurs et d'hommes civilisés, des sympathies ou des antipathies de goût, mais non d'intérêt. La majorité de la classe civilisée en Suède, pense, à tort sans doute, que les événements de l'Europe entière ne sauraient réagir en Suède – et que fût-ce la révolution, fût-ce la réaction qui doit l'emporter définitivement sur le Continent, la Suède ne changera ni de direction, ni de pas <sup>75</sup>. »

Mollesse et apathie de l'opinion publique, absence d'une grande idée, d'un grand intérêt moral, intellectuel, politique ou social, mais surtout absence d'une « grande crainte ou d'un grand désir communs à toute la nation », voilà qui explique l'isolement dans lequel vivent les hommes politiques de la Suède – ce qui ennuie bien Bakounine, car il voudrait bien attirer la Suède dans le concert des nations européennes. D'autant que, selon lui, il y a deux questions qui doivent « réveiller la Suède » : la réforme constitutionnelle et la question scandinave.

De la première, Bakounine montre qu'elle aboutira à faire perdre à la noblesse les sinécures et les emplois qui lui étaient réservés par le privilège constitutionnel. Cependant, cette réforme sera très certainement accordée sans coup férir, ce qui là encore ennuie bien Bakounine : à son correspondant suédois, il déclare « qu'il serait désirable pour la Suède que cette réforme ne passe sans une grande résistance, – qu'elle vous coûte de grands sacrifices, que vous l'emportiez de haute lutte. Vous êtes malade de trop de bonheur, de vos conquêtes trop faciles – vos muscles se sont relâchés ; pour les fortifier il faut la guerre : intérieure et extérieure. La réforme, si elle vous arrive tranquillement, ne vous apportera pas grande chose. Mais la lutte intestine pour la réforme réveillera l'esprit et le cœur d'une nation généreuse naturellement énergique et fière. Et une fois l'âme suédoise réveillée, ce sera un monde de questions politiques et sociales qui surgira de cette pauvre question de Réforme. Alors, mais alors seulement, vous redeviendrez une grande nation européenne, vivante et progressive <sup>76</sup>. »

L'énervement de Bakounine devant cette Suède où les habitants sont en somme trop heureux, où leurs conditions de vie s'améliorent à l'initiative même des instances de pouvoir – le gouvernement et la monarchie – sans qu'il y ait de conflit est assez amusant. Ce grand gaillard hyperactif qui a déjà participé à trois révolutions, fait huit ans de forteresse et quatre ans de relégation en Sibérie, qui n'a connu que des régimes despotiques, est complètement déboussolé en Suède. Bakounine le dit lui-même : c'est le monde à l'envers.

Il y a une certaine ironie de l'histoire à voir Bakounine s'étonner de ce qui est peut-être déjà le modèle social suédois, qui pose un réel problème encore d'actualité : le *welfare state* dont la Suède semble être le précurseur est-il le moyen d'éviter la révolution ?

La question scandinave est l'autre question susceptible de soulever l'enthousiasme des Suédois. Ceux-ci auraient un instinct général, quoique non formulé : la haine contre la Russie et, plus récemment, la haine contre la Prusse et contre l'Allemagne en général. La nation suédoise se sent prise

---

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

comme dans un étau entre ces deux puissances. S'adressant aux hommes qui doivent constituer la nouvelle société secrète, Bakounine affirme :

« C'est à vous à lui expliquer que pour sortir avec honneur et avec triomphe de ce danger, il n'y a qu'une issue : c'est l'union Scandinave <sup>77</sup>. »

Il semble donc que, pendant sept les mois qu'il a passés en Suède, Bakounine ait consacré beaucoup d'efforts à la tentative de constituer une sorte de fédération des pays scandinaves comme contre-poids à l'influence russe et allemande. « Vous êtes en train de fonder une magnifique chose : C'est l'Association scandinave », dit Bakounine, qui regrette cependant que le nom de cette organisation ait été modifié en Association du Nord car ainsi, l'Allemagne et la Russie pourraient y adhérer, alors que « le mot Scandinave est compris, et ce qui plus est applaudi de tous les amis de la liberté en Europe ».

Bakounine réaffirme ainsi la nécessité d'une union du type fédéral avec la Norvège et le Danemark respectant les principes qu'il a exposés de liberté d'adhésion et de sécession : « Que toute nation, tout peuple petit ou grand, faible ou fort, toute province, ont le droit absolu de disposer d'eux-mêmes selon leurs sympathies, leurs intérêts et leurs pure volonté, sans qu'aucun état, sous quelque prétexte que ce fût, ait le droit de les en empêcher. »

Bakounine fait alors un commentaire très curieux :

« On ne fait plus aujourd'hui, comme au temps de la grande révolution, de déclaration de principes, et tout le monde s'en moquerait. – Eh bien ! tant pis – C'est précisément parce qu'on fait aujourd'hui fi des principes, qu'on commet tant de cochonneries. – Et ce n'est pas vrai qu'on ne les fasse plus [*Bakounine parle des déclarations de principes*], mais on les fait avec hypocrisie, falsifiées. Qu'est ce donc que le principe de "nationalité" dont on a fait tant de bruit ? N'est ce pas un principe, et précisément le même principe que celui que je vous propose, avec cette différence que le mien est clairement exprimé. Et ne comprenez-vous donc pas quelle puissance morale et par conséquent politique aussi cette déclaration vous donnerait vis-à-vis des Allemands ? Et quelle sympathique confiance en surgirait pour vous dans tous les peuples ? Si vous dites seulement : Nous voulons l'union scandinave parce qu'elle est nécessaire à notre sécurité, à notre puissance, cela ne regardera que vous. Mais si vous ajoutez : "Nous la voulons parce qu'elle est voulue librement par les peuples qui doivent la former, et nous rejetons avec dédain toute idée de conquête, de violence et de droit historique ; nous voulons pour nous et pour les autres la liberté et rien que la liberté", votre cause deviendra celle de tous les peuples <sup>78</sup>. »

Dans un monde profondément bouleversé depuis son arrestation, Bakounine semble reprendre du service sur la scène européenne avec les concepts de 1848.

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.



Le mouvement scandinaviste est apparu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et se manifesta dans la presse danoise en 1787. Une société scandinave fut créée. En 1809 la Finlande, alors partie de la Suède, est annexée par la Russie. Dans le contexte de la réorganisation de l'Europe mise en œuvre lors du Congrès de Vienne, après la chute de Napoléon, le roi du Danemark Frédéric V céda la Norvège à la Suède en échange d'une portion de la Poméranie suédoise, portion que le Danemark abandonna aussitôt à la Prusse en échange du duché de Lauenburg, lequel allait être plus tard l'objet d'un conflit, en même temps que le Sleswig et le Holstein, entre le Danemark et la Confédération germanique<sup>79</sup>. Le mouvement scandinaviste perd alors son élan, mais une nouvelle agitation commença en 1829 dans les universités, qui inquiéta les gouvernements. Christian VIII combattit une société scandinave qui s'était constituée à Copenhague en 1843 et qui favorisait le parti constitutionnel danois. Un journal qui avait préconisé l'idée d'une fusion des trois États sous une même dynastie fut poursuivi.

Le roi de Suède Oscar I<sup>er</sup> tenta d'enrayer le mouvement mais ne put empêcher que les étudiants suédois soient reçus avec enthousiasme au Danemark, en 1845, où tout le monde prêta serment de se dévouer à la défense commune contre l'hostilité de la Confédération germanique.

Lorsqu'il fut avéré que le roi du Danemark n'avait pas de succession, la guerre de succession des duchés éclata en 1848 avec l'Allemagne sur la question du Sleswig et du Holstein. La Suède n'intervint pas. On peut penser qu'une vigoureuse intervention de la Suède aurait mis les Danois dans de bonnes dispositions pour accepter un rattachement à la Suède. Mécontents devant l'attitude de la Suède, les Danois acceptèrent l'ordre de succession de 1852 défini au traité de Londres : l'héritier présomptif serait le prince allemand Christian de Sonderburg-Glücksburg. Cette solution ne convenait à personne et l'idée d'une fusion sous une même dynastie refit surface. Lorsque Frédéric VII mourut en 1863, le prince fut couronné sous le nom de Christian IX, mais le Holstein refusa de le reconnaître.

Une nouvelle société scandinave se constitua en 1864 dans les trois États scandinaves en vue d'un rapprochement.

Ce rapide survol du contexte scandinave contemporain à Bakounine montre qu'il existait des germes de discorde entre les États scandinaves et la Confédération germanique – en fait la Prusse – qui pouvaient justifier la mobilisation des scandinavistes. Il est évident que Bakounine souhaitait que les scandinaves s'unifient pour constituer un front commun contre l'Allemagne.

En 1863, la Prusse annexe trois duchés au détriment du Danemark. Devenant le maître du jeu en Allemagne du Nord, la Prusse de Bismarck devient potentiellement une menace.

Dans ses projets, Bakounine n'abandonne pas l'idée d'une libération de la Finlande : soucieux de préserver le caractère « scandinave » de l'association quand il s'agit d'en exclure la Prusse et la Russie, il est moins regardant quand il s'agit d'intégrer la Finlande. Il tente donc de convaincre ses correspondants d'inclure ce pays dans l'Association

« Je sais bien qu'il a beaucoup de membres fort honorables de votre association – (Mankell, Enblom etc.) qui ne veulent pas du tout de la Finlande. Je crois que c'est une grosse erreur politique que je n'ai pas

---

<sup>79</sup> Cf. ci-dessous, « L'affaire des duchés ».

besoin de vous démontrer. Je demanderai seulement encore une fois : Pourquoi diable alors vous appelez-vous Association du Nord ?

« Si j'avais une voix parmi vous, j'aurais proposé de faire un appel solennel à la Finlande et de lui déclarer que si jamais des circonstances plus heureuses rendaient possible son retour à la Suède, celle-ci l'acceptera avec bonheur, non comme une esclave, mais comme une sœur égale en indépendance et en liberté, non comme une province, mais comme un État confédéré seulement pour les grands intérêts généraux politiques, de toute la Scandinavie – et conservant toute son indépendance intérieure, sa langue, et sa législation particulière.

« Rappelez vous que le retour de la Finlande à la Suède entraînerait probablement vers vous une grande partie des populations finnoises, dans le Nord de l'Empire de Russie, – peut-être aussi l'Esthonie et la Livonie, sans conquête de votre part, sans violence, par le mouvement spontané et libre des populations – et que vous formeriez alors réellement la grande Fédération libre du Nord. Est-ce que vous n'aurez donc pas le courage de risquer la chance d'un si grand avenir <sup>80</sup> ? »

Le projet de Bakounine est grandiose : constituer une sorte d'union européenne avant la lettre, limitée à l'Europe du Nord, se posant comme un bloc anti-despotique distinct à la fois de l'Allemagne et de la Russie et attirant dans son orbite les pays de la Baltique. Il s'agit en somme de s'appuyer sur les États les plus libéraux pour créer un modèle de libre fédération attractif pour les *populations* des États européens, faute de l'être pour leurs *couches politiques dirigeantes*. Les proclamations selon lesquelles « le droit autonome de toutes les quatre nations » sera respecté cachent mal l'intention réelle de Bakounine qui est de parvenir à terme à une forme d'interdépendance qui rendra impossible tout retour en arrière. Il sait bien qu'il est difficile de remettre en cause le principe monarchique : aussi, tout en déclarant qu'il faut parvenir à une « union dynastique », il affirme qu'il faut transformer celle-ci en « fédération réelle et directe de ces nations » dans laquelle le roi n'est pas « une condition absolument nécessaire de cette union, et pour que l'union reste quand le roi tombera » : « Vous aurez donc en dehors ou au-dessus des parlements suédois, norvégien, danois, finlandais, un parlement scandinave <sup>81</sup>. »

L'idée de république européenne n'est pas une nouveauté chez Bakounine ; dans une lettre à *La Réforme* du 13 mars 1848 il écrivait déjà : « Le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtera que lorsque l'Europe, l'Europe toute entière, *sans en excepter même la Russie*, sera devenue une république démocratique-confédérée. (...) La révolution périra si la royauté ne disparaît complètement de la surface de l'Europe. » En 1864 sa position n'a pas changé sur ce point. Précurseur ou rêveur, il est difficile de présenter, comme le fait l'image d'Epinal, l'auteur d'un tel projet comme un « nihiliste » et un « pan-destructeur ».

La méthode argumentative de Bakounine est amusante. S'adressant à des hommes sur lesquels il ne se fait au fond pas d'illusion, il ne cesse de leur suggérer des positions politiques en précisant qu'il sait bien qu'ils ne les

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Je souligne.

reprindront pas<sup>82</sup>. Ainsi, dit-il, « vous devriez faire, selon moi, mais vous ne ferez pas, je le sais, une déclaration de principes pour la politique intérieure... »

Le programme de Bakounine pour la fédération scandinave ne s'arrête pas là. Il faut aussi une politique intérieure : « Liberté et droits politiques pour chacun – Suffrage universel – Système large d'éducation populaire – Emancipation du peuple par la liberté, par les écoles et par le crédit au travail – Principe d'association<sup>83</sup>. »

On retrouve dans ce programme l'idée proudhonienne de banque du peuple. Bakounine semble bien, à cette période, faire un retour à Proudhon, retour qui coïncide avec le retour aux préoccupations sociales, très présentes dans les textes « suédois » : les mots « ouvrier », « associations ouvrières » reviennent fréquemment, ainsi que les références à Proudhon :

« Proudhon, qui n'est pas un conspirateur du tout, a dit, dans un de ses ouvrages les plus remarquables : (*De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, Edition Belge), que s'il se trouvait seulement 100 en Europe, vraiment et complètement pénétrés de l'idée révolutionnaire, et qui se donneraient la main pour une action en commun, dûment organisée, le triomphe de la Révolution serait assuré dans le monde. – Je crois, cher ami, qu'il y a en Europe beaucoup plus de 100 hommes qui pensent, qui sentent et qui veulent comme nous, mais que chacun de nous, restant séquestré en lui même et ignorant tous les autres, est réduit par là-même à une triste et honteuse impuissance. Que serait-ce si nous nous recherchions, si nous tâchions de nous reconnaître, et si nous nous donnions tous effectivement la main pour l'accomplissement en commun pour cette grande œuvre ? Mais ayant la révolution pour but, nous ne pouvons naturellement nous chercher qu'en secret, par voie de conspiration, pour réunir toute l'Europe en une Confraternité internationale secrète et révolutionnaire. »

Dans un autre document de la même période, daté de Stockholm, septembre-octobre 1864, Bakounine cite encore Proudhon et sa trop fameuse phrase : « La propriété c'est le vol<sup>84</sup> », dans un développement sur l'idée que le travail seul crée la richesse. Peu après, lorsque Bakounine retournera en Italie, il passera par Paris pour revoir Proudhon. Le 11 novembre 1864, sachant celui-ci malade, il lui écrit une lettre pour lui demander s'il peut le recevoir.

C'est sans doute en Suède que commence un processus, qui durera quatre ans, de désengagement progressif par rapport à la question slave et d'engagement progressif dans les problèmes de la classe ouvrière. Ce processus culminera avec une lettre qu'il écrira à Marx en 1868, dans laquelle il déclarera qu'il ne se consacrera plus qu'à la cause prolétarienne.

---

<sup>82</sup> Sur le bateau qui le ramène en Angleterre, Bakounine écrit à Adolf Hedin une lettre significative quant aux effectifs : « Vous êtes Vous réuni tous les trois, après mon départ et le résultat de Votre réunion a-t-il été satisfaisant ? », s'enquiert-il. « J'espère que vous tiendrez votre promesse », demande-t-il encore : « Ce sera pour moi et pour Vous même une preuve que Vous avez pris la chose au sérieux. » Adolf Hedin (1834-1905), journaliste, publiciste et homme politique suédois partisan des réformes sociales et de la démocratie. Il fut rédacteur en chef de Aftonbladet de 1874 à 1876. Elu au parlement en 1870. Partisan du scandinavisme, il soutint initialement l'union de la Norvège et de la Suède mais se rallia à une solution pacifique du conflit.

<sup>83</sup> « Projet d'organisation de la famille des frères scandinaves », Stockholm, octobre 1864.

<sup>84</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », Stockholm, sept.-oct. 1864.

La suite du texte de Bakounine aux Frères scandinaves est consacrée à l'organisation de la société secrète. Là, on peut dire qu'il verse dans le fantasme, car il se lance dans des précisions tout à fait en dehors de la réalité : Gouvernement régional, Conseil régional, présidence régionale, Conseil national, etc.

On peut aborder la question des « sociétés secrètes » de Bakounine de deux manières. Soit on pense qu'il s'agit chez lui d'une sorte d'obsession, et dans ce cas on abandonne toute réflexion politique pour se consacrer à la pathologie mentale du révolutionnaire russe ; soit on considère qu'il y a une certaine rationalité dans l'approche de Bakounine et on tente d'en comprendre le processus. Le lecteur aura sans doute compris que notre choix est celui de la rationalité, ce qui ne nous empêche pas de reconnaître qu'il y a tout de même un petit brin de manie chez lui.

Il semble évident que Bakounine ne se faisait pas d'illusions sur ses amis suédois : il espère cependant réunir quelques militants susceptibles de maintenir le flambeau et, pour ce faire, il n'y avait pas d'autre moyen que de former un petit groupe d'hommes actifs et cohérents. Appelons cela une société secrète. « Puisque vous ne pouvez pas le faire en public, dit-il, faites-le par la voie d'associations secrètes. » Il faut tout de même garder à l'esprit que dans la plus grande partie de l'Europe, le droit d'association n'existe pas.

C'est pourquoi il propose de constituer une structure qui anticipe en quelque sorte sur une invention du parti bolchevik : la fraction. La création de fractions sera une des conditions d'admission à l'Internationale communiste. Ce sont des groupes cohérents de militants chargés de diffuser dans les organisations de masse les positions du parti. Bakounine ne propose rien d'autre que cela. Il faut qu'il y ait, dans l'association scandinave publique, « une association beaucoup moins nombreuse, mais composée uniquement d'hommes intelligents et déterminés, unis fortement entre eux par un programme beaucoup plus large et plus avancé que celui qui sera reconnu en public, unis non seulement par l'identité de leurs pensées politiques, mais encore par l'engagement solennel et secret qu'ils auront pris, l'un vis à vis de l'autre, de n'agir désormais que selon un plan arrêté en commun et d'observer sur toute l'étendue de la Suède la plus grande discipline. En un mot il vous faut une Société scandinave secrète, qui par cette puissance d'unité qu'elle aura seule au milieu de l'anarchie du grand nombre, gouvernerait et dirigerait naturellement et d'une manière invisible la grande et publique association scandinave. »

On ne peut trouver de définition plus précise d'une fraction politique.

## **Sociétés secrètes en Suède**

L'expédition de Bakounine en Baltique a certes tourné au tragi-comique, mais ce serait une erreur de sous-estimer les analyses politiques qu'il fait à la fois des pays scandinaves et de la politique polonaise.

Installé en Italie, Bakounine retourne encore une fois en Suède en 1864, pour une courte durée. Est-ce pour vérifier qu'il n'y a vraiment rien à faire pour la Pologne ? S'il reconnaît que l'insurrection polonaise n'avait aucune chance de se transformer en révolution populaire, il constate également que ses analyses se sont avérées justes : la Pologne ne peut vaincre que par la révolution. La stratégie de la noblesse polonaise consistant à transporter leur

lutte pour l'indépendance sur le terrain diplomatique a conduit à une entente entre la Prusse de Bismarck et l'empire de Russie contre les insurgés.

La raison du second séjour de Bakounine en Suède semble plutôt de concrétiser un travail commencé pendant son premier séjour. Il ne fait pas de doute que Bakounine a été mêlé aux milieux maçonniques lors de son long séjour en Suède. D'Italie, en avril ou mai 1864, il écrit à Lars Johan Hierta <sup>85</sup>, à Stockholm, une lettre dans laquelle il déclare travailler sur un « projet de réforme de la franc-maçonnerie, qui doit redevenir selon [moi] un champion vraiment militant et actif de la liberté religieuse, politique et sociale, – en un mot de la démocratie humanitaire. » Aurait-il écrit cela à un profane ?

C'est en septembre-octobre 1864 qu'est créée à Stockholm une « Société internationale secrète de la Révolution » avec un « Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs <sup>86</sup> ». On peut donc émettre l'hypothèse que son séjour en Suède lui a permis de prendre contact avec des cercles maçonniques – les thématiques maçonniques étant particulièrement présentes dans le programme de cette société secrète.

Ce programme est un mélange d'utopie politique et sociale, d'idéal maçonnique auxquels il faut ajouter un zeste de « préanarchisme ». Il y est question de « dissolution radicale de toutes les organisations politiques, sociales et économiques actuellement existantes et la réorganisation de la Société, européenne d'abord, ensuite mondiale, sur les bases de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *Justice* ». On n'en saura pas plus sur le programme de cette société secrète.

Un « catéchisme révolutionnaire » est aussitôt présenté qui pose d'emblée comme premier point l'élimination de l'influence divine – ce qui est une constante chez Bakounine – mais aussi chez les franc-maçons <sup>87</sup>. Avec la religion, l'homme « pose en dehors de sa raison et de sa conscience le principe régulateur de ses actes » et se trouve donc « incapable de bien et destitué de tout droit propre ». Entérinant l'existence d'une autorité supérieure, la religion condamne les hommes à la misère et à l'esclavage « en les consolant par l'espoir d'une récompense dans le Ciel ». Bakounine affirme donc que la raison humaine est la seule source de vérité ; la conscience humaine est la seule source de justice ; la liberté individuelle et collective sont les seules bases de l'ordre. On retrouve textuellement cette équation dans les « fragments d'écrits sur la franc-maçonnerie, datés de l'été-automne 1865 <sup>88</sup>.

---

<sup>85</sup> Lars Johan Hierta (1801-1872) fait la connaissance de Bakounine en mars 1863. C'est un homme politique suédois fondateur en 1830 du journal libéral *Aftonbladet*. Il est membre de la chambre des nobles de 1828 à 1866 et membre du Comité suédois pour la cause polonaise.

<sup>86</sup> Sept.-oct. 1864.

<sup>87</sup> Le « Catéchisme révolutionnaire » de Bakounine est le point II d'un document dont l'intitulé complet est « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire ». Ce catéchisme-là ne doit pas être confondu avec le « Catéchisme du révolutionnaire » de Netchaïev. Le premier est un embryon de programme politique qu'on pourrait qualifier de pré-anarchiste, tandis que le second est une sorte de manuel du comportement individuel du nihiliste, d'un cynisme extrême. Les deux documents, qui ont souvent été confondus, n'ont rien à voir l'un avec l'autre.

<sup>88</sup> « La raison humaine, collective et individuelle, comme critérium unique de la vérité : la conscience humaine comme base de la justice et la liberté individuelle et collective comme source et fondement unique de l'ordre dans l'humanité. » (« Fragments d'écrits sur la Franc-Maçonnerie », Fragment B.)

« L'ordre dans la société doit être la résultante du plus grand développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles <sup>89</sup>. »

Le programme nie le « principe d'unité » en politique, c'est-à-dire la centralisation, et affirme le « principe de liberté » par voie d'association et de fédération. L'influence proudhonienne est ici claire. Est également affirmée l'idée que l'égalité politique est impossible sans l'égalité économique et sociale – thème qui sera récurrent chez Bakounine.

L'implication politique de ces principes est la mise en place d'une République fondée sur le suffrage universel. Ce point ne contredit pas l'anarchisme futur de Bakounine en ce sens qu'il n'a jamais nié la validité du suffrage universel en tant que tel mais son application dans un système politique qui ne garantit pas l'égalité économique.

En économie, les principes avancés impliquent la suppression du droit d'héritage – là encore un thème récurrent plus tard chez le Bakounine libertaire. Le travail devient « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail devient « moralement et socialement, mais *non légalement* obligatoire pour tout le monde », chacun, commente Bakounine, conservant « la liberté de mourir de faim et de se déshonorer par l'oisiveté ». On a là une morale du travail très stricte.

Suit une programme économique sous forme d'énumération qui est un florilège de la pensée proudhonienne :

« – Emancipation et organisation du travail par l'association libre –  
Juste répartition des produits, fondée sur la juste balance de la qualité et de la quantité du travail de chacun – Equilibre des forces et des intérêts –  
Réciprocité des services – Organisation du travail par l'association et la solidarité universelle – Solidarité économique universelle <sup>90</sup>. »

Les chômeurs qui, « par un accident difficile à supposer », ne trouveraient pas de travail seraient pris en charge par la communauté, ainsi que les enfants, les malades et les vieillards.

Un autre point qui constitue une constante chez Bakounine : « La femme différente de l'homme, mais non inférieure à lui, intelligente, travailleuse, libre comme lui, est déclarée son égale. » On ignore cependant si l'égalité accordée aux femmes incluait la possibilité pour elles d'adhérer à la franc-maçonnerie, ce qui aurait été une réelle innovation pour l'époque...

Le mariage religieux et civil est remplacé par le mariage libre. L'instruction est gratuite et obligatoire pour tous (les filles aussi, par conséquent) du primaire « jusqu'aux plus hautes institutions de perfectionnement, théorique et pratique, dans les sciences, dans les lettres, dans les arts et dans l'industrie » – on a là une préfiguration de l'Instruction intégrale qui sera discutée plus tard au sein de l'AIT.

---

<sup>89</sup> « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs ». Cf. également : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire », Naples mars 1866. Bakounine avait l'habitude de reprendre fréquemment des passages des textes déjà employés.

<sup>90</sup> « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire ».

Sur le chapitre des relations internationales, « l'indépendance et l'intégrité nationale est un droit naturel inaliénable comme celles de l'individu » : c'est même, est-il précisé, un droit *naturel*, et non *historique*. « Chaque nation, chaque province, chaque commune aura le droit absolu de disposer d'elle-même comme elle le voudra, de rompre ses alliances passées et présentes et de s'associer avec qui elle voudra ». Cependant, précise-t-on, « chacun cherchera plutôt à s'unir qu'à se séparer ». « Car tout ce qui voudra rester en dehors de la Révolution sera abandonné d'elle, et tout ce qui se mettra contre elle, elle le brisera. » Là encore, c'est un thème qui reviendra fréquemment plus tard chez le Bakounine libertaire : le droit à la sécession, mais dans une perspective d'unification à terme.

Cette vision des rapports internationaux n'est pas une simple lubie. Elle est au contraire très pragmatique et révèle peut-être une extrême intelligence politique. Bakounine ne croit pas à la viabilité des petits ensembles territoriaux. Il pense que seuls les grands ensembles sont viables : il le dira très clairement en 1873 dans *Étatisme et anarchie*. Mais pour constituer un grand ensemble, il y a la méthode étatique, par la force et la violence, et il y a la méthode démocratique, ou plutôt fédéraliste.

Pour constituer un grand ensemble, il faut que les parties qui le constituent aient fait l'expérience de l'indépendance. Et pour que ces parties s'agrègent volontairement au grand ensemble, il faut qu'elles aient la garantie de pouvoir le quitter si elles le désirent. Ensuite, la logique des choses fait son œuvre : l'habitude de la vie commune homogénéise ce nouvel ensemble.

Dans une lettre à Józef Demontowicz, un des chefs de l'insurrection polonaise, Bakounine dresse un plan qui implique, dit-il, une « décision vaste et courageuse »<sup>91</sup>. Il faut abandonner les prétentions territoriales et reconnaître « la liberté et l'absolue indépendance de toute la région de l'Ukraine-Petite Russie, incluant la Volhynie et la Podolie et même la région de Ruthénie en Galicie ».

« Je suis convaincu que si ces pays doivent rester dans une union gouvernementale avec la Pologne, alors c'est seulement par cette voie que l'union peut être réalisée. Donnez-leur une entière liberté, reconnaissez-leur le droit inconditionnel à s'autodéterminer, déclarez-les indubitablement libres de tout lien historique, plus ou moins involontaire avec la Pologne, et la Petite-Russie créera un lien nouveau, véritable avec vous, sous quelque forme que ce soit. Exigez d'elle seulement un soulèvement contre Moscou et rien d'autre. »

Si les Polonais veulent continuer la « politique ancienne, étriquée, bornée concernant les régions de la Petite-Russie, vous les rejetterez définitivement de vous dans les bras de Moscou et de Vienne ». C'est, en fait, ce qui s'est passé.

Mais si Bakounine ne croit pas en la viabilité des petits ensembles politiques, il ne croit pas non plus que les grands projets se réaliseront spontanément. La révolution n'est « guère comprise par la plupart des hommes », dit-il dans son « programme provisoirement arrêté », aussi faut-il s'organiser afin de « la développer et de l'accélérer dans tous les pays ».

---

<sup>91</sup> 26 février 1864.

« D'où suit la conséquence, que tout en laissant à chaque pays l'autonomie et l'initiative nécessaires à la liberté de chacun, il faut néanmoins que l'organisation révolutionnaire secrète aboutisse à un centre unique qui ralliera à un plan général d'action et de mouvement les efforts partiels des révolutionnaires de tous les pays <sup>92</sup>. »

Lors de la révolution de 1848 qui avait secoué toute l'Europe, Bakounine avait agi seul, aussi bien à Paris qu'à Prague et à Dresde. Après son évasion de Sibérie, il était seul également, même s'il était en théorie affilié à *Zemlja i Volia*, dont il n'a cependant pu rencontrer aucun membre – mis à part son « recruteur » devenu fou...

Maintenant apparaît l'idée qu'une organisation structurée est nécessaire, mais le seul modèle qu'il a est le modèle maçonnique. Il semble que Bakounine ait adhéré à cette vénérable institution à Paris vers 1844-1846 <sup>93</sup>. Pendant la révolution de 1848-1849 il n'apparaît pas qu'il ait ressenti le besoin d'une organisation, en dehors du cercle de ses relations. Son besoin d'organisation apparaît en fait avec son implication progressive dans les luttes sociales, en Italie, vers 1864. C'est d'Italie qu'il écrit à Lars Johan Hierta <sup>94</sup> qu'il veut transformer la franc-maçonnerie en centre de propagande pour le socialisme. En Italie, il est confronté à la l'influence hégémonique du très catholique Mazzini et le poids de la religion pèse très lourd. 1864 marque aussi le départ d'une offensive papale inouïe contre l'athéisme, le socialisme, les franc-maçons. Bakounine se faisait des illusions sur la capacité de la franc-maçonnerie à se transformer <sup>95</sup>. Il reste que les textes maçonniques de Bakounine auxquels on peut avoir accès mériteraient d'être étudiés.

---

<sup>92</sup> « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.

<sup>93</sup> Selon Max Nettlau, Bakounine serait devenu franc-maçon en 1866 à Florence. Nous ne partageons pas cet avis.

<sup>94</sup> Le père de Bakounine, lecteur des auteurs des Lumières, humaniste, amateur d'Italie, pourrait bien avoir été lui aussi franc-maçon – il en avait en tout cas le profil. Parlant de la renaissance intellectuelle en Russie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Nicolas Berdiaev écrit : « La renaissance dont nous parlons ne se fait jour que dans une partie insignifiante de la noblesse. Les amis de la culture et de la vérité se groupent en toutes petites confréries. La maçonnerie, si répandue alors, joue dans tout ce mouvement, avec son appareil mystique, un grand rôle éducateur. » *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1938, p. 32.

<sup>95</sup> De même que les francs-maçons en général sont fiers d'insister sur l'appartenance maçonnique de tout un tas de grandes personnalités de l'histoire et de la littérature (en oubliant de mentionner les escrocs, les faisans, les détourneurs de fonds etc.), les anarchistes francs-maçons ont tendance à insister sur l'appartenance maçonnique de Proudhon et de Bakounine. On ne saurait cependant tout expliquer par cela. Proudhon était sans aucun doute maçon, mais sans grande conviction, semble-t-il. Invité à faire une planche dans une loge belge, il était un peu gêné parce qu'il avait oublié les détails du rituel maçonnique et demanda qu'on lui rappelât comment se comporter dans la tenue. Bakounine avait adhéré à la franc-maçonnerie lors de son séjour à Paris, entre 1845 et 1847, mais il ne semble pas avoir laissé de trace impérissable. Ce devait être pour lui un instrument commode plus qu'une fin en soi. Ce qui nous incite à penser que l'adhésion de Bakounine à la franc-maçonnerie était superficielle est une anecdote qu'il cite dans sa « Lettre à un démocrate » publiée dans le journal suédois *Aftonbladet* en décembre 1864. Il raconte qu'il a participé à une « cérémonie assez intéressante », les funérailles de l'épouse d'un professeur de l'université libre de Bruxelles : « Vous demandez avec raison ce qu'il y a d'intéressant à ces funérailles. Ce fut l'absence de prêtres et de cérémonies ecclésiastiques. Ce furent à la fois des funérailles et une grande démonstration philosophique et politique. Le cercueil fut accompagné par une grande foule de personnes, presque tous les membres des quatre sociétés : "Association de Libre Pensée", "Les Libres penseurs", "Les Solidaires" et "Les Libérés". Le but principal de ces quatre sociétés est le même, c.à.d. libérer la vie politique et sociale de chaque intervention ecclésiastique – fût-elle judaïque, protestante ou catholique. » Ce qu'il décrit avec étonnement ressemble furieusement à un enterrement maçonnique. Les militants « anarcho-maçonniques » autorisés affirment que Bakounine avait un grade élevé (« trente-troisième ») dans la maçonnerie, sans fournir de preuve.



Revenons à notre société secrète suédoise.

Après avoir conclu son « catéchisme » par la nécessité de constituer un « centre unique » et d'établir un « plan général d'action », Bakounine définit les modalités d'organisation.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail de ces modalités, qui sont tellement précises et si manifestement irréalistes qu'elles relèvent de toute évidence du fantasme.

La société s'organisera en Régions, Nations, Provinces, et Communes et se partagera en deux catégories différentes, les Frères internationaux et les Cousins, ou Frères nationaux.

Le « Pouvoir Révolutionnaire secret » sera reparti entre une Constituante, une junte (Gouvernement) centrale avec un Conseil suprême, une Présidence et un Conseil Régionaux ; une Présidence et un Conseil nationaux ; une Présidence et un Conseil Provinciaux

Ce n'est pas un système particulièrement démocratique, et encore moins libertaire ; il s'agit d'une organisation pyramidale où chaque niveau de la structure est soumis à l'autorité du niveau supérieur. « Le pouvoir des chefs et des Conseils de Communes relèvera directement du pouvoir provincial. »

Il est convenu qu'« il est impossible de prescrire une même norme d'organisation pour chaque pays » ; aussi, lorsqu'un pays veut adhérer, il présente à la Junte centrale son projet d'organisation, et celle-ci « pourra confirmer ou rejeter le projet d'organisation qui lui sera ainsi présenté ».

Les membres de cette société sont des « frères » formant une « famille internationale » ; ils sont « choisis parmi les plus honnêtes, parmi les plus énergiques et les plus intelligents révolutionnaires de tous les pays ». L'adhésion de chaque « frère » se fait par le parrainage de trois frères avec mission spéciale ou bien de sept frères ordinaires, « et dans tous les cas la sanction par la Présidence régionale ou nationale ». Les « parrains » – Bakounine n'emploie pas ce mot – sont responsables de leurs choix et engagent leur « responsabilité directe et personnelle » ; des sanctions sont prévues en cas de mauvais choix.

Les frères doivent adopter de cœur et d'esprit le Catéchisme révolutionnaire :

« Ils abjurent leur patrie aussi bien que toute ambition personnelle, et n'auront désormais qu'une seule patrie et qu'un seul suprême intérêt : la Révolution et son triomphe dans le Monde. A quelques pays différents, même hostiles entre eux, qu'ils appartiennent, ils ne formeront désormais qu'une seule grande Famille invisible et unie à jamais, couvrant toute l'Europe et le monde comme d'un invisible réseau. Les Frères internationaux de tous les pays doivent pouvoir se reconnaître à l'aide de paroles et de signes convenus <sup>96</sup>. »

Les Frères ont pour devoir absolu « la solidarité et l'assistance mutuelles ». Chaque frère est totalement soumis aux autorités supérieures, le « gouvernement central d'abord, et ensuite aux autorités Régionales, Nationales et Provinciales ».

---

<sup>96</sup> « Société internationale secrète de la Révolution. – Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs », sept.-oct. 1864.

La soumission des membres à l'autorité supérieure va très loin :

« Aucun Frère ne pourra entreprendre ni continuer une action politique quelconque sans l'assentiment de ses chefs. Aucun ne pourra soustraire son action politique, soit comme écrivain, soit comme bureaucrate, soit comme homme politique à la direction de ses chefs, ni persister dans une tendance condamnée par ses chefs. Aucun ne pourra refuser soit le service de sa plume, soit l'appui de sa position politique et de son crédit personnel, ni même son action individuelle, à la direction, à la chose et à la personne qui lui seront recommandées par ses chefs. Il ne pourra non plus se refuser de faire, dans la mesure de ses forces, une guerre acharnée aux tendances, aux personnes et aux choses qui seront condamnés par ses chefs. »

Cependant, lorsque le Frère se voit ordonner de faire des choses contraires à sa conscience, des mesures de récusation sont prévues ; il peut même démissionner, à condition bien entendu de ne rien révéler de ce qu'il sait et de ne jamais faire partie d'une autre société secrète. « Une Contravention à ce serment sera punie de mort. »

« Travaillant pour la liberté, nous ne pouvons et ne devons compter qu'aux services et à l'obéissance libres », précise le document. L'irrésolution, la mollesse, l'apathie, la négligence, surtout répétées et habituelles sont des fautes graves qui peuvent conduire à l'exclusion. A noter que « les Femmes pourront être admises à faire partie de la Société soit dans le grade de Frères, soit dans celui de Cousins ou Frères nationaux – mais pas avant que la première Constituante ait définitivement arrêté le programme et l'organisation sociale »... à l'élaboration desquels, donc, les femmes ne sont pas conviées...

En dessous des « frères » se trouvent les « cousins » qui forment « un degré subalterne d'apprentissage dans la pratique révolutionnaire ».

« L'objet de cette organisation subalterne n'est autre que celui de rattacher autant que possible à la grande entreprise de la famille internationale les éléments de révolution qui existent partout et qui par suite de conditions différentes, particulières à chaque pays, ne sont pas encore parvenus à la hauteur de la vraie pensée révolutionnaire. »

Résumons : cette société secrète n'a rien de libertaire. Elle est constituée sur le modèle de toutes les sociétés secrètes, avec hiérarchie, devoir d'obéissance, sanctions, signes de reconnaissance secrets. De telles sociétés foisonnaient au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est douteux que celle que Bakounine décrit pour la Suède ait jamais fonctionné. En effet, sa correspondance révèle qu'une fois rentré en Italie, ses tentatives de correspondre avec les contacts qu'il avait établis se heurtent au silence de ses correspondants : ils ne répondent pas.

Certains statuts ou projets de statuts retrouvés relèvent manifestement du fantasme. On peut suggérer une méthode pour juger de la capacité opérationnelle des différentes sociétés secrètes constituées par Bakounine. Plus les « statuts », les « programmes » sont longs, précis, moins l'organisation qu'ils sont censés refléter est opérationnelle. En d'autres termes, plus le document fondateur est court, plus cela a des chances de

correspondre à une réalité. L'Alliance pour la démocratie socialiste, fondée en 1868, repose sur des textes très courts. Or cette Alliance a eu, comme on le verra, un rôle effectif non considérable.

La « Société internationale secrète de la Révolution », fondée à Stockholm, a eu au moins l'avantage de permettre à Bakounine développer sommairement quelques éléments d'un programme politique dont certains points sont très vagues : liberté, l'égalité et Justice mais d'autres relativement précis, par exemple en ce qui concerne l'éducation, le statut de la femme. Il s'agit chez Bakounine d'une sorte de *république sociale* fondée sur le *suffrage universel*, visant à la *réorganisation de la société*, garantissant *l'égalité économique par l'abolition du droit d'héritage*, reconnaissant le travail *comme seul producteur des richesses, comme l'unique titre de possession légitime, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun*.

Il s'agit également d'un système dans lequel il est affirmé que *la liberté est l'unique principe constitutif de toute organisation sociale*, un système décentralisé, soucieux du *développement possible de toutes les libertés locales, collectives et individuelles et fonctionnant non plus, comme aujourd'hui, de haut en bas, et du centre à la circonférence, par voie de centralisation et par principe d'unité, – mais de bas en haut et de la circonférence au centre, par voie d'association et de fédération, conformément au principe de la liberté*.

Rappelons que nous sommes en 1864, l'année de la fondation de l'Association internationale des travailleurs. Lors de son passage à Londres, Marx a demandé à Bakounine d'y adhérer. Il ne le fera que quatre ans plus tard.

On pourra comparer l'embryon de programme proposé ici par Bakounine avec ce que Marx avait proposé 18 ans plus tôt dans le *Manifeste communiste*. Il est évident que, pour ce qui est du niveau de l'élaboration de sa pensée, Bakounine est très en retard par rapport à Marx. On peut mettre cela sur le compte des huit ans de forteresse et des quatre ans de Sibérie du révolutionnaire russe : il a pris beaucoup de retard. Il reste cependant qu'on voit déjà poindre les divergences qui se manifesteront avec plus de force dans les débats qui secoueront l'Internationale : alors que le *Manifeste* veut « centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État », Bakounine parle « d'association et de fédération » ; alors que le *Manifeste* préconise l'« organisation d'armées industrielles », Bakounine parle d'« organisation du travail par l'association libre ».

Ce sont les deux points autour desquels tourneront tout le conflit entre marxisme et anarchisme. Dès 1864, donc les termes du débat sont posés.

Dans le document que nous avons brièvement examiné, Bakounine révèle un peu naïvement le niveau des effectifs de cette société secrète, puisqu'il est prévu qu'une « constituante » soit créée qui « concentrera en elle-même tous les pouvoirs administratifs, judiciaires et constitutifs » : elle sera réunie, apprend-on, « aussitôt que le nombre des Frères internationaux se sera élevé à 55 »... On se rappelle alors qu'il s'agit d'un « Programme provisoirement arrêté par les Frères fondateurs » [*souligné par Bakounine*], lesquels peuvent donc être 54 (ce qui est peu probable) ... ou 2.

Il appartient au lecteur de décider ce qui, dans ce document, doit être pris au sérieux : les modalités d'organisation ou les premiers éléments d'un programme anarchiste. Mais avant de conclure, il convient de poser une question : comment expliquer le contraste entre le caractère extrêmement centralisé, autoritaire de l'organisation, et le caractère « pré-libertaire » du programme ?

La réponse se trouve peut-être en Allemagne.

Il n'existait nulle part de parti ouvrier. Le concept est extrêmement flou même chez Marx. On oublie que son *Manifeste*, écrit en 1848, n'est pas celui du *parti communiste* : le titre de l'ouvrage est : *Manifeste communiste* (c'est-à-dire manifeste qui expose ce qu'est le communisme). Ce n'est que plus tard qu'on parlera du *Manifeste du parti communiste* (c'est-à-dire manifeste de l'organisation dite : Parti communiste). Le terme « parti communiste » ne se trouve qu'une fois dans le *Manifeste* mais dans le sens de « mouvement », pas celui d'organisation. C'est ainsi qu'il faut comprendre la seule phrase où il est question de *parti communiste* : « En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. » Le parti communiste est le mouvement de ceux qui *prennent parti* pour le communisme.

La fonction de ce parti est « d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même ». C'est très général : il n'est pas question *d'organiser* les ouvriers mais de les *éveiller*. Lorsque ce sera fait, les ouvriers – et non le parti – « convertiront les conditions politiques et sociales » en armes contre la bourgeoisie, sans plus de précisions.

Ce n'est pas Marx, mais Lassalle qui va trouver la solution. Il prend pour la première fois la parole dans un meeting ouvrier en avril 1862. En août 1864 il meurt dans un duel. En deux ans il réussit à constituer un parti ouvrier qui va marquer durablement de son empreinte le prolétariat allemand. La forme du parti ouvrier est dès lors trouvée. Nous sommes à peu près à la même époque où Bakounine est en Suède.

Qu'est-ce qu'un parti ouvrier ? C'est une organisation qui a des principes de base, des statuts et un programme. On adhère sur la base des principes et on accepte les statuts. Les principes de base sont donc un élément non négociable lors de l'adhésion : on est d'accord ou on ne l'est pas. La fonction du parti – et de sa direction – est de veiller à faire respecter l'invariance de ces principes de base. (Distinguons les *principes de base* du *programme* : dans le cas présent, le principe de base serait le communisme et le programme les modalités de détail permettant d'y atteindre). Le caractère invariant d'un parti n'est pas sujet au débat « démocratique » : celui qui adhère à un parti communiste (ou quelque autre parti) en disant : « je ne suis pas communiste et je propose de modifier les objectifs du parti » se fait gentiment inviter à aller voir ailleurs.

Donc, si on réduit à l'essentiel la « société secrète » de Bakounine, en élaguant les aspects un peu folkloriques, on a un parti politique : des principes, des statuts et un programme. Le caractère secret n'est dans l'affaire que conjoncturel : habitué aux régimes despotiques où les libertés de parole et d'association sont interdites, Bakounine n'envisage pas d'autre forme. Le parti bolchevik avant la révolution était lui aussi une « société secrète », beaucoup plus proche de la société secrète bakouninienne que du parti de type marxiste.

## **La Suède et la politique européenne**

Bakounine a laissé de nombreux documents d'analyse de la situation politique en Suède et de sa place dans la politique européenne. Dans un assez long document qui semble avoir été écrit en marge de son projet de statut de société secrète se trouve une analyse tendant à démontrer la nécessité de former en Europe une « alliance vraiment sainte de la liberté contre la sainte Alliance de toutes les tyrannies en Europe : religieuse, politique, bureaucratique et financière<sup>97</sup> ». Les peuples ne doivent rien attendre que d'eux-mêmes.

Les nations qui veulent s'émanciper et établir chez elles une sérieuse liberté, doivent chercher en elles-mêmes les éléments de leur force et ne compter que sur elles-mêmes d'abord et ensuite sur les autres nations, dit-il. L'erreur des Polonais est d'avoir trop compté sur les gouvernements étrangers et la diplomatie.

Tous les gouvernements européens sont réactionnaires, aucun ne peut accepter l'établissement d'une « liberté radicale et démocratique ». Quelle que soit la rivalité des États entre eux, « ils se donneront toujours la main, secrètement ou ouvertement, toutes les fois qu'un peuple quelconque en se soulevant au nom de ses droits, menacera d'entraîner par son exemple les autres ». Une seule révolution nationale heureuse, dit Bakounine, entraînerait la révolution de toute l'Europe.

« Je n'ai pas besoin de rappeler la conduite de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre dans l'affaire de Pologne. Je m'arrêterai sur celle de Napoléon III, le protecteur ostensible de cette malheureuse nation. Eh bien, nous savons maintenant de source certaine, que depuis le commencement de l'insurrection polonaise jusqu'à sa fin, il n'a pas cessé de trahir au gouvernement russe, son ennemi ostensible, tous les secrets que la crédulité des Polonais lui avaient confiés. »

Bakounine veut démontrer que les peuples, lorsqu'ils veulent se libérer, se heurtent systématiquement aux « intrigues monarchistes » et à la trahison. Ainsi écrit-il que Napoléon III complotait avec Victor-Emmanuel d'Italie, avec les rois du Danemark et de Suède, les petits princes d'Allemagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie ! Bakounine veut également dénoncer les illusions de ceux qui fondent leurs espoirs sur « ces souverains quasi-révolutionnaires : le Roi d'Italie, le Roi de Suède et à leur tête l'escroc couronné, Napoléon III » : « Jamais la réaction n'a été aussi menaçante, ni

---

<sup>97</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, Stockholm, septembre-octobre 1864.

la situation des peuples libres ou qui aspirent à la liberté en Europe, aussi dangereuse qu'aujourd'hui. »

Surtout, Bakounine veut montrer que les Suédois ne sont pas à l'abri du courant de réaction qui submerge l'Europe.

« Il y a beaucoup de Suédois assez libéraux qui prétendent que tout cela ne peut regarder ni la Suède, ni la Norvège, que séparées du reste de l'Europe par leur position quasi-insulaire, et plus encore par leur développement politique tout à fait original, fortes du libéralisme sérieux de leurs paysans, ni l'une, ni l'autre ne courent le danger de se voir entraînées par le courant général de la réaction Européenne, et que même le triomphe du despotisme sur le continent ne saurait arrêter leur marche progressive en avant. – Je pense qu'ils se trompent beaucoup. »

L'avenir de la Scandinavie, dit Bakounine, dépend en effet du cours que prendront les choses en Europe. Il pense en particulier à la fédération scandinave dont ils s'étaient fait le promoteur. L'idée était en l'air. Le roi de Suède avait écouté avec une oreille attentive son projet de regroupement avec la Finlande. Par ailleurs, le ministre danois Hall avait formé le projet d'une union scandinave – à laquelle la Suède ne voulait pas s'associer. Si la liberté triomphe en Europe, dit Bakounine, cette union se fera ; elle ne se fera pas « si la Prusse monarchique, l'Autriche et la Russie impériale deviennent toutes-puissantes en Europe ».

Même sur le plan intérieur, le maintien des libertés dans les pays scandinaves dépendra « de la direction politique et sociale, de l'esprit libéral ou antilibéral qui l'emportera définitivement sur le continent de l'Europe ». Le souffle qui balaye la liberté en Europe touchera également la Suède, ses classes dirigeantes et le roi.

« Votre royauté et sa cour, votre gouvernement, votre bureaucratie, vos financiers, vos classes privilégiées sont au fond les mêmes que partout ailleurs – libérales quand elles sont forcées de l'être. Mais leur essence, leurs instincts, leurs tendances naturelles et leurs intérêts sont pour la réaction, et dans des circonstances favorables pour eux ils en feraient jusqu'aux limites du possible. »

Il est vrai que le « libéralisme historiquement développé » des peuples norvégien et suédois peut limiter le danger, mais le danger persiste. Pour que la démocratie devienne une force, il faut qu'elle s'organise ; or, dit Bakounine, « cette organisation vous manque tout à fait » :

« Il y a dans votre pays une incapacité de s'organiser tout à fait remarquable et très inquiétante pour votre liberté à venir. – Il y a dans votre public une telle insouciance, une telle naïveté et une telle incurie politique, que si le gouvernement s'y prenait adroitement, en évitant seulement de froisser la vanité ou la susceptibilité nationale, il pourrait faire de grands pas dans la réaction, avant que ce public s'en aperçoive. »

Le document dans lequel Bakounine s'exprime est intitulé « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », mais très rapidement, comme c'est habituel chez Bakounine, le texte dérive vers

des considérations plus générales et devient une analyse globale de la situation européenne.

« Je ne crois pas avoir besoin d'autres arguments, cher ami, pour vous prouver que la cause de la Scandinavie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, est inséparable de la cause de toute l'Europe et que les dangers de celle-ci sont les siens. »

Manifestement, Bakounine cherche à effrayer le public suédois : il évoque la possibilité d'une intervention européenne, russe et prussienne contre la Suède et la Norvège. Il faut donc s'entendre pour combattre l'ennemi commun.

Suit un long développement sur les « moyens à employer pour produire cette union désirable ». Malheureusement, constate Bakounine, dans presque tous les pays d'Europe les masses populaires ne savent ni lire, ni écrire, et ne sont pas capables de concevoir la nécessité d'une telle organisation : « Leur imagination ne dépasse que pour de bien rares exceptions la mesure modeste de leurs préoccupations journalières et de l'intérêt du clocher. » Les masses ne savent pas jouir d'une liberté qu'elles n'ont pas : « on les laisse à peine discuter leurs intérêts journaliers, comment pourraient ils concevoir les intérêts généraux ? »

« Changez leur position, changez leur éducation, rendez-leur tous les droits qui appartiennent à l'homme, et leur indifférence disparaîtra. Jusque-là elles resteront indifférentes, et il faudra les entraîner malgré elles vers l'accomplissement de leur destinée. »

Les « classes civilisées », de leur côté, sont encore moins aptes à « s'élever aux grands intérêts de l'humanité ». L'indifférence des masses populaires est due à l'ignorance, tandis que celle de la bourgeoisie s'explique par des intérêts égoïstes. « Une alliance étroite entre les minorités libérales de tous les pays peut seule conjurer le danger. »

Le révolutionnaire russe émet alors un opinion étonnante :

« Mais supposons même, chose qui me paraît impossible, que vous parveniez à réunir en un congrès toutes les minorités opposantes de l'Europe. Qu'en résulterait-il ? Vous entendriez sans doute beaucoup de beaux et de ronflants discours, mais il n'en sortirait pas un seul acte. Les brillants discoureurs, comme les brillants écrivains, n'agissent pas, et c'est à peine si sur cinquante orateurs, vous en trouveriez un qui saurait et voudrait mettre ses paroles en action. »

Or précisément, Bakounine participera en 1867, à un congrès de ce type, le congrès de la Ligue de la paix et de la liberté. Se trouveront là tout ce que l'Europe avait de démocrates radicaux.

Bakounine dresse dans ce « programme d'une société secrète de l'émancipation de l'humanité » un tableau des classes sociales en Europe afin de tenter de définir lesquelles pourraient être porteuses de transformations.

« On pourrait partager, je pense, la société européenne en six catégories suivantes :

« 1. D'abord vient la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante, non réellement hostile au progrès mais ne s'en doutant pas, résignée par tradition et par nécessité, et incapable de marcher elle-même en avant si on ne l'entraîne pas.

« 2. Au dessus d'elles il y a la minorité des classes populaires, pour la plupart du temps et dans la plupart des pays composée des ouvriers des fabriques et des villes, – minorité infiniment plus éveillée, plus passionnée et plus intelligente, ne demandant pas mieux que de marcher, mais incapable de se diriger à elle seule.

« 3. Ensuite il y a la grosse majorité des classes civilisées, – le ventre – ennemie intéressée de tout mouvement, et qui se laisse prêcher par ses doctrinaires et ses prêtres la théorie de l'immobilité.

« 4. Mais au milieu et quelque peu au dessous d'elle, il y a une minorité d'hommes pratiques, simples, honnêtes, rudes travailleurs, pas trop riches, quelquefois même très intelligents, mais peu instruits, modestes, ayant l'instinct du dévouement et l'amour de la liberté, ne demandant pas mieux que de la servir, mais attendant modestement qu'on les appelle à ce service et qu'on leur montre le chemin.

« 5. Il y a encore la jeunesse bourgeoise, portant en elle pour la plus part du temps comme une maladie traditionnelle déjà le germe de l'égoïsme bourgeois, mais généreuse encore par la vivacité de son sang et capable, sous une bonne direction, de produire de grandes choses.

« Cette direction appartient de droit à la minorité libérale des classes civilisées : écrivains, hommes de science ou hommes politiques. »

Bakounine désigne ainsi les catégories sociales auxquelles il s'adressera trois ans plus tard au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, catégories qu'il tentera en vain de convertir au socialisme.

### **Bakounine, Lénine et minorités révolutionnaires**

Faisons une parenthèse.

La révolution que Bakounine appelle de ses vœux est une révolution démocratique, c'est-à-dire anti-despotique, qui instaurerait la liberté civile fondée sur le suffrage universel, mais ayant également un caractère social marqué – le travail, seul producteur des richesses, étant l'unique base des droits politiques et sociaux.

La classe porteuse de cette révolution n'est pas le prolétariat mais la bourgeoisie radicale, c'est-à-dire une fraction minoritaire de la bourgeoisie. Pendant quatre ans encore, telle sera la conviction de Bakounine, jusqu'au deuxième congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, après quoi il abandonnera toute tentative de rallier la bourgeoisie radicale à la révolution.

Cette fraction de la bourgeoisie est elle-même divisée en plusieurs catégories, dit Bakounine.

« Cette minorité se subdivise à son tour en trois catégories :

« a) En une majorité relative de bonnes âmes, plus ou moins vaniteuses, bien intentionnées sans doute, mais sans aucune portée ni dans le caractère, ni dans l'esprit, ni dans le cœur, et dont toute la vie se passe en paroles.



« b) En une minorité d'hommes habiles et infiniment plus pratiques, mais dans un sens personnel, pour eux-mêmes, exploiters heureux du libéralisme au profit de leur ambition et de leurs intérêts.

« c) Et au-dessus de tout cela il y a enfin la toute infime minorité des hommes intelligents, sincères, passionnément dévoués à la cause de l'humanité, se dévouant à elle jusqu'à la mort et ne comprenant pas de plus grand bonheur que celui de la servir, – petite église invisible, qui de tout temps a seule entraîné l'humaine société en avant. Voilà les hommes qui doivent se chercher et qui seuls peuvent former entre eux une alliance sérieuse et réelle. – Mais comment et où les chercher ? »

Un constat : il est distingué entre « la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante » et la *minorité* des classes populaires composée d'ouvriers des fabriques. Bakounine ne dit pas qui est cette grande masse souffrante : cette couche est désignée comme « travaillante ». On peut penser qu'il s'agit de la paysannerie pauvre.

Le prolétariat – les ouvriers des fabriques – est une *minorité*, ce qui est effectivement le cas dans l'Europe d'alors. Ce constat est important, car Marx orienta le mouvement ouvrier sur la voie parlementaire en partant de l'idée que les ouvriers étaient majoritaires, ce qui ne sera *jamais* la cas dans l'histoire du capitalisme ; il faudra donc contracter des alliances électorales avec les fractions radicales de la bourgeoisie. Bakounine une fois libéraire combattra vigoureusement cette stratégie. Pour lui, le fait que le prolétariat soit minoritaire n'a jamais constitué un fait décisif dans la mesure où, dans son schéma, l'élément déterminant sera le rôle dans le processus de production. Mais là, nous anticipons.

Les ouvriers des fabriques, pense Bakounine, constituent donc une minorité intelligente mais « incapable de se diriger à elle seule ».

En dessous de la bourgeoisie – les « classes civilisées » – et au-dessus des ouvriers se trouve une classe que Bakounine ne nomme pas mais dont toutes les caractéristiques désignent comme la petite-bourgeoisie : pratiques, rudes travailleurs, peu instruits, etc. Pour l'instant cette classe n'a que des déterminations positives. Ses membres ont l'instinct du dévouement et l'amour de la liberté. C'est encore, pour Bakounine, la classe qui a fait la Révolution française. Bientôt, elle sera désignée tout autrement : lâche, conservatrice, égoïste.

Les jeunes bourgeois ont pour eux la candeur de la jeunesse mais Bakounine ne s'est jamais fait d'illusion sur eux, bien que quelques éléments peuvent s'en détacher.

Cette analyse, qui a pour objet de désigner quelles couches doivent constituer la direction du mouvement démocratique, aboutit à une conclusion curieuse : c'est dans les « classes civilisées » qu'elle se trouve, plus précisément dans la « minorité libérale » de ces classes : écrivains, hommes de science ou hommes politiques. Conclusion, on le constate, très peu « libéraire ». Et même, il s'agit d'une *infime minorité* de cette minorité libérale, puisque la majorité en est constituée, pour une part de « bonnes âmes » bien intentionnées mais sans caractère, et pour une autre d'exploiteurs du libéralisme.

Plus tard, Bakounine réajustera le tir en décrivant avec férocité les intellectuels bourgeois « exploiters du socialisme » pour qui le mouvement ouvrier est un tremplin pour leurs ambitions politiques.

Par élimination, on se retrouve donc avec une direction constituée d'une infime minorité d'hommes « intelligents, sincères, passionnément dévoués à la cause de l'humanité », une *petite église*. C'est ainsi, *de tout temps* que l'humanité a été entraînée en avant : ce sont de tels hommes qu'il faut rechercher et organiser.

A ce point de notre réflexion sur l'évolution de la pensée politique de Bakounine, trois constats s'imposent.

1. Le point de vue de Bakounine évoluera radicalement lorsque, quelques années plus tard, il deviendra libertaire. Pour l'instant, ses positions sont étonnamment proches de celles de Lénine sur l'acquisition de la conscience politique et la capacité de la « masse populaire » à s'organiser.

2. Il y a une constante qui n'évoluera pas : la nécessité de maintenir une minorité consciente ayant la faculté d'analyser le contexte politique et social. La divergence qu'il y aura avec Lénine portera sur la fonction de cette minorité.

3. La spontanéité des masses est un concept totalement étranger aussi bien au Bakounine libéral-démocrate social qu'au Bakounine libertaire.

La première et la principale ligne de clivage entre l'anarcho-syndicalisme et les différentes écoles marxistes – et en particulier le léninisme – se situera sur la question de l'acquisition, par la classe ouvrière, de la conscience de classe et de la conscience révolutionnaire ou, pour reprendre l'expression de Proudhon, de la « capacité politique ».

L'examen de la pertinence des différentes thèses en présence, pour intéressant qu'il soit<sup>98</sup>, ne doit pas occulter celui, plus significatif, de *l'enjeu* que représente la réponse à cette question. Car l'enjeu est en vérité vital. Il s'agit de déterminer *qui peut légitimement* se réclamer de la direction de la classe ouvrière. Si celle-ci n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience.

L'optique léniniste est connue :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels<sup>99</sup>. »

Lénine ne peut s'appuyer sur aucun texte de Marx pour affirmer sa thèse – sinon il ne s'en serait pas privé. « Marx se fiait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action et de la discussion communes » dit Engels en

---

<sup>98</sup> C'est la continuation, sur le terrain de la lutte des classes, d'une longue réflexion philosophique sur la théorie de la conscience, commencée avec Platon et jamais achevée.

<sup>99</sup> Lénine, *Que faire ?*

1890 dans la préface de la réédition allemande du *Manifeste*. Aussi Lénine cite-t-il abondamment Kautsky qui, après la mort d'Engels, est considéré comme le gardien de l'orthodoxie marxiste. Il reconnaît certes que « comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat ». Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne « s'engendrent pas l'un l'autre », car ils « surgissent de prémisses différentes » – c'est Lénine qui parle. La conscience socialiste ne peut surgir que « sur la base d'une profonde connaissance scientifique » ; or, dit Lénine, « le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés... » La conscience socialiste est « un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat »<sup>100</sup>. On est assez proche du point de vue bakouninien de 1864, mais radicalement à l'opposé de celui du Bakounine libertaire, dont le point de vue est en total accord avec celui de Marx tel qu'il est rapporté par Engels...

La théorie de la conscience révolutionnaire chez Lénine part d'un amalgame. Il ne saurait y avoir de conscience révolutionnaire sans marxisme ; or le marxisme est une science ; par conséquent, la conscience révolutionnaire ne peut être apportée à la classe ouvrière que par ceux qui détiennent la « science » (marxiste), les intellectuels, qui sont, à l'époque, forcément d'origine bourgeoise. La thèse de Marx selon laquelle la conscience est le produit des conditions matérielles d'existence est complètement niée ; implicitement, Lénine considère qu'un prolétaire n'est pas capable de comprendre Marx.

Bakounine est loin d'avoir négligé le problème de la « science » et de la nécessité pour la classe ouvrière de posséder une connaissance théorique indispensable à la lutte révolutionnaire. Mais « science » dans le vocabulaire bakouninien signifie « savoir ». Et Bakounine pose comme prémisses que « les masses ne se mettent en mouvement que lorsqu'elles y sont poussées par des puissances – à la fois intérêts et principes – qui émanent de leur propre vie...<sup>101</sup> »

A Lénine, le Bakounine libertaire avait, curieusement, répondu d'avance :

« L'aristocratie de l'intelligence, cet enfant chéri du doctrinarisme moderne, ce dernier refuge de l'esprit de domination (...) n'a pu prendre naissance qu'au sein de la bourgeoisie. » Les partisans du « doctrinarisme moderne » sont opposés à l'émancipation du prolétariat et toutes leurs théories économiques, philosophiques, politiques et sociales « n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité

---

<sup>100</sup> Il n'est pas possible d'identifier les positions de Marx à celles de Lénine (ou de Kautsky). Marx n'a jamais dit les choses aussi cyniquement que Lénine. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le *Manifeste* qu'ils « ont sur le reste du prolétariat [*je souligne*] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui « à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », il se situe totalement en dehors du système de pensée léniniste, et en conformité totale avec celui du Bakounine anarchiste.

<sup>101</sup> Lettre à Celsio Cerretti, 14-17 mars 1872.

définitive des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie (...) de les gouverner jusqu'à la fin des siècles <sup>102</sup>. »

Le point de vue libertaire de Bakounine tranche considérablement avec les positions qu'il développe en 1864.

Bakounine a d'ailleurs créé un concept, celui de « socialiste bourgeois » <sup>103</sup>, qu'il appelle aussi « exploiteur du socialisme ». Si la bourgeoisie n'a, pour fonder son droit, que la puissance de l'argent, les socialistes bourgeois, eux, fondent leur action non pas sur le privilège de la richesse, dont ils sont souvent dépourvus, mais sur celui du savoir.

On notera au passage que Bakounine ne nie pas qu'il y a un décalage entre le savoir détenu respectivement par la bourgeoisie et la classe ouvrière – on dirait aujourd'hui un « différentiel de savoir » <sup>104</sup>... Il reconnaît que le « monde ouvrier est généralement ignorant » et que « la théorie lui manque encore tout à fait » <sup>105</sup>. Toute la différence réside dans la façon d'aborder ce « différentiel ». Pour Lénine, le fossé est irrémédiable : « il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement ». « Toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie signifie par là même (...) un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers <sup>106</sup>. » Cela ressemble furieusement à une justification théorique du rôle dirigeant de l'intellectuel <sup>107</sup>.

Que dit le Bakounine militant de l'AIT ? Le mouvement ouvrier doit « s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait pas en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes les aspirations politiques et sociales <sup>108</sup>. » C'est tout de même une autre perspective ! La démarche de Lénine ne laisse aucune place au doute : le chef révolutionnaire, l'intellectuel d'origine bourgeoise *élabore* la doctrine socialiste et la *transmet* au prolétariat – à ses éléments les plus avancés.

La démarche de Bakounine est tout autre : la science sociale (élaborée par ces mêmes couches sociales), « ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires » <sup>109</sup>. Car « ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'*instinct* révolutionnaire éclairé, dans la *volonté* collective et dans l'*organisation* propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les

---

<sup>102</sup> « Les Endormeurs », paru dans *L'Egalité* n° 27 du 24 juillet 1869.

<sup>103</sup> Selon Michel Mervaud, l'idée viendrait de Herzen.

<sup>104</sup> Parlant des décennies qui ont suivi la Révolution française pendant lesquelles le prolétariat français a progressivement pris conscience de lui-même, Bakounine écrit : « Avant même que les travailleurs eussent compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient déjà arrivés à la conscience de cet antagonisme fatal. » (« Lettre aux internationaux du Jura. »)

<sup>105</sup> Bakounine, « La politique de l'Internationale », paru dans *L'Egalité*, de Bruxelles, 1869.

<sup>106</sup> Lénine, *Que faire ?*

<sup>107</sup> Le discours par lequel Lénine justifie le rôle dirigeant de la social-démocratie sur la classe ouvrière est, sur le plan politique et idéologique, le même que celui par lequel il justifiera le rôle dirigeant des « spécialistes » sur le plan technique à partir de 1918. C'est un discours de classe – la sienne –, c'est-à-dire la petite bourgeoisie intellectuelle déclassée.

<sup>108</sup> « Les Endormeurs ».

<sup>109</sup> *Protestation de l'Alliance*.

meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants <sup>110</sup>. »

Il est remarquable de constater à quel point la théorie de Lénine est en contradiction avec le matérialisme historique, dont il se réclame pourtant sans cesse, et selon lequel « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience » <sup>111</sup>. Lorsque Marx déclare dans le *Manifeste* que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante », il n'exclut pas qu'il y ait des idées *autres* que les idées dominantes, c'est-à-dire que des idées opposées à l'idéologie dominante puissent se formuler. Dès lors que les conditions d'existence se font jour qui permettent, par l'action et la pensée, la remise en cause d'un ordre social donné, l'« existence sociale » du prolétariat déterminera leur conscience, avec ou sans Lénine.

Bakounine réclame simplement le droit pour le prolétariat de faire sa propre expérience : « Nous croyons que le peuple peut se tromper souvent et beaucoup, mais il n'y a personne au monde qui puisse corriger ses erreurs et réparer le mal qui en résulte toujours, que lui-même ; tous les autres réparateurs et redresseurs (...) ne faisant et ne pouvant qu'augmenter les erreurs et le mal <sup>112</sup>. »

Rosa Luxembour, de ce point de vue, est beaucoup plus bakouninienne que marxiste lorsqu'elle écrit, en 1904 : « Les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur Comité central. » La même idée est reprise par Edouard Berth : « Dans la conception syndicaliste révolutionnaire, le prolétariat est, au contraire, regardé comme une personne majeure et parfaitement autonome, qui n'a pas d'utopies toutes faites à réaliser par décret, mais qui entend parfaire son émancipation par lui-même et à son idée. »

La démarche léninienne est une aberration dialectique en ce sens que le problème ne consiste pas à déterminer si le socialisme est une production théorique des intellectuels bourgeois apportée au prolétariat, ou une création exclusive et spontanée (au sens bakouninien) de ce dernier. Un phénomène social chez Bakounine est spontané lorsqu'il est le produit exclusif de ses déterminismes internes, sans interférence de déterminismes extérieurs. C'est une définition de la spontanéité qui ressemble beaucoup à une certaine forme de déterminisme. L'approche correcte du problème consiste à découvrir le mouvement dialectique de création et d'élaboration du socialisme : alors, les questions de « préséance » ne jouent plus.

Kropotkine, qui rejetait le concept de dialectique mais qui, tel M. Jourdain, pratiquait le raisonnement dialectique sans le savoir, a parfaitement résumé l'optique libertaire :

« Le socialisme est issu des profondeurs mêmes du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait

---

<sup>110</sup> « Lettres à un Français sur la crise actuelle », 1870.

<sup>111</sup> Marx, Avant-propos à la *Critique de l'économie politique*.

<sup>112</sup> Bakounine, « La théologie politique de Mazzini ». Le concept de « peuple » chez Bakounine inclut le prolétariat, la paysannerie pauvre et la petite-bourgeoisie prolétarisée.

aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses ? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers <sup>113</sup> ? »

Bakounine réclame pour les intellectuels d'origine bourgeoise le droit de s'associer au prolétariat dans sa lutte, ce qui implique évidemment, entre autres choses, leur contribution à l'élaboration théorique. « Les principes sociaux, disait-il, ne constituent la propriété de personne : ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise... Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par notre sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous, personne, ni d'en haut ni d'en bas n'a le droit de nous défendre d'en parler, de nous associer et d'agir au nom de ces principes – qui sont à nous autant qu'aux ouvriers si même ils le sont d'une autre manière <sup>114</sup>. »

Le révolutionnaire russe s'oppose radicalement aux théories simplistes selon lesquelles le prolétariat n'a pas besoin des intellectuels. S'il est lucide et ne se fait pas d'illusions sur ces derniers, il se méfie aussi des « ouvriers à demi littéraires, prétentieux, ambitieux » qui « se posent comme des chefs, comme des hommes d'État des associations ouvrières » qui craignent « la compétence des hommes sortis de la bourgeoisie, souvent plus dévoués, plus modestes et moins ambitieux qu'eux-mêmes ».

Il y a cependant dans la classe ouvrière une « aristocratie bienfaisante », une aristocratie « non de la condition, mais de la conviction, du sentiment révolutionnaire, de la passion ardente, éclairée et de la volonté ». Ils réunissent en eux « dans leur compréhension de la question sociale (...) tous les avantages de la pensée libre et indépendante, de la connaissance scientifique ». Ils pourraient très bien abandonner leur classe et passer dans les rangs de la bourgeoisie, mais ils ont la « passion de la solidarité ». Si on ajoute à cette catégorie de travailleurs « celle des militants sortis de la classe bourgeoise, qui ont rompu tous les liens avec elle et qui se sont voués corps et âme à la grande cause de l'émancipation du prolétariat », vous aurez, dit Bakounine, « l'aristocratie utile et bienfaisante du mouvement ouvrier international <sup>115</sup> ».

On peut faire deux remarques :

1. – Le point de vue de Bakounine sur la genèse de la conscience socialiste dans la classe ouvrière apparaît comme infiniment plus « dialectique » que celui de Lénine qui, en fait, relève d'une perception parfaitement mécaniste. La théorie léninienne de la conscience révolutionnaire dévoile ses intérêts de classe de petit-bourgeois intellectuel avec une telle clarté qu'on se demande comment cela a pu abuser tant de gens ;

2. – La question du rôle des intellectuels, pour Bakounine, ne se pose pas, on le voit, en termes de *direction* mais de *collaboration*. Elle est en outre totalement dénuée d'illusion et de complaisance à l'égard aussi

---

<sup>113</sup> *Les Temps nouveaux*, 1913.

<sup>114</sup> « Protestation de l'Alliance ».

<sup>115</sup> « L'Alliance révolutionnaire universelle de la démocratie socialiste » *Œuvres*, VI, p. 319.

bien des socialistes bourgeois que des ouvriers embourgeoisés. On mesure ainsi la différence qu'il y a entre le point de vue du révolutionnaire russe développé en 1864 et celui qu'il développera à partir de 1868.

Pour l'instant – revenons à 1864 – Bakounine en est encore à une approche quelque peu élitiste. Si on organisait un congrès « qui se composerait des libéraux et démocrates avancés de tous les pays » pour faire l'état des lieux et « arrêter un plan général d'action », cela mettrait certes en lumière la situation respective de chaque pays, cela permettrait « aux hommes sincères de tous les pays de se reconnaître mutuellement », mais il en résulterait plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, dans une Europe dominée par le despotisme, les participants à un tel congrès seraient repérés par le pouvoir et seraient victimes de persécutions de leurs gouvernements respectifs : « dans cette position se trouveraient les Français, les Polonais, les Russes, tous les Slaves, les Hongrois, une partie des Allemands, les Italiens de Venise et de Rome, les Finlandais, et peut-être même bientôt les Danois, non émigrés. »

### **Un congrès public ?**

Il est ironique de constater que Bakounine va développer tout un argumentaire contre la convocation d'un congrès public dans lequel les démocrates de tous les pays pourraient échanger leurs vues, alors que quatre ans plus tard il va participer en Suisse à un congrès du même genre, celui de la Ligue de la paix et de la liberté.

Un congrès public constitué de participants « non élus et envoyés comme les représentants de corps organisés quelconques, mais volontairement réunis », constitué, autrement dit, de participants qui ne seraient pas des membres disciplinés issus d'une société secrète, serait donc un échec... L'objection principale de Bakounine est en fait liée à cela : « la discorde résulterait infailliblement de la composition même, volontaire et accidentelle, du congrès ». On serait amené à discuter de questions brûlantes, comme celle des frontières : « Imaginez-vous seulement un congrès composé d'Allemands, de Scandinaves, d'Italiens et de Slaves. Pour peu que ses membres soient des patriotes fanatiques, voulant chacun la grandeur extérieure de son pays comme État, sa force avant même et plus que sa liberté, et plus que la justice envers les autres pays, l'entente deviendra impossible. »

Une assemblée composée « sans contrôle et sans critique, de tous les libéraux et démocrates, réels ou supposés, sincères ou vaniteux (...) qui voudraient seulement s'y inscrire pour prendre part à ses discussions » ne peut aboutir à rien. « Pour remédier quelque peu à cet inconvénient », dit Bakounine, il faut que ne puissent participer à cette assemblée que ceux qui « reconnaissent le principe des nationalités », c'est-à-dire le droit de toute population à disposer d'elle-même « sans aucun égard pour le soit-disant droit historique ». Il semble bien que le « principe des nationalités » dont se réclame Bakounine soit d'abord perçu comme la faculté à faire sécession : « Le principe des nationalités réalisé en Europe, mettra à mort la Turquie et l'Autriche, le royaume de Prusse et l'empire de toutes les Russies. » Il s'agit d'abattre le « système de la centralisation unitaire, la bureaucratie, les corps privilégiés, les armées permanentes, la monarchie, les États ». Il s'agit ensuite de

« fonder sur leurs ruines le système de la fédération volontaire et libre, d'abord partielle ensuite générale des peuples, leur gouvernement par soi-même, l'armement national, l'organisation démocratique de la société, et la fédération républicaine de toutes les nations de l'Europe. Voici ce que dans sa logique rigoureuse signifie le principe des nationalités <sup>116</sup>. »

Il est évident qu'en proclamant ainsi ce principe, on ne ralliera pas grand monde à un congrès européen de démocrates. « En fait d'hommes sérieux, il ne pourra y avoir que des démocrates socialistes et révolutionnaires, eux seuls peuvent sincèrement adopter toutes les conséquences susmentionnées du principe de la nationalité. »

Une alliance des démocrates socialistes est nécessaire, mais elle ne peut émaner d'un congrès public, elle « ne pourra jamais être formée qu'en secret » ; elle doit en outre avoir une cohérence interne, « que les hommes qui la forment ayant à peu près, et si faire se peut, tout à fait les mêmes convictions philosophiques, religieuses, politiques et sociales ». Pour produire une alliance des peuples efficace et réelle, il lui faut pour base « un grand principe identique, assez large et assez élevé pour devenir pour les hommes qui le reconnaissent une sorte de religion, pour leur donner une foi assez forte pour lutter contre les difficultés, les obstacles et les dégoûts journaliers, et pour leur inspirer le sacrifice de leur vanité et de leurs intérêts ».

Peu d'hommes, à la vérité, sont capables de réunir toutes ces qualités.

## **L'affaire des duchés**

Le 15 novembre 1863, le roi du Danemark, Frédéric VII, meurt sans enfants. Or ledit roi était aussi un prince allemand, duc de Holstein et de Lauenburg. A cette époque-là, Bakounine vient de quitter la Suède et se trouve à Londres.

Le Sleswig et le Holstein étaient deux duchés qui constituaient une épine dans le sentiment national allemand. Ils avaient été rattachés au Danemark depuis 1460, mais ils étaient la propriété personnelle du souverain danois, et non une partie intégrante du royaume. Le Holstein, peuplé entièrement d'Allemands, était un membre de la Confédération germanique <sup>117</sup>, ce qui n'était pas le cas du Sleswig, peuplé majoritairement d'Allemands dans sa moitié sud. En 1848, les Allemands de ces duchés, soutenus par toute l'Allemagne, s'étaient soulevés contre le roi du Danemark <sup>118</sup>. La Prusse avait envoyé des troupes mais les grandes puissances s'étaient unies pour faire respecter les traités. La Prusse avait reculé et les duchés avaient été rendus au Danemark au traité de Londres en 1852.

Avec la mort de Frédéric VII se posa à la fois la question de sa succession et celle du sort de ces duchés. Christian IX, le nouveau roi,

---

<sup>116</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité. » 1864.

<sup>117</sup> La confédération germanique a été constituée au congrès de Vienne en 1815, après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>. C'est une instance qui organise l'ensemble des États allemands (une cinquantaine), y compris l'Autriche. C'est une citadelle du particularisme qui défend surtout les intérêts de l'Autriche et des petits États.

<sup>118</sup> Pour l'anecdote, en 1848 Marx et Engels s'étaient déchaînés contre l'incapacité du roi de Prusse à annexer le Sleswig et le Holstein. Engels écrit à ce sujet que « la guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire » (*Nouvelle gazette rhénane*, 9 sept. 1848, « L'armistice prusso-danois ».)



débuta son règne en confirmant une constitution qui incorporait le Sleswig dans un « grand-Danemark » unitaire, ce qui constituait une violation du traité de Londres. Les libéraux allemands crurent que leur heure était venue de mobiliser les masses allemandes, poussant les princes allemands à soutenir le duc d'Augustenburg, le candidat rival, et à libérer les duchés de la domination danoise.

Bismarck ne voulait pas voir débarquer à la diète allemande un nouveau petit État qui voterait contre lui. Selon lui, seule l'annexion des duchés à la Prusse pouvait valoir une guerre. Il ne voulait pas non plus prendre la moindre initiative aux côtés des libéraux qui soutenaient la cause du Sleswig. Aussi eut-il l'idée de proposer une coopération entre la Prusse et l'Autriche pour faire appliquer le traité de Londres. Une alliance fut signée le 16 janvier 1864, aux termes de laquelle les deux signataires mèneraient une action commune contre le Danemark et statueraient sur le sort des duchés plus tard.

Cette alliance n'était pas voulue comme un piège pour l'Autriche mais elle aboutit à sa perte. Il y avait déjà des exemples de pays qui se partageaient la domination d'un autre pays. Le cas de la Pologne était caractéristique. La Pologne était le lien le plus fort entre la Russie et la Prusse, qui collaboraient parfaitement pour maintenir le *statu quo*. Il n'allait pas en être de même pour les duchés danois.

La guerre contre le Danemark débuta le 1<sup>er</sup> février. Les Danois ne faisaient pas le poids contre deux grandes puissances, mais comptaient sur une aide étrangère. Les signataires du traité de Londres laissèrent l'Autriche et la Prusse envahir les duchés, mais réagirent quand les armées d'invasion atteignirent la frontière du Danemark. Un armistice fut signé et une conférence internationale eut lieu à Londres le 25 avril. Les Danois tentèrent alors un coup de force : ils refusèrent de restaurer l'autonomie des duchés, ce qui aboutit à la dénonciation des traités par l'Autriche et la Prusse. La conférence fut ajournée et la guerre reprit. Personne ne vint au secours des Danois. Isolés, ceux-ci furent de nouveau battus et signèrent au début d'août une paix qui remettait les duchés à la Prusse et à l'Autriche conjointement.

C'était une situation absolument nouvelle : les deux puissances allemandes, adversaires, avaient mené ensemble une action ; il fallait maintenant gérer la paix.

Le projet de Bismarck était simple :

1. Il voulait asseoir la Prusse comme grande puissance à côté de l'Autriche, ce que celle-ci refusait catégoriquement.
2. Il voulait faire reconnaître l'hégémonie prussienne en Allemagne au nord du Main.

Contrairement à l'idée reçue, Bismarck n'était pas un politicien assoiffé de conquêtes territoriales. Il était à sa manière un partisan du principe des nationalités : une nationalité, un État. Sa seule préoccupation était de constituer une Allemagne homogène. Luthérien, il n'avait aucune ambition envers les États allemands du sud, catholiques. Bismarck n'avait pas d'objection à ce que Napoléon III annexe la Belgique, estimant que la France pouvait s'étendre « aussi loin que le français est parlé ». Et lorsque, après la guerre de 1870, la France perdit l'Alsace et la Lorraine, Bismarck

n'était en fait pas très enthousiaste, pressentant que cette annexion allait avoir des conséquences fâcheuses à terme.

Le 23 août 1864 eut lieu en Autriche une rencontre entre les deux monarques concernés, accompagnés de Bismarck et de Rechberg, son homologue autrichien. Il s'agissait de décider du sort des duchés. Bismarck réclama ceux-ci pour la Prusse ; Rechberg exigea une garantie prussienne sur la Vénétie et l'aide de la Prusse pour reconquérir la Lombardie dans l'éventualité d'une nouvelle guerre contre l'Italie.

Il arrive que des ministres n'aient pas le monarque qu'ils méritent. Ce fut le cas de Bismarck et de Rechberg. Le roi Guillaume et l'empereur François-Joseph firent capoter la négociation ; le premier en déclarant qu'il n'avait aucun droit sur les duchés, le second en refusant tout agrandissement de la Prusse sans que celle-ci ne cède à l'Autriche l'équivalent en territoires. Il n'y eut donc pas de traité et on convint simplement d'une domination conjointe des duchés jusqu'à nouvel ordre.

Il y avait à cette époque dans l'Allemagne du Nord – divisée en d'innombrables États – un accord douanier, le *Zollverein* dont l'Autriche ne faisait pas partie. Cet accord expirait en 1865 et devait être renégocié. Des promesses avaient été faites à l'Autriche pour l'inclure dans l'accord. Bismarck renouvela ses assurances mais se débrouilla pour en exclure de nouveau l'Autriche. La frontière douanière entre les États du *Zollverein* et l'Autriche devint la frontière entre deux mondes : le commerce autrichien fut relégué, via le Danube, aux Balkans et le commerce allemand se tourna vers le marché mondial par la mer du Nord.

L'alliance austro-prussienne en fut cassée. Les ministres autrichiens détestaient le nationalisme allemand et avaient le sentiment de s'être fait embarquer malgré eux dans l'affaire des duchés. Ils entreprirent de soutenir la candidature du duc d'Augustenburg au trône du Danemark, pour provoquer la Prusse. Bismarck tenta de désamorcer la crise en proposant, en février 1865, de reconnaître Augustenburg comme duc du Sleswig-Holstein, mais à condition que la Prusse ait le contrôle militaire des duchés. Augustenburg, qui rêvait de devenir un prince indépendant et qui avait le soutien des libéraux allemands et du prince impérial, soumit ses propres exigences à Bismarck, avec le soutien de l'Autriche. Bismarck congédia froidement le candidat.

Finalement, un traité, signé à Gastein le 14 août 1865, divisa l'administration des duchés : le Holstein revint à l'Autriche, le Sleswig à la Prusse. Un petit morceau de territoire, Lauenburg, fut cédé à la Prusse.

Bilan : le traité de Gastein ignore le duc d'Augustenburg ; la Prusse gagne le territoire de Lauenburg ; la division administrative des duchés favorise la Prusse. Ce traité aurait pu être une occasion pour l'Autriche de prendre la Prusse au sérieux, ce qu'elle n'a pas fait. L'obstination de l'Autriche à accepter un compromis va conduire à un conflit au terme duquel elle perdra sa prééminence au Nord de l'Allemagne, et la Vénétie.

L'affaire des duchés danois, qui débuta en janvier 1864, allait, en deux ans et par un enchaînement de circonstances, bouleverser complètement le jeu subtil des rapports de forces en Europe et, après une victoire prussienne éclatante contre les Autrichiens à Sadowa en 1866, asseoir la Prusse comme puissance dominante sur le continent.

L'affaire des duchés survient peu après l'évasion de Bakounine et son arrivée en Europe ; elle se déroule en même temps et peu après son séjour

en Suède ; et enfin, l'issue de cette crise a contribué à façonner l'Allemagne et l'Europe centrale que Bakounine va analyser dans sa période italienne et dans sa période libertaire. C'est après la victoire de Sadowa que la Prusse, avec Bismarck à sa tête, devient le champion de l'unité allemande. La physionomie de l'Europe centrale n'est plus du tout celle que Bakounine a connue en 1848, avant son arrestation.

## **Transition**

Le socialisme a toujours constitué le fond de la pensée de Bakounine, depuis le début de 1843 où, en Suisse, il a rencontré le communiste Wilhelm Weitling, et surtout depuis sa rencontre avec Proudhon. Cependant, son socialisme restait vague et se trouvait toujours marginalisé par sa préoccupation majeure, la question slave.

Une remarque s'impose à l'examen du programme de la « Société internationale secrète de la Révolution », rédigé en septembre-octobre 1864.

En février 1863, Bakounine se rend en Suède pour soutenir la cause polonaise, présentée comme une priorité absolue.

En septembre 1864, il crée une société secrète internationale dont le projet est « le triomphe de la Révolution dans le monde » et dont le programme contient des éléments socialistes, empruntés à l'évidence de Proudhon.

Dans le « catéchisme révolutionnaire » inclus dans son programme provisoire de la « Société internationale secrète de la Révolution », Bakounine avait déjà affirmé le statut supérieur de travail, défini comme « l'unique titre de possession légitime pour chacun, l'unique base des droits politiques et sociaux de chacun, honoré, respecté comme la source principale de la dignité et de la liberté de l'homme ». Le travail, est-il également dit, est « seul producteur des richesses, tout homme qui dans la société vit sans travail est un exploiteur du travail d'autrui, un voleur ». Ces principes hautement affirmés sont peut-être l'une des raisons de la tiédeur des démocrates suédois à se précipiter dans une action commune avec le révolutionnaire russe.

On peut dire qu'il y a un basculement progressif de Bakounine de la cause slave au socialisme. Dans la période qui se situe entre son séjour en Suède et son installation en Italie, le discours de Bakounine évolue. C'est dans les textes qu'il écrit sur la Suède en 1863 et 1864 que commence à apparaître une thématique jusqu'alors presque absente, celle du monde ouvrier. C'est à partir de son second séjour en Suède qu'apparaissent fortement les affirmations socialistes. Entre les deux séjours se passe un an, lors duquel il rencontre beaucoup de monde, et notamment des socialistes italiens. On peut penser que leur contact a pu l'influencer.

Lorsqu'il quitte la Suède pour la seconde fois, Bakounine écrit plusieurs « Lettres d'un démocrate » qui seront publiées dans le journal suédois *Aftonbladet* entre la fin décembre 1864 et le début de janvier 1865. Ces articles sont une critique en règle de toutes les familles régnantes d'Europe. Commencant par la Belgique, il constate qu'elle subit dans tous les domaines des attaques contre les libertés : l'autonomie des communes est remise en cause, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse. La réaction s'installe dans le pays, la bourgeoisie belge partage désormais toutes les appréhensions de la bourgeoisie française devant le « fantôme

rouge », qui lui cause « une grande angoisse », d'autant plus qu'il ne manque pas, dit Bakounine de matière inflammable dans le pays :

« La Belgique est, on le sait, un pays relativement riche en industries, toute sa surface est couverte d'usines et de manufactures. En conséquence on trouve un nombre extraordinaire de pauvres ouvriers. Leur sort est en général assez malheureux, ils vivent du jour au lendemain, et sont chargés d'un travail extrêmement lourd. Ces pauvres gens ne peuvent pas économiser beaucoup, et lorsqu'il y a une crise industrielle, ce qui a lieu assez souvent, ils meurent de faim. La question sociale n'est pas non plus question théorique mais c'est en même temps une question d'une pratique la plus brûlante et menaçante <sup>119</sup>... »

C'est plus le futur militant collectiviste de l'Internationale qui parle que le partisan de la révolution démocratique.

Les articles de Bakounine sont une critique décapante de la politique de la monarchie belge et de ses prétentions à se poser en arbitre de l'Europe. Il est non moins féroce contre Napoléon III dont il montre que le règne est à son déclin depuis deux ans :

« A cette époque on le prenait pour l'arbitre du monde et aujourd'hui il n'est plus l'arbitre de rien. Il ne prend plus aucun risque et pourtant, la seule façon lui permettant de se maintenir, c'est de prendre souvent de gros risques. Il prit parti pour Pologne et on opprima la Pologne. Il voulut prendre parti pour le Danemark et ce petit royaume fut ravagé par la guerre. Il a essayé d'inspirer confiance à un royaume mexicain et aucun homme raisonnable et quelque peu prévoyant n'y croit. Il s'est déclaré en faveur des Confédérés d'Amérique et ceux-ci sont à l'agonie. Il est contre Lincoln et Lincoln est réélu. Il essaie encore de magnétiser et de paralyser l'Italie par la toute-puissance des baïonnettes françaises, mais tout le monde en Italie, en France et surtout lui-même reconnaît que l'Italie échappe chaque jour un peu plus à son influence. En un mot, toutes ses actions révèlent une grande incertitude, une hésitation et une inquiétude, résultant du fait qu'il ne comprend plus l'enchaînement des événements qui commencent pourtant à évoluer dans l'ensemble et partout de façon définitive contre lui <sup>120</sup>. »

La reine Victoria est rapidement expédiée car il a déjà consacré à l'Angleterre une longue « Lettre de Londres » destinée au même journal. Autrefois « idole de l'Angleterre loyale », elle a contribué à convaincre beaucoup de gens à considérer la monarchie « comme une institution non seulement inutile et dépassée, mais plutôt triste et déplorable ».

Le tsar de Russie a surpassé son père en cruauté, mais « il y a joint l'hypocrisie qui est chez lui un trait remarquable et dont personne n'a accusé son père ». En Prusse, le « futur empereur d'Allemagne », dit Bakounine, commença son règne en se comportant « en souverain juste, loyal, libéral », mais préféra finalement le rôle de « caporal et chef des hobereaux prussiens » à celui de restaurateur de l'Allemagne.

En Italie, Victor Emmanuel dont les premières années furent « si populaires, si profitables et si brillantes » s'est désormais séparé de son

---

<sup>119</sup> « Lettre d'un démocrate », 5 décembre 1864.

<sup>120</sup> *Ibid.*

peuple. Il « a d'un seul coup assombri l'éclat de la royauté en Italie ». « Sa bravoure, son dévouement à la cause italienne, sa popularité, son bonheur étaient jusqu'alors l'argument puissant et favori de tous les monarchistes en Europe, avec lequel ils firent taire les critiques de la monarchie. Dès lors cet argument ne s'entend plus et nulle part en Europe. »

L'intention de Bakounine est de montrer que les monarques européens « sont plus ou moins des obstacles et des embarras sur la route du développement, du progrès et du bonheur des peuples », que « les monarques et les monarchies touchent à leur fin irrévocable ».

De façon concomitante avec ses réflexions sur le monde du travail et sur le caractère archaïque des régimes monarchiques, apparaît chez Bakounine une réelle réflexion sur les régimes constitutionnels qui constituera la trame de ses analyses de la période libérale, réflexion où il dit déjà presque tout : la condition ouvrière et le régime représentatif constituent une même question dans la mesure où la classe ouvrière ne pourra jamais s'émanciper dans un système qui ne remet pas en cause la propriété : les privilégiés « sont les propriétaires de la terre et du capital » ; en dessous d'eux se trouve « le peuple immense des travailleurs ».

« Dans les États constitutionnels, qui par leur nature sont ou deviennent nécessairement tôt ou tard bourgeois, comme nous le voyons aujourd'hui partout en Europe, ce n'est pas le travail, mais la propriété, c'est à dire la rente de la terre ou du capital, c'est à dire la fainéantise, qui distinguent l'homme, le revêtant du titre de citoyen, en lui donnant les droits politiques et la liberté <sup>121</sup>. »

Le constitutionalisme est donc « le règne de la propriété, le gouvernement de l'homme par la chose ». Bakounine précise tout de même qu'il n'entend pas affirmer que les privilégiés ne travaillent pas, ils travaillent même souvent beaucoup, mais leur travail, « grâce à leur position privilégiée, leur rapporte infiniment plus que celui du travailleur déshérité des masses populaires ».

« La faculté de ne rien faire, la rente, produit fictif d'un capital et d'une terre qui abandonnés à eux mêmes, sans travail, ne produisent absolument rien, tel est le signe distinctif du citoyen sous le régime constitutionnel. C'est l'exploitation systématique et l'asservissement du travail par la propriété et par le capital <sup>122</sup>. »

Certes, un « travailleur plébéien » sur mille pourra sortir du lot et parvenir à une position sociale élevée, mais il deviendra lui-même un privilégié et tournera le dos à « ses quelques millions de frères délaissés » – thème qu'on retrouvera aussi plus tard chez Bakounine.

Un autre thème apparaît dans le « programme », qui deviendra récurrent chez Bakounine : la critique de l'individualisme et de Rousseau et de l'idée de contrat social :

« *La liberté de l'un est nécessairement solidaire de la liberté de tous, et c'est bien à tort que Jean-Jacques Rousseau et beaucoup de monde*

---

<sup>121</sup> « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », sept.-oct. 1864.

<sup>122</sup> *Ibid.*

après lui ont prétendu que la liberté de tout homme est limitée par celle de tous les autres. De cette manière, l'ordre qui s'établit parmi les hommes, apparaît comme une sorte de *contrat social*, par lequel chacun renonce à une partie de sa liberté, au profit de tous, c'est à dire au profit de *la communauté*, pour mieux assurer la partie restante, et *l'État*, représentant de l'intérêt général en surgit, non comme la confirmation, mais comme la négation, ou si l'on veut la limitation de la liberté individuelle de chacun, au profit de la communauté tout entière. – Dans ce système philosophique, comme dans le système théologique, dont d'ailleurs il procède directement, l'État apparaît donc toujours comme quelque chose de supérieur et de transcendant à la liberté individuelle, vis à vis de laquelle il se pose comme le maître, – cette fois pourtant non par droit divin, mais seulement au nom de l'intérêt général, comme si l'intérêt de tous pouvait consister dans la négation de la liberté de chacun <sup>123</sup>. »

Bakounine nie l'opposition du droit transcendant au droit individuel ; cette opposition conduit à l'asservissement de l'individu à la raison d'État. Il y aurait ainsi une coïncidence entre la théorie politique de Rousseau et la doctrine chrétienne en ce sens que Rousseau, également, « envisage la nature humaine et celle de la liberté de l'individu comme mauvaises par elles-mêmes, du moins en partie, puisqu'elles ont besoin d'abandonner cette partie afin de pouvoir se conformer à la loi universelle et morale. Cette partie, c'est sans le moindre doute la partie bestiale dans l'homme, mais pourquoi identifier la liberté avec la bestialité <sup>124</sup> ? » Comme souvent chez Bakounine, l'objet d'un écrit – ici un « programme » –, dévie insensiblement vers autre chose, des considérations philosophiques.

La période qui va de 1863 à 1865, passée en partie en Suède, permettra à Bakounine d'élaborer le brouillon de ce qu'on pourrait appeler un nouveau droit international :

« Chaque pays, chaque nation, chaque peuple, petit ou grand, faible ou fort, chaque région, chaque province, chaque commune ont le droit absolu de disposer de leur sort ; de déterminer leur existence propre, de choisir leurs alliances, de s'unir et de se séparer, selon leurs volontés et besoins sans aucun égard pour les soi-disant droits historiques et pour les nécessités politiques, commerciales ou stratégiques des États. L'union des parties en un tout, pour être vraie, féconde et forte, doit être absolument libre. Elle doit uniquement résulter des nécessités locales internes et de l'attraction mutuelle des parties – attraction et nécessités dont les parties sont seules juges <sup>125</sup>.

Nombre de thèmes du Bakounine libertaire se trouvent donc développés dans les textes « suédois » : à travers un début de critique de Rousseau apparaît l'idée que l'individu n'est pas dissociable de la société dans laquelle il vit. Prenant l'exemple du génie (qui sera repris plus tard), il déclare que si on le met sur une île déserte, il génie ne s'épanouira pas. De

---

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> *Ibid.*

<sup>125</sup> « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » [« Catéchisme révolutionnaire »], 1866.

même, « confinez-le dans une petite bourgade, au milieu de bons philistins, ou de jeunes bureaucrates buveurs du punch suédois ; il est à parier 100 contre 1, qu'après maintes révoltes douloureuses, inutiles, son génie se verra étouffé »<sup>126</sup>.

Cette même loi de solidarité existe dans l'économie, à travers la division du travail : pour la première fois chez Bakounine apparaît ce terme. Un long développement est consacré dans ce programme de 1864 sur cette question, où les considérations économiques se mêlent aux considérations morales. L'influence de Proudhon, qu'il cite à plusieurs reprises, est évidente, notamment à travers l'exemple du travail associé des hommes qui crée une force hors de proportion avec la somme des forces individuelles.

Un long développement est également consacré à l'analyse de la rente foncière, dans laquelle on retrouve l'argumentation de Proudhon selon laquelle la propriété est « impossible » (le terme est de Proudhon), c'est-à-dire qu'elle n'a pas de justification logique, ce que les économistes eux-mêmes, selon Proudhon repris par Bakounine, conviendraient : « Les économistes eux-mêmes, dit Bakounine, l'ont si bien senti, qu'ils ont été toujours fort embarrassés de défendre la rente de la terre, diamétralement opposée à leur axiome fondamental "que le travail seul produit". Aussi ont-ils tous été forcés d'avouer cette contradiction, d'avouer que vue du point de vue économique pure, la rente est une flagrante injustice. » C'est du Proudhon tout craché, comme également l'affirmation de la capacité des ouvriers à s'associer dans des coopératives et constituer une véritable puissance face aux capitalistes – Bakounine abandonnera complètement ce dernier point quelques années plus tard pour contester vigoureusement la capacité des coopératives à émanciper le prolétariat.

Pour l'instant, le programme de Bakounine peut se résumer en trois points :

1. L'abolition du droit d'héritage ;
2. L'« action puissante des associations ouvrières » entendues sous la forme de coopératives ;
3. La réorganisation démocratique du pays avec la commune comme unité de base, la fédération des communes en districts et provinces avec une assemblée législative, la Nation avec l'union fédérale des provinces avec une présidence et une assemblée législative nationale et – plus tard – une fédération internationale.

Si la vision économique de Bakounine reste hésitante et approximative, vision qui évoluera sensiblement dans la période libertaire, le schéma d'organisation politique d'une société libertaire ne changera pas : il est déjà en place.

Tous les thèmes que Bakounine développera par la suite dans l'Internationale à partir de 1868 sont déjà là ; l'instruction intégrale, la prise en charge de l'instruction par la collectivité (« l'école doit remplacer l'église »)<sup>127</sup>, la suppression du droit d'héritage, l'abolition du mariage, l'égalité de droits des femmes, la fédération politique.

---

<sup>126</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, sept.-oct. 1864.

<sup>127</sup> Au risque de décevoir certains anarchistes, Bakounine est fermement partisan du maintien du principe d'autorité à l'école : « Là, il est tout à fait à sa place, et doit y régner sans partage. » Voilà

N'oublions pas que toutes ces considérations, dans lesquelles se trouvent largement développés des thèmes qui seront ceux du collectivisme de l'Internationale et de l'anarchisme, se trouvent dans un document destiné aux démocrates suédois, ce qui n'était guère susceptible de rallier ceux-ci en masse. Néanmoins, les écrits de cette période ont sans aucun doute contribué à pousser Bakounine à formuler ce qui sera plus tard le fondement de sa pensée politique libertaire.

### 3. – L'Italie

Lors du séjour que fit Bakounine à Londres en novembre 1864, Marx demanda à rencontrer le révolutionnaire russe ; la rencontre eut lieu le 3 novembre. Marx voulait demander à Bakounine d'adhérer à l'Internationale, qui venait de se créer, et espérait son soutien contre Mazzini. Des disciples de ce dernier avaient participé à la fondation de l'Internationale et cela inquiétait manifestement Marx.

Le Russe ne se décida pas à rejoindre l'AIT, ayant à ce moment-là d'autres projets. Par ailleurs, il n'avait pas grande confiance en Marx qu'il soupçonnait d'être à l'origine des calomnies qui avaient circulé sur son compte pendant ses douze années de captivité.

Cependant, Bakounine ne refusa pas le rôle que Marx voulait lui faire jouer, puisqu'il lui écrivit trois mois plus tard pour lui rendre compte de son activité. Sur le terrain, les choses étaient complexes parce que la situation sociale et politique de l'Italie rendait très difficile une agitation socialiste alors que l'influence des mazziniens était considérable. Bakounine décrit la situation à Marx en des termes un peu désabusés :

« La grande majorité des Italiens, démoralisés par le fiasco complet et par les erreurs du parti démocratique, centraliste et unitaire, est maintenant fortement malade de scepticisme et de lassitude. Seule la propagande socialiste, passionnée, énergique et conséquente, peut encore ramener dans ce pays la vie et la volonté. Mais pour cela il faut du temps <sup>128</sup>. »

Marx écrivit par la suite à Engels pour l'informer que le Russe allait à préparer des « contre-mines contre M. Mazzini » <sup>129</sup>. En d'autres termes, Bakounine était l'allié de Marx contre Mazzini. Mais il faudra encore plusieurs années pour que ce travail de sape commence à porter ses fruits.

Bakounine quitte Londres le lendemain de son entrevue avec Marx. Il passe par Paris, revoit Proudhon, malade et qui mourra peu après. Il passe les années suivantes en Italie, où il jouera un rôle déterminant dans l'organisation du mouvement socialiste. Il s'installe à Florence, puis dans les environs de Naples. Les prises de position qu'il développe à cette époque

---

qui est clair. Bakounine estime que la liberté est une acquisition progressive de l'humain, aussi l'enfant et l'adolescent ne sont-ils « libres que virtuellement, pas en réalité ». L'école a donc pour fonction de les initier à la liberté. « Leur liberté étant le but de l'éducation, elle doit être aussi, autant que faire se pourra, son moyen et son point de départ ; et plus l'éducation avancera avec l'âge des enfants, plus elle tendra à remplacer l'autorité par la liberté. » Bien entendu, « toutes les violences, toutes les punitions dégradantes en seront exclues ». Tout élève doit sortir de l'école « libre par l'intelligence, libre par le caractère, par la volonté, libre par son aptitude au travail. » On se prend à rêver...

<sup>128</sup> Lettre à Marx, 7 février 1865.

<sup>129</sup> Lettre de Marx à Engels, 11 avril 1865.



sont étroitement liées aux conditions particulières de la politique italienne. A peine unifié, le royaume subit une crise politique, économique et sociale profonde. Le problème de la réforme agraire dans le Sud est explosif. Mazzini commence à être sourdement remis en cause, bien que Bakounine ne se risque pas encore à l'attaquer publiquement. L'opposition entre les deux hommes reste courtoise ; Bakounine, en effet, sera toujours reconnaissant à l'Italien d'avoir été l'un des rares à le soutenir contre les calomnies de Marx et son entourage pendant son emprisonnement.

Jusqu'en 1868, Bakounine est préoccupé par la tentative de rallier les éléments radicaux de la bourgeoisie à la cause du prolétariat. Il a constitué la « Fraternité », une organisation qui est en quelque sorte le fruit de ses allers-retours entre l'Angleterre et la Suède, l'Italie et la Suède et dont il a discuté les statuts avec August Colman, un journaliste démocrate suédois, rédacteur du journal libéral *Aftonbladet* qu'il avait rencontré à Stockholm en mars 1863. Sohlman était devenu membre de la Fraternité de Bakounine en octobre 1864.

Bakounine recrute des membres en Suède, en Italie ; il y a aussi des Français et des Polonais. La Fraternité internationale révolutionnaire restera une structure aux liens très lâches, que Bakounine appellera « Alliance » ou « Société », selon les cas, ce qui créera une confusion avec « l'Alliance pour la démocratie et le socialisme », constituée plus tard.

Il y a dans la Fraternité tous les ingrédients des sociétés secrètes : serments, signes secrets, etc. Dans les faits, si Bakounine pensait que ces organisations clandestines étaient à l'occasion nécessaires, il leur accordait une importance toute relative. Ce point de vue est attesté par une lettre qu'il écrivit à Becker en 1869, dans laquelle il parle d'une autre organisation :

« Tu sais mieux que moi que certaines existences imaginaires sont très utiles et qu'il ne faut pas les dédaigner du tout. Tu sais que dans toute l'histoire il y a, sur un quart de réalité, trois quarts au moins d'imagination, et que ce n'est pas la partie imaginaire qui a agi de tout temps le moins puissamment sur les hommes <sup>130</sup>. »

## Les sociétés secrètes

Il est tentant de railler la tendance qu'a eue Bakounine à constituer des sociétés secrètes. C'est oublier que dans le monde hérité du congrès de Vienne, la police politique fut l'un des rouages essentiels de la vie publique en Europe, et que déjà existait, à l'instigation de Metternich, une coopération internationale des différents services de police contre les partisans du libéralisme politique qui, à l'époque, était un courant d'idées progressistes, et contre les démocrates et les partisans de l'indépendance nationale dans les pays dominés par l'un ou l'autre empire.

Les sociétés secrètes furent donc pendant des dizaines d'années le seul moyen pour les libéraux et les révolutionnaires de s'organiser, de maintenir la flamme, puisque la liberté de réunion n'existait nulle part sur le continent.

La franc-maçonnerie, un des foyers de l'opposition libérale, s'était développée au XVIII<sup>e</sup> siècle malgré les condamnations de l'Église, et constitua un des centres d'organisation du mouvement libéral opposé au despotisme. Après 1815, les révolutionnaires cherchèrent à tirer parti des

---

<sup>130</sup> Lettre à J.P. Becker, 4 décembre 1869.

facilités qu’offrait la franc-maçonnerie et Bakounine, on le verra, ne fit pas exception. Institution officieuse en ce qui concerne sa direction centrale – presque tout le personnel gouvernemental de Napoléon en faisait partie, et dans les monarchies protestantes c’est bien souvent le prince héritier qui en était le grand maître – certaines loges servaient parfois de rendez-vous pour les conspirateurs. La franc-maçonnerie joua un rôle déterminant dans la diffusion des idées libérales et dans la lutte contre le despotisme, mais elle eut aussi ses limites, que Bakounine analysa avec lucidité.

Dans l’espoir d’étendre son influence, Bakounine pense pouvoir utiliser la franc-maçonnerie, sur laquelle il ne se fait d’ailleurs pas trop d’illusions. Il espère seulement s’en servir comme « d’un masque ou d’un passeport », dit-il. A la fin de sa période italienne, il s’expliqua sur la nature de la franc-maçonnerie dans une série de lettres aux internationaux du Jura. Sous l’Ancien régime, dit-il, la bourgeoisie était une « classe historique », elle avait « un monde à conquérir », elle était « intelligente, audacieuse » et se sentait « forte du droit de tout le monde » : elle avait alors constitué une « association internationale », la franc-maçonnerie, que Bakounine qualifie d’« institution par excellence bourgeoise ». Elle réunissait les sujets d’élite, les caractères les plus audacieux. C’était l’incarnation énergique et la mise en pratique de l’idée humanitaire de XVIII<sup>e</sup> siècle :

« Tous ces grands principes de liberté, d’égalité, de fraternité, de la raison et de la justice humaines, élaborés d’abord théoriquement par la philosophie de ce siècle, étaient devenus au sein de la franc-maçonnerie des dogmes pratiques et comme les bases d’une morale et d’une politique nouvelles, – l’âme d’une entreprise gigantesque de démolition et de reconstruction. La franc-maçonnerie n’a été rien moins, à cette époque, que la conspiration universelle de la bourgeoisie révolutionnaire contre la tyrannie féodale, monarchique et divine. – Ce fut l’Internationale de la bourgeoisie <sup>131</sup>. »

Après avoir été une classe dominée, la bourgeoisie est devenue à son tour une classe dominante. Après le coup d’État de Bonaparte, la franc-maçonnerie s’est transformée sur une grande partie du continent européen en une « institution impériale ». Ces propos critiques sont émis après son adhésion à Association internationale des travailleurs, lors d’une conférence qu’il fit en février 1869 aux Internationaux du Locle : il avait alors épuisé tout ce qu’il pouvait attendre de la franc-maçonnerie. Mais lors de son séjour italien, Bakounine pense encore pouvoir se servir de cette institution. Dans une lettre à Garibaldi du 24 mars 1864, il expose qu’il cherche rien moins qu’à « désorganiser la franc-maçonnerie gouvernementale et royaliste » et à la remplacer par une « franc-maçonnerie démocratique ». Pendant l’été et l’automne 1865 il écrira un assez long document constitué de sept fragments sur la franc-maçonnerie.

Certaines sociétés secrètes constituèrent un réel danger pour l’ordre établi, par leur dispersion, par l’énergie et la volonté de leurs militants. Leur terre d’élection fut l’Italie où elles pullulaient, du Nord au Sud, souvent liées à la franc-maçonnerie. S’il est difficile de retracer les liaisons qu’elles pouvaient entretenir à travers le continent, elles avaient toutes un point commun : la revendication de la liberté politique garantie par une

---

<sup>131</sup> « Aux compagnons de l’Association internationale des travailleurs du Locle et de la Chaux-de-Fonds », 23 février 1869.

constitution assurant l'égalité devant la loi. A cela s'ajoute la plupart du temps la méfiance envers le clergé. Le recrutement des sociétés secrètes se faisait essentiellement dans la bourgeoisie, parmi les professions libérales, et si les professeurs semblaient à Metternich « les plus maladroits des conspirateurs », il craignait les avocats. Mais il y avait aussi des banquiers, des fonctionnaires, des écrivains, des journalistes auxquels se joignaient la jeunesse des universités. S'il est exagéré de dire, comme le pensait Metternich, que tout le mal de l'Europe venait des sociétés secrètes, celles-ci furent constamment pourchassées par toutes les polices. Elles n'ont jamais assuré un succès durable aux mouvements révolutionnaires, mais elles ont maintenu vivante dans l'esprit des masses l'idée de la liberté politique, elles ont aussi fourni des cadres de valeur pour l'action politique. Il était donc naturel que, pour développer ses idées, Bakounine tentât d'user de ce moyen qui était nécessaire pour des raisons de sécurité. Tandis que la sphère de l'activité de Marx était soit théorique, soit « administrative » au sein de la direction de l'Association internationale des travailleurs à Londres, où il ne risquait strictement rien, celle de Bakounine était la lutte sur le terrain, où la clandestinité était absolument inévitable. Il faut garder cela à l'esprit lorsqu'on émet une opinion sur sa manie des sociétés secrètes.

Il est cependant moins intéressant d'étudier l'histoire détaillée des sociétés bakouniniennes que de chercher à comprendre comment le révolutionnaire considérait réellement leur rôle.

Vyrubov <sup>132</sup>, savant et professeur russe, rapporte une anecdote qui se situe en 1866, pendant son séjour en Italie. Bakounine lui avait remis les statuts d'une société secrète en lui recommandant de ne les montrer à personne. Vyrubov rendit le manuscrit en disant qu'il n'aimait pas les conspirations, « tout en étant partisan des idées les plus radicales et prêt à les défendre de toute [son] énergie ». Bakounine lui répondit qu'en dehors des membres de la conjuration, il y avait des sympathisants qui n'étaient pas tenus d'y entrer, mais qui aidaient, par la plume ou par la parole, à propager les idées. « Peut-être, répondit Vyrubov, mais ces serments qu'on prête sur des poignards ne me plaisent pas du tout. » A quoi Bakounine répondit : « Ils ne sont pas indispensables ! Nous les avons imaginés à l'intention des Italiens <sup>133</sup>. Votre parole nous suffira. D'accord ? » Vyrubov accepta alors, après quoi Bakounine lui soutira 20 francs de droit d'adhésion.

« Devant cette conclusion pratique, conclut le nouvel adhérent, je ne pus m'empêcher d'éclater de rire, et Bakounine sourit lui-même de son bon et sympathique sourire <sup>134</sup>. »

Cette anecdote appelle quelques commentaires, la forme et sur le fond.

Il semble y avoir au moins deux degrés d'adhésion. Bakounine montre que des hommes peuvent servir le mouvement dans la mesure de leurs capacités, sans y adhérer totalement, chacun contribuant à la cause dans la mesure des capacités.

---

<sup>132</sup> Grigorij Nicolaievitch Vyrubov (1843-1913), philosophe positiviste russe installé depuis 1843 à Paris. Un des fondateurs en 1867 du journal *Philosophie positive*. Bakounine le rencontre en 1866 à Naples. Délégué au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté en 1867 et en 1868. Il est l'exécuteur testamentaire de Herzen.

<sup>133</sup> Le 19 juillet 1866, Bakounine envoie à Herzen et Ogarev le programme de la Fraternité. Il s'excuse des passages superflus qui y sont contenus en précisant que qu'il a écrit ce programme pour un environnement italien.

<sup>134</sup> *Bakounine et les autres*, 10/18, p. 255.

On peut difficilement admettre que Bakounine ait pu prendre au sérieux la mise en scène entourant l'existence de ses « sociétés secrètes » ou que celles-ci, vu leur mode d'adhésion, aient pu avoir une activité conspiratrice bien réelle. Ce que raconte Vyubov montre qu'il est tombé – de bonne grâce – dans un piège à gogos pour bourgeois démocrate soucieux d'afficher des opinions radicales sans trop se compromettre. C'était cependant un trait de caractère de Bakounine d'imaginer des statuts de sociétés secrètes et des programmes révolutionnaires, mais après tout il n'était pas le seul. Les périodes d'inactivité devaient être propices à ce genre de divagation de l'esprit. Franz Mehring est sans doute celui qui a le mieux compris cela : « Autant on peut condamner un homme qui dans la position de Bakounine se grise de statuts imaginaires et de proclamations tonitruantes, autant on doit, en l'absence de preuves tangibles, admettre que son imagination toujours fertile a joué dans tout cela le rôle majeur. »

Gubernatis, professeur de sanskrit, explique également la technique quelque peu sommaire par laquelle il fut « recruté ». Lui aussi désirait rester libre tout en proclamant des intentions hautement radicales. Il tenta de résister à l'argumentation de Bakounine, mais finit par céder et conclut son récit en disant : « Le gros serpent m'enlaça de ses anneaux fatals <sup>135</sup>. »

Gubernatis comme Vyubov sont des intellectuels qui professent des idées avancées tout en hésitant à s'engager. Dans quelle mesure Bakounine pensait-il que l'adhésion de tels hommes était crédible et durable ? Max Nettlau reproduit dans sa biographie du révolutionnaire l'opinion d'un certain A. Graf qui déclara que Bakounine « ne manquait pas d'éprouver la valeur des personnages qui l'approchaient constamment d'assez près » et qu'il « n'entrait en relations sérieuses qu'avec un petit nombre d'entre elles. »

Bakounine semblait donc sélectionner les militants auxquels il accordait sa confiance. C'est un autre témoignage qui fournit des indications sur sa technique de sélection.

Arman Ross <sup>136</sup>, qui entreprit en 1920 la publication en russe des œuvres complètes de Bakounine, avec l'approbation de Lénine, donne quelques précisions intéressantes. Il écrit en effet que Bakounine écartait de lui ceux « dont il n'y avait rien d'utile à tirer pour la révolution ». Il n'attachait que peu d'importance aux « déclarations, aux raisonnements doctrinaires ou à la profession de foi » du nouveau venu. « Il cherchait à se rendre compte exactement des aptitudes réelles de celui-ci et de ce qu'on pouvait en tirer pour l'action. Aussi lui confiait-il aussitôt une tâche qui paraissait correspondre à ses capacités. »

Ainsi, Bakounine finissait par connaître l'homme et il pouvait rompre toute relation d'ordre pratique avec celui qui se révélait incapable de remplir une tâche déterminée.

Ross cite le cas de trois étudiants russes qui manifestèrent leur désir de militer. Bakounine accepta et forma avec eux une association secrète. « Bref, dit Ross, il fit avec eux ce qu'il avait fait avec d'autres. » Plus tard, une occasion d'agir se présenta – Ross ne dit pas laquelle – qui révéla que rien d'utile ne sortirait de cette association. « Dès lors, Bakounine n'attendit

---

<sup>135</sup> *Bakounine et les autres*, p. 247.

<sup>136</sup> Arman Ross, de son vrai nom Nicolai Pretrovic Sazin (1845-1934). Révolutionnaire russe qui rencontre Bakounine en 1870 et se lie intimement avec lui. Adhère à l'AIT puis à la Fédération jurassienne. Participe à la commune de Paris. Peu avant la mort de Bakounine, il retourne en Russie où il est arrêté et passe quelques années à la forteresse Pierre-et-Paul, puis il est exilé en Sibérie.

plus que le moment de cesser sans blesser personne toute relation avec ces étudiants. » Voilà donc trois jeunes gens persuadés d'avoir appartenu à une « société secrète » bakouninienne et qui ne surent jamais qu'elle avait été fictive...

Si la perspicacité de Bakounine n'était pas infaillible, comme le montre la fameuse « affaire Netchaïev » lors de laquelle il fut manipulé, dans l'ensemble son jugement était sûr. Certains hommes étaient impitoyablement écartés. Arman Ross rapporte les doléances de deux professeurs russes de droit qui furent fraîchement expédiés par Bakounine. Fritz Robert, professeur de mathématiques et militant de l'AIT suisse, bénéficie en revanche de toute la sollicitude du révolutionnaire. En 1870, Fritz Robert fut forcé par son employeur de démissionner de l'Internationale. On imagine aisément les pressions qu'il subit et la crise de conscience qu'il dut endurer. En juin 1869, Bakounine lui écrit une lettre émouvante dans laquelle il tenta de stimuler l'énergie du militant sans jamais lui donner à croire qu'il serait un traître s'il « décrochait ». Il y a, dit Bakounine, dans la section de la Chaux-de-Fonds, des hommes énergiques, mais « leur savoir n'est pas à la hauteur de leur énergie » (...) « toi, tu as le savoir, tu es à la hauteur de toutes les questions sociales, théoriques, pratiques, tu es des nôtres, tu sais aussi bien que nous ce que nous voulons et où nous allons ; que te manque-t-il donc pour devenir le médecin sauveur de cette section malade ? La volonté. »

« Je pense que l'absence de volonté qui se manifeste en toi à l'heure qu'il est provient principalement des circonstances, de certains préjugés que tu n'es pas encore parvenu à vaincre complètement, et de l'influence du milieu dans lequel tu te trouves (...) Mon cher, nous vivons à une époque où il n'est plus permis à personne, et surtout à un jeune homme comme toi, de rester neutre et de faire le mort. La révolution sociale frappe à nos portes. Nous devons nous compter et resserrer nos liens fraternels pour qu'elle trouve en nous une phalange capable de la préparer, de la rapprocher autant que possible, et, quand elle aura éclaté, de la servir. Viens à nous, pas seulement de cœur et d'esprit, mais de fait, parce que ce n'est que par les faits seulement qu'on peut devenir réellement frères. Sois dès aujourd'hui tout à fait nôtre, pour que, quand la révolution sociale aura éclaté, nous ayons le droit de dire que tu es notre frère et ami, non du lendemain, mais de la veille. Il faut acheter ce droit, cher ami, par beaucoup de sacrifices et par une lutte incessante à commencer par aujourd'hui <sup>137</sup>. »

James Guillaume, qui servait de secrétaire à Bakounine, n'envoya pas la lettre à son destinataire. Fritz Robert résolut le problème qui le tracassait et réintégra les rangs de l'Internationale suisse.

L'intérêt de ce texte dépasse évidemment celui d'une simple lettre ;

– Il est révélateur du type de rapport qu'entretenait Bakounine avec ses proches, le groupe informel de militants qui partageaient les mêmes idées. Ici, pas d'invectives : Fritz Robert n'est pas un traître en puissance. Bakounine ne cherche pas à le culpabiliser s'il ne décide pas de s'engager à fond. Il lui montre simplement ce qu'il perd à ne pas le faire : l'adhésion à

---

<sup>137</sup> Lettre à Fritz Robert, 7 juin 1869, in *Bakounine et les autres*, p. 269-270.

une fraternité réelle. Bakounine ne cache pas que de grands sacrifices l'attendent, mais il lui dit qu'il est nécessaire de resserrer les rangs, c'est-à-dire qu'on a besoin de lui. Il explique que sa fragilité lui vient de l'influence de son milieu, mais qu'il peut choisir de s'en libérer.

– Ce texte est intéressant aussi parce qu'il présente en filigrane une théorie de l'organisation des révolutionnaires, dont les militants doivent posséder deux qualités : la maîtrise des questions sociales, théoriques et pratiques, la volonté qui permet la cohésion du groupe afin que celui-ci puisse préparer la révolution, en rapprocher le terme et la servir.

Les perspectives que dévoilent cette lettre se situent bien loin de la question des « sociétés secrètes » qui n'étaient rien d'autre, pour l'extérieur, que des masques, et pour l'intérieur, des filtres permettant de tester et d'éliminer les éléments douteux.

Bakounine entendait bien plus diffuser ses idées par le canal de ses nombreuses relations personnelles que par l'intermédiaire de quelconques sociétés ésotériques.

Ross, sur ce point, fournit encore des indications intéressantes. Parlant des militants proches de Bakounine, il dit qu'il y avait là « un groupe de personnes qui concevaient les choses de la même manière et qui travaillaient pour une seule et même cause. Il nous arrivait d'appeler notre groupe "l'Alliance" tandis que Bakounine le nommait parfois "le sanctuaire" (...) Je répète une fois de plus que pendant mes six ou sept années de relations intimes avec Bakounine, Guillaume, etc., il n'y eut jamais rien entre nous qui pût donner l'impression d'une conjuration ou d'une société secrète <sup>138</sup>. »

Ross lui-même fait partie de ceux que Bakounine mit à l'épreuve. Lors de sa rencontre avec le Russe, il avait déjà un passé révolutionnaire confirmé, ce qui ne l'avait pas empêché, selon ses propres dires, de faire un « noviciat » d'une année.

Mais c'est probablement James Guillaume qui donne la définition la plus claire de la façon dont Bakounine concevait l'organisation des révolutionnaires :

« Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il [Bakounine] me donna, c'est qu'il ne s'agissait point d'une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut ; l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils avaient confiance les uns dans les autres, et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée <sup>139</sup>. »

### **Le problème italien**

Bakounine quitte Florence pour Naples, où il séjournera de 1865 à 1867 ; la situation y est plus favorable à son action politique. Il noue des contacts, rallie à lui des mazziniens déçus qui fondent un hebdomadaire socialiste auquel il participera. Les deux années que Bakounine passe à Naples sont importantes parce que deux événements marquants eurent lieu : pour la première fois le Russe manifeste son opposition ouverte avec Mazzini ; et

---

<sup>138</sup> *Bakounine et les autres*, p. 284.

<sup>139</sup> *Bakounine et les autres*, p. 267.

pour la première fois aussi il publie un texte qui ne porte pas sur les problèmes slaves.

Le rôle joué par Bakounine dans la naissance du mouvement socialiste italien est incontestable ; il a secoué l'immobilisme dans lequel était tombée la jeunesse radicale influencée par Mazzini. Il a proposé des perspectives d'action et d'organisation grâce à la propagande en faveur de l'Internationale, dont il n'était pourtant pas encore adhérent.

L'Italie dans laquelle Bakounine s'installe est un nœud extrêmement complexe de contradictions. Après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>, le pays est dominé par l'Autriche, au Nord, par la monarchie des Bourbon au Sud, mais une opposition libérale, d'inspiration romantique, apparaît avec pour centre le Piémont. La première moitié du siècle est marquée par des insurrections qui seront réprimées à Naples en 1820, dans le Piémont en 1821, en Romagne et dans les Marches en 1831, en Savoie en 1834. Le roi Charles-Albert du Piémont lance en mars 1848 une guerre de libération nationale, mais il est battu à Custoza (23-25 juillet 1848) et à Novare (23 mars 1849). En 1849, Garibaldi avait pris Rome pour les républicains et pendant un mois avait résisté à la réaction papale et aux troupes françaises dirigées par le général Oudinot.

Si l'ordre ancien du Congrès de Vienne est finalement rétabli, le Piémont apparaît seul capable de regrouper le mouvement de libération national italien.

L'Italie est divisée en plusieurs États :

1. Le royaume des Deux-Siciles comprenant Naples et tout le sud de la péninsule d'Italie ainsi que la Sicile ;
2. Les États pontificaux comprenant le centre de la péninsule avec Rome, le Lazio, les Marches, la Romagne ;
3. La Toscane ;
4. Le royaume de Sardaigne comprenant la Sardaigne, le Piémont, la Savoie ; en 1859 le royaume s'agrandit de la Lombardie.
5. La Vénétie est sous domination autrichienne.

Napoléon III, très italoophile, rencontre Cavour<sup>140</sup>, président du conseil du royaume sarde, à Plombières le 21 juillet 1858, et l'assure de son appui. Un traité est signé le 26 janvier 1859 qui permet d'engager une guerre contre l'Autriche. Les troupes françaises battent les Autrichiens à Magenta et à Solferino le 4 et le 24 mars mais, à la déception des Italiens, en restent là car l'empereur craint une intervention prussienne. L'armistice de Villafranca donne la Lombardie au Piémont, ce que les nationalistes italiens trouvent insuffisant. Cavour profite des circonstances pour organiser un plébiscite qui unit l'Italie centrale au Piémont, en mars 1860. En compensation de son aide militaire, la France reçoit la Savoie et Nice.

Pendant l'été 1860, le républicain Garibaldi abat le royaume des Deux-Siciles, s'empare des Marches et de l'Ombrie, mais se fait confisquer ses victoires par Cavour : de nouveaux plébiscites entérineront ces annexions au royaume d'Italie, proclamé en 1861.

Il reste à ce moment-là la Vénétie, sous domination autrichienne, et l'État pontifical réduit aux environs de Rome.

---

<sup>140</sup> Camillo Benso, comte de Cavour (1810-1861). Le 2 novembre 1852, il est nommé président du conseil du royaume de Piémont-Sardaigne.

En 1866, à la suite de la défaite de l'Autriche à Sadowa face aux Prussiens – une défaite qui modifie radicalement et durablement le rapport des forces en Europe au profit de la Prusse –, le royaume d'Italie récupère la Vénétie, malgré les défaites de Custozza et de Lissa, grâce à l'intervention de Napoléon III.

En 1867, Garibaldi tente de prendre Rome, mais Napoléon III, soucieux de conserver l'appui des catholiques français, fait intervenir les troupes françaises qui défendent la ville. Garibaldi est battu à Mentana. Ce n'est qu'en 1870 que Rome sera intégrée au royaume d'Italie.

Les victoires de Garibaldi n'ont finalement pas conduit à l'instauration d'une république mais à l'affermissement du pouvoir royal sur l'Italie.

L'ancien royaume de Naples était socialement très différent du Nord de l'Italie. Sans industrie ni chemin de fer, il était beaucoup plus pauvre. La bourgeoisie était très peu nombreuse tandis que la noblesse et le clergé restaient très attachés à l'ancien régime. Misérable, le peuple subissait fortement l'influence des classes dirigeantes, sauf dans quelques villes, dont Naples. L'ancien roi de Naples, François II, avait trouvé refuge sur le territoire pontifical tandis que se développait une véritable chouannerie dans le Sud du pays.

Le nouveau royaume avait donc fort à faire : résister à la fois aux cléricaux, qui voulaient maintenir l'intégrité du territoire pontifical, et aux républicains qui ne voulaient pas de la monarchie ; assimiler l'ancien royaume des Deux-Siciles ; annexer Venise et Rome.

Un système électoral censitaire avait été instauré : pouvaient voter les citoyens non illettrés qui payaient 40 livres d'impôt direct par an, ce qui fait que le corps électoral se limitait à 500 000 électeurs dont la moitié à peine votait, le pape ayant incité les catholiques à s'abstenir. Le gouvernement s'appuyait sur deux partis : celui de Cavour, de centre droit, modéré et catholique libéral ; celui de Ratazzi, de centre gauche, anti-clérical.

Cavour, qui jouissait d'une grande autorité, choisit de mettre en place un système extrêmement centralisé sur le modèle français. Il tenta d'obtenir le départ des troupes françaises de Rome, sans succès. A sa mort, en juin 1861, son successeur, Ricasoli, subit le même échec. Napoléon III, cependant, reconnut le royaume d'Italie. Ricasoli mit fin en quelques mois à la guérilla dans le Sud, qu'il fit mater durement mais, empêché de réprimer les menées de Mazzini et de Garibaldi, il démissionna. Son successeur, Ratazzi, était un homme du centre gauche. Il laissa Mazzini organiser une révolte en Vénétie et Garibaldi mener une campagne contre l'État pontifical mais, faute d'appui de la France, fit machine arrière et battit Garibaldi à Aspromonte le 28 août 1862.

Plusieurs cabinets de centre-droit se succédèrent ensuite, marqués par la rivalité entre les Piémontais et la *Consorteria* (coterie) constituée de non-Piémontais.

Après cinq ans de règne, le bilan du nouveau royaume est mitigé :

L'unité de la population italienne et son sentiment national s'affirment. La guérilla dans le Sud est matée. Malgré l'agitation révolutionnaire (républicaine), l'ordre public est à peu près maintenu. L'unification administrative, législative et militaire est presque achevée. L'unification économique avance avec l'abolition des douanes intérieures et la construction de chemins de fer dans le Sud.



Cependant, le conflit avec le pape n'est pas résolu. La maison de Savoie est souvent perçue comme usurpatrice dans le Sud, où la conscription suscite un nombre important de réfractaires. Alors qu'on craint constamment une guerre avec l'Autriche, les frais d'équipement militaire et économique dépassent les recettes budgétaires, ce qui impose le recours à d'importants emprunts.

Deux gros problèmes restent non résolus qui alimentent le nationalisme italien : les États pontificaux restent sous le contrôle du pape et la Vénétie est encore sous domination autrichienne.

### **La Vénétie**

L'Italie récupéra la Vénétie, mais ce ne fut en aucun cas à la suite d'une glorieuse campagne militaire susceptible d'enflammer les sentiments patriotiques des nationalistes italiens ; ce fut le résultat de négociations de marchands de tapis entre Bismarck, Napoléon III et l'Autriche. En 1859, déjà, la Lombardie avait été unie au royaume d'Italie à la suite d'une campagne française.

L'Italie n'intéressait pas Bismarck. Son seul objectif était l'hégémonie prussienne au nord du Main, que lui contestait l'Autriche. Dans les marchandages entre les deux pays, Bismarck aurait très bien pu garantir à l'Autriche sa domination sur la Vénétie si en contrepartie l'Autriche lui avait assuré le contrôle de l'Allemagne du Nord.

L'Alliance austro-prussienne dans l'affaire des duchés ne faisait pas l'affaire des nationalistes italiens, car elle pouvait également déboucher sur une alliance pour le maintien de la Vénétie dans l'orbite autrichienne. Le seul allié de l'Italie était alors Napoléon III, arc-bouté sur le « principe des nationalités » et favorable au retour de la Vénétie à l'Italie, mais hostile, pour des raisons de politique intérieure, à l'intégration des États pontificaux au royaume d'Italie.

Lorsque la guerre menée par les Autrichiens et les Prussiens contre le Danemark fut terminée et que les duchés du Schleswig et du Holstein furent accordés par traité aux deux alliés conjointement, Bismarck réclama les duchés pour la Prusse ; Rechberg, son homologue autrichien, réclama la garantie prussienne sur la Vénétie et le soutien de la Prusse pour reconquérir la Lombardie. Bismarck alors accepta. Heureusement pour les Italiens, ce projet fut liquidé par les deux monarques, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche <sup>141</sup>.

La question des duchés ne pouvant être réglée en sa faveur, Bismarck tenta de pousser Napoléon III à une action en faveur de la Vénétie, ce qui lui aurait laissé les mains libres au Nord pour annexer les duchés. Napoléon ne voyait pas les choses de cet œil, car un conflit entre la Prusse et l'Autriche l'arrangeait, une guerre entre les deux puissances allemandes lui laissant les mains libres en Italie. Il proposa tout au plus la neutralité française. Bismarck et Napoléon se rencontrèrent à Biarritz en septembre 1865 et finirent par un accord « en creux » : Bismarck promit de ne pas accorder à l'Autriche une garantie sur la Vénétie ; Napoléon promit de ne pas s'allier avec l'Autriche.

Le paradoxe de l'affaire était que Bismarck craignait par-dessus tout que l'Autriche restitue volontairement la Vénétie, gagnant ainsi la faveur des Français ; les Italiens craignaient par-dessus tout que l'Autriche souscrive

---

<sup>141</sup> Voir *supra*, « L'affaire des duchés ».

aux revendications prussiennes, ce qui aurait renforcé sa position en Vénétie.

Napoléon mit tout le monde d'accord : il déclara aux Italiens que le rapport des forces serait plus égal en Allemagne si l'Italie s'alliait avec la Prusse. Le 8 avril 1866, les Italiens s'engagèrent à attaquer l'Autriche si la Prusse entrait en guerre dans un délai de trois mois ; la Prusse promit de continuer la guerre, si elle avait lieu, jusqu'à ce que l'Italie récupère la Vénétie. Dès lors, l'Italie était coincée, elle était obligée d'entrer en guerre si la Prusse le décidait.

Lorsque les Autrichiens offrirent la Vénétie aux Italiens en échange de leur neutralité, ceux-ci étaient liés par leur accord avec la Prusse et ne pouvaient accepter, puisque elle avait promis à la Prusse de continuer la guerre contre l'Autriche !

Le 9 avril 1866, le lendemain de la signature de l'alliance avec l'Italie, Bismarck proposa l'instauration d'un parlement allemand élu au suffrage universel. Il prenait ainsi de court les libéraux et garantissait ses arrières en prévision d'une guerre avec l'Autriche.

En mai 1866, Bismarck fit une dernière proposition de solution pacifique, toujours selon les mêmes termes : la Prusse a les mains libres en 'Allemagne au Nord du Main, l'Autriche au Sud. Les Autrichiens posèrent la même condition : la Prusse doit garantir le contrôle autrichien sur la Vénétie. Mais Bismarck venait de promettre à Napoléon de ne pas le faire...

Tout le monde était coincé.

Napoléon proposa un congrès européen pour tenter de débloquer la situation, mais l'Autriche posa comme condition qu'il n'y aurait pas de modifications territoriales, et le congrès n'eut pas lieu, au soulagement de Bismarck.

Entre-temps, l'Autriche avait posé la question des duchés devant la diète fédérale et demanda que celle-ci statue sur leur avenir. C'était là une dénonciation en forme de l'Alliance austro-prussienne, puisque celle-ci stipulait que la question serait statuée entre les deux signataires seuls. Bismarck pouvait donc dire que c'est l'Autriche qui avait entamé les hostilités, prétendre que la Prusse était sur la défensive et qu'il fallait libérer l'Allemagne de la domination autrichienne.

La guerre était inévitable, et l'Autriche était dans une mauvaise position, car si la Prusse réclamait le contrôle de l'Allemagne du Nord et n'avait qu'un front à défendre, l'Autriche avait deux fronts puisqu'elle réclamait le contrôle sur la Vénétie au sud et sur les États allemands au nord : aussi proposa-t-elle à Napoléon de lui céder la Vénétie à condition qu'elle puisse mener d'abord sa guerre contre la Prusse.

Le 14 juin, l'Autriche appela une mobilisation contre la Prusse : en tant que membre de la Confédération germanique, elle demandait aux autres États allemands d'entrer en guerre contre la Prusse. Ceux-ci acquiescèrent mais sans enthousiasme, et tentèrent de défendre leur neutralité. Bismarck ne fit pas de détail et déclara la Confédération germanique dissoute.

Bismarck prit les devants : il pensait gagner sa guerre au Nord en envahissant le Holstein, mais les troupes autrichiennes, qui étaient loin de leurs bases, se retirèrent sans qu'un coup de feu soit tiré. La guerre eut lieu au Sud. Les armées prussiennes traversèrent la Saxe. Après une campagne

éclair de deux semaines, elles infligèrent à l'Autriche une défaite catastrophique à Sadowa, le 3 juillet 1866.

L'empereur François-Joseph n'était pas plus fâché que ça de laisser les États allemands du Nord se débrouiller tout seuls avec la Prusse.

Deux semaines après Sadowa, l'Autriche accepte les conditions de Bismarck, avec l'approbation de Napoléon : la Prusse contrôlerait l'Allemagne au Nord du Main ; Bismarck posa une condition cependant : les États allemands au sud du Main qui ne faisaient pas partie de l'Autriche devaient avoir une existence indépendante. Le tsar de Russie fit semblant de protester mais Bismarck menaça de soutenir les Polonais contre les Russes, et le tsar se calma.

Le 26 juillet, le traité de paix est signé, l'Autriche se retire d'Allemagne, accepte l'instauration d'une nouvelle confédération germanique avec la Prusse à sa tête, et lui cède le Sleswig. Bismarck tint parole envers l'Italie : il stipula que la Vénétie lui soit rendue.

Entre-temps, les Italiens avaient tenu leurs engagements : ils étaient entrés en guerre contre l'Autriche mais avaient été battus à Custoza. Ils n'occupèrent la Vénétie que parce que les Autrichiens avaient rappelé leurs troupes après leur défaite à Sadowa. Les Italiens en voulurent plus et se mirent en tête d'annexer le Sud du Tyrol. Bismarck tint également parole : l'accord avec l'Autriche stipulait la restitution de la Vénétie à l'Italie, mais ne disait rien sur le Tyrol. Les Italiens partirent donc tout seuls en campagne et furent battus par l'Autriche.

Napoléon était content, le « principe des nationalités » avait vaincu, la Prusse s'agrandissait et la Vénétie était libérée. Malheureusement, mal conseillé, il décida – sans succès – de demander à la Prusse des compensations territoriales en Allemagne pour sa neutralité. Il pensait pouvoir répéter avec les Prussiens le coup qu'il avait fait avec les Italiens, lorsqu'il avait acquis Nice et la Savoie. Mais Bismarck n'était pas Cavour.

A propos de Napoléon III, lorsque Bakounine déclare que dans l'affaire des duchés, « désirant que l'équilibre européen fût rompu afin de pouvoir exiger les provinces Rhénanes en manière de compensation, il a poussé la Prusse en avant <sup>142</sup> », il n'a que partiellement raison. Si l'empereur des Français a effectivement encouragé Bismarck à annexer le Holstein, sa position sur le Sleswig était différente. Dans son esprit, une Prusse forte constituait un contrepoids à l'influence autrichienne, alors puissance dominante en Allemagne. L'une des clés de la politique européenne de Napoléon était l'application du principe des nationalités : le transfert de souveraineté du Holstein, peuplé d'Allemands, vers la Prusse entraînait dans le cadre de cette politique. Normalement, Bakounine aurait dû être capable de comprendre cela mais, à ses yeux, le respect du principe des nationalités au profit de la Prusse ne devait pas lui paraître comme un progrès...

Quant au désir d'annexion des provinces rhénanes, il semble de Napoléon n'y était à l'origine pas favorable : obsédé par la libération de la Vénétie, il ne s'intéressait pas au Rhin. C'est poussé par ses conseillers qu'il posa cette exigence après Sadowa, exigence sur laquelle il n'insista pas, et que Bismarck n'était d'ailleurs pas du tout disposé à satisfaire. Plus tard, cette revendication française fut utilisée par le chancelier allemand lorsque

---

<sup>142</sup> Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, Stockholm, septembre-octobre 1864.

la Prusse entra en guerre contre la France en 1870 : Bismarck en révéla les termes aux États allemands du Sud, ennemis de la Prusse, pour les inciter à se joindre à la coalition contre la France.

Napoléon commit une autre erreur : il accepta, à la demande de l'Autriche, de servir de médiateur dans le conflit, ce que Bismarck interpréta comme une rupture de la neutralité que l'empereur des Français avait promise au chancelier prussien. C'est alors que Napoléon abandonna ses exigences territoriales mais proposa que Bismarck, qui n'en demandait pas tant, annexe le Holstein ; il proposa également que l'Allemagne du Sud, sur laquelle le chancelier n'avait aucune ambition, soit indépendante et qu'un plébiscite soit organisé dans le Sleswig.

Le remodelage de l'Europe centrale s'était fait sans que la France ni la Russie n'interviennent. La Prusse avait gagné des territoires. L'Autriche s'était retirée de l'Allemagne et avait cessé d'y être la puissance dominante. La France avait cessé d'être la puissance dominante en Europe, puisque sa force résidait dans sa capacité à jouer une puissance allemande contre l'autre. Bismarck avait réussi à faire de la Prusse l'égale de l'Autriche. A partir de 1866, Bismarck cesse d'être un Prussien pour devenir un Allemand.

L'Italie avait gagné la Vénétie un peu comme un « dommage collatéral » pour l'Autriche, dans la foulée de conflits d'intérêts qui la dépassaient et s'était fait remettre à sa place lorsqu'elle était allée au-delà de ce qu'on voulait bien lui accorder.

« Comme vous le voyez, ici, de même que dans l'Europe entière, la confusion est effroyable; pas une seule question n'est posée de façon claire et nette. Partout revendications légitimes et mouvements sont additionnés de poison napoléonien » écrit Bakounine à Herzen et Ogarev, le 4 mars 1864.

## En Italie

Bien que Bakounine avait tout ce qu'il fallait pour être attiré par l'Italie, ce pays ne fait pas du tout partie de ses préoccupations pendant la révolution de 1848. Pourtant, son père y avait longtemps séjourné – de l'âge de huit ans à celui de trente-cinq ! –, en Toscane et dans le Piémont, avant la Révolution française, et avait ramené en Russie le goût de l'art, de la musique, de l'architecture de ce pays.

La tâche que s'était assignée Bakounine après son évasion de Sibérie était la libération des Slaves, et en particulier la libération des Polonais opprimés par la Russie, ainsi que la destruction de l'empire autrichien. De Sibérie, il avait suivi avec beaucoup d'intérêt les différentes phases de l'épopée garibaldienne et du *Risorgimento*. Pour Bakounine, l'expédition de Garibaldi à Naples et en Sicile en 1860 marque le retour d'une période révolutionnaire en Europe. Tout naturellement, il fait un parallèle avec ce qui pourrait être fait dans les pays slaves <sup>143</sup>.

---

<sup>143</sup> Bakounine écrivit dans un texte datant de janvier 1872, « Article français » : « Je me suis trouvé dans la capitale de la Sibérie Orientale, à Irkoutsk, lors de la campagne mémorable de Garibaldi en Sicile et à Naples. Eh bien ! Je puis affirmer que tout le public d'Irkoutsk, presque sans exception, marchands, artisans, ouvriers, jusqu'aux fonctionnaires mêmes prenaient passionnément parti pour le libérateur contre le Roi des deux Siciles, le fidèle allié du Tzar ! La poste n'arrivait alors à Irkoutsk que deux fois par semaine, le télégraphe n'existait encore pas ; et il fallait voir avec quel acharnement on s'arrachait les journaux et avec quel enthousiasme on fêtait chaque nouvel exploit du général libérateur ! Dans les années 1860, 61, 62 et 63, lorsque le monde rural russe était si

Non sans quelque fondement, Bakounine pensait que la guerre de Crimée et l'équipée garibaldienne avaient modifié l'équilibre qui s'était instauré après l'échec des révolutions de 1848. Il pensait que des soulèvements de masse dans les empires absolutistes de Russie et d'Autriche étaient possibles. La révolution italienne, déstabilisant l'empire de Habsbourg, serait alors le déclencheur d'une nouvelle révolution européenne. C'est dans cet esprit qu'il établit des relations avec les exilés italiens de Londres, dont Mazzini, et Garibaldi en Italie même. Après son séjour en Suède, Bakounine pense s'installer à Londres mais rien ne l'y attire. La France de Napoléon III n'est pas non plus une option envisageable.

De Londres, il écrit à Garibaldi le 31 janvier 1862 une lettre dans laquelle il rappelle le rôle qu'il avait joué en 1848-1849, puis il décrit l'enthousiasme que les exploits du grand chef italien a pu susciter parmi les habitants d'Irkoutsk.

« Si Vous aviez pu voir comme moi l'enthousiasme passionné de toute la ville d'Irkoutsk, capitale de la Sibérie orientale, à la nouvelle de votre expédition en Sicile et de votre marche triomphale à travers les possessions de feu le roi de Naples, vous auriez dit comme moi, qu'il n'y a plus ni espace, ni frontières. »

« Nous semblons être à la veille d'une révolution. Dans le monde officiel il y a débâcle complète », ajoute-t-il. « Partout il a y chaos, contradiction, anarchie, en un mot tous signes précurseurs d'une complète dissolution ». Le peuple russe réclame la liberté et la terre, « toute la terre russe comme propriété commune de la nation » – un programme dont on n'est pas certain que, appliqué à l'Italie, il convienne à Garibaldi. On en vient rapidement à l'objet de la lettre. Bakounine pense que la révolution « ne tardera pas du tout si l'impulsion lui vient du dehors ». Aussi pose-t-il au général une question :

« Est-il vrai que de concert avec les Hongrois et les Slaves, vous vous proposez de faire au printemps un mouvement de diversion dans les pays Slaves de la Turquie et de l'Autriche ? »

Si tel est le cas, Bakounine demande au général italien d'accepter ses services.

Il semble que Garibaldi ait répondu à cette lettre puisque, le 10 mai 1862, le révolutionnaire russe lui écrit de nouveau un mot qui se conclut par : « Il ne me reste qu'à vous serrer la main, et à vous remercier pour votre amical billet ». Dans cette nouvelle lettre, Bakounine lui recommande « un ami et un compatriote à la fois qui vient directement de la Russie et qui pourra vous donner tous les renseignements possibles sur ce qui se passe maintenant dans notre pays ». Le correspondant à qui Bakounine avait confié son courrier est un certain Andrei Nichiporenko, un militant actif de l'organisation clandestine russe *Zemlja i Volia*. Celui-ci ne parvint pas à remettre la lettre à Garibaldi : il fut arrêté par la police autrichienne. Ses traces disparaissent alors, mais on sait qu'il était en prison en Russie en août 1862.

---

profondément agité, des paysans de la Grande et de la Petite-Russie attendaient la venue de Garibaldoff, et lorsqu'on leur demandait qui c'était, ils répondaient : "C'est un grand chef, l'ami du pauvre monde, et il viendra nous délivrer!" »

La Russie, dit Bakounine dans cette lettre, « marche à grands pas vers une révolution devenue imminente. Quand éclatera-t-elle ? Voilà la question. Peut-être en 1863, peut-être quelques années plus tard. Nous travaillons de notre mieux pour l'accélérer et pour la relier au mouvement des peuples vivants de l'Europe. » Il renouvelle son projet : destruction des empires autrichien, russe et turc, « fédération générale de tous les peuples slaves », unité d'action avec les Magyars. Bakounine propose au général d'assumer le « grand rôle d'intermédiaire entre toutes ces nationalités encore si mal unies ».

« Nous voudrions relier autant que faire se peut notre nation à la vôtre. L'Italie, par la position, par les intérêts, par la jeunesse relative est la vraie amie des Slaves. Nous n'aurons rien à partager ; et le même ennemi à combattre, l'Autriche. »

Il faut que tous ces mouvements concourent au même but : « la libération complète de l'Italie, le soulèvement et l'émancipation de tout l'Orient ». Commençons, dit Bakounine, « par rallier les Italiens aux Slaves ».

De Londres, Bakounine adressa le 9 janvier 1863 au général une autre lettre dans laquelle il lui parle de ses projets concernant la Pologne. Soucieux de préserver sa réputation auprès de Garibaldi, il lui envoie la réponse qu'il a faite aux accusations du général Mieroslowski, « la calomnie ayant pu parvenir jusqu'à vous, j'ai désiré naturellement que vous puissiez lire la réponse »<sup>144</sup>. Bakounine rappelle qu'il s'occupe « spécialement » des peuples slaves d'Autriche et de Turquie – domaine qui peut intéresser Garibaldi.

On ignore ce que pensait Garibaldi de la proposition de collaboration de Bakounine : pendant l'été de 1862, le général italien était occupé à préparer une expédition pour prendre Rome. Le 29 août 1862, l'expédition est battue. A la tête d'une poignée d'hommes, Garibaldi se retranche dans Aspromonte. Les garibaldiens sont attaqués par un corps de Bersaglieri commandé par le colonel Pallavicini. Après une courte escarmouche, Garibaldi est blessé à la jambe et fait prisonnier avec ses hommes.

L'éventualité d'une attaque concertée contre l'Autriche par les Balkans est en réalité une idée de Ferdinand Lassalle. Celui-ci en parla à Garibaldi lors d'une visite qu'il lui fit en novembre 1861. Lassalle proposa à Garibaldi d'organiser une action commune au printemps suivant, à laquelle prendraient part des Allemands, des Italiens et des Hongrois. Garibaldi devait débarquer sur la côte dalmate pour rejoindre les Hongrois avant de marcher sur Vienne<sup>145</sup>.

Par la suite, Garibaldi manifesta plutôt mollement son soutien aux Slaves et aux Hongrois sous domination turque et autrichienne : il publia deux appels en faveur de des insurrections qui se déroulaient alors en Serbie et au Monténégro. Garibaldi s'engagea effectivement dans une action contre l'Autriche au printemps de 1862, à laquelle les Hongrois Kossuth et Klapka

---

<sup>144</sup> Après son évasion de Sibérie, Bakounine est très soucieux de sa réputation. Il est vrai que pendant ses douze années d'absence, d'ignobles calomnies ont circulé sur son compte, orchestrées, pense-t-il, par Marx et son entourage. Il est par ailleurs très conscient de la position morale que lui confèrent à la fois ses actes, héroïques sans le moindre doute, pendant la révolution de 1848, et ses douze années d'emprisonnement. De cette position morale, il en use lorsque cela lui est nécessaire, il en abuse un peu lorsqu'il s'agit de rabattre le caquet de quelque blanc-bec.

<sup>145</sup> Cf. Sacerdote, *La vita di G. Garibaldi*, Milano, Rizzoli & C, pp. 813-815.

devaient apporter leur soutien. Garibaldi ne voulait cependant pas débarquer sur la côte dalmate, comme le proposaient les Hongrois, mais se battre dans le Trentin. Tout cela s'acheva à Sarnico par l'arrestation, par les autorités royales, de Garibaldi et de ses hommes.

C'est dans une lettre à sa sœur Natalia datée du 16 juin 1862 que Bakounine exprime pour la première fois l'idée de s'installer en Italie :

« Dès l'arrivée de mon épouse, je partirai en Italie, où je me mettrai à établir des liens entre les Italiens et les Slaves. A ce sujet, je suis déjà en correspondance amicale avec Garibaldi. En Italie pour mon épouse aussi ce sera plus gai et la vie moins chère ; et, pour moi, il y aura beaucoup de choses à faire. Peut-être qu'en hiver je déciderai de visiter les possessions turques. Quant à ma passion particulière, c'est la destruction de l'Autriche. Peut-être, d'une manière ou d'une autre, s'assouvira-t-elle. »

Bakounine s'inquiète de savoir si le rapprochement dont il entend parler entre Italiens, Hongrois et Slaves est sérieux. « Y a-t-il un commencement réel d'entente et d'union entre les Italiens, les Magyars et les Slaves, ou plutôt ne s'est-on pas contenté seulement de quelques tâtonnements indécis et insignifiants ? » demande-t-il dans une lettre du 29 juin 1862 à Aurelio Saffi <sup>146</sup>. Il annonce qu'il viendra en Italie en septembre mais que pour l'instant, il a « été mis à la tête des Sociétés Secrètes russes » et que par conséquence il doit « rester à Londres pour concerter mon action avec celle de mes deux amis de la "Cloche" <sup>147</sup>. » [le *Kolokol*.] Son installation en Italie sera retardée par l'intermède suédois et l'insurrection polonaise.

Au début d'août, Bakounine quitte Londres pour Paris, sans doute dans l'intention d'aller en Italie, mais le fiasco d'Aspromonte, lors duquel Garibaldi avait été blessé et fait prisonnier, l'en dissuada. Ce n'était pas le moment de prendre ses premiers contacts. C'est lors de ce séjour à Paris que Bakounine rencontra le général polonais Mieroslawski, ancien de la révolution de 1848 en Sicile et proche de Garibaldi. Bakounine comprit vite que ce personnage représentait tout ce que la Pologne avait de plus réactionnaire.

En septembre, Bakounine est de retour à Londres. Jusqu'en janvier 1863 il consacre tous ses efforts à convaincre Herzen de s'engager et d'engager son journal, le *Kolokol*, à soutenir la Pologne. L'insurrection éclate le 22 janvier 1863. On connaît la suite : le 21 février il s'embarque pour la Suède via Copenhague et ne reviendra qu'en octobre.

Aussitôt après son retour de Suède, Bakounine contacte ses amis italiens et les informe de son désir de s'installer en Italie. Aurelio Saffi lui donne plusieurs lettres de recommandation. L'une d'elles, adressée à Bertani <sup>148</sup>,

---

<sup>146</sup> Aurelio Saffi (1819-1880), patriote italien, écrivain et partisan de Mazzini. Bakounine le rencontre au printemps de 1862. Saffi fut membre de l'éphémère triumvirat de la république romaine en 1849. De retour d'exil en 1860, il devint directeur du *Popolo d'Italia*, le journal mazzinien. Il est élu au parlement italien en 1861.

<sup>147</sup> Lettre à Aurelio Saffi, 29 juin 1862.

<sup>148</sup> Agostino Bertani (1812-1886). Médecin et homme politique italien, ami de Mazzini et de Garibaldi. Bakounine fait sa connaissance à Gênes en 1864, puis le revoit en 1871. Bertani a participé à la révolution de 1848 et au mouvement pour l'unité italienne en 1859. Est élu député de 1860 à 1863. De Bertani, Bakounine dira plus tard qu'il est « le seul parmi les chefs ou initiateurs

indique que Bakounine a l'intention d'organiser l'envoi en Turquie de la presse révolutionnaire russe publiée à Londres. Bakounine et sa femme Antonia quittent Londres à la fin de novembre et arrivent en Italie le 11 janvier 1864 après avoir rendu visite à des amis à Bruxelles, Paris et Vevey, en Suisse. Il s'arrête quelques jours à Turin puis se rend à Gênes où Bertani lui présente un marchand qui accepte de prendre de la propagande illégale pour qu'elle soit distribuée à Odessa.

Le 19 janvier, Bakounine se rend à Caprera pour voir Garibaldi, qui vivait dans un état de semi-retraite. « Garibaldi nous a accueillis amicalement et fait sur nous deux une très forte impression. Il est complètement rétabli et, bien que boitant un peu, il est fort comme un lion et sur pied du matin au soir <sup>149</sup>. »

On sait très peu de ce les deux hommes se dirent. Bakounine rend compte de la visite à une amie, mais reste anecdotique. La maison où vit le général est une sorte de communauté hippie avant la lettre. Une foule de jeunes gens entoure le général :

« Il y a là une véritable république démocratique et sociale. On n'y connaît pas la propriété : tout appartient à tous. On ignore aussi la toilette : tout le monde porte des vestes de gros tissu avec de larges cols, des chemises rouges avec les bras nus ; tous sont noirs de soleil ; tous travaillent ensemble et tout le monde chante ».

Au milieu de tout ce petit monde, « majestueux, impassible, un doux sourire aux lèvres, seul à être lavé, seul à être blanc dans cette foule noire, et sans doute un tantinet crasseuse, Garibaldi, par toute son expression, profondément, bien que à l'extérieur mais franchement mélancolique, produit une impression indéfinissable ». Bakounine constate que « les réflexions sont chez lui d'une tristesse profonde, étouffée ». Le révolutionnaire russe commente : « Ainsi devait être la tristesse chez le Christ quand il disait : "La moisson est mûre, mais rares sont les moissonneurs". »

Bakounine rapporte que Garibaldi aurait voulu se rendre en Pologne pour aider l'insurrection, mais les Polonais lui répondirent qu'il serait plus utile à leur cause en Italie <sup>150</sup>. « Je me proposais, dit Garibaldi, d'aller en Pologne, mais les Polonais m'ont fait dire que je serais là-bas inutile et mon arrivée aurait causé plus de mal que de bien ; je me suis donc abstenu. Du reste, je suppose moi-même qu'ici je serai plus utile pour eux que là-bas. Si nous faisons quelque chose en Italie, ce sera aussi avantageux pour la Pologne également, qui, aujourd'hui comme toujours, jouit de toute ma sympathie. »

L'impression générale reste que Garibaldi était désabusé : il avait « un visage triste et magnifique ».

---

secondaires des mouvements patriotiques passés qui ne se soit pas complètement épuisé et n'ait point entièrement compromis sa position et son caractère d'ancien révolutionnaire ». C'est, ajoute-t-il, « l'homme politique par excellence », « élève plutôt de Machiavel que de Dante » : « la république pour le triomphe de laquelle travaillera Bertani, sera une république exclusivement bourgeoise ; parce que lui-même bourgeois par sang, par toutes ses pensées et par tous ses instincts ». « Il ne pourra jamais agir dans un autre sens que dans celui d'un homme d'État bourgeois, plutôt centraliste que fédéraliste, plutôt exploitateur que socialiste. » (Lettre à Celsio Ceretti, 13-27 mars 1872.)

<sup>149</sup> Lettre à Elizaveta Vasil'evna Salias-de-Tournemire, 1<sup>er</sup> février 1864.

<sup>150</sup> On se souvient que les Polonais avaient fait la même réflexion à Bakounine. L'entrevue entre les deux hommes est rapportée dans une lettre de Bakounine à Elizaveta Vasil'evna Salias-de-Tournemire, 1<sup>er</sup> février 1864. On se prend à rêver à ce qu'aurait été une insurrection polonaise à laquelle auraient participé Bakounine et Garibaldi...



Pendant quelque temps encore, Garibaldi continuera d'être aux yeux de Bakounine le héros révolutionnaire. Cet état de grâce ne durera cependant pas. Bakounine quittera le général italien avec plusieurs lettres d'introduction, dont une pour Giorgio Asproni <sup>151</sup> et une autre pour Carlo Gambuzzi <sup>152</sup>, tous deux de Naples, et qui joueront un rôle important dans la période napolitaine du révolutionnaire.

Bakounine commença à se poser des questions sur Garibaldi lorsque celui-ci se rendit à Londres et prononça un hommage à la reine Victoria. Dans une lettre qu'il écrivit le 24 avril 1864 à Stanislaw Tchórzewski, un proche de Herzen, il accuse Garibaldi de « niaiserie ».

C'est à Londres, chez Herzen, que Bakounine avait rencontré Mazzini, et ce dernier fournit au révolutionnaire russe les premiers éléments d'analyse politique concernant le pays. Mazzini informa ses amis, notamment à Gênes et à Florence, de l'arrivée de Bakounine. Lorsqu'il arrive à Florence le 24 janvier 1864, après sa visite à Garibaldi, Bakounine est précédé d'une lettre de Mazzini à Giuseppe Dolfi <sup>153</sup> dans laquelle on peut lire : « Je vous recommande notre Bakounine, dont le nom est honoré par les démocrates du monde entier. »

Les respect mutuel qui existait entre les deux hommes n'empêchait pas de profondes divergences, qui ne se manifesteront publiquement qu'un peu plus tard. Selon Mazzini, la question sociale doit être subordonnée à la question politique. L'unité de la nation, comme la propriété privée, ne sauraient être contestées. Le problème social ne peut trouver de solution en Italie avant que ne soit réalisée l'unité politique du pays dans le cadre d'une république. La république que Mazzini appelait de ses vœux ne se réalisa pas : c'est la monarchie qui réalisa l'unité nationale en rattachant la Vénétie avec l'appui de Napoléon III et de Bismarck, puis Rome en profitant de la chute de Napoléon III.

Mazzini est un adversaire déclaré du socialisme, des idées de la Révolution française, du cosmopolitisme du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la prédominance intellectuelle et politique de la France. Ses conceptions politiques étaient teintées d'idéologie religieuse, de mystique nationaliste, de coopérativisme et de collaboration des classes.

---

<sup>151</sup> Asproni, Giorgio (1809-1876), journaliste et homme politique italien partisan de Mazzini. Bakounine fait sa connaissance à Naples en juin 1865. Il fut en 1860 l'un des fondateurs du journal *Il Popolo d'Italia* et rédacteur en chef de ce journal jusqu'en 1866. Il fut élu en 1865 au conseil municipal de Naples. Il fut également membre du parlement italien.

<sup>152</sup> Gambuzzi, Carlo (1837-1902). Carlo Gambuzzi tient une place à part dans la vie de Bakounine : il fut l'amant d'Antonia, sa femme, avec qui il eut quatre enfants, que Bakounine reconnut. Ça crée des liens... Il épousa plus tard Antonia avec qui ils eurent une fille.

Avocat et journaliste napolitain actif dans le mouvement contre les Bourbons. Il est arrêté en 1860 et emprisonné pendant plusieurs mois pour sa collaboration avec le *Piccolo Corriere*, un journal clandestin. Il est membre de la rédaction du *Popolo d'Italia*. Il suit Garibaldi à Aspromonte, en 1862. Il se lie d'amitié avec Bakounine en octobre 1865. En 1866, il participe à la guerre entre l'Autriche et l'Italie. Il adhère à la Fraternité internationale et devient membre fondateur de l'association « Libertà e Giustizia », fondée en 1867, avec entre autres Friscia et Fanelli. Il est aussi l'un des fondateurs de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste et membre de l'Alliance secrète. Il fonda la Section napolitaine, première section italienne de l'Internationale.

<sup>153</sup> Giuseppe Dolfi (1818-1869), boulanger florentin, démocrate et membre influent de la franc-maçonnerie. Bakounine fait sa connaissance lors de son séjour à Florence en 1864. Les deux hommes correspondront jusqu'en 1868. Dolfi était trop mazzinien pour suivre Bakounine dans son projet de Fraternité internationale. Malgré leurs divergences, cependant, Bakounine parlera toujours de Dolfi avec affection.

Pendant un temps, Bakounine s'abstint de s'opposer à lui frontalement. Son influence sur le mouvement démocratique italien était telle que cela n'aurait servi à rien. Dans un premier temps son activité va donc consister à repérer quelques militants susceptibles d'entendre sur le *Maestro* un discours critique, en attendant de profiter de circonstances qui contribueront à affaiblir son influence. Bakounine n'eut d'ailleurs pas à attendre longtemps, car en même temps que l'unification de l'Italie avançait, la question sociale, alimentée par la dégradation de la situation économique, devenait plus aiguë, désamorçant complètement le discours mazzinien.

Les mazziniens avaient été présents à la fondation de l'Internationale : deux disciples de Mazzini participèrent au meeting de fondation à Saint Martin's Hall, et des membres d'une association ouvrière mazzinienne participèrent à l'Internationale. Mazzini empêchait le développement de l'Internationale en Italie mais encourageait ses hommes à collaborer au Conseil général, avec pour consigne de « se prémunir contre les influences qui tendent à accroître l'antagonisme déclaré entre la classe ouvrière et la classe moyenne »<sup>154</sup>. Il s'agissait en somme de noyauter la direction de l'Internationale. On comprend donc que Marx ait demandé à Bakounine de saper le mazzinisme en Italie même.

## Florence

Bakounine arrive à Florence le 26 janvier 1864, muni de lettres d'introduction et de signes évidents de relations personnelles avec Mazzini et Garibaldi, ce qui lui facilita grandement la tâche. Florence ne présentait aucun intérêt du point de vue de l'agitation révolutionnaire. Il n'avait pas de raison particulière de choisir comme résidence cette ville peuplée de bourgeois et d'une grosse colonie de citoyens anglais, mais aussi de beaucoup de Polonais, Russes, Hongrois et autres.

Ne s'étant toujours pas débarrassé de sa vision quarante-huitarde de la révolution, Bakounine continuait de penser que l'Italie était un pays où existaient de réelles possibilités révolutionnaires. Leon Mechnikov<sup>155</sup>, qui était l'un de ses principaux contacts à Florence, était quant à lui tout à fait sceptique : il estimait que la situation italienne n'avait rien de révolutionnaire. Bakounine, selon lui, perdait son temps à Florence. Mechnikov tenta de le convaincre d'aller à Milan ou à Naples où existaient des couches populaires mieux à même d'être à l'écoute des idées socialistes. Mechnikov pensait également qu'il n'y avait pas grand chose à attendre du mouvement ouvrier italien à cause de ses tendances patriotiques. Pour l'instant, Bakounine ne pouvait entendre ce langage, car il s'était mis en tête, avec un comte russe, déserteur de la marine impériale, de harceler les navires russes en Méditerranée et dans la mer Noire. Les deux hommes pensaient que Garibaldi pouvait les aider en stockant des munitions et en trouvant des recrues ayant une expérience maritime...

---

<sup>154</sup> Cf. Arthur Cité par Lehning, introduction *Œuvres*, I, p. xxxix note 9.

<sup>155</sup> Léon Mechnikov (1838-1888) Géographe, révolutionnaire et publiciste russe. C'était le frère d'un physiologiste célèbre, un ami de Herzen et du frère de Bakounine, Alexandre. Il participa à la campagne de Garibaldi en 1860. Il vécut en Italie, en Suisse, en Espagne, au Japon et enfin, de nouveau en Suisse, où il devient professeur à l'Université de Clarens. La première lettre de Bakounine à Mechnikov est datée du 17 janvier 1863. En 1864, il habite à Florence et fréquente les Bakounine. Il est l'auteur d'un ouvrage sur Bakounine, *Bakounin v italii*. Tout d'abord séduit par la personnalité de Bakounine, il se fatigua vite des projets de ce dernier qu'il considérait comme complètement inadaptés à la situation italienne.

Les témoins de cette époque de la vie de Bakounine s'accordent à mettre en relief le caractère folklorique du personnage. Pour Mechnikov, Bakounine était un aventurier politique farfelu. D'autres racontent avec un frisson d'horreur l'aspect abominablement désordonné de son habillement, les soirées chez lui pleines de chahut et de chants révolutionnaires tonitruants, le mélange des nationalités et de langues qui se retrouvaient chez lui, les discussions philosophiques, son appétit vorace, les provocations verbales, le fait qu'il ronflait effroyablement. Un Russe s'indigna que Bakounine, qui était venu le voir, s'était endormi sur son sofa, lequel s'était effondré sous son poids pendant son sommeil. Ces témoignages sont pour l'essentiel relatés longtemps après les événements qu'ils évoquent, par des gens qui, après une période bohème obligatoire dans certaines couches de la bourgeoisie, se sont « rangés ».

Pourtant Bakounine était loin d'être inactif. Outre les tentatives de trouver des moyens d'acheminer la propagande révolutionnaire en Russie par Constantinople et la mer Noire, il orientait son activité dans deux directions, qui souvent se confondaient : les contacts avec les démocrates et les contacts avec la franc-maçonnerie. En Italie à l'époque, il était difficile de faire son chemin dans les milieux démocrates sans passer par la franc-maçonnerie : nombre de ses contacts italiens en faisaient partie, à commencer par Giuseppe Mazzoni, qui avait une position élevée dans la maçonnerie florentine <sup>156</sup>. Mazzoni, qui avait participé à la révolution de 1848 en Toscane, deviendra par la suite un membre du cercle intime de Bakounine. Giuseppe Dolfi était Grand-Maître du Grand-Orient. Il y avait aussi Aurelio Saffi.

En arrivant en Italie, Bakounine a affaire à une organisation maçonnique bien structurée, bien qu'une dissension importante eût secoué le mouvement, qui s'était divisé en une tendance radicale et une tendance modérée. Ce conflit était particulièrement aigu à Florence où Dolfi, Mazzoni, Pulszki <sup>157</sup> et d'autres avaient fait scission en 1863 pour fonder une nouvelle loge de rite écossais, *Il Progresso sociale*, à laquelle Bakounine adhéra et qui devint le centre de gravité de toute activité démocratique et républicaine en Toscane. Le secrétaire de cette loge, Nicolo Lo Savio, originaire de Naples, publia un journal, *Il Proletario*, deux mois après le départ de Bakounine pour Naples. Ce journal se définissait comme un « journal économique-socialiste pour la démocratie ouvrière », mais ne dépassait pas les limites du mazzinisme : la solution de la question sociale résidait dans la réconciliation du capital et du travail <sup>158</sup>. « *Le Prolétaire* se

---

<sup>156</sup> Giuseppe Mazzoni (1808-1880). Avocat et homme politique italien, ami de Mazzini. Il fut membre du Triumvirat du gouvernement provisoire de Toscane en 1849. Il s'enfuit et vécut ensuite à l'étranger jusqu'en 1859. Franc-maçon, il fut avec Dolfi l'un des chefs de la *Fratellanza artigiana* à Florence. Il fut élu député du parlement en 1870. Il fit partie des amis de Bakounine pendant son séjour à Florence en 1864-1865. Les deux hommes restèrent liés après le départ du révolutionnaire russe. En 1868, il devint membre de l'Alliance de la démocratie socialiste ; en février 1869 membre de l'Internationale. Les deux hommes se rencontrent de nouveau en 1871.

<sup>157</sup> Ferenc Pulszky, écrivain et homme politique hongrois, amis de Kossuth. Il s'installe avec sa femme à Florence en 1860. Bakounine se lie d'amitié avec le couple en 1864.

<sup>158</sup> Selon George Woodcock, le journal était d'inspiration proudhonienne. Il précise : « Toutefois, comme en France, les mutualistes en Italie penchaient vers la modération et le conservatisme, et leur part dans le développement de l'anarchisme y est négligeable. Le mouvement anarchiste italien commença effectivement avec l'arrivée de Bakounine. » (*Anarchism: A History of Libertarian Ideas and Movements*, 1962, Postscript 1975.)

Lo Savio était un ami du mazzinien Giuseppe Dolfi, organisateur depuis 1861 d'une Fraternité d'artisans fondée à Florence avec d'autres mazziniens.

situait entre le socialisme et le mazzinisme et par conséquent n'inquiétait pas beaucoup les autorités qui le laissèrent prospérer jusqu'à avoir 1 500 abonnés, jusqu'à ce qu'il s'éteigne de mort naturelle en 1866 <sup>159</sup>. »

Les autorités avaient tort de ne pas se méfier car quelques années plus tard Florence allait devenir la « capitale de l'Internationale en Italie » <sup>160</sup>.

D'ailleurs, Lo Savio finit par constater que le gouvernement réprimait périodiquement les sociétés ouvrières, et parviendra à la conclusion qu'une Italie unifiée ne permettrait pas aux travailleurs de participer à la vie politique, et que la question sociale se poserait avec plus de force. Il s'était notablement détaché du mazzinisme et pensait qu'une redistribution des terres aux paysans était nécessaire. Les articles qu'il avait écrits dans d'autres journaux – *Il Dovere* et *La Nuova Europa* – soulignaient l'antagonisme entre travailleurs et capitalistes et la nécessité de constituer des organisations ouvrières. Tous ces thèmes concordaient avec les idées que Bakounine développait. Dans *Il Proletario*, ses articles deviennent beaucoup plus radicaux. Lo Savio s'opposa au point de vue de Mazzini qui subordonnait la question sociale à la réalisation de l'unité nationale : c'était selon lui une diversion. *Il Proletario* s'opposera plus tard à la guerre contre l'Autriche en 1865, ce qui était également la position de Bakounine qui, maintenant, pensait que ces guerres de libération nationale ne servaient que les intérêts de la bourgeoisie. Comme Bakounine, le journal développait une ligne abstentionniste : les parlements étaient une tromperie. Le discours de Lo Savio et celui de Bakounine sur ce point étaient absolument identiques.

Certains historiens italiens, patriotisme oblige, minimisent, voire nient que Bakounine ait pu avoir une influence sur la naissance du mouvement socialiste italien, et sur Lo Savio en particulier. Si aucun document ne prouve une relation entre les deux hommes, il est difficile de croire que, fréquentant les mêmes milieux, les mêmes hommes – Dolfi en particulier – et participant à la même loge maçonnique, ils n'aient pas eu l'occasion d'échanger leurs vues. En la circonstance, c'est incontestablement Lo Savio qui s'est rapproché des vues de Bakounine.

C'est à cette époque, avant son second voyage à Stockholm, que Bakounine écrit à Lars Johan Hierta, lui aussi franc-maçon, cette lettre où il déclare travailler à un « projet de réforme de la franc-maçonnerie » qui doit redevenir un « champion vraiment militant et actif de la liberté religieuse, politique et sociale, – en un mot de la démocratie humanitaire ».

Lorsque Bakounine rencontra Marx au retour de son second voyage en Suède, le 3 novembre 1864, l'Association internationale des travailleurs venait d'être fondée le mois précédent. Les disciples de Mazzini, qui avaient rejoint l'organisation, causaient quelques ennuis à Marx, qui voyait dans le *Maestro* une entrave au développement du socialisme italien. Le fait que

---

<sup>159</sup> Paolo Pastori, « Frammentazione ideologica, estetismo e ricerca di un ordine politico nelle riviste fiorentine fra l'Unità e il Ventennio (1860-1940) », in : *Città e pensiero politico italiano dal Risorgimento alla repubblica*, a cura di Robertino Ghiringelli, Storia/Ricerche, Vita & Pensiero, Milano 2007, p 148 note 41. Pastori reprend presque littéralement Nello Rosselli qui écrit en 1927 : « Peut-être parce que *Le Prolétaire* ne s'occupait pas de politique, les autorités ne le virent pas d'un mauvais œil, elles le laissèrent prospérer tranquillement jusqu'à atteindre 1 500 abonnés puis (le 7 janvier 1866) mourir de mort naturelle. » (Nello Rosselli, *Bakounin e Mazzini, dodici anni di movimento operaio in Italia (1860-1872)*, 1927, réédité par Einaudi, 1982.)

<sup>160</sup> Pier Carlo Masini, *Storia degli anarchici italiani, da Bakounin a Malatesta, 1862-1892*, Milano.

Marx ait chargé Bakounine de poser des « contre-mines » contre Mazzini en Italie est sans doute une vantardise. Qu'ils aient discuté de la situation en Italie ne fait pas de doute ; que les deux hommes aient exposé leurs vues respectives sur Mazzini non plus. Cependant Marx devait bien attendre de Bakounine qu'il fasse quelque chose, puisqu'il lui écrivit trois lettres entre novembre 1864 et février 1865, dont on ne connaît pas le contenu. Bakounine ne répondit que le 7 février 1865. La lettre commence par un surprenant *Carissimo* (mon très cher) et se termine de façon tout aussi surprenante par un *carissimo amico* (mon très cher ami) et... une proposition d'échanger des photos de famille – échange qui ne se fit jamais.

Bakounine explique à Marx qu'il a envoyé à Garibaldi « un exemplaire de l'adresse du comité international » (sans doute l'adresse du Conseil général, rédigée par Marx). Il expose très rapidement l'état de démoralisation qui règne en Italie et la nécessité d'y instaurer une « nouvelle forme de démocratie », « fondée sur le droit absolu et l'unique culte du travail », mais qu'il faut être patient. Il n'y a rien qui laisse penser que Bakounine appliquait les consignes de Marx. A l'époque, Bakounine ne pouvait en aucun cas se sentir lié à l'Internationale, car son projet se trouvait encore à cent lieues de là : constituer une internationale secrète. De plus, dans le contexte italien du moment, Bakounine considérait qu'il était encore prématuré d'attaquer Mazzini de front. Cette situation ne durera cependant pas.

L'arrivée de Bakounine en Italie, et en particulier à Florence, concorde avec trois faits : la constitution de sociétés secrètes ; la préoccupation principale (mais non encore exclusive) de l'action révolutionnaire et socialiste ; le rejet de toute forme de lutte nationale.

Que les résultats en aient été maigres est une autre affaire, quoique les contacts qu'il a établis à Florence n'aient pas été négligeables. Il faut avoir à l'esprit qu'il connaissait peu la situation politique italienne et que le mouvement socialiste était embryonnaire. Il était par ailleurs difficile de développer une propagande socialiste efficace dans un contexte de nationalisme exacerbé. Ce n'est qu'à partir du moment où il s'installa à Naples, où les problèmes sociaux étaient aigus, qu'il donna toute sa mesure. C'est également à Naples qu'il commença ses attaques directes contre Mazzini.

## Naples

Naples, où arrive Bakounine en juin 1865, présentait des conditions plus propices que Florence à ses activités. La mauvaise administration consécutive à l'unification avec le Nord incitait les républicains du Sud à concevoir la monarchie savoyarde comme une puissance occupante – on parlait de « domination piémontaise » – et à tenir les Piémontais pour responsables de la pauvreté croissante de la population.

L'édifice mazzinien, qui repoussait à plus tard toute considération sur la question sociale, se fissurait et certains disciples du *Maestro* commençaient à remettre en cause l'ordre de ses priorités. Le journal *Il Popolo d'Italia* était, depuis octobre 1860, l'un des organes de l'opposition à Mazzini. Muni de recommandations de Garibaldi et d'autres démocrates italiens, Bakounine se rendit donc tout naturellement à la rédaction de ce journal.

Bakounine s'installe à Naples et maintient dès lors des contacts réguliers avec la rédaction d'*Il Popolo d'Italia* <sup>161</sup>.

Dans l'ex-royaume des Deux-Siciles, les démocrates s'étaient déjà regroupés et constituaient un noyau solide de militants dont certains avaient commencé à contester Mazzini. Par ailleurs, ils ressentaient amèrement le fait que le républicain Garibaldi ait capitulé devant la monarchie piémontaise <sup>162</sup>.

Giorgio Asproni, un des fondateurs du journal, resta fidèle à Mazzini jusqu'au bout.

Le jeune Carlo Gambuzzi fut un des fidèles de Bakounine. Il était tellement proche de Bakounine qu'il fit trois enfants à sa femme. L'attitude de Bakounine est surprenante. Beaucoup plus âgé qu'Antonia, et très attaché à elle, il lui laissa cependant sa liberté. Il se comporta avec les enfants – un garçon et deux filles – comme si elles étaient les siennes <sup>163</sup>.

Attanasio Dramis avait passé huit ans en prison entre 1848 et 1860 pour ses activités révolutionnaires. Il fut libéré juste à temps pour participer à l'expédition de Garibaldi en 1860.

Saverio Friscia, Sicilien, républicain, conspirateur, rejoignit les rangs des mazziniens dans les années 30 et vécut longtemps en exil. Elu député au parlement en 1861, il devint un solide soutien de Bakounine, dont il a à peu près le même âge.

---

<sup>161</sup> Les Bakounine squattent pendant six mois chez la princesse Obolenska, chez qui se retrouvent tous les radicaux du Sud. La princesse faisait partie d'une des plus grandes familles aristocratiques de Russie.

Née Soumaronov, elle épousa en 1847 Alexis Vassilievitch Obolensky dont elle eut cinq enfants. En 1855 elle quitta son mari et s'installa à Naples avec ses enfants et toute sa suite. « Le prince Obolenskij, un fanatique et, dit-on, fanatique intègre, de tendance néo-démocrato-gouvernementalo-polonophobe, prie Dieu, les saints, baise la main des popes et vénère le tsar », écrit Bakounine à Herzen et Ogarev le 19 juillet 1866.

Walerian Mroczkowski (1840-1889) était un journaliste polonais qui avait participé à l'insurrection de 1863 en Pologne ; arrêté, il est libéré en 1865. Il rencontre Bakounine à Florence, et, sur l'invitation de ce dernier, vient à Naples. Bakounine, qui avait un côté fleur bleue, ou concierge, c'est selon, et qui s'occupait des affaires sentimentales des autres, le présenta à la princesse Obolenskaja. Ils devinrent amants.

En 1867 la princesse s'installa à Vevey en Suisse. En 1867 ses enfants lui furent retirés dans des circonstances dramatiques et rendus à leur père. Après la mort de son mari en 1884, elle épousa Mroczkowski. Le prince Obolensky aurait mieux fait de laisser ses enfants à sa femme : quatorze membres de la famille Obolensky furent exécutés sous le régime communiste.

Mroczkowski devint membre de la première Fraternité internationale. Il tenta de recruter pour la Fraternité Emil Vogt et César de Paepe. Mroczkowski devint membre du comité central de la Ligue de la paix et de la liberté, qu'il quitta, comme Bakounine, après le congrès de Berne. Il fut un des fondateurs de l'Alliance internationale et membre de l'Alliance secrète. Le couple s'installa à Londres en 1869.

<sup>162</sup> En juin 1860, Garibaldi abolit le pouvoir du roi de Naples sur la Sicile, poursuit sa conquête sur le continent et prend Naples le 7 septembre 1860. Les troupes garibaldiennes battent l'armée des Bourbons à Volturno. Alors qu'il s'était toujours prononcé pour la République, Garibaldi rencontre Victor-Emmanuel le 26 octobre, lui apportant la caution des républicains, et lui remet littéralement le royaume de Naples, qu'il venait de conquérir. Le royaume des Deux-Siciles est alors rattaché à la monarchie piémontaise. Le 14 mars 1861 le royaume d'Italie est proclamé. Le républicain Garibaldi en est l'un des fondateurs...

<sup>163</sup> Gaston Leval me raconta que, faisant des recherches à la Bibliothèque nationale, il fit la connaissance d'une des filles de Bakounine (je ne sais plus laquelle) qui y travaillait.

On ne peut s'empêcher de penser à Marx, qui fit un enfant à sa bonne de dix-sept ans, Hélène Demuth, et ne le reconnut pas. Afin de ne pas entacher la réputation du grand théoricien, l'enfant, prénommé Frédéric, fut reconnu par Frédéric Engels. On connaît la phrase de *Manifeste communiste* : « Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. »

Giuseppe Fanelli rejoignit les mazziniens à l'âge de 17 ans. Il se battit en 1848 en Lombardie, et participa à l'expédition de Sapri en 1853. Il fut blessé à la bataille de Catalafimi et se battit à Milazzo et lors de différentes batailles dans la péninsule. Peu après l'arrivée de Bakounine à Naples, il fut élu député. C'était un des très proches de Bakounine ; il joua un rôle déterminant dans le développement de l'Association internationale des travailleurs en Espagne.

Concetto Procaccini, mazzinien inconditionnel, introduisit Bakounine dans les cercles radicaux napolitains. Bakounine ne réussit pas à le faire changer de position sur Mazzini.

Alberto Tucci, un des bakouninistes les plus actifs de la région de Naples, le resta jusqu'à la fin de ses jours.

Les frères Rafaele et Carlo Mileti, Calabrais, participèrent à la révolution de 1848 et à l'expédition de Pisacane à Sapri, membre des Mille de Garibaldi en 1860 <sup>164</sup>. Carlo devint rédacteur en chef d'*Il Popolo d'Italia* et son frère resta proche du journal.

Pier Vincenzo De Luca venait de publier, juste avant l'arrivée de Bakounine à Naples, un article dans *Il Dovere* dans lequel il remettait en question les positions sociales de Mazzini. C'était un intellectuel de talent qui connaissait les philosophes allemands. Bakounine tenta de lui trouver un travail comme correspondant italien d'un journal allemand. Il mourut prématurément en 1868.

Ces quelques éléments de biographie permettent de mieux comprendre le lien qui s'établit entre Bakounine et ces hommes. C'étaient des hommes entiers : certains d'entre eux restèrent d'inconditionnels mazziniens, mais conservaient l'estime de Bakounine. Celui-ci écrit à Gambuzzi en parlant de « ce bon et noble Asproni » <sup>165</sup>. De son côté, Asproni, responsable du *Popolo d'Italia*, publia alors même qu'il fût un mazzinien convaincu, les articles de Bakounine qui remettaient en cause la politique de Mazzini. Partisans ou non de Bakounine, ces hommes ont pour point commun qu'ils se sont battus pendant la révolution de 1848 ; ils reconnaissent également en Bakounine un des leurs. On imagine aisément que, entre ces hommes et Bakounine, le courant soit bien passé.

Patriotes, tous plus ou moins mazziniens, ils ne voyaient pas comment, en l'absence d'un programme social cohérent, une république unitaire pourrait régler les problèmes dramatiques de la pauvreté dans le Sud. Empêtrés dans leur logique patriotique, ils semblaient en même temps incapables d'élaborer par eux-mêmes un programme qui serait une alternative à celui de Mazzini. L'installation de Bakounine à Naples tombait donc à pic.

Alors qu'il était venu s'installer en Italie parce qu'il pensait que c'était un terrain favorable au développement des idées révolutionnaires, toute la correspondance de Bakounine à cette époque insiste sur la morosité de la situation. « Ah ! chère amie, quelle mélancolique chose que cette démocratie italienne ! » se plaint-il à Ludmilla Assing le 5 novembre 1865.

Un an plus tard, la situation semble avoir évolué. Le 23 mars 1866, Bakounine écrit à Herzen :

---

<sup>164</sup> Garibaldi entreprit en mai 1860 une expédition avec 1089 volontaires qui partit de Gênes pour rejoindre la Sicile. L'expédition se terminera par la conquête du royaume des Deux-Siciles.

<sup>165</sup> Lettre à Carlo Gambuzzi, 17 juillet 1865.

« L'Italie unitaire se désagrège. Dans toutes les provinces italiennes, l'opposition populaire contre le gouvernement s'accroît de plus en plus fortement. Le déficit, la crainte de nouveaux impôts, la baisse des valeurs, les saloperies et les brimades de la bureaucratie, le marasme dans toutes les affaires et entreprises ont finalement gagné toute la population, même les plus indifférents et les plus apathiques, et il n'y a point d'autre issue en vue que la guerre. »

La situation à Naples commence à changer également. Alors que *Il Popolo d'Italia*, tout accueillant qu'il fût, n'était pas sur une ligne franchement socialiste et révolutionnaire, un groupe de militants, parmi lesquels des membres de la rédaction d'*Il Popolo*, lancèrent le 2 septembre 1865 un hebdomadaire, *Libertà e Lavoro*, qui défendait des positions nettement plus prolétariennes. Les membres du groupe étaient tous des républicains mazziniens connus à Naples ; quatre d'entre eux étaient en relations avec Bakounine : Verrati, De Luca, Procaccini, Mileti. Ce journal, dont la publication cessa au bout d'une quarantaine de numéros, exprimait sans doute l'opposition croissante entre mazziniens orthodoxes et mazziniens radicaux.

Bakounine ne publia pas d'articles dans ce journal, ce qui fournit à certains historiens l'occasion de nier l'influence de celui-ci. Bakounine se savait surveillé par la police, et c'est la raison pour laquelle il avait signé d'un pseudonyme ses articles dans *Il Popolo d'Italia*. Il écrit ainsi à Herzen le 23 mars 1866 : « étant donné mes occupations actuelles, je ne tiens pas à attirer l'attention sur moi ». Pourtant, de nombreux articles, qui traitaient de questions sociales, reprennent des thèmes développés par Bakounine : l'émancipation des femmes, l'instruction, le rejet du parlementarisme comme moyen pour émanciper les travailleurs. D'autres articles restaient dans la veine spécifiquement mazzinienne : nécessité des réformes sociales, l'épargne, les institutions de crédit.

*Libertà e Lavoro* rendit compte de la création de l'Internationale en mars 1866 et publia l'adresse inaugurale de Marx.

En février 1866, les bakouniniens de Naples participèrent à un meeting organisé par les mazziniens et les garibaldiens. Ces derniers, tout en soulignant la crise politique et sociale du pays, restèrent mesurés dans le ton afin de ne pas indisposer la gauche parlementaire. Les bakouniniens au contraire ne mâchèrent pas leurs mots. Le meeting fit du bruit puisque la presse belge en rendit compte et il provoqua un débat au Parlement italien. Un député, ayant traité les contradicteurs du meeting de fous, suscita une vive réaction des députés Asproni, fondateur du *Popolo d'Italia*, et Friscia, membre de la rédaction de ce journal...

Bakounine ne délaissait pas pour autant l'organisation de sa société secrète. Une lettre à un destinataire inconnu, le « frère Jérôme », datée du 12 juin 1866, montre qu'il continuait le travail dans ce sens. Bakounine y parle en langage implicite : « nous n'avons pas cessé de travailler dans le sens que vous savez... » Bakounine charge « Jérôme » de recevoir un messenger qui a une « mission importante ». De ce personnage, on sait seulement que c'est un « vétéran de la cause de la révolution sociale, ami de Buonarroti et de Proudhon ».

Dans une lettre à Herzen et Ogarev du 19 juillet 1866, Bakounine fait le bilan de ces trois dernières années. Il semble que Herzen lui ait reproché son inactivité, et Bakounine proteste : « Je n'ai jamais été aussi actif ; je parle de



ces trois dernières années. Le seul objet de mon activité a été la fondation et l'organisation d'une société secrète internationale socialiste-révolutionnaire », dit-il. Il s'agit sans doute de la Fraternité internationale dont il a entrepris la création à Florence après son retour de Suède.

Sachant les réserves de Herzen et d'Ogarev, Bakounine leur envoie le programme de cette société. Il insiste sur les difficultés qu'il a eues dans la rédaction du texte, car il a travaillé au milieu des Italiens auxquels « les idées sociales étaient alors presque complètement inconnues ». Il a dû en particulier se battre contre « de prétendues passions et idées nationalistes, contre la rhétorique patriotique bourgeoise la plus écœurante grossière et amplifiée par Mazzini et Garibaldi. »

« Après trois années de travail ardu, j'ai réussi à obtenir des résultats positifs. Nous avons des amis en Suède, en Norvège, au Danemark ; nous en avons en Angleterre, en Belgique, en France, en Espagne et en Italie ; nous avons des Polonais et même quelques Russes. Dans le sud de l'Italie, une grande partie des organisations mazziniennes, la Falangia Sacra, est passée entre nos mains. Je joins ici même un programme succinct de notre organisation nationale italienne. »

L'activité de Bakounine et de ses camarades dut être suffisamment efficace pour que Mazzini adresse un message à ses amis de Naples et de Sicile dans lequel il dénonçait Bakounine.

Frischia, qui était maintenant un proche de Bakounine, avait infiltré les loges maçonniques en Sicile et établi des sections de la Fraternité internationale. L'activité de la Fraternité était coordonnée de Naples par Friscia, Gambuzzi, Fanelli, Tucci et Rafaele Mileti. Comme il l'avait fait à Florence, Bakounine adhéra à une loge maçonnique, « Vita Nuova », qui comptait de nombreux républicains <sup>166</sup>. Cependant, malgré ses contacts avec les franc-maçons, le bilan global de l'infiltration de cette institution n'était guère spectaculaire, ce qui conduisit Bakounine à renoncer à la transformer en organisation révolutionnaire. C'est en mars 1866 qu'il écrit à Herzen pour lui dire qu'il abandonne cette tactique.

Contrairement à ce qu'il dit à Herzen, la Fraternité internationale n'est pas « le seul objet » de son activité : la société secrète, l'activité maçonnique et la propagande socialiste constituent un ensemble indissociable.

Pendant l'été 1866 deux textes importants furent écrits :

1. Les « Principes et l'organisation de la Fraternité internationale », ou « Catéchisme révolutionnaire » et son complément : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire-Organisation » ;
2. La « Société des légionnaires de la révolution sociale italienne » ;

### **Le « Catéchisme <sup>167</sup> »**

Le titre de « Catéchisme » ne s'applique en fait qu'à une section du document, mais il a été donné par l'usage à l'ensemble du texte. Un certain

---

<sup>166</sup> Fanelli, Procaccini, Mileti, Dramis, Buano, Morelli, Antinoni, Imbriani, Rizzo.

<sup>167</sup> Le titre complet est : « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II. Catéchisme Révolutionnaire », mars 1866.

nombre d'auteurs ont fait une confusion regrettable entre ce « catéchisme révolutionnaire » et le « Catéchisme *du* révolutionnaire » de Netchaïev. Nous nous en expliquons ailleurs.

Ce texte est très largement inspiré du « Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs » de la « Société internationale secrète de la Révolution » que Bakounine avait rédigé à l'intention des Scandinaves. Des paragraphes entiers s'y retrouvent presque à l'identique et, à quelques nuances près, le contenu général en est le même : négation de Dieu, affirmation de la raison, l'impossible réalisation de la liberté sans la justice, égalité économique, exclusion du principe d'autorité et de la raison d'État, l'organisation politique et économique du bas vers le haut, égalité des sexes, droit à l'instruction, droit d'association, suffrage universel, fédération des communes, abolition du droit d'héritage : tout l'arsenal est là, y compris le fonctionnement interne très centralisé de l'organisation. L'objectif poursuivi est « la révolution démocratique et sociale ». Il ne s'agit pas d'un programme pour demain, mais pour après-demain ; c'est le programme d'une société qui propose l'organisation de la société décentralisée, de « bas en haut », mais qui elle-même est structurée de manière extrêmement centralisée. Il n'y a pas là de paradoxe : plus le nombre de personnes convaincues de la nécessité d'une telle société est réduit – et pour l'instant c'est bien le cas –, plus l'organisation chargée de promouvoir ce programme est centralisée. Par ailleurs, la Fraternité internationale, au contraire de la société globale, est une instance à laquelle on adhère volontairement ; on en accepte les règles. Bakounine n'entend pas imposer ces règles à quiconque n'est pas membre de la Fraternité.

Les « Principes et organisation de la fraternité internationale » sont un long texte de plus de cinquante feuillets manuscrits. L'organisation a pour but de faire triompher le principe de la révolution dans le monde et, par conséquent, de renverser toutes les organisations religieuses, politiques, sociales, économiques et de reconstruire la société européenne, et ensuite mondiale, sur la base de la liberté, de la raison, de la justice et du travail. Deux groupes séparés constituent l'organisation : la « Famille nationale » et la « Famille internationale ». Elles fonctionnent comme sociétés secrètes. L'adhérent de la société doit impérativement être athée, opposé au principe d'autorité, aimant la justice et la liberté, fédéraliste, opposé au principe de nationalité, socialiste et révolutionnaire. Ces conditions sont développées en détail dans le texte. Bien que les familles nationales doivent tenir compte des particularités de leurs régions ou pays, elles sont sujettes à l'absolu contrôle de la famille internationale constituée d'un conseil, d'une assemblée constituante et d'un comité central.

Au contraire du texte consacré à la Suède, celui de 1866 ne parle pas de « conspiration », sauf dans le sens péjoratif de « conspiration des rois, du clergé, de la noblesse et de la féodalité bourgeoise »<sup>168</sup>. Dans le texte de 1866, il y a également un mot qu'on ne trouve nulle part ailleurs, « extramondial » (c'est-à-dire extérieur à la réalité terrestre), sauf dans les « Fragments maçonniques » datant de 1865. Selon toute probabilité, les deux textes ont été rédigés de manière concomitante. Ces « Fragments

---

<sup>168</sup> Dans le texte sur les Frères scandinaves de 1864, Bakounine écrivait : « La vraie révolution n'étant guère comprise par la plupart des hommes, c'est à la conspiration de la développer et de l'accélérer dans tous les pays » ; les affiliés formaient une « famille invisible ».

maçonniques » sont importants car ils constituent le brouillon d'un autre texte que Bakounine écrira en 1867, *Fédéralisme, socialisme et antithéologie*.

Il est fréquent qu'on trouve dans un texte de Bakounine autre chose que ce qu'on attendait. Les « Principes » de mars 1866 ne présentent rien de nouveau si on aborde ce document comme un programme, mais ils sont intéressants en tant que révélateurs de l'état des réflexions de Bakounine sur un certain nombre de questions, notamment sur la liberté individuelle. Là, il va beaucoup plus loin que précédemment.

Jusqu'à présent, la liberté avait deux aspects :

1. Un aspect principiel. Contre la vision individualiste et libérale de la liberté qui définit celle-ci par la limite entre la liberté de l'individu et celle des autres (ma liberté s'arrête où commence celle des autres), Bakounine a une vision collective qui définit la liberté des autres comme une *condition* de la mienne.

2. Un aspect évolutif. La liberté est une lente acquisition. L'enfant n'est pas libre parce qu'il n'a pas encore appris à exercer sa liberté ; il vit sous le principe d'autorité tant qu'il n'a pas acquis l'autonomie nécessaire. Le principe d'autorité diminue au fur et à mesure que l'individu acquiert la capacité à exercer sa liberté.

Maintenant, on a une conception maximaliste de la liberté qui permet à l'individu d'en abuser si c'est son choix, et qui se situe en dehors de toute considération morale :

« La liberté de chaque individu majeur – homme et femme – doit être absolue et complète ; liberté d'aller et de venir, de professer hautement toutes les opinions possibles, d'être fainéant ou actif, immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne, liberté de vivre, soit honnêtement par son propre travail, soit en exploitant honteusement la charité ou la confiance privée, pourvu que cette charité et cette confiance soient volontaires et ne leur soient prodiguées que par des individus majeurs. »

Cette liberté maximaliste est en quelque sorte le privilège de l'individu majeur et autonome. Elle est le prix à payer pour ne pas revoir le principe d'autorité revenir de manière insidieuse. Mais, on le verra, elle implique des conditions : l'individu autonome est également responsable, d'abords vis à vis de lui-même. Il doit assumer les conséquences de ses choix.

La liberté s'applique également aux associations qui, par leur objet, « seront ou paraîtront immorales, et même celles qui auraient pour objet la corruption et la distraction de la liberté individuelle et publique ». Etrange affirmation ; il est difficile d'imaginer que Bakounine ait pu penser qu'un tel programme ait pu obtenir un large assentiment des masses – mais le document en question n'était pas destiné à une large diffusion.

Bakounine pense qu'il est dangereux de vouloir porter atteinte à la liberté sous prétexte de la protéger : « La morale n'a pas d'autre source, d'autre stimulant, d'autre arme, d'autre objet que la liberté, et comme elle n'est elle-même rien que la liberté, toutes les restrictions qu'on a imposées à cette dernière, dans le but de protéger la morale, ont toujours tourné au détriment

de celle-ci. » En d'autres termes les conséquences qui résultent d'une morale imposée sont toujours pires que celles qui résultent de la liberté.

Le seul obstacle qu'envisage Bakounine à tous les excès potentiels de la liberté est l'opinion publique. C'est qu'il ne s'agit pas d'un mince obstacle : plus tard il dira qu'il est beaucoup plus difficile de s'opposer à la pression de la société qu'à celle de l'État. Dans la vision de Bakounine, toute action antisociale, concertée ou non, se heurtera à une réaction sociale concertée.

« Toute l'histoire nous prouve que l'immoralité individuelle et sociale a toujours été la conséquence nécessaire d'une mauvaise éducation publique et privée, de l'absence et de la dégradation de l'opinion publique, qui n'existe, ne se développe et ne se moralise jamais que par la seule liberté, et la conséquence surtout d'une organisation vicieuse de la société. »

Mais la société a le droit de se défendre contre « les individus parasites, malfaisants et nuisibles ». Elle pourra priver de tout droit les individus qui vivent « aux frais de la charité publique ou privée » ; ceux-là alors « seront également privés de celui d'élever et de garder leurs enfants ».

Il y a en somme un équilibre qui se fait naturellement : les responsables d'actes antisociaux seront exclus de la société ; on ne les enferme pas, on les met dehors, ce qui est sans doute pire.

Si les peines dégradantes, les punitions corporelles et la peine de mort sont abolies, seront également abolies « les peines à terme indéfini ou trop long et qui ne laissent aucun espoir, aucune possibilité réelle de réhabilitation » – on est en plein dans un débat tout à fait contemporain. Tout individu qui choisit de se mettre en dehors de la société sera considéré par celle-ci comme étant en dehors de sa protection et de ses garanties – avec toutes les conséquences que cela implique.

Les points que développe Bakounine dans ce texte ne seront pas niés plus tard dans sa période libertaire. On peut donc dire qu'ils constituent véritablement des éléments d'un droit libertaire fondé sur deux idées : la liberté absolue et la responsabilité. La limite de la liberté de l'individu n'est plus la liberté des autres mais la responsabilité qu'il prend d'assumer les conséquences de ses actes. Si le crime est « considéré comme une maladie, et la punition plutôt comme une cure que comme une revendication de la société », le criminel qui court le risque de se heurter à la pression sociale plutôt qu'à l'État n'a qu'à bien se tenir...

Un autre point intéressant et nouveau est le long développement que consacre Bakounine au droit des associations, qui ouvre la porte à ses réflexions ultérieures sur l'organisation du mouvement ouvrier et son projet de société :

« Les associations coopératives ouvrières sont un fait nouveau dans l'histoire ; nous assistons aujourd'hui à leur naissance, et nous pouvons seulement pressentir, mais non déterminer à cette heure l'immense développement que sans aucun doute elles prendront, et les nouvelles conditions politiques et sociales qui en surgiront dans l'avenir. Il est possible et même fort probable que, dépassant un jour les limites des communes, des provinces, et même des États actuels, elles donnent une nouvelle constitution à la société humaine toute entière, partagée non

plus en nations, mais en groupes industriels différents, et organisée selon les besoins non de la politique, mais de la production. – Ceci regarde l'avenir <sup>169</sup>. »

Le Bakounine libertaire niera plus tard la capacité des coopératives de production à concurrencer et à supplanter le capitalisme. Face aux grandes sociétés capitalistes, elles ne disposent pas de fonds suffisants. Elles ne peuvent se développer que dans des secteurs marginaux au système. Cependant, sa vision d'une société qui pourrait, après la révolution, s'organiser selon son schéma «de bas en haut», de la commune à «l'humanité toute entière», en groupes industriels constitue une préfiguration du modèle anarcho-syndicaliste.

En attendant, le « Catéchisme » donne une description très précise d'une organisation fédéraliste de la société : dans chaque province se constitue une fédération libre des communes autonomes. Les provinces elles-mêmes, constituant des fédérations autonomes de provinces, forment la nation, avec un parlement national composé de représentants des provinces. Les nations elles-mêmes constituent une fédération internationale de nations.

Bakounine est très soucieux de définir les instances qui géreront les litiges susceptibles de survenir. Des cours de justice seraient constituées à différents niveaux pour résoudre les conflits entre les individus et leur commune, les communes et les provinces, etc. En dernière instance, une cour internationale serait constituée pour régler les litiges entre nations. Chaque commune peut se retirer de l'ensemble ainsi constitué. Les élus peuvent être démis de leurs fonctions par un vote à la majorité simple.

La possibilité de sécession ne provient pas d'un goût immodéré de l'autonomie chez Bakounine, elle résulte d'un calcul. Tout individu ou groupe qui se retire d'un ensemble auquel il appartient cesse de bénéficier de la solidarité du groupe et des avantages qui y sont attachés. Bakounine est convaincu qu'après avoir fait l'expérience de la solitude, le sécessionniste reviendra dans le groupe. On pourrait dire qu'il y a là une démarche pédagogique. D'autre part, Bakounine est convaincu que la tendance historique n'est pas aux petites structures politiques, aux petits États mais aux grands ensembles. Le droit de sécession n'est qu'une clause indispensable à l'apprentissage de la vie en groupe.

Les mêmes dispositions que celles qui concernent les individus s'appliquent donc aux associations : liberté totale. « Quel que soit leur objet, toutes les associations, comme tous les individus, doivent jouir d'une liberté absolue. » La société n'a aucun droit à empêcher des individus libres et consentants de s'associer pour quelque raison que ce soit, « religieux, politique, scientifique, industriel, artistique ou même de corruption mutuelle et d'exploitation des innocents et des sots, pourvu qu'ils ne soient point mineurs. Combattre les charlatans et les associations pernicieuses c'est uniquement l'affaire de l'opinion publique ».

« Mais la société a le devoir et le droit de refuser la garantie sociale, la reconnaissance juridique et les droits politiques et civils, à toute association, comme corps collectif, qui par son objet, ses règlements, ses statuts serait contraire aux principes fondamentaux de sa constitution, et dont tous les membres ne seraient pas unis sur un pied d'égalité et de

---

<sup>169</sup> « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire. I. Objet. II Catéchisme révolutionnaire. » Mars 1866.

réciprocité parfaite ; sans pourtant pouvoir en priver les membres eux-mêmes seulement pour le fait de leur participation à des associations non régularisées par la garantie sociale. »

Là, Bakounine introduit une distinction curieuse entre « associations régulières » et « associations irrégulières » : « Les associations juridiquement reconnues comme corps collectifs, auront à ce titre le droit de poursuivre devant la justice sociale tous les individus, membres ou étrangers, aussi bien que tous les autres associations régulières qui auront manqué à leur engagement envers elles. » Les « associations juridiquement non reconnues » n'auront pas le titre de corps collectifs ; tous leurs engagements seront nuls devant une société qui n'aura pas « sanctionné leur existence collective »<sup>170</sup>.

Une réflexion plus approfondie mériterait d'être faite sur ces éléments d'un « droit anarchiste » ébauchés par Bakounine.

On peut ironiser sur le caractère utopique des programmes de Bakounine. Pourtant, la plupart des idées qu'il a avancées ont été mises en application, peut-être pas exactement comme il les entendait, mais de façon significative. Ses attaques contre le mariage doivent être placées dans un contexte où le mari détenait tous les droits et où la femme n'en avait aucun. Il n'y a pas si longtemps en France la formule consacrée du maire était que la femme devait obéissance au mari. Il n'y a pas si longtemps non plus qu'une épouse n'avait pas le droit d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation du mari. Dans la vision de Bakounine, « deux individus majeurs et de sexe différent<sup>171</sup> ont le droit de s'unir et de se séparer selon leur volonté, leurs intérêts mutuels et les besoins de leur cœur, sans que la société ait le droit, soit d'empêcher leur union, soit de les y maintenir malgré eux ». En 1866, l'idée n'était pas courante<sup>172</sup>.

Dans la vision de Bakounine, une femme qui a un enfant « a droit à une subvention de la part de la société, payée non pour le compte de la femme mais pour celui de l'enfant. Toute mère qui voudra nourrir et élever ses enfants, recevra également de la société tout le prix de leur entretien et de la peine dévouée aux enfants ». Cette proposition, était parfaitement utopique en 1860.

---

<sup>170</sup> On peut imaginer l'application de ces principes de droit aux sectes aujourd'hui, dont il est notoire qu'elle abusent de la crédulité des gens – mais de gens majeurs et, suppose-t-on, responsables. Déclarées « irrégulières », elles ne disposeraient plus de la capacité juridique.

<sup>171</sup> La revendication du mariage homosexuel semblerait à Bakounine une revendication réactionnaire, étant donné son opposition au mariage... La question peut être réglée par cette affirmation : « La liberté de chaque individu majeur – homme et femme – doit être absolue et complète ; liberté (...) d'être (...), immoral ou moral, de disposer en un mot de sa propre personne, et de son bien à sa guise, sans en rendre compte à personne. » Il est vrai que dans le projet bakouninien, les homosexuels seraient soumis, comme les hétérosexuels, à l'abolition du droit d'héritage. Le mariage en perdrait peut-être une partie de son attrait... Etant opposé au mariage, on pardonnera à Bakounine de ne pas avoir envisagé le mariage homosexuel.

<sup>172</sup> On peut imaginer que l'insistance de Bakounine sur cette question vient de l'observation qu'il a faite, dans son entourage, de mariages dans lesquels la femme vivait une situation de véritable oppression. La princesse Obolenska qui avait fui en Italie avec ses enfants pour échapper à son mari. Johanna, l'épouse malheureuse Federico Pescantini, rencontrés en 1842, dont elle n'a que tardivement réussi à se séparer et dont Bakounine était amoureux. L'affaire « Johanna » ne fut pas sans conséquences politiques, selon Max Nettlau : il est possible, dit-il, que « l'antipathie que Bakounine avait dû concevoir pour Pescantini, dont les mérites ou les torts restent pour moi inconnus, mais qui se consola très bien avec une autre femme, l'ait éloigné à Paris, de la 1844 à 1847, des milieux italiens militants »... (Bakounine, *Œuvres*, I, introduction p. XIV.)

Que la société ait le droit et le devoir de « séparer les enfants de leurs parents, toutes les fois que ceux-ci, soit par leur exemple, soit par leurs préceptes ou traitement brutal, inhumain, pourront démoraliser ou même entraver le développement de leurs enfants » était peut-être scandaleux en 1860 ; personne ne dirait cela aujourd'hui.

Quant aux « bases fondamentales de l'éducation publique », elles pourraient encore être méditées aujourd'hui.

On trouve enfin dans les textes programmatiques de Bakounine une insistance particulière sur la protection des vieillards et des invalides : « Les vieillards, les invalides, les malades, entourés de soins, de respect et jouissant de tous leurs droits tant politiques que sociaux, seront traités et entretenus avec profusion aux frais de la société. »

La réflexion « juridique » trouve son application la plus caractéristique dans le long développement sur le travail, qui est « la base fondamentale de la dignité et du droit humains ». Bakounine poursuit la réflexion qu'il avait commencée dans les textes sur la Suède ; il est maintenant plus clair. Il analyse de manière très condensée les raisons historiques de l'existence misérable des masses laborieuses et déclare que « le travail intelligent et libre sera nécessairement un travail associé » ; il conclut à la nécessité de la suppression de la division entre travail intellectuel et manuel.

« Lorsque les associations productives et libres cessant d'être les esclaves et devenant à leur tour les maîtresses et les propriétaires du capital qui leur sera nécessaire, comprendront dans leur sein, à titre de membres coopérateurs à côté des forces ouvrières, émancipées par l'instruction générale, toutes les intelligences spéciales réclamées par chaque entreprise, lorsque se combinant entre elles, toujours librement, selon leurs besoins et selon leur nature, dépassant tôt ou tard toutes les frontières nationales, elles formeront une immense fédération économique, avec un parlement éclairé par des données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale, telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui, et qui combinant l'offre avec la demande – pourra gouverner, déterminer et respecter entre différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines, ni de capitaux perdus. Alors le travail humain, l'émancipation de chacun et de tous régénérera le monde. »

C'est là le programme de toutes les révolutions sociales qui ont marqué le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle. L'influence proudhonienne apparaît clairement avec la distinction que fait Bakounine entre la notion de propriété et celle de possession : « La terre, avec toutes ses richesses naturelles est la propriété de tout le monde, mais elle ne sera possédée que par ceux qui la cultiveront. »

On pourrait comparer les déclarations de principe du droit social français contemporain – sachant qu'il y a toujours une marge, parfois importante, entre les déclarations de principe et la réalité – et certaines positions de Bakounine en 1866. On constaterait que ces positions sonnent étonnamment modernes et qu'elles pourraient parfaitement s'insérer dans des débats contemporains sans pour autant apparaître comme utopiques.

Dans un autre texte écrit à la même époque, Bakounine fait un commentaire d'inspiration manifestement proudhonienne sur l'application

du principe de justice à la sphère économique. Le ton de ce passage est à la fois étonnamment modéré – il ne cherche pas à tout chambouler – et moderne. Il définit en quelque sorte les bases d'une sorte de « Welfare State » qui, certes, n'est plus à la mode aujourd'hui, mais qui a effectivement fonctionné pendant des décennies :

« L'idée même de justice qui est le fondement du droit politique ne peut être séparée du droit économique. Dans une hypothèse de fatalité, d'égoïsme et de monopole, que représente donc l'économie sociale ? Elle représente un état de guerre permanent entre des intérêts qui tendent à se détruire, elle représente l'appropriation injuste des forces économiques, la tyrannie du capital sur le travail, avec pour corollaires une inégalité de plus en plus grande, un salaire de plus en plus disproportionné par rapport au produit. Cela revient à dire que les quatre cinquièmes du genre humain se trouvent condamnés à la misère, à l'ignorance, à la déchéance morale et à la servitude afin que les non-producteurs, les parasites et les fraudeurs puissent conserver leurs aises et leur luxe. La révolution rejette la prétendue nécessité d'un fait aussi monstrueux. En appliquant la loi de justice aux rapports économiques, elle affirme au contraire que l'on peut trouver un terrain d'entente entre les forces et les intérêts et que les services et les biens peuvent s'équilibrer. Il en résultera une répartition des produits de plus en plus équilibrée et les inégalités de condition devront nécessairement devenir peu à peu moins sensibles et moins heurter le sens moral et la dignité de l'homme. Ce concept peut se formuler de la façon suivante : – *Remplacer le principe de subordination et de monopole par un principe de réciprocité et d'égalité* <sup>173</sup>. »

Le « Catéchisme Révolutionnaire » fournit quelques détails nouveaux par rapports aux textes « suédois ». Les thèmes déjà abordés s'y trouvent encore, sur lesquels nous ne reviendrons pas ; certaines phrases, voire certains paragraphes étant pratiquement repris de documents antérieurs. On a l'impression qu'à force de réécrire ses projets la pensée de Bakounine se précise. Il fournit en particulier des détails sur la façon dont la société pourra s'organiser « du bas vers le haut ».

Sa réflexion sur l'organisation politique s'affine :

« Il est impossible de déterminer une norme concrète, universelle et obligatoire pour le développement intérieur et pour l'organisation politique des nations ; l'existence de chacun étant subordonnée à une foule de conditions historiques, géographiques, économiques différentes et qui ne permettront jamais d'établir un modèle d'organisation également bon et acceptable pour toutes. Une telle entreprise absolument dénuée d'utilité pratique, porterait d'ailleurs atteinte à la richesse et à la spontanéité de la vie qui se plaît dans la diversité infinie, et ce qui plus est, serait contraire au principe même de la liberté. Pourtant il est des conditions essentielles, absolues, en dehors desquelles, la réalisation pratique et l'organisation de la liberté seront toujours impossibles <sup>174</sup>. »

---

<sup>173</sup> Bakounine, « Branche italienne », 1866.

<sup>174</sup> « Catéchisme ». Souligné par Bakounine.



Ces conditions sont l'abolition de toute religion officielle entretenue par l'État, mais en contrepartie la liberté de conscience et « la faculté illimitée d'élever autant de temples, qu'il plaira à chacun, à ses Dieux quels qu'ils fussent, et de payer et d'entretenir les prêtres de sa religion ». L'athée Bakounine est ainsi particulièrement modéré dans ses réclamations : croyez en ce que vous voulez, mais payez vous-même vos prêtres. Cette exigence de Bakounine pouvait sembler d'une radicalité extravagante à l'époque ; elle ne l'est plus guère aujourd'hui.

Abolition de la monarchie ; égalité hommes-femmes, libertés individuelles, Bakounine reprend tous les thèmes qu'il avait déjà développés dans les textes « suédois ».

Un point est ici précisé qui a un intérêt capital dans l'élaboration progressive d'une doctrine anarchiste. Si le premier principe d'organisation qui est réaffirmé est que « l'organisation doit procéder de bas en haut, de la commune à l'unité centrale du pays à l'État, par voie de fédération », le second principe est « qu'il y ait entre la commune et l'État au moins un intermédiaire autonome : le département, la région ou la province. Sans quoi, la commune, prise dans l'acception restreinte de ce mot, serait toujours trop faible pour résister à la pression uniformément et despotiquement centralisatrice de l'état ». Bakounine énonce là un principe essentiel du fédéralisme libertaire : l'existence entre la « base » et le « sommet » d'une structure intermédiaire.

L'autonomie des communes va très loin : elles créent leur propre législation, élisent et destituent tous les fonctionnaires et administrent les biens communaux sans contrôle d'une instance supérieure. Cette autonomie a cependant des limites, car pour entrer dans la fédération provinciale, la commune « devra absolument conformer sa charte particulière aux principes fondamentaux de la constitution provinciale et la faire sanctionner par le parlement de cette province ».

La province à son tour n'est « qu'une fédération libre des communes autonomes », qui, sans s'ingérer dans l'administration interne des communes, « devra établir les principes fondamentaux qui devront constituer la charte provinciale et qui devront être obligatifs (*sic*) pour toutes les communes qui voudront participer au parti provincial ».

Les législations communales pourront donc diverger avec celles de la province « sur les points secondaires », mais, concernant les questions de fond, elles devront unifier le droit sur le droit provincial.

« Le parlement provincial établira la charte constitutive et la fédération des communes, leurs droits et leurs devoirs respectifs, ainsi que leurs devoirs et leurs droits vis-à-vis du parlement, du tribunal et du gouvernement provincial. Il votera toutes les lois, dispositions et mesures qui seront commandées soit par les besoins de la province tout entière, soit par des résolutions du parlement national, sans perdre jamais de vue l'autonomie provinciale, ni l'autonomie des communes <sup>175</sup>. »

Le même processus s'applique au niveau national et international. Un parlement national définira les règles de vie commune selon les mêmes modalités, votera les lois, établira les impôts nationaux comme le parlement provincial établit les impôts provinciaux : il « contrôlera enfin tous les actes, adoptera ou réglera les propositions du gouvernement exécutif national ».

---

<sup>175</sup> *Ibid.*

Enfin, pour achever l'organigramme, une fédération internationale sera constituée.

« La prospérité et la liberté des nations, comme les individus, sont absolument solidaires – et par conséquent liberté absolue de commerce, de transaction et de communication entre tous les pays fédérés. Abolition des frontières, des passeports et des douanes. Chaque citoyen d'un pays fédéré doit jouir de tous les droits politiques dans tous les autres pays, appartenant à la même fédération <sup>176</sup>. »

Utopie ? Bakounine ne fait là rien d'autre que définir un fait aujourd'hui établi entre États membres de la Communauté européenne – dans le cadre du régime capitaliste, il est vrai...

Si la guerre n'est pas exclue dans le système imaginé par Bakounine, les États fédérés ne sauraient se combattre. Un tribunal international jugera des litiges entre États fédérés. Si l'un d'entre eux décidait de ne pas se soumettre au jugement, il serait mis au ban de la fédération internationale.

La défense est envisagée sur le modèle de la Suisse. Quant à la diplomatie, Bakounine estime qu'avec le temps les États fédérés renonceront « au luxe ruineux des représentations particulières » et « se contenteront d'une représentation diplomatique fédérale ». C'est là aussi une question qui est débattue au sein de la Communauté européenne.

Cette construction, envisagée tout d'abord comme une fédération internationale révolutionnaire restreinte, « sera toujours ouverte aux peuples qui voudront y entrer plus tard » <sup>177</sup>.

Les développements sur la justice sociale sont les mêmes que ceux que Bakounine avait précédemment exposés, mais avec quelques précisions : l'égalité n'est pas « le nivellement des différences individuelles, ni l'identité intellectuelle, morale et physique des individus » : ces différences constituent « la richesse de l'humanité ». « L'égalité économique et sociale n'implique non plus le nivellement des fortunes individuelles en tant que produits de la capacité, de l'énergie productive et de l'économie de chacun. » L'égalité et la justice réclament une société dans laquelle chaque individu trouve les mêmes chances pour son développement, son éducation, son instruction « et plus tard pour l'exercice des forces différentes que la nature aura mises en chacun pour le travail » ; cette égalité, pense Bakounine, est impossible avec le maintien du droit de succession. Il ne restera que l'inégalité résultant de la différence des capacités, des forces et de l'énergie productive des individus.

Le même argumentaire est repris sur le travail, seul producteur de richesses et fondement de la dignité humaine. Le concept d'égalité de la femme est un peu précisé : elle est « déclarée son égale dans les droits comme dans toutes les fonctions et devoirs politiques et sociaux ».

Le « Catéchisme » développe la question du travail. Bakounine expose les raisons historiques qui expliquent les conditions de vie proches de l'esclavage des masses populaires. Le travail est encore une fois défini comme le seul producteur de richesses et la base fondamentale du droit humain et de l'organisation économique de la société. La principale source d'asservissement du travail, dit Bakounine, se trouve dans « la séparation,

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> Peut-on éviter de penser à la communauté européenne et à la question de l'entrée de la Turquie ?

qui s'est faite et qui existe dans sa force encore aujourd'hui, entre le travail intellectuel et le travail manuel, et qui reproduisant sous une forme nouvelle l'antique inégalité, partage de nouveau le monde social en deux camps : la minorité privilégiée désormais non par la loi, mais par le capital, et la majorité des travailleurs forcés, non plus par le droit inique du privilège légal, mais par la faim »

Chaque fois qu'il a tenté d'améliorer son sort, le travailleur s'est retrouvé dans une situation sans espoir. Le moindre mouvement revendicatif se heurte à la répression, et la moindre amélioration de ses conditions de vie est annulée par la hausse des prix. Cet esclavage durera tant que l'exploitation capitaliste du travail continuera.

On retrouvera cet argumentaire dans les publications des premiers socialistes italiens influencés par Bakounine.

La seconde partie du « Catéchisme révolutionnaire » intitulée « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire – Organisation » est, comme son nom l'indique, plus spécifiquement consacrée à l'aspect organisationnel. Ce document reprend les éléments développés dans les textes « suédois » et énumère les obligations de l'adhérent : accepter les principes du « catéchisme », l'athéisme, l'opposition au principe d'autorité, l'amour de la liberté et de la justice, le socialisme, l'égalité économique et sociale, l'opposition au droit d'héritage, le travail seul producteur de richesses, propriété collective de la terre, égalité des droits pour les femmes, oppositions aux moyens pacifiques, priorité à la question sociale, la révolution sera au moins européenne, sinon mondiale, opposition aux guerres de conquête, organisation des révolutionnaires de tous les pays « formés en association en même temps publique et secrète », discipline d'organisation, opposition au culte de la personnalité.

On a donc, dans une première partie, un exposé programmatique dont la clarté tranche avec le caractère confus des documents antérieurs. Cependant, l'essentiel du texte, qui est assez long, est consacré à des détails organisationnels fastidieux qui relèvent du pur fantasme. Pourtant, cette fois, il ne s'agit plus d'un brouillon confus, répétitif, avec des digressions, des têtes de chapitre qui ne se suivent pas, etc., comme dans le cas des textes « suédois » ; on a affaire à un document cohérent, constitué de 96 articles, avec des chapitres et sous-chapitres. A la réflexion, il s'agit d'un véritable projet constitutionnel. On peut donc le considérer sous cet angle plutôt que de l'écarter d'un revers de manche.

Le projet de Bakounine est de créer d'abord une Constituante qui définira ensuite « l'organisation régulière et définitive ».

### **La Constituante**

Elle sera convoquée par une Junte centrale provisoire : « L'organisation régulière et définitive sera donnée à la société internationale par cette Constituante qui sera convoquée par la Junte Central provisoire, aussitôt que le nombre des Frères se sera élevé à 70. » (Son ambition s'est accrue depuis la Suède, car à l'époque il écrivait : « aussitôt que le nombre des Frères internationaux *se sera élevé à 55* »...)

Cette constituante internationale concentrera « tous les pouvoirs constitutifs législatifs, judiciaire et administratifs de la société ». Elle

définira le programme, l'organisation, le règlement etc. de la famille internationale. Elle instituera « le gouvernement international Central définitif, composé nécessairement d'une Junte internationale et d'un conseil suprême ». La Constituante se dissoudra lorsqu'elle aura pourvu aux moyens financiers de l'organisation.

### **Conseils internationaux**

En attendant l'organisation définitive de la société, seront créés dans chaque pays un Conseil autonome qui jouira, « dans les limites de son pays », de tous les pouvoirs, sauf du pouvoir constituant. Les principes développés dans le pacte fondamental, à commencer par le Catéchisme révolutionnaire, constituent cependant une base « invariable et obligatoire ».

Ensuite se constituent un organigramme descendant : conseil central, régional, provincial etc., avec comités exécutifs. Une extrême discipline est exigée des membres de cette organisation. Chaque niveau de l'appareil est « hiérarchiquement subordonné » à niveau supérieur.

Au niveau de chaque pays, l'organisation est composée « d'un directoire exécutif, comprenant le Président, le secrétaire et le caissier du Conseil, et des simples frères conseillers ». Tous les membres dirigeants de l'organisation au niveau d'un pays, « tant régionaux que provinciaux, seront nommés, suspendus et remplacés, par le Directoire du Conseil Central ». Le président et le secrétaire du Conseil central seront élus par les membres dudit Conseil à la majorité des deux tiers. En cas de faute grave, le président et le secrétaire pourront être suspendus à l'unanimité moins celle des accusés.

« Le Président, le Secrétaire et le Caissier du Conseil Central formeront le Directoire Central. » Celui-ci nommera les trois membres de la Junte nationale. « Le Directoire Central aura la haute inspection sur l'organisation et sur tous les travaux de la famille et conspirations nationales en commençant d'en haut, depuis la Junte Nationale jusqu'au plus petit comité communal dans tout le pays. »

Le même processus vaut pour la constitution de « directoires régionaux et provinciaux ».

Nous n'avons fait qu'effleurer l'organigramme, beaucoup plus complexe et détaillé, imaginé par Bakounine. Celui-ci détaille aussi les comités régionaux, les pouvoirs exécutifs nationaux, les tribunaux révolutionnaires, le mode de scrutin, etc.

En dehors du caractère irréaliste du projet de Bakounine, le paradoxe principal de ce document est bien sûr l'extrême centralisation de l'organisation envisagée, centralisation qui contraste avec le projet de société qu'il préconise, constituée de « bas en haut ». Cette centralisation est précisée dans un brouillon datant de la même époque dans lequel Bakounine explique qu'il y a en fait deux organisations : « l'organisation internationale centrale – représentée et servie par tous les frères internationaux », et « les organisations nationales représentées et servies par les frères nationaux de chaque pays ». Il y a donc deux niveaux d'adhésion : « Les organisations nationales ainsi que les frères nationaux de chaque pays seront constitués de manière à pouvoir et devoir rester toujours sous l'influence directe et quasi

absolue de l'organisation internationale centrale<sup>178</sup>. » Bakounine décrit pratiquement les relations existant entre l'Internationale communiste et les partis communistes nationaux...

L'autre paradoxe est le nombre extrêmement faible d'adhérents nécessaire pour constituer la société secrète, en contraste avec l'ampleur incroyable du projet envisagé.

Enfin, dans ces textes où on constate une manie obsessionnelle de l'organisation, il y a une manie dans la manie, c'est la nécessité d'adopter les principes du « Catéchisme révolutionnaire ».

## **Programme de la révolution démocratique-sociale italienne**

Une brochure anonyme qui parut à Naples en 1866 instaure une « Société des légionnaires de la Révolution sociale italienne ». Il s'agit de la branche italienne de la Fraternité dont « la direction suprême » est « placée entre les mains d'un pouvoir central qui prendra le nom de Comité Central ».

Bakounine s'engage dans la description détaillée d'une organisation extrêmement centralisée et cloisonnée, dans laquelle la direction de chaque instance de l'organisation est nommée par la direction de l'instance immédiatement supérieure. Le cloisonnement est simplement tempéré par le fait que chaque instance de l'organisation nomme un membre pour la représenter dans l'instance supérieure.

Evidemment, des signes de reconnaissance, des codes chiffrés et autres procédés propres aux sociétés secrètes font partie de la panoplie des membres de l'organisation.

L'Italie est divisée en « sections territoriales plus ou moins déterminées en fonction des conditions historiques et géographiques ». Chaque section constitue une « famille » et est dirigée par le comité central qui nomme un état-major. Dans chaque section territoriale se trouvera une « lieutenance » « directement nommée par l'État-Major de la Famille ».

Chaque lieutenance sera divisée en sections territoriales avec une sous-lieutenance « nommée directement par la Lieutenance respectives dont elle dépend ».

L'extrême centralisation de l'organisation est accentuée par l'extrême clandestinité de ses instances : « Le Comité Central restera inconnu de tout l'ensemble de la société » ; « Tous les États-Majors de la société resteront inconnus les uns des autres » ; en outre, les états-majors resteront inconnus de l'ensemble des légionnaires « appartenant tant à sa circonscription qu'à toute autre ». La liaison entre les différentes instances sera assurée par un légionnaire jouissant de la confiance des lieutenances.

« Toutes les Lieutenances de la société resteront inconnues les unes des autres » ; il en est de même des sous-lieutenances.

Enfin, pour couronner le tout, « le mystère le plus profond entourera la personnalité des Légionnaires auxquels il est solennellement interdit d'entrer en contact les uns avec les autres, même s'ils font partie de la même Famille, de la même Lieutenance ou Sous-lieutenance », sauf dans certains cas prévus décidés par la direction : « Les Légionnaires sont autorisés à dévoiler leur appartenance à leurs frères au moyen des signes de reconnaissance chaque fois que cela est prescrit par disposition spéciale du

---

<sup>178</sup> « Organisation de la Société internationale révolutionnaire », Naples, mars 1866, manuscrit inachevé.

Comité central, des États-majors, des Lieutenances ou des Sous-lieutenances. »

Ce document est particulièrement intéressant car l'obsession de la clandestinité est poussée à un tel extrême qu'elle rend parfaitement inopérante l'organisation elle-même. Peut-on encore parler d'organisation lorsque les adhérents ne connaissent pas l'existence des autres adhérents, ne peuvent entrer en relation avec eux, sauf cas exceptionnels, et se trouvent *tout seuls* ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : « Le Légionnaire mettra en œuvre *tout seul* toutes les ressources de son intelligence, de sa moralité et de son activité révolutionnaire dans la sphère qui lui est propre. »

Le « programme de la révolution démocratique-sociale » contient des éléments qui sont sans doute, aux yeux de Bakounine, justifiés par le contexte italien du document : signes symboliques et mots d'ordre, interdiction des duels entre frères de la Société. L'interdiction des duels peut nous sembler aujourd'hui curieuse, mais ce devait apparemment être une pratique courante. Le 15 septembre 1865, Bakounine écrit à Carlo Gambuzzi : « Je suis inquiet sur le compte de l'ami G. Asproni. Son article magnifiquement provocateur contre le directeur de *La Patria* – et l'article passablement tortueux et machiavélique de Mr Lazzaro dans *La Roma* du 13 sept. me fait craindre qu'il n'y eut un duel... »

Le 5 novembre 1865, Bakounine écrit à Ludmilla Assing, à propos de l'amant de cette dernière : « Vous êtes rappelée de moi dans un moment d'inquiétude, le lendemain d'un duel qui a manqué de coûter la vie à Giannelli – 14 blessures ! On voit bien qu'il n'y est pas allé de main morte. Il s'est battu en furieux. Vous avez mille fois raison, chère amie, il aurait beaucoup mieux valu de garder toute cette *furia italiana* pour une occasion plus digne de tant de sang et de tant de valeur. »

L'intérêt des « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire » réside sans doute dans le fait qu'il révèle un aspect de la personnalité de Bakounine, la tendance à l'omnipotence. Cette omnipotence peut être l'une des manifestations d'une névrose d'angoisse, ou encore de paranoïa. Les deux explications peuvent être valides. La situation dans laquelle vivait Bakounine était génératrice d'une extrême angoisse : il n'avait aucun moyen d'existence, attendait constamment de ses frères de l'argent qui lui était dû et qu'il n'obtenait jamais <sup>179</sup>, vivait plus ou moins, à Naples, aux crochets de la princesse Obolenskaïa. En outre, il était très inquiet du sort de son épouse pour qui il avait une réelle affection, comme en témoigne sa correspondance. Par ailleurs, son expérience de la prison l'avait beaucoup marqué. Ses conditions d'incarcération en Russie, pendant huit ans, avaient été terribles.

Au moment même où Bakounine rédigeait ses « Principes et organisation de la société internationale révolutionnaire », il travaillait également, sans doute en collaboration avec ses amis napolitains, sur un « Programme de la révolution démocratique-sociale italienne », qui est paru en brochure.

Les peuples d'Europe, y lit-on, aspirent à une nouvelle organisation de la société, sans succès. Jusqu'à présent les diverses insurrections n'ont réussi qu'à chasser brièvement la tyrannie. Une force occulte semble freiner le cours impétueux des révolutions. La raison en est dans la centralisation étatique : « Avec leurs souverains, leur clergé, leur aristocratie, leurs armées

---

<sup>179</sup> Ce féroce opposant au droit d'héritage attendit en vain toute sa vie sa part d'héritage...

permanentes et leur bourgeoisie bureaucratique, agraire et spéculatrice, ces centres sont unis en une véritable ligue de fait fondée sur des intérêts et des privilèges communs. » Une véritable ligue des pouvoirs en place s'est constituée dont l'objectif est « l'équilibre européen », autrement dit le *statu quo*. Les luttes des divers peuples européens contre ce *statu quo* se sont fondées sur le principe de nationalité et ont voulu « conserver le vice du système » :

« Ils ont voulu les grands *centres nationaux* avec leur souverain, leur clergé, leur armée, leur *noblesse* et leur bureaucratie, sans comprendre qu'en tendant la main à leurs ennemis naturels, ils se battaient pour une question de forme et de mots, sans comprendre que le *véritable peuple* restait étranger et indifférent, sans que cela profite en rien à sa vie et à sa liberté. Cette même organisation centralisatrice a alors détruit, dès leur éclosion, les soi-disant révolutions qui sont mortes sans honneur entre les mains des monarchies et ont servi involontairement et inconsciemment à des manœuvres diplomatiques. »

Bakounine entend montrer que la remise en cause de l'ordre politique européen ne peut être faite par un seul peuple. De plus, il faut s'insurger au nom d'un principe qui soit commun à tous, c'est-à-dire qui intéresse également le « véritable peuple » qui jusqu'à présent n'a été qu'une masse de manœuvre entre les mains de castes qui le manipulent. Il faut donc « opposer la ligue des peuples à celle des rois et des castes ». Il faut créer une « ligue des peuples » avec un principe commun à tous. Ce principe commun ne peut être mis en œuvre que par la révolution démocratique et sociale, avec pour devise Egalité et Liberté. Bakounine énonce donc un programme en douze points qui reprend les éléments programmatiques qu'il a eu maintes fois l'occasion de développer, notamment dans son « Catéchisme », et en particulier « l'émancipation de travail par rapport au capital ».

Une fois de plus, malgré l'opposition de Bakounine aux structures centralisées, la constitution de la société secrète n'est pas fondée sur le principe « du bas vers le haut » mais du « haut vers le bas ».

La « Branche italienne » n'a sans doute pas donné les résultats qu'en attendait Bakounine, mais des branches de la société secrètes furent créées en infiltrant des loges maçonniques en Sicile. Friscia, qui était devenu un proche de Bakounine au début de 1866, était en quelque sorte le maître d'œuvre de ce travail d'infiltration. Un comité central existait à Naples dirigé par Fanelli, Gambuzzi, Tucci et Miletta, tous très proches de Bakounine.

En fin de compte la tentative de radicaliser les démocrates en utilisant la franc-maçonnerie échoua, et c'est ce qui motiva la lettre que Bakounine écrivit à Herzen le 23 mars 1866, dans laquelle il affirme, avec mauvaise foi, ne s'être jamais intéressé à la franc-maçonnerie :

« Cessez de croire qu'à un moment quelconque, je me sois intéressé sérieusement à la Franc-Maçonnerie. Cela peut être utile, disons comme un masque ou comme un passeport, mais chercher de l'action dans la

Franc-Maçonnerie c'est la même chose, pire peut-être, que de chercher du réconfort dans le vin. »

C'est un pieux mensonge car pendant quelque temps cette vénérable institution lui sera encore utile pour développer ses vues dans le Sud de l'Italie. Le résultat, cependant, ne sera pas à la hauteur de ses espoirs.

Son projet d'utiliser la franc-maçonnerie comme tremplin se heurta aux républicains patriotes, trop influencés par Mazzini pour être sensibles aux sirènes de la révolution mondiale. Bakounine comprit cela, et rapidement c'est Mazzini qui deviendra l'adversaire principal. D'une certaine façon, Bakounine accomplira la mission que lui avait confiée Marx : entamer les hostilités contre Mazzini ; mais alors que les motivations de Marx étaient de se débarrasser d'hommes qui le gênaient au Conseil général de Londres, celles de Bakounine se trouvaient sur le terrain de la lutte en Italie même.

Pour avoir une idée réelle de la situation dans le Sud de l'Italie, il faut garder à l'esprit que l'unification de l'Italie n'était pas encore achevée – la région de Rome restait encore sous le contrôle de la papauté – et que les militants de l'entourage de Bakounine ne pouvaient éviter une certaine forme de patriotisme. Par ailleurs, l'influence de Mazzini restait encore énorme. Les thèses révolutionnaires de Bakounine attiraient des hommes sans les empêcher de mettre en œuvre des modalités d'action qui n'étaient pas forcément compatibles. En quelque sorte, on *expérimentait* différentes sortes d'activités. Saverio Friscia, un proche de Bakounine, qu'il avait rencontré à Naples vers l'automne 1865, était un dirigeant de l'Association électorale italienne dont le programme demandait « l'indépendance, l'unité et la liberté » pour l'Italie. A partir du début de 1866, Friscia entreprit pourtant activement de diffuser les idées de Bakounine en Sicile, sans abandonner ses activités électorales et patriotiques.

Selon Bakounine, la Sicile présentait nombre de caractéristiques susceptibles d'en faire un centre révolutionnaire : la population y était si pauvre et opprimée qu'elle n'avait rien à perdre. De plus, l'unification avait empiré les conditions de vie de la population : à Palerme en 1861, 40 % de la population n'avait pas de travail. Les clivages politiques en Sicile étaient flous et des hommes comme Friscia étaient souvent élus pour représenter cette population.

La loge maçonnique Vita Nuova de Naples avait des relations dans plusieurs villes siciliennes, dont Sciacca et Girgenti. Friscia avait également des relations avec la loge Washington de Palerme. Ces loges constituaient des foyers d'agitation républicaine. Friscia utilisa ces loges pour propager les idées de Bakounine en influençant des républicains dissidents. Il créa ainsi des sections de la Société des légionnaires de la révolution sociale italienne qui étaient en quelque sorte des sociétés secrètes à l'intérieur de la franc-maçonnerie. Ces groupes étaient en contact avec Naples, qui était le centre de cette propagande, mais ils s'engageaient dans des activités qui étaient manifestement contraires aux principes bakouniniens. Bakounine et Friscia étaient parfaitement conscients de ces contradictions mais ne souhaitaient pas perdre le contact avec eux et pensaient que la conscience sociale finirait pas prévaloir sur les sentiments patriotiques.



Le 19 juillet, Bakounine écrivit à Herzen et Ogarev pour leur dire que la plus grande partie des organisations mazziniennes du Sud s'étaient ralliées à ses positions.

« Dans le sud de l'Italie, une grande partie des organisations mazziniennes, la Falangia Sacra, est passée entre nos mains. Je joins ici même un programme succinct de notre organisation nationale italienne. (...) Le peuple entier, surtout en Italie méridionale, afflue en masse vers nous ; et notre pauvreté n'est pas dans le matériau, mais dans le nombre d'hommes instruits, sincères et capables de façonner ce matériau. Travail considérable, difficultés innombrables, manque effroyable de moyens financiers, et malgré une forte diversion militaire, nous ne sommes nullement abattus ; nous ne perdons pas patience (il en faut beaucoup) et quoique lentement mais sûrement, nous allons chaque jour de l'avant. C'en est assez pour vous expliquer ce qui m'a occupé ces trois dernières années. »

IL est sans doute exagéré de dire que « le peuple afflue en masse », mais l'affirmation n'est pas totalement dénuée de fondement. Il est exact que les positions de Bakounine progressent en Sicile. Bakounine et ses amis commençaient à capitaliser les résultats de leurs analyses critiques de la politique de Mazzini, qui perdait son autorité auprès des démocrates du Sud. Dans cette lettre, Bakounine se plaint de l'absence de cadres révolutionnaires, d'hommes instruits et intelligents capables de donner forme à cette « matière première ». Les prédictions du révolutionnaire russe se sont révélées justes, en somme, puisque l'aggravation des conditions de vie des Siciliens conduira à un soulèvement à Palerme en septembre 1866.

La volonté de conciliation envers les tendances patriotiques des membres de la Fraternité sicilienne trouvera ainsi sa limite pendant l'été de 1866 avec la déclaration de guerre entre l'Autriche et l'Italie. Ses disciples, tiraillés entre leurs sentiments patriotiques et l'internationalisme socialiste, choisirent leur patrie. Dans un document du 18 juillet 1866 signé « F », un « état major général » de la fraternité dissout les sections de l'organisation sur l'île.

A Naples même, trois défections affectèrent le groupe de Bakounine : Raffaele Miletti, Gambuzzi et Fanelli, membres du comité central, partirent rejoindre Garibaldi au Tyrol. Il semble que leurs motivations n'aient pas particulièrement patriotiques mais qu'ils avaient l'un et l'autre des raisons personnelles de partir : Fanelli devait laver son honneur d'une accusation non fondée de lâcheté lors d'une affaire datant de 1857 ; Gambuzzi était membre d'une association des comités pour la libération de Rome et de la Vénétie et estimait qu'il n'était pas cohérent pour lui de ne pas partir.

Les trois hommes reçurent de Bakounine une lettre non datée et non signée mais qui doit avoir été écrite dans la deuxième quinzaine d'août. C'est une véritable admonestation.

On a vu que l'évacuation de la Vénétie par l'Autriche n'était pas due à une victoire militaire des patriotes italiens mais d'un marchandage diplomatique entre la France, la Prusse et l'Autriche. De plus en plus d'Italiens prenaient conscience que Mazzini et Garibaldi n'y avaient été pour rien, ce qui accrut leurs désillusions sur les deux hommes. En essayant d'annexer le Tyrol les Italiens étaient allés plus loin que ce que ces

marchandages avaient défini et ils avaient été battus. A ce sujet, Bakounine écrit dans cette lettre :

« Le départ de l'Autriche de Vénétie ôte au gouvernement toute faculté de maintenir une immense armée et de tyranniser et d'opprimer les peuples, et les faux démocrates, à savoir les Mazziniens et les Garibaldiens, ne pourront plus prendre pour excuse la présence de l'étranger en Italie pour ajourner les questions sociales, les questions internes et celles relatives à la liberté. Les défaites de Custozza et de Lissa, l'arlequinade de Cialdini ont détruit pour toujours en Italie le militarisme qui tôt ou tard aurait fini, comme ailleurs, par détruire la liberté. »

Nos amis, conclut la lettre, « jugent que votre présence là-bas est dorénavant non seulement parfaitement inutile, mais pourrait vous entraîner malgré vous dans une voie que vous ne pourrez suivre sans peut-être vous mettre en contradiction avec nos principes ». Gambuzzi semble avoir obtempéré mais Fanelli, Mileti, Dramis signèrent une lettre que le premier porta à Mazzini pour le convaincre de fusionner le mouvement d'unification nationale avec les aspirations sociales du peuple. Désormais, il ne restait plus que Rome qui ne fût pas unie au reste du pays. Fanelli déclara au *Maestro* que les jeunes ne se sentaient plus concernés par la question religieuse et qu'il devrait consacrer son temps à la solution du problème social. Mazzini répondit de manière insultante ; dès lors Fanelli se sentit dégagé de toute obligation envers Mazzini. Ainsi se trouvèrent confirmées les analyses de Bakounine.

Ce dernier vit son prestige encore accru à la suite des analyses qu'il avait faites sur Garibaldi. Le champion de la république italienne s'était avancé en territoire autrichien avec ses volontaires, ce qui n'arrangeait pas le roi, qui avait d'autres projets. Aussi Garibaldi reçut-il de Victor-Emmanuel un télégramme lui enjoignant de se retirer des territoires autrichiens, à quoi le général répondit par « Obbedisco » (j'obéis). Les patriotes italiens voulurent voir dans cette laconique réponse un signe de réprobation de la part de Garibaldi ; mais nombre de républicains qui avaient commencé à remettre en cause la compétence politique du général y virent un autre exemple de sa volonté de compromis envers le roi. En tout cas cela fournit des arguments à la campagne de discrédit contre le Partito d'Azione. Les idées de la toute nouvelle Association internationale des travailleurs commençaient à pénétrer l'Italie. Mazzini craignant par-dessus tout leur diffusion dans le pays et la contamination des républicains et des ouvriers ; il créa une « Alliance républicaine universelle » pour combattre l'expansion de l'Internationale. Un véritable combat pour l'hégémonie idéologique allait s'engager.

Bakounine allait pouvoir attaquer Mazzini frontalement.

### « La situation en Italie »

L'offensive bakouninienne contre Mazzini commença en septembre 1865 avec la publication par *Il Popolo d'Italia* d'une série d'articles intitulés « la Situation en Italie » et signés « un Français ». Ce n'était pas la première fois que Bakounine assumait l'identité d'un Français pour signer un texte, puisque *la Réaction en Allemagne*, écrit en 1842, était signé Jules Elysard. On trouve, le jargon hégélien en moins, certaines similitudes entre le texte

de 1842 et celui de 1865 <sup>180</sup>. Mais des rapprochements peuvent également être faits avec un texte que Bakounine écrivit au même moment mais qui ne fut pas publié, dont on ne connaît que des brouillons, les « Fragments sur la franc-maçonnerie ».

Les articles de Bakounine furent publiés avec les réserves de la rédaction, au nom de la liberté de penser et de la liberté de la presse. En effet, des divergences de vues étaient apparues chez les membres de la rédaction entre mazziniens orthodoxes et mazziniens de gauche sur la question de l'athéisme, qui fait l'objet du premier des cinq articles.

### 1. – L'athéisme

Le premier des cinq articles, qui se présentent comme une lettre à l'éditeur, traite de l'athéisme et du travail dans la société. Ces deux points avaient déjà été abordés peu auparavant dans les articles que Bakounine avait écrits en rentrant de Suède et dans ses « Fragments sur la franc-maçonnerie ».

Bakounine nie le droit des États à s'appuyer sur la religion et la morale pour « restreindre la pensée humaine ». La liberté est l'unique fondement de la morale, elle est l'essence même de l'humanité. « Quelle est d'ailleurs l'autorité politique et sociale, humaine ou divine, qui aurait le droit de s'interposer entre la vérité et la pensée qui la cherche ? »

Dans un document très court imprimé anonymement en 1866 intitulé « Branche italienne », Bakounine précise :

« La conscience humaine porte en elle les conditions de sa propre moralité. C'est pourquoi le progrès de la raison publique doit avoir pour conséquence de faire sortir de cette faculté supérieure de l'âme la véritable notion du droit et de la justice et de la sanctionner en temps voulu, indépendamment de tout argument d'ordre surnaturel. »

Petite réminiscence de Feuerbach, Bakounine affirme que l'idée même de Dieu n'est constituée que par les idéaux fondamentaux de l'humanité, la vérité, l'amour, la beauté, la justice et la liberté. Les athées croient en ces idéaux, tandis que les croyants « en doutent tellement qu'ils les ont relégués très loin des hommes, en dehors de l'espace et du temps, dans un ciel fictif, tellement fictif qu'ils s'en préoccupent, en fait, beaucoup moins que des fluctuations du contenu de leur bourse ».

Les gouvernements protègent les théologiens et les moralistes non pour leur foi mais pour leur indifférence aux grandes questions de l'humanité, ce qui les transforme en serviteurs de tous les pouvoirs. Les athées, eux « sont persécutés par ces mêmes gouvernements non à cause de leur athéisme, mais à cause de leur foi ».

Croire en l'humanité est un crime ; ce crime, « destructeur du présent est en même temps édificateur d'avenir » – là, on sent une réminiscence de *la Réaction en Allemagne* quand Bakounine déclarait que la passion de détruire est une passion constructive. Pour moraliser la société humaine, dit Bakounine, « il faut émanciper la pensée du joug de l'autorité et notre volonté de la tutelle de l'État ».

---

<sup>180</sup> Les articles furent traduits par Ludmilla Assing et Andrea Giannelli. Assing était une poétesse, nièce de l'homme de lettres Varnhagen von Ense. Ses libelles contre la cour lui avaient valu deux emprisonnements ; pour échapper à la vindicte du gouvernement prussien, elle s'expatria en Italie. Elle eut un fils avec Giannelli, qui était un des proches lieutenants de Mazzini en Toscane.

L'État « ne crée pas l'ordre, mais au contraire le désordre, l'anarchie permanente figée, l'injustice absolue et l'épuisement méthodique de millions d'hommes soumis et maintenus dans les ténèbres par la force, au profit d'un petit nombre corrompu par le privilège ».

La liberté ne doit pas être la fin, mais le fondement et le créateur de l'ordre politique et social, industriel et moral. Reprenant le fil des réflexions qu'il avait développées dans ses programmes pour une société secrète et dans les « fragments maçonniques », Bakounine affirme que « toute véritable organisation de la société humaine qui considère le respect scrupuleux des libertés individuelles et locales comme la condition *sine qua non* de la liberté universelle, doit procéder non du haut vers le bas ni du centre vers la circonférence, mais du bas vers le haut et de la circonférence vers le centre ».

Les athées croient que le travail n'est pas une malédiction mais « l'unique signe de dignité et de noblesse pour l'homme qui, devenant lui-même créateur grâce à son travail libre et solidaire, collectif et individuel, transforme à son tour le monde et le fait à son image » : « seul le travail est producteur de richesses. » Allusion cette fois à Proudhon, dans le travail « l'association centuple la force de chacun ».

Bakounine reprend également la définition de la liberté conçue non comme une limitation (ma liberté commence où s'arrête celle des autres) mais comme une extension : « La liberté de chacun suppose nécessairement la liberté de tous et la liberté de tous ne devient possible que par la liberté de chacun. »

Les quatre articles suivants changent de registre car ils sont consacrés, après quelques remarques générales, à la crise de la démocratie italienne.

## 2. – Les « honnêtes gens » au pouvoir

Dans le second article, Bakounine s'efforce de décrire « la carrière fatale qui est celle des honnêtes gens à partir du moment où ils parviennent au pouvoir ».

Bakounine ne cite jamais Mazzini ni les mazziniens, mais c'est bien à eux qu'il s'en prend sous le terme d'« honnêtes gens » qui « ont tout perdu, tout trahi ; la foi de leur jeunesse, leurs serments, la liberté, la patrie... mais en échange ils ont sauvé, en même temps que leur vie et leur bourse, la mesure de leur propre importance ».

Bakounine a dû s'en donner à cœur joie en écrivant ces articles car les « honnêtes gens » qu'il attaque sont les mêmes que les « gens du milieu » qu'il vilipende dans *la Réaction en Allemagne*. On retrouve les mêmes accents :

« Demandez-leur si telle chose est blanche ou noire. Ils répondront toujours qu'elle est grise. Le gris est la couleur de toutes leurs pensées, de toutes leurs actions. Ce n'est ni l'innocence, ni le crime ; ce n'est pas la vérité, mais ce n'est pas non plus absolument le mensonge ; c'est un point moyen, incolore, quelque chose d'incertain, d'hypocrite, situé entre les deux. Ils appellent cela la sagesse. Nous l'appellerons plus exactement impuissance et couardise. »

Ils ne peuvent avoir une opinion claire et honnête sur une question simple, ils ne peuvent suivre franchement un parti.

Comme les hommes du milieu de *la Réaction* sont plus méprisables que les francs réactionnaires, les « honnêtes gens » d'aujourd'hui sont « souvent plus dangereux que les plus grands scélérats », car « De tous temps les vertus négatives et passives et l'impuissance ambitieuse des *honnêtes gens* ont été la passerelle conduisant les francs scélérats au pouvoir. » C'est que, si dans les pays despotiques les scélérats peuvent agir à visage découvert, dans les pays qui se targuent d'être libres, « et où tromper les peuples pour les opprimer est un métier, les scélérats se servent des *honnêtes gens* pour ne pas mettre en danger leur propre cause et pour parvenir plus sûrement à leurs fins ».

Les « honnêtes gens » sont tellement flattés des hommages qu'on leur rend qu'ils sont même prêts « à jurer que les scélérats ne le sont pas autant qu'on le croit », puisqu'ils nous ont appelés au pouvoir. Parvenus au pouvoir, les « honnêtes gens » croient pouvoir contrôler les scélérats ; « ils ne sont en réalité que des fantoches. Trop faibles et trop occupés d'eux-mêmes pour aller au fond des situations et des choses, ils se contentent de discours et ne voient jamais qu'au nom des intérêts les plus libéraux on leur fait endosser les actes les plus réactionnaires. »

Maintenant, disent les « honnêtes gens », nous sommes au pouvoir ; les amis d'hier sont devenus des sujets, il faut qu'ils désarment, qu'ils détruisent les forces qui ont fait accéder les « honnêtes gens » au pouvoir.

« Et si on les laisse faire, de circonspection en circonspection, de compromis en compromis, ils finissent infailliblement par tuer la révolution et par rétablir la toute-puissance du despotisme déchu. Puis, lorsque la trahison est définitivement consommée et qu'ils sont devenus inutiles, s'il reste encore en eux une parcelle d'honnêteté on les chasse, ou si, s'accrochant au pouvoir ils y restent, ils s'y révèlent à leur tour ouvertement des scélérats professionnels. »

### **3. – Tactique des « honnêtes gens »**

Les « honnêtes gens » qui ne sont pas parvenus au pouvoir tentent de se faire accepter par la démocratie sur la foi de leur réputation, privée ou politique. Il font assaut de déclarations démocratiques mais leur sagesse les porte à reporter à des temps plus propices la réalisation d'un idéal aujourd'hui impossible ; « et en échange de leur sympathie platonique, qu'ils vous accordent à pleines mains, ils vous demandent en réalité de leur sacrifier, au nom de l'opportunité, tout ce qui constitue l'essence, la foi, la force même de votre parti. Et cela pour faire triompher un système totalement opposé à ce que vous êtes et à tous les besoins de la démocratie. »

Les chefs du parti démocrate auraient pourtant dû être prévenus contre « ces alliances fondées sur un mensonge réciproque qui se sont toujours révélées funestes à la cause de la liberté ». Ils oublient un fait essentiel :

« La force du parti démocrate tient toujours et bien davantage à la pureté de ses principes, à la fermeté de son organisation et à la foi énergique, intelligente et sincère plutôt qu'au nombre affiché de ses membres, les chefs de la démocratie croient faire un acte de grande politique en sacrifiant la puissance de l'idée à l'apparence du nombre. »

Les chefs du parti démocrate ne se rendent pas compte qu'en s'alliant aux « honnêtes gens », ils se donnent en réalité des maîtres, car les « honnêtes gens », en eux-mêmes sans importance intrinsèque, sont soutenus et poussés en avant par « la terrible et compacte phalange des scélérats, toujours prête au combat, toujours fidèle à ses principes ».

« Ces alliances immorales ont toujours eu inéluctablement pour effet la corruption et la désorganisation du parti militant de la démocratie. Celle-ci, dont l'objectif est l'émancipation politique et sociale totale des masses laborieuses... »

On trouve ici en quelque sorte le brouillon d'une argumentation que Bakounine développera en 1872 lorsqu'il critiquera la stratégie d'alliances politiques de Marx et la participation du prolétariat au jeu de la démocratie représentative. Dans une lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles (1-8 octobre 1872), Bakounine écrit ainsi que l'absurdité du système marxien consiste à penser qu'en rétrécissant le programme socialiste pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, « il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale ». C'est une erreur, dit Bakounine, car l'histoire montre qu'une alliance conclue entre deux partis différents « tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde », elle affaiblit le parti le plus avancé en « faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité <sup>181</sup>. »

#### **4. – Le peuple**

On trouve, parmi les jeunes de l'aristocratie et de la bourgeoisie, quelques hommes capables de sacrifices et de se battre pour les libertés politiques.

Les politiciens modernes se disent démocrates et croient l'être ; ils parlent au nom du peuple et « profitent de la puissance de celui-ci » pour faire triompher leur ambition personnelle et les intérêts de leur propre classe.

Très rares sont ceux qui comprennent « les conditions sérieuses d'une véritable émancipation du peuple » et qui éprouvent le besoin d'une transformation radicale, « non seulement politique, mais aussi économique et sociale, *sans laquelle la liberté restera toujours un vain mot pour le peuple* ».

Cette avant-garde est très peu nombreuse en Europe et, par elle-même, elle est faible. Cependant, sa contribution est précieuse : « Leur nombre ne correspond pas non plus au potentiel qu'ils représentent pour l'avenir. » Il a suffi, rappelle Bakounine, de douze apôtres pour conquérir le monde. Ce qui a fait la force de cette minorité, c'est « leur foi en la toute-puissance de leur principe et parce qu'en refusant le mensonge et la ruse, ils ont déclaré une guerre ouverte, sans compromis ni concessions, à toutes les religions opposées à la leur ou simplement différentes. »

De son côté, le peuple possède le nombre, mais il ignore sa puissance, « car il n'en a pas l'idée ». Il ploie sous le poids d'un travail qui profite à autrui, gagnant à peine de quoi se nourrir, sans éducation, sachant à peine lire.

---

<sup>181</sup> *Œuvres*, III, p. 166, note.

Il y a donc une petite minorité d'hommes dévoués, fortement épris d'une cause à laquelle ils se dévouent, et une masse ignorante, inculte, mais ayant un instinct infaillible.

Il faut donc unir la puissance du peuple et la capacité de réflexion de la minorité de démocrates : ces derniers – quelques milliers tout au plus – représentent une « force vive » capable de préparer le triomphe de la cause populaire : la force de ces hommes est « leur intelligence toujours audacieusement orientée vers la vérité » : « Bien dirigée et ordonnée, cette force peut devenir immense. »

« En substance, l'idée démocrate n'est autre que la prise de conscience, ou l'expression, formulée, concentrée, coordonnée et comprise de cet immense phénomène : l'existence et l'instinct populaires. Quand le peuple se sent tel et agit en tant que tel, il est tout-puissant ; rien ne pourrait résister à sa volonté. Sa faiblesse réside dans sa dispersion et son ignorance. »

La mission de « l'église militante de la démocratie », une église sans mysticisme qui remplace le culte de l'autorité par celui de la liberté et de la raison, est « d'apporter au peuple l'idée et de la lui faire connaître » malgré tous les obstacles liés aux efforts des Églises officielles et de l'État pour maintenir le peuple dans sa condition inférieure.

Sans le peuple, la « démocratie éclairée » ne peut rien faire ; sans la démocratie éclairée, le peuple « sera privé de cette lumière qui peut lui montrer le chemin et les moyens du salut ».

« Séparés l'un de l'autre, le peuple et la démocratie éclairée seront tous deux impuissants, unis ils seront invincibles. »

On retrouve là encore une idée qui sera développée plus tard par le Bakounine libertaire, celui des intellectuels qui se rallient au combat de la classe ouvrière.

Ce quatrième article se termine de manière curieuse : alors que Bakounine ne cesse de dire que le peuple est trompé et que la démocratie éclairée doit unir « la sincérité individuelle et pratique à la vérité théorique », que le peuple est méfiant car il a été souvent trompé, qu'il ne faut pas « l'endormir avec les fables du constitutionnalisme », qu'il faut « lui dire toute la vérité, largement et simplement, et rien que la vérité », qu'il faut « refuser toutes les concessions lâches et tous les compromis malhonnêtes », Bakounine conclut son article en affirmant que « ces conditions n'excluent point de façon absolue la possibilité d'une alliance, voire d'une coalition temporaire, avec un parti quel qu'il soit, même si c'est encore celui des “honnêtes gens”. »

A l'évidence, Bakounine entend laisser la porte ouverte aux mazziniens, à certains d'entre eux en tout cas.

## **5. – L'opportunisme des « honnêtes gens »**

Ce qui ne l'empêche pas de commencer son cinquième et dernier article par cette phrase : « Il me faut en finir une fois pour toutes avec les “honnêtes gens”. »

Dans ce cinquième et dernier article, Bakounine dénonce l'opportunisme de ceux qu'il ne désigne jamais expressément comme le mazziniens.

Lorsqu'un parti s'engage dans l'action et se résout à un grand acte de révolution, « les "honnêtes" gens s'opposeront toujours à cette action avec toute l'influence dont ils disposent », car ils sont eux-mêmes incapables d'agir : « Si on les écoutait, ils se prépareraient lentement, éternellement, à l'action, mais sans jamais rien entreprendre. »

Si le parti d'action essuie une défaite, les « honnêtes gens » s'associeront avec leurs persécuteurs et répandront sur son compte les plus infâmes calomnies. Si au contraire l'action réussit, ils tenteront de récupérer une action qu'ils ont tenté d'empêcher et se poseront en médiateurs « entre le pouvoir établi et le parti soulevé et ils déploieront toutes leurs forces démoralisantes, corruptrices et hypocrites pour décourager et diviser ce parti, pour tuer sa foi en lui-même, pour le faire douter de ses forces et de son entreprise, pour lui faire chercher des appuis et des alliances impossibles parmi les rangs de ses ennemis ».

Si le parti de la révolution triomphe, ces « convertis de la dernière heure » courront vers lui. Si le parti triomphant leur accorde le moindre poste dans la nouvelle organisation conquise, gare à lui ! Aujourd'hui humbles et suppliants, les « honnêtes gens » deviendront demain insolents et chaque jour plus importants : « Ils finiront par chasser jusqu'au dernier patriote, toujours au nom de cette sagesse et de cette honnêteté proverbiales, toujours pour le plus grand bien du pays. Ils s'attribueront l'œuvre du parti et à demi scélérats eux-mêmes et de plus incapables de conserver une quelconque position, ils remettront cette oeuvre entre les mains des scélérats consommés. »

Ainsi se sont comportés les « honnêtes gens » de l'Italie de 1848 et de 1849, et ceux d'aujourd'hui, « après l'expédition de Sicile et après la catastrophe d'Aspromonte ». Ce sont les « honnêtes gens » d'aujourd'hui qui vendent l'Italie à Napoléon III et au pape au nom de la liberté et qui renoncent à Venise et à Rome au nom du patriotisme.

On peut retenir de ces articles que la véritable force de la démocratie est le peuple mais que dans le contexte italien de l'époque, celui-ci n'a pas conscience de sa force. Par ailleurs, une minorité consciente possède le savoir mais, en elle-même, elle n'est rien sans l'appui du peuple. Il faut donc que ces deux forces, qui ne peuvent agir chacune séparément, se rejoignent. Il faut au peuple une direction éclairée qui lui fasse prendre conscience de sa puissance et qui l'organise. Cette direction est issue des classes qui ont accès à la culture. D'exceptionnelles qualités morales sont exigées de cette avant-garde avant la lettre : désintéressement, courage, honnêteté etc.

En affirmant que l'unique force des hommes qui constituent cette démocratie éclairée est l'intelligence, Bakounine souligne un point sur lequel il reviendra plus tard : la critique de l'intelligence et de la science comme arguments de domination politique. Bakounine s'en prendra féroce aux partisans du « règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes »<sup>182</sup>.

A aucun moment Bakounine ne cite nommément Mazzini et Garibaldi, bien qu'il désigne quelques seconds couteaux, comme Crispi et Mordini (4<sup>e</sup> article). C'est que le prestige des deux héros du *Risorgimento* était encore très grand. Il faut garder à l'esprit que les militants qui se

---

<sup>182</sup> *Œuvres*, III, 204.



rapprochaient de lui à ce moment-là à Naples venaient tous du mazzinisme et que Bakounine ne voulait pas brusquer les choses.

Le document est significatif en ce qu'il souligne que les intérêts des ouvriers et des paysans s'opposent à ceux du reste de la société. La question de la lutte des classes est ainsi ouvertement abordée. « La Situation en Italie » peut être considéré comme la première brèche ouverte dans le républicanisme consensuel italien inspiré de Mazzini.

Un symptôme qui ne trompe pas sur l'importance du texte est que la paternité de Bakounine fut remise en cause par certains historiens italiens<sup>183</sup>, soucieux d'affirmer ses origines purement italiennes. Selon Romano, l'auteur de « La situation... » ne pouvait être qu'un mazzinien convaincu, quoique critique. Romano attribue le document à Alberto Tucci, qui pourtant précisa à Max Nettlau en 1899 qu'il l'écrivit sous la supervision de Bakounine, qui revit et approuva le texte<sup>184</sup>. Or Tucci était un des proches de Bakounine et le resta toute sa vie. Il participa à la fondation de l'Alliance pour la démocratie socialiste qui devint une section de l'Internationale. En outre, il faut n'avoir jamais lu un texte de Bakounine pour ne pas reconnaître sa « patte » dans le texte des articles.

Il est impossible de confondre « La situation... » avec l'écrit d'un mazzinien même critique. Les idées qui y sont développées ne ressortissent pas du Risorgimento : il s'agit d'une critique du patriotisme bourgeois. Si Bakounine rend hommage aux qualités morales et à la contribution passée de Mazzini, c'est parce qu'il se souvient que l'Italien l'avait défendu contre les calomnies de l'entourage de Marx. Bakounine ne s'en prend pas à l'homme mais aux aspects mystiques et antisociaux de sa pensée. L'athéisme, le fédéralisme et le socialisme, développés dans ces articles, sont des thèmes trop bakouniniens pour tromper.

## Libertà e Giustizia

Ni Mazzini ni Garibaldi ne répondirent au pamphlet, ni aucun de leurs disciples respectifs. La police en revanche déploya de grands efforts pour en découvrir l'auteur.

Les conséquences de la guerre avec l'Autriche, le soulèvement de Palerme et l'accueil donné à « La Situation... » incitèrent Bakounine et ses amis à fonder au début de 1867 une organisation appelée « Libertà e Giustizia ». Bien que tous ne fussent pas totalement convaincus, ses idées sur le socialisme, le fédéralisme et l'opposition à l'Église les attiraient.

Des élections devant avoir lieu en mars après la dissolution de la chambre des députés, Saverio Friscia convoqua une réunion le 24 février qui décida de rédiger un manifeste électoral de façon à combattre la situation effrayante du pays dans les domaines économique, financier, industriel, agricole, commercial, politique et religieux. Le manifeste fut publié quelques jours plus tard dans *Il Popolo d'Italia*. Les signataires étaient des républicains qui s'étaient rapprochés de Bakounine après la guerre avec l'Autriche : tout le Gotha de la gauche napolitaine y figurait. Le manifeste exigeait le suffrage universel<sup>185</sup>, la révocabilité des mandats des députés, la liberté de l'éducation (alors entre les mains des curés), l'abolition de la

---

<sup>183</sup> Notamment Aldo Romano, *Storia del movimento socialista italiano*.

<sup>184</sup> La mauvaise foi de Romano apparaît dans le fait qu'il ne connaissait rien de Tucci, ni le lieu de sa naissance, ni celui de sa mort, ni aucun texte que Tucci aurait pu écrire.

<sup>185</sup> Rappelons que seuls pouvaient alors voter les 500 000 électeurs qui pouvaient payer 40 lire d'impôt direct par an.

bureaucratie d'État et le renvoi de tous les députés qui avaient apporté le déshonneur au pays. En avril le groupe décida de publier un journal qui aurait le même nom, dont le premier numéro sortit le 17 août 1867.

L'influence de Bakounine dans cette initiative fut encore remise en cause. La présence d'un Russe dans la fondation du premier journal italien authentiquement socialiste était sans doute insupportable à certains historiens patriotes. Les rapports de police, en qui on peut avoir confiance en la matière, confirment les craintes de ces braves patriotes. Cinq articles de Bakounine publiés par la revue, et quelque autres, anonymes, dans lesquels on reconnaît manifestement sa patte, achèveront de convaincre les plus sceptiques.

Le premier numéro du journal reprend le programme du 27 février en le clarifiant. Aux points déjà abordés, il développe d'autres points :

- les fonctionnaires doivent rendre compte de leur action ;
  - liberté de la presse, d'association et de réunion ;
  - liberté religieuse ;
  - abolition de l'armée permanente et son remplacement par des milices populaires ;
  - abolition de la gendarmerie, de la police d'État et de la bureaucratie d'État ;
  - élection d'un Sénat sous les auspices de conseils provinciaux ;
  - indépendance du judiciaire et sa séparation de l'exécutif ;
  - abolition des banques privilégiées et mise en place de formes de crédits facilités ;
  - instruction primaire gratuite et obligatoire pour les deux sexes ;
- administration provinciale de l'instruction secondaire et universitaire sans intervention de l'État.

*Libertà e Giustizia* annonce que le journal ne se contentera pas de soutenir le principe de l'émancipation du peuple, mais qu'il agira pour réaliser cet objectif. Dans l'éditorial, De Luca reprend un argumentaire qu'on retrouve pratiquement mot pour mot dans les textes que Bakounine avait écrits à cette époque : le peuple est la vraie force, il a été exploité et gouverné par une minorité de privilégiés ; l'histoire a montré que toutes les révolutions ont dégénéré ; l'Église est à la tête de la réaction européenne et maintient le peuple dans l'ignorance.

Enfin, le journal prévient les ouvriers de ne rien attendre que d'eux-mêmes, annonce sa volonté de rendre compte de la situation du mouvement ouvrier européen. Il informe ses lecteurs de la fondation de l'Association internationale des travailleurs et l'adhésion de la rédaction à ses principes. *Libertà e Giustizia* fut le premier groupe italien à ouvertement adhérer aux principes de l'Internationale.

Le nouveau journal eut une excellente tenue, informant ses lecteurs sur les questions locales, nationales et internationales ; sur les associations ouvrières, mais consacrant également beaucoup d'espace à la question paysanne. Le journal reprit un thème abordé par « la Situation... », le rejet de la paysannerie de la vie politique italienne. Avec les idées socialistes, les paysans avaient un cadre dans lequel combattre leurs oppresseurs. La paysannerie doit reconnaître que ses intérêts sont en opposition à ceux de la bourgeoisie. Ce sont là des thèmes éminemment bakouniniens.

Dans une série d'articles sur la question romaine, qui reprennent eux aussi la thématique et le ton développés par Bakounine dans « la Situation... », les rédacteurs du journal rendent définitive leur coupure avec Mazzini. L'article affirme que la question romaine – la ville éternelle n'est toujours pas annexée au royaume d'Italie – intéresse moins les masses que le fait de savoir comment elles ne vont pas mourir de faim et comment réaliser une société juste et libre.

Là encore, l'influence de Bakounine sur *Libertà e Giustizia* fut contestée. Or voici ce que dit un rapport de police daté du 24 juillet 1867 :

« Les idées qui fondent l'association nommée *Libertà e Giustizia* à Naples ont été inspirées par le Russe Bakounine. (...) Selon lui, il est nécessaire que le peuple comprenne que les révolutions sont faites par le peuple pour le peuple ; les guerres faites par le roi sont toujours au désavantage du peuple, aussi bien dans la victoire que dans la défaite. En fin de compte, l'idée dominante de Bakounine et de ses disciples est le socialisme pur. Cette association *Libertà e Giustizia* a démarré avec ces idées au début d'avril, mais Bakounine, se sachant sous surveillance, souhaitait rester caché ; aussi fut-elle inaugurée sous la présidence d'amis politiques de Bakounine : Friscia, Fanelli, De Luca et Gambuzzi <sup>186</sup>. »

Le journal qui, outre cinq articles de Bakounine, publia des textes de Proudhon et de Marx, disparut le 24 décembre 1867, après avoir sorti seize numéros, par manque d'argent, mais aussi par suite du harcèlement de la police.

1867 marque une date dans l'évolution de Bakounine. Il se prépare à aller en Suisse et son implication directe dans le mouvement ouvrier italien va progressivement diminuer. Il reste que son rôle y a été déterminant.

Cependant, on peut dire que dans une certaine mesure il n'a pas encore quitté l'esprit de 1848, et ses écrits de cette période ont encore le ton de son *Appel aux slaves* de 1849 et même de *La Réaction en Allemagne* de 1842.

La progressive perte de crédibilité des positions de Mazzini et de Garibaldi, qui a traumatisé une génération de militants, a été dans une large mesure contre-balançée par l'alternative que Bakounine a pu présenter. Ce dernier a regroupé autour de ses idées un nombre non négligeable de militants convaincus qui ont attaqué dans leur presse la société bourgeoise et l'État, qui ont développé l'idée de fédéralisme et défendu les ouvriers et les paysans contre leurs exploités et leurs oppresseurs. Ils ont attaqué l'Église comme l'une des causes principales de l'oppression des masses. Ils ont miné l'influence des idées théologiques et mystiques de Mazzini, démystifié Garibaldi. Ils ont introduit l'idée que les exploités devaient se battre ; ils ont créé le cadre théorique et pratique de l'organisation ouvrière.

Lorsque les articles de Bakounine parurent dans *Libertà e Giustizia*, il était à Genève pour assister au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté <sup>187</sup>, qui doit avoir lieu en septembre 1867 à l'initiative de démocrates

---

<sup>186</sup> Alfonso Scirocco, *Democrazia e socialismo a Napoli dopo l'unità (1860-1878)*, document n° 10, 336-8, Naples 1973.

<sup>187</sup> Elle fut fondée en 1867 par Emile Acollas (1820-1891), un professeur de droit. Son appel rallia 10 000 adhérents, parmi lesquels Victor Hugo, John Stuart Mill, Elisée Reclus, Garibaldi, Louis Blanc et Bakounine. Acollas avait insisté pour que la première conférence soit appelée « conférence révolutionnaire ». Nommé à l'université de Berne en 1870. La Commune de Paris le nomma recteur de la faculté de droit de Paris. Il ne revint dans la capitale française qu'en 1871. Il échoua aux

et de pacifistes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France. Mais d'autres raisons l'attiraient à Genève : ses amis Herzen et Ogarev s'y étaient installés également, avec leur journal. Or Bakounine n'a pas abandonné tout espoir d'intervenir dans les affaires slaves. La police napolitaine commençait à s'intéresser à lui de trop près et faisait circuler le bruit qu'il imprimait de la fausse monnaie. Enfin, dernière raison, le comte Kiselev est nommé ambassadeur russe à la cour de Victor-Emmanuel à Florence : il avait été ambassadeur en France en 1847 et c'est lui qui l'avait fait expulser par Guizot. Bakounine craignait par-dessus tout une extradition vers la Russie.

## Du révisionnisme

Nous avons en plusieurs occasions laissé entendre que le rôle joué par Bakounine dans le processus de constitution du mouvement ouvrier italien avait été contesté par des historiens italiens – mais pas seulement italiens. L'anecdote la plus significative est citée par Robert Paris<sup>188</sup> : lors de la constitution de la première section de l'Internationale, à Naples, un témoin cité par Benedetto Croce, en 1896, atteste que « au beau milieu de la séance, la porte s'ouvrit soudain de façon mélodramatique et l'on introduisit un étranger, très grand et très blond, qui avait des manières de vieux conspirateur et qui parlait de façon mystérieuse. Il intervint comme pour consacrer la section... » Ce témoin auquel B. Croce fait allusion désigna l'étranger grand et blond comme étant... Marx.

Or Marx était tout petit, avait le teint mat (sa femme l'appelait « le Maure ») et les cheveux très noirs et crépus et, en outre, ne parlait jamais en public. Bakounine en revanche avait le teint clair, les yeux bleus et était d'une taille gigantesque et parlait en public avec aisance<sup>189</sup>. En outre, Marx ne mit jamais les pieds en Italie.

On a là un exemple typique du processus de négation – inconsciente, sans doute – du rôle joué par Bakounine en Italie.

Aldo Romano, on l'a vu, contesta que *La Situation* fût de Bakounine, en dépit du fait que Alberto Tucci, à qui l'article est attribué, ait lui-même reconnu la paternité de Bakounine. C'est que, selon Romano, la perspective de Bakounine se situant en dehors du « climat général de la démocratie italienne », il ne pouvait pas avoir influencé le contenu du pamphlet. Dans ce qui est une critique sévère de Mazzini et de Garibaldi, Romano, lui, voit l'amour de la patrie, l'esprit national, les idéaux du Risorgimento ; il est donc impossible que Bakounine ait pu inspirer ces pages, lui qui est toujours prêt à railler le patriotisme bourgeois. Romano ne pouvait pas faire un plus grand contre-sens en interprétant ce pamphlet anti-mazzinien comme une apologie des valeurs du nationalisme bourgeois et en l'attribuant à un mazzinien, même dissident.

Romano conteste également que Bakounine ait eu quoi que ce soit à voir avec la fondation de *Libertà e Giustizia*. Il fonde son argument sur le fait que lorsque l'association et le journal furent constitués, Bakounine n'était

---

élections de 1876, appelant sans succès à une amnistie pour les communards, prenant position pour un système fédéraliste décentralisé, la révocabilité des mandats et la liberté d'association.

<sup>188</sup> « Bakounine en Italie ou le socialisme italien face à ses origines », *Bakounine, combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

<sup>189</sup> Le signalement qui fut fait de lui lorsqu'il fut enfermé dans la forteresse de Königstein dit : « Gestalt : kräftig, kolossal », c'est-à-dire « Taille : puissant, colossal. »

plus à Naples, mais sur l'île d'Ischia et que lorsque le journal parut, il avait déjà quitté l'Italie.

Concernant le premier argument, l'île d'Ischia est à deux pas de Naples et il n'y a aucune difficulté pour s'y rendre. Un historien américain, Richard Hostetter<sup>190</sup>, qui pourtant partage le point de vue de Romano sur Bakounine, avait émis des doutes sur l'argument. Romano répondit dans la seconde édition de son livre que « Ischia, comme Procida et Capri, est une île et en ce temps-là on ne pouvait pas y aller par hélicoptère ». La mauvaise foi est évidente. Les rapports de la police napolitaine révèlent que les amis de Bakounine, bien que dépourvus d'hélicoptère, faisaient de constants allers et retours pour lui rendre visite et pour le consulter. Plusieurs articles de lui parurent dans le journal *Libertà e Giustizia* après son départ pour Genève.

L'influence des idées de Bakounine sur les thèmes développés par *Libertà e Giustizia* ne peut être niée, mais comme il faut bien que ces idées viennent de quelque part, Romano les attribue à Carlo Pisacane, et affirme même que c'est Pisacane qui a influencé Bakounine. Malheureusement, dans les seize numéros de *Libertà e Giustizia*, Pisacane n'est pas mentionné une seule fois, alors que cinq articles de Bakounine et des textes de Marx et de Proudhon ont été publiés.

Pisacane pensait que l'unité italienne et la liberté n'étaient pas possibles sans une révolution démocratique nationale et une révolution sociale conjointement. Il avait été influencé par les idées de Proudhon : c'était un fédéraliste, opposé à la propriété privée et qui croyait en la spontanéité des masses. Mais il avait également certaines vues communes avec Marx. Rien n'indique que Bakounine ait été familier des idées de Pisacane. Selon Romano, Bakounine aurait été, à son arrivée en Italie, un nationaliste ancienne manière et c'est Mazzini qui lui apporta l'idée que la révolution était le moyen le plus efficace pour résoudre les problèmes sociaux. Ce sont les amis napolitains de Bakounine, eux-mêmes issus du mazzinisme, qui auraient transmis cette idée à Bakounine, idée qui aurait ensuite mûri par son initiation aux thèses de Pisacane. Cette hypothèse ne tient pas car les amis de Bakounine à Naples étaient issus du mazzinisme, un mouvement démocratique bourgeois, opposé aux thèses de Pisacane.

Il suffit pourtant de lire *l'Appel aux Slaves* de 1848 pour voir que la bourgeoisie y est déjà désignée comme une force contre-révolutionnaire et que l'espoir de la révolution future repose sur le prolétariat. *L'Appel aux Slaves* est le premier texte dans lequel la solution à la question nationale est *subordonnée* à la solution de la question sociale.

## **Du radicalisme au socialisme**

L'importance des sociétés secrètes de Bakounine a été quelque peu exagéré par certains historiens, notamment marxistes, et par quelques auteurs en mal de romantisme. Si on met en relation les objectifs affichés de ces sociétés secrètes et les résultats effectifs, on doit bien faire un constat d'échec. Les objectifs étaient certes d'une ambition démesurée, mais cela ne signifie pas cependant qu'elles n'aient eu aucune efficacité. On verra même que l'Alliance pour la démocratie et le socialisme, qu'il créera en 1868, sera remarquablement efficace, à sa manière.

---

<sup>190</sup> Richard Hostetter, *The Italian Socialist Movement*, tome I, Toronto, New York & London, 1958.

Robert Paris fait observer qu'en arrivant à Florence, Bakounine trouve une situation « qui n'est pas sans rappeler celle qu'il a connue en France à la veille des journées de juin 1848 : un mouvement ouvrier dont les perspectives – républicaines en France ; unitaires et nationales en Italie – coïncident encore avec les projets de la bourgeoisie, fût-ce la plus “avancée”<sup>191</sup> ».

En Italie, c'était le Partito d'Azione de Mazzini qui jouait le rôle de parti républicain. Mazzini s'était assigné la tâche de réaliser l'unité nationale par la République. Or c'est par la monarchie que l'Italie était en voie d'être unifiée. Mazzini s'était assigné une autre tâche : contrer l'influence communiste. A Londres, il avait tenté sans succès de faire prévaloir les thèses de collaboration de classes dans l'AIT ; en Italie il s'était littéralement approprié le mouvement ouvrier, à qui il proposait un programme de collaboration de classes faisant la synthèse entre l'unité nationale et la question sociale. Cette synthèse se résume parfaitement dans la citation suivante : « Puisque, grâce à la Nation, les classes ouvrières ont des *droits*, il est nécessaire qu'elles se montrent prêtes à remplir leurs *devoirs* envers elle. Celui qui ne remplit pas de devoirs n'a pas de droits<sup>192</sup>. » D'ailleurs, au IX<sup>e</sup> congrès des Sociétés ouvrières italiennes, d'inspiration mazzinienne, à Florence (27-29 sept. 1861), sera adopté un texte de Mazzini, *I doveri dell'uomo* (les devoirs de l'homme).

Les thèses de Mazzini ne pouvaient pas convenir à Bakounine, pas encore libertaire, mais socialiste et franchement athée. Ce dernier ne pouvait cependant pas encore contrer ouvertement la *Maestro* parce qu'il aurait été totalement inefficace de s'en prendre à un homme qui était un mythe et dont l'autorité morale était incontestée. Robert Paris écrit très justement que le « verrou mazzinien est très efficace ». Bakounine prendra donc son temps, attendant le moment propice et posera patiemment, obstinément, des « contre-mines », comme le souhaitait Marx. La société secrète sera l'instrument par lequel il recrutera, de façon sélective, des militants sûrs. Il ne créera jamais d'internationale démocrate, mais réussira tout de même à constituer un noyau de militants dont l'action donnera le résultat que l'on sait et qui créeront les premières sections de l'Internationale en Italie. Ce n'est tout de même pas si mal.

En partant pour Genève, Bakounine est encore dans la perspective de tenter d'influencer la bourgeoisie radicale. Il n'a pas modifié son opinion depuis son « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », écrit en septembre-octobre 1864, dans lequel il constatait l'étendue de l'ignorance des masses populaires en Europe. Dans ce programme, le révolutionnaire russe ajoutait que leur le peuple suisse peut-être possédait cette « forte éducation que donnent seulement la réelle jouissance et la pratique de la liberté ». En dehors des grandes crises révolutionnaires, les masses populaires sont indifférentes aux grandes questions de l'humanité. Il faut tout d'abord leur rendre « tous les droits qui appartiennent à l'homme, et leur indifférence disparaîtra ». Jusque-là, « *il faut les entraîner malgré elles vers l'accomplissement de leur destinée* »...

Il s'agit donc de rassembler une avant-garde de démocrates. C'est dans cette perspective que Bakounine se rend au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté de Genève. Mais par rapport à son analyse de 1864, il y a une

---

<sup>191</sup> *Loc. cit.* p. 158.

<sup>192</sup> Lettre aux ouvriers de Naples, 11 août 1861.

différence de taille, sur la forme. Il avait alors longuement écarté l'utilité d'un congrès public et proclamé qu'« une telle alliance ne pourra jamais être formée qu'en secret ».

Le congrès auquel Bakounine se rend a toutes les caractéristiques qu'il avait dénoncées en 1864 :

« D'abord quant à l'utilité, elle consisterait en ceci qu'un tel congrès public contribuerait nécessairement à la mise en lumière devant l'opinion publique de l'Europe toute entière de la situation respective, des besoins et des tendances actuelles de chaque pays ; – ce qui est déjà assez important, puisque l'ignorance mutuelle des nations est une des sources premières de puissance pour les despotes, qui s'efforcent non seulement de la maintenir, mais encore de la transformer en jalousie et en haine mutuelle afin d'ameuter les nations les unes contre les autres, et pour les comprimer en les divisant. »

Ensuite un tel congrès était utile parce qu'il permettrait aux « hommes sincères de tous les pays de « se reconnaître mutuellement, et de s'entendre en secret, mais pas autrement qu'en secret, sur la marche qu'il faudrait imprimer aux affaires de chaque pays, pour les faire tous converger vers un but commun. – C'est à dire qu'il pourrait en résulter une entente, une alliance, une société internationale secrète ».

L'obsession du secret n'est pas injustifiée : Bakounine rappelle que les démocrates ont face à eux « la sainte Alliance de toutes les tyrannies en Europe : religieuse, politique, bureaucratique et financière », que la plupart des pays vivent sous un régime despotique : les projets qu'une alliance de la liberté mettrait en œuvre seraient donc « plus ou moins illégaux » et mettraient en danger ceux qui tenteraient de les appliquer.

Quant aux inconvénients d'un congrès public, ils sont nombreux : Beaucoup d'hommes ne pourraient pas s'y rendre parce que la participation à un tel congrès serait, dans nombre de pays, considérée comme un crime. Ce serait le cas des Français, des Polonais, des Russes, de tous les Slaves, des Hongrois, d'une partie des Allemands, des Italiens de Venise et de Rome, des Finlandais.

En outre le congrès révélera les plans dont les démocrates voudront se servir ; les gouvernements alertés enverront des espions, qui susciteront la discorde. Pour peu que le congrès soit composé de patriotes fanatiques moins soucieux de liberté que de la puissance de leur État, on court à un échec. On ne peut rien attendre, pensait Bakounine en 1864, d'« une assemblée composée, sans contrôle et sans critique, de tous les libéraux et démocrates, réels ou supposés, sincères ou vaniteux, et ce qui plus est peut-être espions, pratiques et bavards, en Europe, qui voudraient seulement s'y inscrire pour prendre part à ses discussions? – On peut parier pour sûr que la majorité d'une telle assemblée sera absurde, sinon mauvaise »

C'est pourquoi il faut mettre un préalable : que « toute personne qui déclare vouloir faire partie de cette assemblée déclare par la même d'une manière absolue qu'elle reconnaît sans aucune équivoque le droit absolu qu'a toute population, petite ou grande, nation ou province, ou même district, de disposer d'elle même selon ses vœux, ses sympathies et ses intérêts propres et sans aucun égard pour le soi-disant droit historique, c'est-à-dire pour le droit du passé contre celui du présent, ni pour les nécessités

politiques, stratégiques et commerciales soit de l'État dont elle fait encore partie soit des États voisins. » Par là, Bakounine veut empêcher la présence à un tel congrès de nationalistes de pays opprimés rêvant d'une libération nationale qui les autoriserait à opprimer leurs propres minorités.

Enfin dernier argument, même si ces conditions étaient réalisées, la présence dans un même congrès de toutes les tendances démocratiques de chaque nation, avec leurs innombrables variations, créera une pagaille inouïe : « ils rempliraient le congrès de leurs dissensions et de leurs récriminations intérieures. – Et ce serait nécessairement la même chose pour les représentants de tous les autres pays ».

« Je conclus de tout cela qu'un congrès public peut être utile comme un ballon d'essai, comme un moyen de tâter l'opinion publique de l'Europe et peut-être aussi comme une démonstration ; mais qu'on se tromperait singulièrement si l'on attendait de lui le commencement pratique d'une alliance sérieuse des peuples. »

En fait Bakounine ne croit pas à l'utilité d'un congrès dont les membres seraient élus « par des corps politiques, publiquement organisés dans chaque pays, comme les parlements » ou venant à titre individuel sans être élus – ce qui ne laisse plus grand monde.

Les réticences formulées par Bakounine révèlent en « négatif » son projet qui est de rassembler un petit nombre de militants recrutés en secret par contacts personnels : il faut que les hommes qui composent cette « alliance » aient « tout à fait les mêmes convictions philosophiques, religieuses, politiques et sociales ». L'« alliance des peuples » que Bakounine préconise est un groupe restreint d'hommes décidés, homogènes et mus « un grand principe identique, assez large et assez élevé pour devenir pour les hommes qui le reconnaissent une sorte de religion, pour leur donner une foi assez forte pour lutter contre les difficultés, les obstacles et les dégoûts journaliers, et pour leur inspirer le sacrifice de leur vanité et de leurs intérêts. »

Malgré toutes ces réticences, Bakounine se rend quand même à Genève à la fin du mois d'août 1867. Ce n'est pas de sa part de la naïveté, *puisqu'il a fait par anticipation la critique d'un tel rassemblement*. D'autre part, on peut difficilement imaginer que l'expérience de ses quelques années en Italie n'aient pas marqué un tant soit peu sa vision des choses, en particulier sa stratégie et ses objectifs. Il a fait l'expérience, pendant plusieurs années, de la propagande dans les milieux populaires et ouvriers. Bakounine a effectivement une idée derrière la tête : rapprocher la Ligue de la paix et de la liberté de l'Association internationale des travailleurs.



## Fédéralisme, socialisme et antithéologisme

*Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* est une sorte de document-programme destiné à rallier les démocrates à la cause du mouvement ouvrier lors du congrès de Genève de la Ligue de la paix et de la démocratie. Bakounine va proposer à cette organisation de se constituer en direction politique du « mouvement social », tandis que l'Association internationale des travailleurs en constituerait la branche économique. Une telle proposition est totalement dans la continuité des positions qu'avait défendues Bakounine dans les années précédentes.

Qu'il ait cru réellement réaliser cet objectif est peu probable car il avait suffisamment bien organisé sa sortie, une fois l'échec constaté, pour qu'on puisse penser que c'était là une dernière tentative avant de laisser les démocrates à leur sort. La Ligue étant par ailleurs largement constituée de franc-maçons, peut-être Bakounine pensait-il que ceux-ci comprendraient l'importance de l'enjeu. Certains militants libertaires pensent encore aujourd'hui qu'il est inconcevable d'envisager la franc-maçonnerie autrement que comme anarchiste : l'esprit même de cet institution serait, selon eux, par essence libertaire. On peut donc comprendre qu'en 1867 Bakounine ait pensé de même. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* est, à ce titre, largement inspiré des écrits maçonniques, dits « Fragments maçonniques » de Bakounine, datant de 1865, mais aussi du « Catéchisme révolutionnaire » datant de 1866.

Le livre est divisé en trois parties correspondant au titre, mais comme il est illusoire de demander à Bakounine qu'il fasse quelque chose de manière équilibrée, le fédéralisme et le socialisme occupent 20 et 23 pages dans l'édition Stock, tandis que l'antithéologisme en occupe 150. C'est d'ailleurs dans cette troisième partie de l'ouvrage que se trouvent les « reprises » des Fragments maçonniques.

Dans les deux premières parties consacrées au fédéralisme et au socialisme, on trouve nombre de reprises du « Catéchisme » de 1864.

Le texte que Bakounine présenta au congrès de la Ligue de la paix et de la démocratie est donc, d'un certain point de vue, l'aboutissement des réflexions qu'il a menées entre son séjour en Suède et son départ d'Italie en 1867. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* est donc un document transitoire dans lequel se trouvent des éléments programmatiques libertaires avec une stratégie qui est encore liée aux pratiques de la révolution de 1848, le tout présenté à des hommes dont la condition sociale contredit l'un et l'autre. Bakounine y approfondit sa réflexion. Son point de vue y est plus précis, mais également moins radical. Bakounine y forme le projet de constitution des États-Unis d'Europe, alors que le « Catéchisme » parle de « fédération universelle et mondiale de toutes les nations ».

On trouve dans les trois textes – « Catéchisme », « Fragments maçonniques » et *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* le rejet de la forme monarchique. Dans le « Catéchisme », Bakounine retient l'idée de la constitution d'une organisation fondée de bas en haut « n'ayant d'autre base que les intérêts, les besoins et les attractions naturelles des populations » et d'autre principe « la fédération libre des individus dans les communes, des communes dans les provinces, des provinces dans les nations ».

Dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, chaque nation constituée dans la fédération aura le droit de sécession si elle le souhaite, et de récupérer son autonomie, avec toujours cette réserve que « sa constitution

intérieure ne soit pas une menace et un danger pour l'autonomie et la liberté des pays voisins ».

Le principe de nationalité est reconnu dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* comme un « fait naturel », qui a droit à une « existence et à un développement libres, mais non comme un principe », car un principe porte un caractère universel, alors que la nationalité est un fait exclusif. Dans le « Catéchisme », Bakounine formule les choses autrement : le « soi-disant principe de nationalité » est un principe ambigu, plein d'hypocrisie et de pièges ; il faut donc le ramener à un principe plus grand, le seul légitime : c'est que chaque individu, chaque corps collectif a le droit d'être lui-même, et personne n'a le droit de lui imposer ses coutumes, ses lois, sa langue. En d'autres termes, Bakounine reconnaît dans les deux cas à chacun le droit d'avoir son identité nationale, mais celle-ci ne doit pas être un absolu. Plus tard, il sera plus précis : il dira que chacun a le droit de se réclamer de sa nationalité, mais qu'il ne faut pas traîner cela comme un boulet.

La patriotisme est défini dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* comme « toujours funeste aux intérêts populaires et réels du pays qu'il prétend exalter et servir, ami, souvent sans le vouloir, de la réaction – ennemi de la révolution, c'est à dire de l'émancipation des nations et des hommes ». Dans le « Catéchisme », la prospérité et la liberté, créant des liens solidaires, transformera peu à peu « le sentiment étroit et le plus souvent injuste de patriotisme en un amour plus large, plus généreux et plus rationnel de l'humanité ».

Le programme social de *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* montre une évolution par rapport au « Catéchisme ». Ce dernier ne parle pas d'ouvrier ni de prolétaire, termes qui reviennent souvent dans le document de 1867. Alors que le « Catéchisme » ne parle jamais de Proudhon, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* l'évoque plusieurs fois : les références de Bakounine sont donc maintenant explicitées. Aux démocrates bourgeois du congrès de la Ligue, Bakounine ne parle pas seulement de « réforme radicale dans les conditions économiques actuelles des classes ouvrières », il affirme : « Relevez les conditions du travail, rendez au travail tout ce qui d'après la justice revient au travail, et par cela même donnez au peuple la sécurité, l'aisance, le loisir, et alors, croyez-le bien, il s'instruira de lui même et rejetant de côté tous vos catéchismes, il créera une civilisation plus large, plus saine, plus élevée que la vôtre. »

Élément incontournable du programme bakouninien, les deux documents abordent la question du droit de tout individu à bénéficier de moyens égaux pour développer ses facultés : « Organiser la société de telle sorte que tout individu, homme ou femme, venant à la vie, trouve des moyens à peu près égaux pour le développement de ses différentes facultés et pour leur utilisation par son travail ; organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien <sup>193</sup>. »

Dans le « Catéchisme », il évoque une « organisation sociale dans laquelle tout individu humain naissant à la vie, homme ou femme, trouvera des moyens égaux d'entretien, d'éducation et d'instruction pour son enfance et son adolescence, et que plus tard, arrivé à l'âge de la majorité, il trouve

---

<sup>193</sup> *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*.

des facilités extérieures, c'est à dire politiques, économiques et sociales égales pour créer son propre bien-être, en appliquant au travail les différentes forces et capacités dont la nature l'aura doué et qu'une instruction égale pour tous aura en lui développées ».

Le texte présenté au congrès de la Ligne développe l'analyse des conditions de vie de la classe ouvrière avec plus de précision que ne le fait le « Catéchisme », d'où la misère et le paupérisme sont absents. Plus concret, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* aborde la question des coopératives ouvrières, du secours mutuel, des trade-unions, et surtout le l'Association internationale des travailleurs (qu'il appelle la « ligue internationale des ouvriers de tous les pays ») pour montrer que le mouvement socialiste est arrivé à un « haut niveau de puissance au sein des classes ouvrières ». « Le socialisme est partout », dit-il aux démocrates bourgeois : c'est « la puissance latente du siècle ». C'est pourquoi « il ne nous est pas permis de faire abstraction du socialisme dans notre programme ».

Bakounine pensait-il réellement convaincre les démocrates bourgeois du congrès ? Il est vrai, dit-il, que ce programme va « écarter de nous une bonne partie de la bourgeoisie », mais il s'efforce cependant de montrer la coïncidence d'intérêts entre le prolétariat et une partie importante de la bourgeoisie, ceux qui sont « industriels » et qui font le mal « plutôt par nécessité que par volonté et par goût, et qui ne demanderaient pas mieux que de se voir délivrés de cette fatale nécessité, qui les met en hostilité permanente avec les populations ouvrières, et qui les ruine en même temps. Il faut bien le dire, la petite bourgeoisie, le petit commerce et la petite industrie commencent à souffrir aujourd'hui presque autant que les classes ouvrières et si les choses marchent du même pas, cette majorité bourgeoise respectable pourrait bien, par sa position économique, se confondre bientôt avec le prolétariat. »

Il ne reste donc de salut pour cette fraction de la bourgeoisie que l'alliance avec le peuple <sup>194</sup> : « la question sociale l'intéresse tout aussi bien et de la même manière que le peuple ». L'initiative de ce nouveau développement, précise Bakounine, n'appartiendra cependant pas à la petite bourgeoisie mais au peuple : « à l'Occident – aux ouvriers des fabriques et des villes ; chez nous, en Russie, en Pologne, et dans la majorité des pays Slaves : – aux paysans. »

La perspective de Bakounine a changé par rapport au « Catéchisme ». Dans celui-ci, la bourgeoisie, entendue comme classe instruite, intervenait comme direction clandestine du mouvement social. Aujourd'hui, il fait cette proposition ouvertement, mais le paradoxe est qu'il affirme que l'initiative intervient à la classe ouvrière : c'est tout à fait nouveau. Et il explique cela à un congrès de démocrates bourgeois !

Dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, les concordances avec les « Fragments maçonniques » apparaissent dans les passages où Bakounine affirme le postulat de l'unité de la matière, soumise à des déterminations et à des inter-relations identiques. Des paragraphes entiers de ces deux textes sont pratiquement identiques :

---

<sup>194</sup> Dans le vocabulaire bakouninien, le « peuple » est constitué de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et de la petite bourgeoisie prolétarisée.

Tout ce qui est, les Etres qui constituent l'ensemble indéfini de l'Univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature, sous le rapport de la qualité comme de la quantité, grandes, moyennes ou infiniment petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent, sans le vouloir et sans pouvoir même y penser, les unes sur les autres et chacune sur toutes, soit immédiatement, soit par transition, une action et réaction perpétuelles qui, se combinant en un seul mouvement, constituent ce que nous appelons la solidarité, la vie et la causalité universelles.

Tout ce qui est, les grandes et les petites choses, les plus simples et les plus composées, les plus éloignées comme les plus rapprochées, toutes les forces, les moindres atomes, exercent et subissent, soit immédiatement soit par transmission, et d'une manière le plus souvent insaisissable, une incessante influence et dépendance mutuelles ; et cette action et réaction éternelles du Tout sur chaque Point et de chaque Point sur le Tout, constituent la vie, l'harmonie, la loi générique et suprême et cette Totalité des Mondes qui est tout à la fois et toujours producteur et produit

Ce sont de telles théories que Pie IX appelait « naturalistes » car Dieu n'intervient nulle part dans l'agencement du monde. D'ailleurs Bakounine précise malicieusement dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* : « Appelez cette solidarité Dieu, l'Absolu, si cela vous amuse, peu nous importe, pourvu que vous ne donniez à ce Dieu d'autre sens que celui que nous venons de préciser : celui de la combinaison universelle, naturelle, nécessaire, mais nullement prédéterminée ni prévue d'une infinité d'actions et de réactions particulières. »

Dans ce texte, Bakounine introduit une notion importante, qui déterminera grandement ses conceptions politiques par la suite, et qui, en même temps, le démarquent franchement du courant scientifique de son époque : on peut rationnellement supposer l'univers, mais on ne peut l'embrasser dans sa totalité parce que l'ensemble des déterminations qui le constituent est trop complexe. Les lois de la nature, qui sont des « abstractions dégagées par notre esprit du développement réel des choses, ne sont pas en état d'embrasser, d'épuiser, d'expliquer toute l'indéfinie richesse de ce développement ».

A la différence du « Catéchisme » (qui, rappelons-le, n'est qu'un extrait d'un texte plus long intitulé « Société internationale secrète de la Révolution. Programme provisoirement arrêté par les frères fondateurs »), les « Fragments maçonniques » initient une réflexion qu'on retrouve dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* sur la nature en tant que totalité et la place qu'y tient l'homme. « Ce que nous appelons la Nature c'est la Totalité de tous les êtres existants et vivants <sup>195</sup>. » Cette réflexion a

<sup>195</sup> « Fragments maçonniques »

manifestement pour objet, en s'appuyant à l'occasion sur la physiologie ou l'anthropologie, de réaffirmer le postulat matérialiste, tout en précisant, dans les « Fragments maçonniques », que la franc-maçonnerie « ne divinise ni la nature, ni l'humanité ».

Curieusement, sans aucune transition, le dernier paragraphe des « Fragments maçonniques », sans début ni fin, semble sorti d'un des projets d'organisation politique sur le mode fédéraliste que Bakounine a extensivement développés dans ses programmes antérieurs. Les « Fragments maçonniques » se terminent en quelque sorte en queue de poisson. Il rejoint les rangs des innombrables textes que le révolutionnaire russe a commencés et jamais terminés. « Il faut donc à la Franc-Maçonnerie un nouveau catéchisme », qui ne serait rien que « la complète exposition de l'idée de l'humanité, en opposition à l'idée de la divinité » ; mais il ne dit rien de plus. *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, écrit deux ans après les « Fragments maçonniques, constituera peut-être la fin de ce travail ; mais en exposant le programme de ce qu'il pense devoir être la franc-maçonnerie, Bakounine lui fera en quelque sorte en même temps ses adieux.

#### **4. – De la Ligue à l'Internationale**

Lorsque Bakounine arrive en Suisse pour participer au premier congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, son socialisme n'est pas contestable, mais il n'a pas dépassé le schéma de la division du travail entre action politique et action sociale. C'est, d'une certaine façon, une vision social-démocrate : l'AIT regroupe les travailleurs sur des bases de classe ; il faut, à côté de cette organisation de classe, une autre organisation qui se charge de l'élaboration politique. C'est ce qu'il va essayer, dans un premier temps, de « vendre » à la Ligue. Il réalisera assez vite, cependant, que cette dernière n'est pas capable d'assumer cette tâche et, lors de son deuxième congrès, il mettra au point une stratégie de rupture avant de passer avec armes et bagages à l'AIT.

Il faut éviter l'anachronisme consistant à juger de la situation de l'époque avec nos concepts d'aujourd'hui : il n'y avait alors pas de modèle. Le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste se cherchaient un mode opératoire, et les figures principales de l'un et de l'autre tâtonnaient. Ceux qui seraient tentés de reprocher à Bakounine ses propres tâtonnements devraient se souvenir que Marx a, d'une manière tout à fait bureaucratique, dissous le premier parti communiste de l'histoire pendant la révolution de 1848, précisément parce que, rédacteur de la très libérale *Nouvelle Gazette rhénane*, il pensait que l'heure était à la révolution bourgeoise.

Lorsque Bakounine arrive en Suisse, l'Internationale n'y est pas complètement organisée. La Fédération romande n'existe pas encore, seuls existent des sections locales de l'AIT, qui vont cependant vite se constituer en fédération.

Les premières sections de l'Internationale en Suisse romande datent de 1865 ; elles ont été fondées grâce à l'action d'un médecin, Pierre Coullery qui, depuis 1848, menait une propagande démocratique et humanitaire. Il entra en relation avec le Conseil général de Londres et fonda à la Chaux-de-Fonds une section qui compta rapidement 400 adhérents. Pour soutenir son

action, il fonda un journal, *la Voix de l'Avenir*, dans lequel il développa une sorte de néo-christianisme humanitaire.

Des sections se constituent à Genève, sous l'influence du socialiste allemand Jean-Philippe Becker, ainsi qu'à Lausanne, Vevey, Montreux. Rapidement, d'autres sections sont fondées : février 1866 : Boncourt ; mars 1866 : Bienne, Sonvilliers ; avril 1866 : Saint-Imier, Porrentruy ; août 1866 : Neuchâtel, le Locle.

Les bourgeois radicaux avaient tendance à considérer les sections de l'AIT comme une sorte d'extension de leur parti dans les classes populaires, et entendaient les utiliser à leurs propres fins politiques. Mais il y avait là deux logiques différentes qui ne pouvaient coexister longtemps. Peu à peu, s'apercevant qu'ils ne pourraient indéfiniment contrôler l'organisation montante du mouvement ouvrier, les bourgeois radicaux tentèrent de l'étouffer et entamèrent contre l'AIT une attaque en règle. Le cas de Genève est cependant particulier : dans cette ville, il y aura toujours une relation privilégiée entre la bourgeoisie radicale et l'aristocratie ouvrière aux dépens de la masse du prolétariat non qualifié, en particulier les ouvriers du bâtiment, souvent immigrés.

Le Conseil général de Londres décida, lors d'une conférence tenue en septembre 1865, que le premier congrès de l'AIT se tiendrait en septembre 1866 à Genève.

Ce congrès, qui réunit 46 délégués, essentiellement de France, d'Angleterre, de Suisse et d'Allemagne, adopta les statuts et règlement définitifs de l'Internationale. Il posa le problème de la journée de 8 heures, des luttes entre le capital et le travail, des coopératives, des sociétés ouvrières, du travail des enfants et des femmes<sup>196</sup>. Fut également abordée la question polonaise et celle des armées permanentes. La quasi-totalité des questions soulevées se heurta à l'opposition des Français « proudhoniens étroits ». Marx était absent ; cependant les hommes qui le représentaient tentèrent d'orienter les débats dans un sens plus radical, mais ils se heurtèrent à l'opposition des délégués français.

L'AIT apparaissait alors comme un regroupement étroitement réformiste de délégués représentant un petit nombre de pays. Ce premier congrès n'eut qu'un faible impact auprès des sections de la Suisse romande. En dehors des réformes législatives et de la constitution de coopératives, on ne voyait pas d'autre solution pour améliorer le sort des travailleurs. Une résolution importante fut cependant votée :

« Le congrès déclare que, dans l'état actuel de l'industrie, qui est la guerre, on doit se prêter une aide mutuelle pour la défense des salaires. Mais il est de son devoir de déclarer en même temps qu'il y a un but plus élevé à atteindre : la suppression du salariat. Il recommande l'étude des moyens économiques basés sur la justice et la réciprocité. »

---

<sup>196</sup> « La femme n'est point faite pour travailler. Sa place est au foyer de la famille, elle est l'éducatrice naturelle de l'enfant... » Intervention de Chemalé, Fribourg, Perrachon et Camélinat. A comparer avec Proudhon : « Le ménage, cette chose tout idéale que l'on s'efforce en vain de rendre ridicule, le ménage est le royaume de la femme, le monument de la famille. Ôtez le ménage, ôtez cette pierre du foyer, centre d'attraction des époux, il reste des couples, il n'y a plus de familles », *Système des contradictions économiques*, tome II, p. 198-199, Flammarion.

Concernant le travail des enfants, le point 10 du programme présenté dans le *Manifeste communiste* prévoit l'abolition du travail des enfants dans les fabriques ; cependant, Marx précisera en 1878 dans la *Critique du programme de Gotha* qu'« une interdiction générale du travail des enfants est incompatible avec l'existence même de la grande industrie. »

Le second congrès de l'Internationale se tint encore en Suisse, à Lausanne du 2 au 7 septembre 1867, une semaine avant le premier congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, auquel « devait prendre part l'élite de la démocratie européenne – on annonçait entre autres la présence de Garibaldi, d'Edgar Quinet, de Bakounine – et l'Internationale avait été invitée à s'y faire représenter » (James Guillaume). Le congrès de Lausanne de l'AIT fut plus large : 64 délégués représentant les mêmes pays qu'au congrès précédent auxquels s'ajoutent des délégués d'Allemagne, d'Italie, de Belgique.

A l'ordre du jour :

- Les moyens pratiques de faire de l'AIT un centre commun d'action pour la classe ouvrière ;
- Les problèmes du crédit, des banques, des assurances mutuelles dans l'objectif de l'émancipation ouvrière ;
- Le problème de la solidarité. Le danger de voir naître à côté d'une classe ouvrière organisée et puissante un sous-prolétariat misérable ;
- Le chômage, les effets du machinisme, le problème de l'extinction du salariat ;
- Le rôle de l'homme et de la femme ; l'éducation des enfants ;
- La question de l'État, des services publics, de la justice pénale, etc.

L'Internationale avait peu progressé depuis l'année précédente. Cependant, en Suisse, ainsi qu'en Belgique, la répression s'était accrue et avait attisé la combativité ouvrière.

L'influence des proudhoniens « étroits » avait diminué et les collectivistes marquent quelques points : ils interviennent dans un débat sur la propriété collective du sol mais aucune résolution n'est prise, la question étant reportée au congrès suivant.

Les délégués français manifestent une nette méfiance à l'égard de l'État. Plusieurs interventions en témoignent. Longuet définit l'État comme la « collectivité des citoyens », et l'ensemble des services publics : chemins de fer, mines, canaux, etc. ne seront pas administrés par l'État mais par des « compagnies ouvrières ».

\* \* \*

Jusque vers 1867-1868, Bakounine est préoccupé par la tentative de rallier les éléments radicaux de la bourgeoisie à la cause du prolétariat. Il pense qu'il est nécessaire d'unir le mouvement démocratique et le mouvement ouvrier. Cependant, à la différence du schéma social-démocrate, il ne s'agit pas de subordonner politiquement le prolétariat à la démocratie radicale, mais au contraire d'amener les démocrates sur le terrain de la classe ouvrière. Ce projet peut sembler absurde aujourd'hui, mais en Italie Bakounine avait vu beaucoup de jeunes bourgeois démocrates abandonner la politique de leur classe pour embrasser sincèrement la cause du socialisme. En Russie il en était de même. D'une certaine manière, Bakounine anticipait sur Trotski qui estimait que la crise du mouvement ouvrier était la crise de sa direction. Il voyait bien que la classe ouvrière et la paysannerie pauvre constituaient une force potentielle immense, mais ces classes ne semblaient pas capables de conceptualiser leurs propres orientations politiques de façon autonome.

Écoutons Bakounine, qui parle de lui à la troisième personne :

« En 1864, pendant le séjour qu'il fit en Italie, Bakounine forma avec quelques-uns de ses amis italiens une Alliance intime destinée surtout à faire contrepoids à l'Alliance républicaine fondée peu de temps avant par Mazzini avec une tendance théologique et un but purement politique. Cette première association, la première organisation socialiste en Italie, prit le nom d'Alliance de la Démocratie sociale qui, lorsque les communistes autoritaires allemands eurent attaché au terme de "démocratie sociale" une signification doctrinale et étatique compromettante, fut changé en celui d'« Alliance des social-révolutionnaires ». Créée comme une affirmation du socialisme face au dogmatisme religieux et politique de Mazzini, l'Alliance incluait dans son programme l'athéisme, la négation absolue de toute autorité et de tout pouvoir quel qu'il soit, l'abolition du droit juridique, la négation de la notion de l'individu comme citoyen, notion qui, dans l'État, remplace celle de l'individu en tant qu'homme libre, la propriété collective ; et elle déclarait que le travail devait être le fondement de l'organisation sociale présentée par ce programme sous la forme d'une libre fédération organisée de bas en haut <sup>197</sup>. »

L'Alliance, dit Bakounine, était au début purement italienne, mais y entrèrent rapidement des Français, des Polonais et plus tard d'autres nationalités. Notons que l'Alliance avait été tout d'abord constituée comme un outil de combat contre Mazzini.

### **Le premier congrès de la Ligue de la paix et de la liberté (9-12 septembre 1867)**

En septembre 1867 doit avoir lieu à Genève le congrès de la Ligue de la Paix et de la liberté, à l'initiative de démocrates et de pacifistes européens inquiets devant les menaces de guerre entre la Prusse et la France. Bakounine, qui vit à ce moment-là à Naples et qui a impulsé la formation de sections de l'Internationale dans ce pays – alors qu'il n'est pas encore membre de l'AIT – se rend en Suisse pour participer au congrès de constitution de la Ligue. Il va évidemment tenter de faire adopter par celle-ci son programme, inspiré de ceux des différentes organisations secrètes dont il a été l'initiateur, en particulier la Fraternité internationale. Il le dit d'ailleurs lui-même : « Bakounine prit la parole en qualité de membre de l'Alliance pour tenter de faire adopter à cette Ligue le programme de l'Alliance <sup>198</sup>. » Il entend y « faire prévaloir les idées socialistes ». Il devient membre du comité central de cette organisation qui, en juin 1867, vote une déclaration dont le troisième paragraphe avait été ajouté à l'instigation de Bakounine, mais dont les deux premiers ont des accents connus pour ceux qui sont familiers avec les programmes bakouniniens d'organisation secrète inspirés de la franc-maçonnerie :

---

<sup>197</sup> « L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires », 1873. Ce texte, où Bakounine parle de lui-même à la troisième personne, fut publié en russe en 1873 et oublié jusqu'à ce que James Guillaume le retrouve en 1904.

<sup>198</sup> *Ibid.*



« La Ligue reconnaît la nécessité absolue de ne pas séparer les trois termes du problème social : question religieuse, question politique, question économique. En conséquence, elle affirme :

« 1° Que la religion, affaire de conscience individuelle, doit être éliminée des institutions politiques ainsi que de l'enseignement public, afin que les Églises ne puissent plus entraver le libre développement de la société ;

« 2° Que les États-Unis de l'Europe ne peuvent avoir d'autre organisation que celle qui se fonde sur des institutions populaires ayant pour lien la fédération, pour élément l'égalité des droits de l'individu, ainsi que l'autonomie des communes et des provinces dans le règlement de leurs intérêts respectifs ;

« 3° Que le système économique actuel doit être radicalement changé, si nous voulons arriver à une répartition équitable des richesses, du travail, du loisir, de l'instruction, condition essentielle de l'affranchissement des classes ouvrières et de l'abolition du prolétariat.

« La Ligue proteste contre toute tentative de réforme sociale faite par un pouvoir despotique quelconque. »

Ces trois points constituent en fait un résumé des programmes bakouniniens de la période qui précède, lors de ses séjours en Suède et en Italie. Bien que la Ligue soit composée surtout de représentants de la bourgeoisie radicale ou libérale, cette déclaration de principes contient des points dont il ne faut pas sous-estimer le caractère progressiste pour l'époque. La Ligue affirme, en effet, que « la religion, affaire de conscience individuelle, doit être éliminée des institutions politiques ainsi que de l'enseignement public, afin que les Églises ne puissent plus entraver le libre développement de la société ».

Comment expliquer l'emprise que Bakounine a pu avoir sur la direction de la Ligue pendant cette période ? Bakounine lui-même donne une explication vers la fin de sa vie. Il écrit ainsi en 1873 que « la Ligue de la paix ne faisait que s'organiser et n'avait aucun caractère défini ; et ce premier congrès avait justement pour but l'élaboration d'un programme »<sup>199</sup>. Bakounine a donc pu profiter du « flou artistique » qui existe inévitablement au début de la constitution d'une telle organisation. Il était là, actif, avec des idées, et il occupait en quelque sorte le terrain. Et surtout, il n'était pas seul, fait que l'on a tendance à occulter. Il était venu avec ses amis, quelques dizaines. Il y avait donc un petit groupe cohérent de « bakouniniens » organisés face à une masse d'hommes qui n'avaient sans doute pas beaucoup d'idées sur ce qu'il fallait faire. En outre, Bakounine s'est trouvé au comité central de la Ligue avec des gens de connaissance, dont certains étaient des amis de longue date. Sans doute ses relations maçonniques ont-elles beaucoup joué pour lui préparer le terrain<sup>200</sup>.

---

<sup>199</sup> « L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires », 1873.

<sup>200</sup> Bakounine aurait occupé dans la franc-maçonnerie des fonctions élevées : il aurait été « trente-troisième », la fonction la plus élevée dans ce mouvement. Il y eut incontestablement des liens d'un caractère « transversal » entre certains participants au congrès de la Ligue et certains militants de l'AIT. Lorsque, après la création de l'Alliance, Bakounine dédicacera une photographie « au vénérable frère Meuron, patriarche du Locle, son frère et ami M. Bakounine », il est certain qu'il ne faille pas prendre les mots « vénérable » et « frère » dans le sens profane. Sa réticence à attaquer Mazzini de front, motivée à juste titre par l'influence pesante de ses idées auprès des Italiens, tient aussi peut-être à la qualité de franc-maçon du « *Maestro* ». Cela n'empêchera pas Bakounine de se déchaîner contre lui lorsqu'il condamnera la Commune de Paris.

Bakounine connaît la famille Vogt depuis 1843, lors de son premier séjour en Suisse. « A Berne j'ai lié connaissance avec la famille Vogt et je suis devenu proche d'elle », écrit-il à son père pendant l'été de 1843. « Il y a là deux jolies et gentilles demoiselles avec qui j'ai fort bien passé toute une semaine », précise-t-il. « Leur mère m'a beaucoup rappelé Mme Ouschakoff – la même sainteté de relation ». Adolf Vogt, qui devint médecin et professeur à l'université de Berne, fut un ami très intime. Bakounine mourra pratiquement dans ses bras. Emil Vogt, professeur de droit à l'université de Berne, adhéra un temps à la Fraternité internationale de Bakounine. Karl Vogt et Bakounine se retrouvèrent à Paris en 1847. Karl sera élu au parlement de Francfort en 1848. Quant à Gustav, recteur de l'université de Berne, il fut le premier président du Comité central de la Ligue de la paix et de la liberté.

Toute l'activité de Bakounine depuis son évasion, en 1863, montre qu'il tentait avec obstination de constituer une organisation internationale et de donner une extension internationale à son projet politique. Il ne fait pas de doute qu'il vit dans l'initiative de constitution de la Ligue de la paix et de la liberté l'occasion de concrétiser son projet. En tout cas c'était une chance à saisir. C'est d'ailleurs ce qu'écrivit Bakounine en revenant sur la question six ans plus tard : « L'outil avait été essayé ; à l'épreuve il s'était avéré impropre, il avait dû être rejeté ; il ne restait qu'à en chercher un autre. L'Association internationale des Travailleurs se présentait naturellement comme l'outil dont on avait besoin <sup>201</sup>. »

La Ligue appelle également à la constitution des États-Unis d'Europe ayant pour fondement « des institutions populaires ayant pour lien la fédération, pour élément l'égalité des droits de l'individu ainsi que l'autonomie des communes et des provinces dans le règlement de leurs intérêts respectifs ». Ce passage est du Bakounine pur jus. Bakounine avait fait adopter un troisième paragraphe appelant à un changement radical du système économique et social pour arriver « à une répartition équitable des richesses, du travail, du loisir, de l'instruction, condition essentielle de l'affranchissement des classes ouvrières et de l'abolition du prolétariat ». Le texte se conclut par un rejet de toute tentative de réforme « faite par un pouvoir despotique quelconque ». Cependant, il restait à faire adopter ce texte par le congrès.

Le deuxième congrès de l'AIT s'était réuni à Lausanne (2-7 septembre 1867) une semaine avant celui de la Ligue. Les délégués ne furent pas indifférents à la tenue de ce congrès. En effet, la situation internationale était extrêmement préoccupante. Le congrès de l'Internationale envoya donc une « adresse collective » de la part des « travailleurs réunis en congrès à Lausanne » :

---

<sup>201</sup> « L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires », 1873.

« Considérant :

« Que la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur ;

« Que la paix armée paralyse les forces productives, ne demande au travail que des œuvres inutiles, et intimide la production en la plaçant sous le coup des menaces de guerre ;

« Que la paix, première condition du bien-être général, doit à son tour être consolidée par un nouvel ordre de choses qui ne connaîtra plus dans la société deux classes, dont d'une est exploitée par l'autre ;

« Décide d'adhérer pleinement et entièrement au Congrès de la paix qui se réunira à Genève le 9 septembre, de le soutenir énergiquement, et de participer à tout ce qu'il pourra entreprendre pour réaliser l'abolition des armées permanentes et le maintien de la paix, dans le but d'arriver le plus promptement possible à l'émancipation de la classe ouvrière et à son affranchissement du pouvoir et de l'influence du capital, ainsi qu'à la formation d'une confédération d'États libres dans toute l'Europe. »

Tolain, soutenu par De Paepe, fit voter l'adjonction suivante :

« Considérant que la guerre a pour cause première et principale le paupérisme et le manque d'équilibre économique ;

« Que pour arriver à supprimer les guerres, il ne suffit pas de licencier les armées, mais qu'il faut encore modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production,

« Subordonne son adhésion à l'acceptation par le Congrès de la paix de la déclaration ci-dessus énoncée. »

Charles Perron donna lecture d'une adresse des ouvriers genevois qui, selon le bulletin de congrès de la Ligue de la paix, « fut saluée par de longs applaudissements ».

Cependant, l'adresse du congrès de l'AIT ne fit pas l'unanimité des participants du congrès de la Ligue, puisque l'un d'entre eux demanda que soit inséré au procès-verbal sa protestation contre l'idée que les travailleurs sont exploités par les capitalistes. Ironie du sort, cette intervention fut immédiatement suivie de celle du représentant du Conseil central des associations ouvrières d'Italie, annonçant son adhésion à l'Adresse du congrès de l'AIT.

Eugène Dupont, de Londres, fit également une intervention remarquée :

« Toute religion est un despotisme qui a aussi ses armées permanentes, les prêtres. (...) Ne débarrassez pas les casernes pour en faire des églises. Faites table rase des deux ! » « Pour établir la paix perpétuelle, il faut anéantir les lois qui oppriment la travail, tous les privilèges, et faire de tous les citoyens une seule classe de travailleurs. En un mot, accepter la révolution sociale avec toutes ses conséquences. »

Marx lui-même n'était pas absent de ce congrès de la Ligue ; s'il n'y était pas en personne, il avait envoyé Borkheim, un ami proche, journaliste à Berlin. Le fait que Borkheim ait reçu des consignes écrites de Marx est

attesté par la correspondance entre ce dernier et Kugelmann<sup>202</sup>. Borkheim, donc, fit un discours dans lequel on retrouve les obsessions anti-russes de Marx : pour assurer la paix en Europe, il fallait déclarer la guerre à la Russie.

C'est une constante chez les proches de Marx que, pour faire plaisir au maître, ils en fassent souvent trop. Borkheim en fit tellement que les participants du congrès le huèrent et l'empêchèrent de terminer son discours. Mais ensuite il fit publier son intervention sous forme de brochure, ce qui inquiéta beaucoup Marx : « Je crains, écrivit-il à Kugelmann, que, malgré lui Borkheim soit sur le point de me jouer un très mauvais tour : il fait imprimer son Discours de Genève en quatre langues, français, allemand, anglais et russe. Il l'a même orné d'une préface baroque où il accumule les citations »<sup>203</sup>... Dans une autre lettre, il commente : « ...je ne prévoyais pas les résultats en matière d'édition. J'aurais dû en outre me rendre compte que B[orkheim], dans l'élaboration de son plan, dépasserait tout naturellement les sages limites que je lui recommandais dans ma lettre<sup>204</sup>. »

Marx se plaint que dans le discours de Borkheim « se trouvent quelques phrases où il plagie, en les déformant, des conceptions qui me sont propres ». Et surtout, il ne doit pas tenir particulièrement à être associé à un homme qui s'est fait huer.

Marx est furieux car il vient de publier le *Capital* et il craint que la publication du discours de Borkheim ne donne prétexte à la presse (dont il attend qu'elle parle de son livre) de faire une diversion : « On présente au public une œuvre élaborée avec beaucoup de peine (il n'en est peut-être pas une autre de ce genre, qui ait été écrite dans des conditions plus difficiles), pour élever le Parti aussi haut que possible et désarmer la malveillance vulgaire par le mode d'exposition, et au même moment, on voit un membre du Parti, en casaque de fou et la marotte au poing, se serrer tout contre vous sur la place, faisant jaillir de la foule pommes et œufs pourris qu'on peut fort bien vous lancer à la figure, même dans notre Parti ! »

L'intervention de Bakounine à ce premier congrès de la Ligue est en quelque sorte une réponse à celle de Borkheim, dans une perspective beaucoup plus large. Bakounine est lui aussi opposé à la politique de l'empire russe, car il est convaincu que « ses succès, ses gloires, ont été et seront toujours en raison inverse de la prospérité et de la liberté des peuples russes et non russes, qui en sont aujourd'hui les victimes et les esclaves ». C'est pourquoi quiconque « aime et désire la liberté, doit comprendre qu'elle n'est réalisable que par la libre fédération des provinces et des peuples, c'est-à-dire – condition première – par la destruction de l'Empire. »

---

<sup>202</sup> Cf. Lettres à Kugelmann, 1862-1895, Editions sociales 1971.

<sup>203</sup> Lettre à Kugelmann du 11 octobre 1867. Marx ajoute dans sa lettre : « Il ressemble aux sauvages qui croient s'embellir la face en la tatouant des couleurs les plus criardes. La banalité et la vulgarité lui font toujours escorte ; chez lui instinctivement presque pas une phrase qui ne soit coiffée du bonnet à grelots des bouffons. S'il n'était pas si foncièrement vaniteux, j'aurais pu empêcher la publication et lui faire comprendre quel bonheur ce fut pour lui qu'on ne l'ait pas compris à Genève, excepté quelques bons points [passages] de son speech. Mais, d'autre part, je lui ai des obligations pour son intervention dans l'affaire Vogt et il est mon ami personnel. » Que serait-ce s'il n'avait pas été son ami !

<sup>204</sup> Lettre de Marx à Kugelmann, 15 octobre 1867. Le 27 août 1867, Borkheim avait adressé à Marx le brouillon de son discours. Marx lui répondit en faisant quelques remarques sur le texte soumis.

« Je pousserai jusqu'au bout la logique des principes que je viens de poser. Considérant l'armée russe comme le fondement principal, j'allais dire unique, de la puissance impériale, j'exprime ouvertement le désir qu'elle soit battue dans quelque guerre que l'Empire entreprenne <sup>205</sup>. »

Passant ensuite à un registre plus général, Bakounine affirme que ce qui est vrai pour la Russie l'est aussi pour l'Europe, où la centralisation religieuse, bureaucratique et militaire est également présente, mais « dissimulée sous des voiles plus ou moins constitutionnels et mensongers ». Le principe reste cependant toujours la violence.

« Dans l'Europe actuelle, la réaction est à peu près partout triomphante ; partout elle menace les derniers restes de cette pauvre liberté qui semble avoir désappris l'art de se défendre. A quoi songent à cette heure les gouvernements ? A s'armer les uns contre les autres. Sur tous les points du globe à la fois, on ne voit qu'armements formidables <sup>206</sup>. »

Nous n'avons pas, dit Bakounine, « la puissance de conjurer la terrible guerre universelle qui semble plus que jamais imminente ». Nous sommes réunis pour définir le principe qui doit servir de base à notre œuvre. Ce principe, c'est « la justice internationale » : « Nous devons mettre la justice humaine, universelle, au-dessus de tous les intérêts nationaux. »

« Nous devons abandonner, une fois pour toutes, ce faux principe de *nationalité*, qui n'a été inventé dans ces dernières années par les despotes de France, de Russie et de Prusse, que pour étouffer le principe suprême de la liberté. La nationalité n'est point un principe, c'est un fait légitime comme l'individualité. Chaque nationalité, petite ou grande, a le droit incontestable d'être elle-même, de vivre selon sa nature propre ; ce droit n'est qu'une conséquence du principe universel de la liberté <sup>207</sup>. »

En fait, Bakounine ne contestera jamais la légitimité de la revendication à la nationalité, ni celle de l'individualité – deux notions qu'il place sur le même plan – comprises comme des *déterminations parmi d'autres* de l'identité individuelle ou collective. Il précisera cependant qu'il ne faut pas les traîner « comme des boulets ». C'est à partir de ce principe qu'il faut discuter « les bases de l'organisation des États-Unis de l'Europe ». Tout État centralisé, même républicain, « est nécessairement l'oppresseur, l'exploiteur des masses populaires et laborieuses au profit d'une classe privilégiée ». La paix universelle ne sera pas possible tant qu'existeront les États centralisés actuels.

« Nous devons donc désirer leur dissolution, afin que, sur les ruines de ces unités violentes, organisées du haut en bas par voie d'autorité et de conquête, se forment des unités libres, organisées de bas en haut, par la libre fédération des communes dans la province, des provinces dans la nation, et des nations dans les États-Unis de l'Europe <sup>208</sup>. »

---

205 1<sup>er</sup> congrès.

206 1<sup>er</sup> congrès.

207 1<sup>er</sup> congrès.

208 1<sup>er</sup> congrès.

Des applaudissements unanimes saluent les passages où Bakounine prend la défense de la Pologne et condamne l'autocratie russe mais, dit James Guillaume, « une partie de l'auditoire, s'apercevant qu'elle a affaire à un socialiste, semble regretter ses premiers applaudissements ».

On sentait bien, le deuxième jour du congrès, que « deux partis se disputaient le terrain », dit James Guillaume : « un duel à outrance semblait imminent entre le socialisme et la liberté politique »<sup>209</sup>. Cependant, le projet de résolution du comité directeur, qui sera voté le jour suivant, donnait quelque satisfaction aux socialistes. En effet, l'un des points disait : « Considérant que l'existence et l'accroissement des armées permanentes constituent la guerre à l'état latent, et sont incompatibles avec la liberté et avec le bien-être de toutes les classes de la société, principalement de la classe ouvrière... »

Un autre passage déclarait qu'il était du devoir des membres de la Ligue « de faire mettre à l'ordre du jour, dans tous les pays, la situation des classes laborieuses et déshéritées, afin que le bien-être individuel et général vienne consolider la liberté politique des citoyens ».

James Guillaume reproduit dans ses « documents et souvenirs » de l'Internationale l'intervention de César de Paepe qui, le quatrième jour du congrès, mit les points sur les « i ». Nous ne voulons pas d'une république nominale, dit-il, « nous voulons aussi supprimer le monarque appelé capitaliste, ou l'oligarchie appelée banques nationales, compagnies financières, etc., qui régissent despotiquement la circulation des valeurs et dont la liste civile s'appelle intérêt ou dividende ».

Le congrès de Genève ne parvint pas à élaborer un programme et chargea le Comité central d'en rédiger un et de le soumettre pour ratification au congrès suivant. Bakounine se fit élire membre du comité central de la Ligue. « Pendant toute cette année (de septembre 1867 à septembre 1868), il y eut, dans ce Comité, une lutte entre le libéralisme et le radicalisme bourgeois de la majorité et les idées social-révolutionnaires de la minorité à laquelle appartenait Bakounine qui avait été élu avec d'autres au Comité<sup>210</sup>. »

En octobre 1867, Bakounine poursuit son projet de radicalisation de la Ligue en présentant un certain nombre de points à faire adopter par son comité central.

La rédaction du premier point proposé est confuse, mais il y est souligné que « dans l'état d'infériorité économique où se trouve actuellement l'immense majorité des populations européennes, il n'y a aucune émancipation politique et intellectuelle de possible, et que dans un tel état la justice, le progrès et la liberté sont impossibles à réaliser » ; en conséquence, « une réforme radicale de cet état économique des classes ouvrières est absolument nécessaire », sans que la nature de cette réforme soit claire. La proposition est rejetée.

Une proposition de transformer le nom de la Ligue en « Ligue démocratique et républicaine de la Paix et de la Liberté » est repoussée.

La seconde partie de l'article 2 : « Pour que les États-Unis de l'Europe deviennent possibles, il faut que chaque État constituant cette fédération soit lui-même républicain et fédératif, c'est-à-dire fondé sur l'indépendance des

---

<sup>209</sup> *L'Internationale, documents et souvenirs*, éditions Lebovici, p. 55.

<sup>210</sup> « L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires », 1873.

associations privées dans la commune, de la commune dans la province, de la province dans la nation », est adoptée par les voix de la France, l'Italie, la Russie et la Pologne, contre celle de la Suisse.

Art. 3 : « Au point de vue religieux, la ligue repousse le théologisme. Elle professe, que la morale doit être fondée sur l'immanence de l'idée de justice dans l'homme. Elle affirme en même temps la liberté absolue de conscience pour rester fidèle à son programme. » Cet article est adopté par les voix de la Russie, de la Pologne, de l'Allemagne et de l'Italie, contre la voix de la Suisse et celle de la France.

## **Deuxième congrès de la Ligue**

L'intervention de Bakounine au premier congrès de la Ligue était restée relativement modérée. Elle se plaçait dans une perspective manifestement socialiste mais il y a des sujets qu'il évite : il n'y fut pas question de suppression du droit d'héritage, de collectivisation des moyens de production. L'intervention de César De Paepe, le lendemain, était allée beaucoup plus loin. Manifestement, ce qui intéressait le révolutionnaire russe, c'était de se faire élire au comité central de la Ligue, aussi fit-il profil bas. De fait, après le congrès, Bakounine va s'efforcer de transformer l'essai en tentant de donner une orientation socialiste à la direction de cette organisation qui n'avait pas, et de loin, vocation à renverser l'ordre social existant.

Peut-être au début pensa-t-il réussir dans son projet de « noyautage », mais il a dû vite se rendre compte de l'impossibilité de la tâche devant la diversité importante des positions qui se confrontaient dans les débats. Le 1<sup>er</sup> congrès de la Ligue avait en effet révélé qu'une majorité des membres était anti-socialiste. Fallait-il s'en étonner ?

Cependant Bakounine avait deux objectifs, qu'il ne voulait pas abandonner : 1. Lier d'une façon ou d'une autre le programme de la Ligue avec celui de l'AIT et 2. Faire adopter au congrès le principe de l'égalité.

L'analyse des discours prononcés par Bakounine lors des deux congrès montre bien qu'il avait une idée précise en tête. Lors du premier congrès il n'intervint qu'une fois, et ne dit rien d'irréversible qui pourrait empêcher sa désignation comme membre du comité central. Lorsque commence le deuxième congrès de la Ligue fin septembre 1868, Bakounine est, depuis le mois de juin, membre de la section centrale de Genève de l'Association internationale des travailleurs.

Le comité central de la Ligue avait fait imprimer une lettre signée G. Vogt et appelant à ce second congrès, que devait se tenir à Berne. On n'est pas certain que Bakounine y ait collaboré, mais on y retrouve cependant un certain nombre d'éléments qui sont manifestement de sa « patte ». Plusieurs points particuliers du programme de Bakounine se trouvent dans cette lettre :

1. « A la fatale alliance des oppresseurs nous devons opposer l'Alliance des peuples, – Alliance des travailleurs » : c'est une thématique, et une formulation, tout à fait bakouniniennes.

2. La lettre fait savoir qu'un programme a été rédigé par le comité central permanent, « un *Programme obligatoire* pour tous les membres de notre Ligue. Aucun ne peut faire partie de cette dernière s'il n'adhère pleinement

aux principes qui y sont exposés. Il ne sera permis à personne de parler contre ces principes au sein du Congrès qui aura pour mission spéciale de les développer et d'en arrêter les premières applications pratiques possibles ». On retrouve de telles dispositions dans les statuts et programmes de sociétés secrètes rédigés par Bakounine depuis son évation de Sibérie en 1863.

3. Autre point, l'insistance sur la participation des femmes : la lettre dit en effet : « En ouvrant ces listes de souscription, n'oublions pas les femmes. » Il est tout de même précisé que c'est « après une mûre réflexion » – ce qui laisse supposer que Bakounine a dû batailler ferme – que le comité central a « publiquement reconnu par là-même leurs droits politiques et sociaux, égaux sous tous les rapports à ceux des hommes ». Les programmes bakouniniens insistaient très particulièrement sur la question de l'égalité des droits entre hommes et femmes <sup>211</sup>.

4. Enfin, conclut la lettre, n'oublions pas que « notre œuvre, par son but aussi bien que par ses moyens et son caractère, doit être une œuvre éminemment populaire. Nous n'aurons d'avenir et nous ne pourrons devenir quelque chose qu'autant que nous voudrons être les représentants sincères et sérieux des millions de travailleurs qui créent la richesse et la civilisation, mais aussi, qui exclus de leur jouissance, n'y ont participé jusqu'à ce moment que par leurs immenses et quotidiens sacrifices ». La dernière phrase à elle seule suffirait pour révéler l'apport de Bakounine dans le texte : « Pour devenir une puissance salutaire et réelle, notre Ligue devra devenir la pure expression politique des grands intérêts et principes économiques et sociaux, qui sont triomphalement développés et propagés aujourd'hui par la grande Association des ouvriers de l'Europe et de l'Amérique. »

L'appel au 2<sup>e</sup> congrès engageait ouvertement la Ligue sur le terrain social, empiétant sur le champ d'intervention de l'Internationale ouvrière. La Ligue prétendait faire une « œuvre éminemment populaire », elle entendait être la représentante de « millions de travailleurs » et semblait reprendre à son compte le programme de l'AIT. Et en plus, Bakounine venait d'adhérer à cette dernière, en juin ou juillet 1868 – à la section centrale de Genève de l'Internationale. Pour couronner le tout, sur l'insistance de Bakounine, la Ligue invita l'AIT à s'y faire représenter officiellement. C'est Gustav Vogt, président de la Ligue, qui rédigea la lettre au président du congrès de l'Internationale. Dans cette lettre, Gustav Vogt exprimait sa profonde sympathie à l'égard de l'Internationale et lui transmettait « ses vœux ardents pour le succès de la réforme sociale, but élevé de l'Association des travailleurs ». « Tous ensemble, dit encore l'auteur, brisons aussi bien les barrières que les préjugés et d'injustes institutions ont élevées entre les diverses parties du corps social, que les

---

<sup>211</sup> Cf. Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité, septembre-octobre 1864 : « La femme différente mais non inférieure à l'homme sera reconnue comme son égale – Elle jouira des mêmes droits politiques et sociaux, sans autres limites que celles qui lui seront posées naturellement, mais non législativement, par son sexe – Aussi bien que pour l'homme [intercalé : le travail,] ce fondement unique de la liberté, sera pour elle un devoir – et l'unique moyen de son entretien et de son émancipation individuelle. Comme les hommes, elle aura le droit de s'associer avec les individus des deux sexes pour le travail – Lorsqu'elle sera enceinte d'un enfant et qu'elle soignera même [*passage illisible dans l'original*] ses propres enfants, elle rendra un service public et aura par conséquent droit à une rémunération publique – Les femmes seront principalement employées à la première éducation et instruction des enfants. »



barrières de haine au nom desquelles on a jusqu'ici rué le uns sur les autres des peuples faits pour se respecter et s'aimer mutuellement ».

Bakounine avait lui aussi adressé une lettre au congrès de l'Internationale.

Une grande majorité des délégués de l'AIT décida de ne pas accepter l'invitation car, selon eux, la Ligue faisait double emploi avec l'internationale ouvrière : par conséquent, ceux qui se rendraient à son congrès ne le feraient qu'à titre individuel. Une résolution fut votée à l'unanimité moins trois voix :

« Le Congrès décide :

« 1° Que les délégués de l'Association internationale qui se rendront à Berne porteront à l'assemblée, au nom de l'Internationale, les différentes résolutions prises aux congrès de Genève, de Lausanne et de Bruxelles ; mais que toutes discussions, toutes résolutions qui y seront prises n'engageront que leur responsabilité personnelle :

« 2° Que les délégués de l'Internationale croient que la Ligue de la paix n'a pas de raison d'être, en présence de l'œuvre de l'Internationale, et invitent cette société à se joindre à elle, et ses membres à se faire recevoir dans l'une ou l'autre Section de l'Internationale. »

Curieusement, le document qui est parvenu à la presse, et qui a été publié par elle, n'invite pas la Ligue à « se joindre » à l'Internationale mais à « se dissoudre » ; de même, il n'est pas dit que les délégués de l'Internationale « croient » mais qu'ils « déclarent » que la Ligue n'a pas de raison d'être, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. C'est le document modifié (falsifié ?) qui fut lu en séance au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté et qui suscita des réactions dont la vivacité aurait peut-être été moindre si le véritable document avait été lu....

Parmi les trois opposants à la position de l'Internationale, il y avait César De Paepe et Perron, qui avaient participé au premier congrès de la Ligue. En outre, il convient d'ajouter que les membres de la seconde commission parisienne de l'Internationale – qui étaient en prison à Sainte-Pélagie – avaient fait savoir aux délégués réunis à Bruxelles qu'ils désapprouvaient leur prise de position concernant la Ligue. Les congressistes de Bruxelles n'avaient, selon eux, pas qualité pour prendre une décision d'une telle importance sans consulter leurs groupes ; par ailleurs, « au point de vue de la liberté dont nous poursuivons la conquête, le droit de se croire la seule expression des aspirations d'une époque ne peut appartenir à aucune association isolée ». La résolution des Parisiens poursuit :

« Nous nous plaignons à reconnaître l'utilité de la Ligue de la paix et de la liberté à côté de l'Association internationale des travailleurs, et croyons que la diversité des éléments respectifs qui les composent s'oppose à leur fusion. Nous regrettons donc l'invitation de se dissoudre adressée à la Ligue par les membres du congrès de Bruxelles ; cette détermination ne peut engager que ses auteurs. »

La Parisiens n'avaient manifestement pas eu connaissance du texte authentique.

Si de nombreux Internationaux, et non des moindres, comme César de Paepe et Perron, avaient participé au premier congrès de la Ligue, c'est que

la perspective d'une guerre était réelle. C'est peut-être ce qui explique l'accueil réservé aux thèses des représentants ouvriers lors des débats. Les plus intelligents des dirigeants de la Ligue – c'étaient des bourgeois, certes, mais pas des représentants de la grande industrie et de la haute finance – devaient être conscients que l'appui des masses ouvrières pourrait être déterminant. Emile Acollas, le fondateur de la ligue, dont les idées sont proches de celles de Bakounine, fut un socialiste militant.

Il n'échappait pas aux délégués de l'Internationale qu'une guerre pourrait avoir des effets catastrophiques sur le mouvement ouvrier en voie d'organisation. Les échos du congrès de la Ligue de 1867 étaient parvenus au congrès ouvrier de 1868. Ainsi, les délégués de l'AIT adoptèrent-ils une résolution sur la guerre dont les considérants résonnent de manière étrangement identique aux propos qui avaient été tenus l'année précédente au congrès de la Ligue : il y est question de justice internationale, de manque d'équilibre économique, de réforme sociale, des méfaits de la centralisation politique, questions que Bakounine avait soulevées. Mais l'intérêt de la résolution réside dans les moyens qui sont envisagés pour empêcher la guerre : le congrès « invite toutes les Sections de l'Association, chacune dans leurs pays respectifs, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et tous les groupes d'ouvriers quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple, qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens. Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. »

L'attitude de l'Internationale fut durement ressentie par les dirigeants de la Ligue. Tout naturellement, c'est à Bakounine qu'on demanda des explications pour le « refus mortifiant » de l'AIT. Dans une lettre au président de la Ligue, Bakounine se défend la main sur le cœur d'avoir voulu « noyer notre Ligue dans la Ligue internationale des ouvriers » (*sic*). Il prend fait et cause pour la Ligue contre la méfiance manifestée à son égard par l'AIT. Il écrit au président de la Ligue, qui est aussi un ami, que l'opposition de l'AIT n'est pas représentative des sentiments de la masse des ouvriers et qu'elle ne provient que de la « malveillance d'une certaine coterie dont tu as sans doute aussi bien deviné le centre que moi », qu'il ne nomme pas, mais tout le monde a deviné qu'il s'agit de Marx. Bakounine réaffirme le droit à l'existence de la Ligue. Mais, ajoute-t-il, quelque désagréable que soit l'attitude de l'AIT à notre égard, nous ne pouvons méconnaître la portée de son action, nous ne pouvons que souhaiter qu'elle « finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique ».

Il fait comme s'il était acquis, ce qui était loin d'être le cas, que les bourgeois de la Ligue ont accepté « les grands principes économiques et sociaux qui sont acceptés par la Ligue internationale des ouvriers ». Il explique dans sa lettre de justification que les deux organisations devraient s'unir, l'AIT pour traiter « principalement les questions économiques », la Ligue pour « traiter les questions politiques, religieuses et philosophiques ». Bakounine ajoute même que « nous devons y coopérer de tous nos efforts parce qu'elle seule constitue aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde ».

Admettre les principes économiques et sociaux qui sont ceux de l'Internationale ne signifie pas que nous nous mettions à la remorque de celle-ci, dit Bakounine :

« Les principes sociaux ne constituent la propriété de personne. Ils sont plus naturellement représentés par les ouvriers que par l'intelligence qui s'est développée au milieu de la classe bourgeoise – parce que les ouvriers y sont poussés par les besoins de la vie, tandis que nous y arrivons au contraire poussés par la conséquence logique de notre pensée. Mais du moment que nous avons accepté ces principes autant par notre intelligence que par sentiment de justice, au point qu'ils sont devenus une condition vitale pour nous – personne ni d'en haut, ni d'en bas n'a le droit de nous défendre de parler, de nous associer et d'agir au nom de ces principes – qui sont à nous aussi bien qu'aux ouvriers, si même ils le sont d'une autre manière. »

Bakounine fixe enfin la tâche qui doit incomber à la Ligue : poser les questions, préparer la voie politique pour arriver à la « complète solution de la question sociale elle-même ». Pour ce faire, il faut que la Ligue accepte le programme de l'AIT : « l'abolition de la propriété héréditaire, l'appropriation de la terre et de tous les instruments de travail par la fédération universelle des associations ouvrières »... C'était aller très loin dans un congrès de démocrates bourgeois...

La seconde partie de la lettre contredit de toute évidence la première. Il est

peu probable que Bakounine ait jamais pensé que les bourgeois de la Ligue se rallieraient à la tâche de direction politique du mouvement ouvrier qu'il leur proposait, et encore moins à la collectivisation des moyens de production.

En fait, dans sa lettre au président de la Ligue, Bakounine anticipe sur les interventions qu'il fera au deuxième congrès de cette organisation. Rappelons que lorsque Bakounine participe au second congrès de la Ligue, il est membre de l'AIT depuis trois mois.

### **Troisième congrès de l'AIT à Bruxelles (6-13 septembre 1868)**

Du 6 au 13 septembre 1868 se tient le troisième congrès de l'Internationale, à Bruxelles. Cent délégués sont présents. Pour la première fois, l'Espagne est représentée. A la fin du même mois, le 21 septembre, doit se tenir le second congrès de la Ligue de la paix et de la liberté.

La physionomie de l'organisation a changé. Les proudhoniens, opposés à la grève l'année précédente, s'y rallient. L'Internationale se conçoit nettement comme l'ennemie de la société bourgeoise. Les collectivistes sont majoritaire et les mutuellistes vont progressivement disparaître de la scène.

Des textes nettement collectivistes sont votés : « Les mines, houillères, carrières..., ainsi que les chemins de fer doivent appartenir à la collectivité sociale, il doit en être de même du sol arable, des canaux, routes, lignes télégraphiques et autres voies de communication et des forêts. »

Pour la première fois, il est fait mention de la grève générale comme arme du prolétariat en cas de menace de guerre.

Face aux proudhoniens apparaissent deux tendances :

– Les anglais et allemands partisans de la conquête parlementaire du pouvoir. Selon les Anglais « les ouvriers doivent s'emparer du pouvoir politique mais non par la violence, ils doivent tâcher d'arriver aux chambres afin de changer les lois comme les Anglais commencent à le faire. » Les marxistes entendent construire un parti

– Le courant anti-centraliste, encore embryonnaire, dont les thèses demeurent floues. Ce courant redoute la centralisation qu'ils devinent derrière les thèses marxistes. Ce courant commence à définir une voie collectiviste révolutionnaire qui resterait sous le contrôle et la responsabilité de associations ouvrières.

Eccarius, membre du Conseil général de Londres, exprime assez bien le fond du débat : « Ici on paraît redouter énormément l'État ; nous avons déjà remarqué la même chose à propos de l'éducation ; mais l'État n'a pas toujours été et ne sera pas toujours comme aujourd'hui... Quand selon notre vœu l'État sera l'expression sincère de la volonté des travailleurs, alors il n'y aura plus rien à redouter. Il exploitera les banques comme tout le reste pour le bien public. » A quoi le délégué belge Hins répondra : « Nous ne voulons pas de banque d'État puisque nous ne voulons pas d'État... »

On perçoit là les prémisses d'un débat qui ira s'élargissant...

## **Deuxième congrès de la Ligue de la paix et de la liberté (21-25 septembre 1868)**

La résolution allant dans un sens résolument socialiste rédigée par la direction de la Ligue une fois que Bakounine en fut membre – est-ce un hasard ? – sera utilisée par le révolutionnaire russe à la tribune du deuxième congrès : dans sa première intervention, il dit en effet : « Nous sommes tous socialistes dans cette enceinte, cela s'entend. Aucun ne saurait faire partie de ce Congrès s'il n'était socialiste, car le programme de ce Congrès l'est éminemment, puisqu'il reconnaît l'urgence d'une transformation radicale du système économique actuel, et que chacun de nous, pour avoir le droit de faire partie du Congrès, a dû signer ce programme » : « notre socialisme à tous – socialisme pour ainsi dire obligatoire – est un fait constaté » dit-il encore. Qu'on se le dise.

On peut difficilement imaginer que le révolutionnaire russe ignorait les oppositions au socialisme au sein de la Ligue, oppositions qui s'étaient vigoureusement manifestées au congrès précédent<sup>212</sup>. Sa proximité d'idées avec le fondateur de la Ligue, son amitié de longue date avec Gustav Vogt on fait qu'il a réussi à faire passer « au forcing » des idées qui ne correspondaient pas à la composition sociale du congrès<sup>213</sup>. Pourtant,

---

<sup>212</sup> « A la fin de la séance du jeudi, les radicaux et les libéraux genevois ligués contre le Congrès et conduits par James Fazy et par Albert Wessel, tentèrent de troubler l'ordre en suscitant une bagarre : mais, malgré cette manœuvre, dont le résultat fut d'écourter la discussion, un vote put avoir lieu, qui sanctionna le projet de résolutions présenté la veille par le Comité directeur. » J. Guillaume, *L'internationale, documents et souvenirs*, I, p. 56.

James Fazy (1794-1878) fondateur du Parti radical genevois.

<sup>213</sup> L'attitude de Bakounine à cette époque ressemble étrangement à celle d'un groupe trotskiste contemporain connu pour sa manie de tenter systématiquement de faire adopter des motions lors des congrès ouvriers et de « mettre les bureaucrates au pied du mur ». Là, Bakounine tente de mettre les congressistes « au pied du mur ».

Bakounine va développer un argumentaire fondé sur deux points : on ne parle pas des voies et des moyens ; mais on doit se prononcer en faveur du principe d'égalité.

« J'ai eu bien soin de déclarer à cette tribune que nous nous abstenons de lui proposer quelque système que ce soit ; que nous lui demandons seulement de reconnaître, par un vote solennel, l'égalité économique et sociale comme but, sans se prononcer aucunement aujourd'hui sur la question des moyens et des voies. Toute la question, ai-je dit, est de savoir : Voulez-vous cette égalité, oui ou non <sup>214</sup> ? »

Bakounine reprend l'idée dans sa cinquième intervention : « Mais il ne s'agit pas en ce moment de mes idées à moi. Ce n'est pas ici le lieu de débattre cette question scientifique. Il se peut que nos moyens soient bons, il se peut qu'ils soient mauvais et que vous en ayez de meilleurs. Nous ne discutons pas ici les moyens et les voies, mais le but ». Opposé à la résolution de Chaudey, un proudhonien, le groupe de Bakounine (il parle de « mes amis et moi ») propose, lors de sa première intervention au deuxième congrès, une résolution :

« Attendu que la question qui se présente le plus impérieusement à nous est celle de l'égalisation économique et sociale des classes et des individus, le Congrès affirme que, en dehors de cette égalisation, c'est-à-dire en dehors de la justice, la liberté et la paix ne sont pas réalisables. En conséquence, le Congrès met à l'ordre du jour l'étude des moyens pratiques de résoudre cette question. »

Vous voyez bien, commente-t-il « que nous ne vous proposons pas de vous décider pour tel ou tel système socialiste ». Lorsqu'il dit : « Nous savons fort bien que ce n'est point à cette tribune que l'on pourra discuter les avantages ou les défauts des différentes théories d'organisation sociale », sans doute pense-t-il déjà que c'est au sein de l'Association internationale des travailleurs que ce débat doit avoir lieu. Les participants du congrès de la Ligue sont, dit-il encore, désunis sur cette question et mal préparés : « nous n'en finirons jamais et nous perdrons notre temps dans d'inutiles discussions, qui auraient sans doute pour résultat, non de nous unir dans une résolution unanime quelconque, mais de nous séparer. » C'est d'ailleurs ce qui arriva.

Bakounine semble vouloir à tout prix que le congrès dise ouvertement ce qu'il pense, qu'il prenne une position sans équivoque : « Sommes-nous socialistes dans le sens des travailleurs ou bien à la manière des bourgeois ? »

« Voilà la grande question que nous avons à résoudre, Messieurs, pour sortir de toute équivoque, et pour savoir nous-mêmes si nous sommes les amis, les sincères alliés des travailleurs, ou bien leurs ennemis ouverts ou masqués <sup>215</sup>. »

---

<sup>214</sup> 2<sup>e</sup> intervention au deuxième congrès.

<sup>215</sup> 1<sup>er</sup> discours, 2<sup>e</sup> congrès.

« Nous ne devons pas avoir d'intérêt opposé à l'intérêt des travailleurs », dit encore Bakounine, « il nous faut leur prouver que nous voulons ce qu'ils veulent, et qu'entre leur but et le nôtre la différence n'existe pas ».

« Messieurs, pour quiconque sait voir, il est évident qu'à l'heure qu'il est les ouvriers de l'Europe s'unissant de plus en plus, à travers les frontières artificielles des États, par cette grande Association internationale des travailleurs, qui, à peine née, constitue déjà une vraie puissance, – il est évident, dis-je, que les ouvriers de l'Europe sont bien décidés à prendre la politique en leurs propres mains, à faire eux-mêmes leur politique, c'est-à-dire la politique de l'émancipation du travail du joug pesant et odieux du capital. Toute autre politique leur est désormais étrangère, et ce qui est plus encore, ils considèrent avec beaucoup de raison comme hostile et contraire à leurs intérêts toute politique qui se poserait un autre but que cette émancipation économique, radicale et complète des travailleurs. »

C'est, littéralement, un avertissement. Ce que veulent les exploités, c'est qu'il n'y ait plus « qu'une seule société, fondée sur la justice et sur le travail, offrant à tous l'égalité du point de départ, l'égalité d'entretien, d'éducation et d'instruction à tous les degrés de la science, les mêmes moyens de travail ; et imposant, non par des lois, mais par la nature même de son organisation, également à chacun, l'obligation de travailler aussi bien de la tête que des mains ». « Nous devons nous demander, nous, Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, si nous voulons la même chose. »

« Messieurs, si, pour notre malheur, nous ne sommes que des socialistes bourgeois ; si, incapables, soit à cause de nos intérêts, soit à cause de nos préjugés, d'embrasser largement, de bonne foi et dans toutes ses conséquences et applications théoriques et pratiques, le principe de la justice représenté aujourd'hui par cette guerre du travail contre le capital <sup>216</sup>; si nous allons, comme des marchands de mauvaise foi, vendre des parcelles de cette justice aux travailleurs, – ils ne voudront ni de notre marchandise, ni de nous ; ils auront mille fois raison de nous repousser. »

Avec de telles déclarations, où il est question, on l'aura noté, de « guerre du travail contre le capital », les réserves formulées par Bakounine sur le fait qu'on discute d'un principe mais pas des moyens, restent tout à fait formelles. D'ailleurs il ne cache pas son propre point de vue. En substance, il dit : puisque vous me le demandez, je vous livre mon opinion, à titre individuel : « Non, Messieurs, je ne suis pas un communiste, je suis un collectiviste » <sup>217</sup> ; dans son deuxième discours il répétera : « Je suis collectiviste et pas du tout communiste ». Mais, répète Bakounine, on ne parle pas des voies et des moyens. Ce qui ne l'empêche pas de dire à cette assemblée de bourgeois : « il faut l'abolition du droit d'héritage » ; et il ajoute : « Telle est ma conviction individuelle, Messieurs. Mais il ne s'agit pas d'elle en ce moment. Ce que nous devons déterminer et constater à présent, c'est l'identité de notre but. »

---

<sup>216</sup> Souligné par nous.

<sup>217</sup> 1<sup>er</sup> discours, 2<sup>e</sup> congrès.

Ce n'est que dans son 5<sup>e</sup> discours qu'il précisera :

« Vous me demandez si je suis communiste, ai-je dit, non je ne le suis pas ; je suis collectiviste. Je ne suis pas communiste, parce que le communisme implique la propriété et l'omnipotence de l'État, et qu'au nom de la liberté je demande l'abolition de l'État, de tous les États. Mais je suis pour la propriété collective, parce que je suis convaincu que tant que la propriété individuellement héréditaire existera, l'égalité du point de départ, la réalisation de l'égalité économique et sociale seront impossibles. »

C'est, clairement, une déclaration d'adhésion à ce qu'on ne nomme pas encore « anarchisme ». Le second point sur lequel Bakounine insiste de façon lancinante est celui de l'égalité. Il veut absolument que la Ligue s'exprime là-dessus. Dans son esprit, « l'égalisation des classes » n'est qu'un des aspects de sa revendication à l'égalité. Il ne s'agit en aucun cas d'un lapsus pour l'« abolition des classes », ni d'une confusion théorique de sa part, comme Marx a pu le penser. Bakounine parle en fait d'« égalisation économique et sociale des classes et des individus », et s'en explique : « J'ai demandé, je demande l'égalisation économique et sociale des classes et des individus. Je veux maintenant dire ce que j'entends par ces mots. Je veux la suppression des classes aussi bien sous le rapport économique et social que politique <sup>218</sup>. » A la lumière de cette précision, la notion d'« égalisation des classes et des individus » ne peut pas être considérée comme un lapsus. Il y a autre chose.

« Voici donc ce que nous entendons par ces mots : “l'égalisation des classes”. Il aurait mieux valu dire peut-être la suppression des classes, l'unification de la société par l'abolition de l'inégalité économique et sociale. Mais nous avons demandé encore *l'égalisation des individus*, et c'est là surtout ce qui nous attire toutes les foudres de l'éloquence indignée de nos adversaires. On s'est servi de cette partie de notre proposition pour nous prouver d'une manière irréfragable que nous ne sommes rien que des communistes. Et pour prouver l'absurdité de notre système, on a eu recours à des arguments aussi spirituels que nouveaux. Un orateur, emporté sans doute par la fougue de son indignation, a bien voulu même comparer sa taille à la mienne. »

L'orateur, sans doute petit, a peut-être voulu nier l'idée d'égalisation des individus en se comparant à Bakounine, qui avait une taille de géant, négligeant le fait que c'était d'égalité économique et sociale dont parlait Bakounine. « Ai-je besoin de vous dire qu'il ne s'agit pas d'abord de la différence naturelle, physiologique, ethnographique qui existe entre les individus, mais bien de la différence sociale, qui est le produit de l'organisation économique de la société ? » Donc Bakounine veut bien l'abolition des classes, mais cette dernière ne suffit pas : il précise que la société affranchie de l'oppression et de l'exploitation doit aussi garantir l'égalité des chances des individus.

Lors du premier congrès, déjà, l'intervention de Bakounine avait été jugée trop extrémiste. Au deuxième congrès, en septembre 1868, il réaffirme ses prises de positions collectivistes et antiétatiques. Il se déclare

---

<sup>218</sup> 2<sup>e</sup> discours, 2<sup>e</sup> congrès.

contre le communisme, « parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État », et pour le collectivisme, « l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association »<sup>219</sup>.

Sans grande surprise, Bakounine sera mis en minorité. Quelques années plus tard, il expliquera :

« La différence profonde dans les principes fondamentaux des deux fractions trouva son expression complète dans l'attitude de la Ligue à l'égard de la question sociale. Alors que la minorité social-révolutionnaire réclamait que cette question fût considérée, en tirant toutes les conséquences, comme la seule question essentielle, mettant ainsi la Ligue dans l'obligation de reconnaître l'égalité complète, non seulement politique, mais aussi économique de tous les individus, la majorité libérale, elle, n'était pas disposée à aller au-delà d'une attitude paternaliste et philanthropique à l'égard des "légitimes revendications" des masses ouvrières<sup>220</sup>. »

Dans ce texte, Bakounine donne une indication de la composition sociologique du congrès : « Cette majorité était composée de quelques avocats français de l'opposition à l'Empire, du genre Gambetta, comme l'avocat Chaudey, fusillé depuis par la Commune pour menées versaillaises, de doctrinaires radicaux, de libres penseurs, de femmes émancipées, de pasteurs libéraux et de libéraux bourgeois de tout acabit et, enfin, d'Allemands de tous les partis et de toutes les couleurs qui manifestèrent tous la même hostilité envers les idées anti-étatiques de Bakounin<sup>221</sup>. »

C'est à se demander ce que Bakounine faisait là...

Bakounine et ses amis démissionnent de la Ligue de la paix. L'échec du noyautage de la Ligue n'a cependant rien d'une défaite en rase campagne car la minorité bakouninienne y est tout de même substantielle. Dans sa déclaration finale il dira : « Je me plains à reconnaître en vous quittant, que vous avez voté de grands principes. Malheureusement vous avez repoussé le plus grand, celui-là même qui doit servir de fondement à tous les autres : le principe de l'égalité, et nous pensons que vous vous êtes condamnés par là même à l'impossibilité de réaliser tous les autres. »

De fait, la Ligue de la paix et de la liberté disparaîtra dès l'éclatement de la guerre franco-prussienne.

Avant de partir, le groupe bakouninien donna lecture d'une déclaration :

« Considérant que la majorité des membres du Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté s'est passionnément et explicitement prononcée contre *l'égalisation économique et sociale des classes et des individus*, et que tout programme et toute action politique qui n'ont point pour but la réalisation de ce principe ne sauraient être acceptés par des démocrates

---

<sup>219</sup> 2<sup>e</sup> congrès, 2<sup>e</sup> discours.

<sup>220</sup> L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires, 1873.

<sup>221</sup> Dans une lettre à Grigorij Vyrubov du 14 avril 1869, Bakounine dira à propos de la bourgeoisie : « Cette classe est physiologiquement morte, elle ne bande plus et elle devient bête. »



socialistes, c'est-à-dire par des amis consciencieux et logiques de la paix et de la liberté, les soussignés croient de leur devoir de se séparer de la Ligue. »

On peut se demander en fait si Bakounine n'a pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé : amener les démocrates radicaux à exprimer clairement et sans ambiguïté leur opposition au principe d'égalité. Cette hypothèse est confirmée par une lettre à Marx du 22 décembre 1868 dans laquelle Bakounine s'explique sur la formule « égalisation des classes et des individus » :

« Cette formule nous a été pour ainsi dire imposée par la sottise et par l'impénitence finale de notre auditoire bourgeois. – Ils ont eu la sottise de nous céder, pour ainsi dire sans combat, le terrain de l'égalité – et notre triomphe a précisément consisté dans ce fait que nous avons pu constater qu'ils rejetaient toutes les conditions d'une égalité réelle et sérieuse – C'est là ce qui les a rendus et les rend encore furieux. »

Il ne fait donc pas de doute que Bakounine voulait acculer les congressistes de la Ligue sur cette question. En 1873, Bakounine laissera entendre qu'il y aurait eu une alliance entre les radicaux bourgeois de la Ligue et les social-démocrates allemands qui participaient au congrès :

« ...les délégués du Parti social-démocrate allemand, envoyés au Congrès de Berne par son Congrès d'Eisenach, s'entendirent avec les représentants de la bourgeoisie radicale européenne, qui formait la majorité de la Ligue, pour appuyer une politique réformiste et, de ce fait, adoptèrent une attitude hostile à l'égard de l'Alliance qui, dans son programme, avait montré son aversion pour les combinaisons purement politiques. Les social-démocrates allemands préférèrent rester à la Ligue, mais, de ce jour, ils vouèrent à Bakounin et à l'Alliance entière une profonde haine qui ne tarda pas à se manifester par des calomnies dans leurs journaux. »

Bakounine ajoute qu'à Genève il y avait un groupe d'ouvriers qui « blâmait la sortie de la Ligue des membres de l'Internationale » et qui en voulait aux bakouniniens pour cela, mais aussi pour leur condamnation de l'action politique du radicalisme bourgeois. De fait, dans les années qui suivirent, le groupe bakouninien aura à faire face aux tentatives des radicaux bourgeois genevois d'utiliser l'Internationale genevoise aux fins de sa politique électorale.

## **Création de l'Alliance de Genève**

En septembre 1868, une révolution avait chassé la reine Isabelle en Espagne. Après sa démission de la Ligue de la paix et de la démocratie, Bakounine, revenu à Genève, s'était consacré activement à la propagande en faveur de l'Internationale, bien que son groupe ne soit pas encore officiellement membre de l'Internationale<sup>222</sup>. A son instigation, le comité

---

<sup>222</sup> Ce n'est d'ailleurs qu'après sa démission de la Ligue qu'on trouve les analyses extrêmement critiques de Bakounine sur la franc-maçonnerie, en particulier dans le texte intitulé « Aux

central de l'AIT de Genève envoya, le 21 octobre 1868, une Adresse aux ouvriers espagnols dans laquelle on reconnaît de nombreux points du programme de l'Alliance. On y lit notamment que « la liberté sans l'égalité politique, et cette dernière sans l'égalité économique, n'est qu'un leurre ».

« Les déshérités de la société actuelle, ayant une même cause à défendre et comprenant la nécessité de s'unir, ont fondé en Europe et en Amérique, à travers et malgré les frontières créées par nos oppresseurs, l'Association internationale des travailleurs. Le but de cette formidable association, c'est le triomphe de la cause du travail contre le privilège, contre le capital monopolisé et contre la propriété héréditaire, institution inique garantie par l'État, institution anarchique<sup>223</sup> s'il en fut, puisqu'elle perpétue et développe l'inégalité des conditions, source de désordre social. (...) Frères d'Espagne, venez adhérer en masse à notre œuvre (...) Ne vous laissez pas tromper par les exploiters éternels de toutes les révolutions, ni par les généraux, ni par les démocrates bourgeois (...) Rappelez-vous surtout que le peuple n'obtient jamais que les réformes qu'il arrache, et que jamais, dans aucun pays, les classes dominantes n'ont fait de concessions volontaires<sup>224</sup>... »

Aussitôt après le départ de Bakounine et de ses amis, le groupe crée l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, qui demandera son adhésion à l'AIT.

En novembre, Giuseppe Fanelli, compagnon de Bakounine à Naples et un des fondateurs de l'Alliance, se rend en Espagne pour y développer l'Internationale. Ainsi fut créée une section de l'AIT à Madrid, puis une autre à Barcelone en mai 1869. L'introduction du bakouninisme en Espagne aura le destin que l'on sait.

Une semaine après la rédaction de l'Adresse aux ouvriers espagnols, se crée à Genève le bureau central de l'Alliance de la démocratie socialiste, avec un groupe local constitué de 85 membres, « des deux sexes » précise James Guillaume. Il s'agissait de réunir « les éléments les plus avancés, pour les occuper à des discussions théoriques sur les principes du socialisme ». James Guillaume estime que c'était une tentative mort-née : « Le petit cénacle, dit-il, ne réussit pas, malgré ses efforts, à attirer la masse ouvrière à ses séances publiques ; mais il n'en suscita pas moins des jalousies et des défiances ; et il devait fournir quelques mois plus tard, à certains pêcheurs en eau trouble, un prétexte bienvenu pour fomenter la discorde dans l'Internationale à Genève et favoriser les intrigues de ceux qui voulaient détruire ou exploiter l'organisation naissante du parti du travail ». Les faits lui donnèrent raison.

Des divergences tactiques apparaissent dès ce moment, qui vont avoir de graves conséquences sur la suite des événements. Bakounine « proposa aux

---

compagnons de l'Association Internationale des Travailleurs de Locle et de la Chaux-de-Fonds », daté de février 1869. Il exprime alors sa déception envers une institution qu'il aurait voulu, quelques années plus tôt, réformer dans un sens révolutionnaire. La franc-maçonnerie devait être un outil pour tenter à la fois de développer les idées socialistes et pour combattre l'influence de la religion. Ayant définitivement pris conscience de l'échec de cette voie, il choisit un autre « outil ».

<sup>223</sup> L'utilisation du mot « anarchique » dans ce sens est fréquent chez Bakounine et pourra surprendre le lecteur. Bakounine parle dans le même texte de « l'iniquité et l'anarchie de la civilisation bourgeoise ». Bakounine se définissait comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste ».

<sup>224</sup> Cité par James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, éd. Lebovici, I, p. 91.

membres de la minorité social-révolutionnaire qui avaient quitté la Ligue d'entrer en masse dans l'Internationale, tout en gardant entre eux un lien intime, c'est-à-dire en conservant leur Alliance des social-révolutionnaires sous la forme d'une société secrète et en l'élargissant. La proposition d'entrer dans l'Internationale fut adoptée à l'unanimité <sup>225</sup>. »

Les Français et les Italiens voulaient que l'Alliance, tout en gardant son caractère clandestin, apparaisse en même temps au grand jour comme organisation publique sous le nom d'Alliance internationale de la Démocratie sociale et que les adhésions soient collectives. Ils voulaient que l'Alliance « s'organise tout à fait indépendamment de l'Association internationale, ses membres n'y adhérant qu'à titre individuel ». Bakounine était tout à fait opposé à ces positions : il souhaitait maintenir le caractère clandestin de l'organisation et les adhésions individuelles. Il avait mis en garde ses amis contre les réactions du Conseil général. Il est probable que les réticences de Bakounine étaient dues au fait que le recrutement du groupe nouvellement formé lui échapperait. Ainsi, le procès-verbal de la réunion du 17 septembre de la section de l'Alliance mentionne : « La recommandation est faite par le président [Bakounine] d'être très sévère pour l'acceptation de nouveaux membres dans notre sein... » Un incident avec Paul Robin confirmera peu après cette crainte.

Voici comment Bakounine raconte les débuts de l'Alliance genevoise :

« Bakounin s'y opposa, pour la raison que cette nouvelle organisation internationale se trouverait de la sorte en rivalité nullement désirable vis-à-vis de l'organisation des travailleurs. Ces discussions eurent pour résultat qu'il fut décidé de fonder une association publique sous le nom d'Alliance internationale de la Démocratie sociale et de la déclarer partie intégrante de l'Internationale, dont le programme fut reconnu obligatoire pour tout membre de l'Alliance <sup>226</sup>. »

L'Alliance se donna un règlement par lequel elle « se constituait en une branche de l'Association internationale des travailleurs, dont elle acceptait tous les statuts généraux ».

Le projet initial de Bakounine était donc que les démissionnaires de la Ligue de la paix et de la liberté adhèrent individuellement à la section genevoise de l'AIT tout en y constituant une fraction révolutionnaire. La solution qui fut finalement adoptée ne devait certainement pas lui convenir car l'existence d'une Alliance publique ne correspondait pas à son mode opératoire. Nous formulons cette idée à titre d'hypothèse, qui cependant explique le relatif désintérêt qu'il finira par manifester à l'égard de ce groupe genevois – désintérêt à mettre en opposition à l'intense activité internationale que Bakounine et quelques amis proches menèrent par ailleurs, notamment en Espagne. Désintérêt relatif, certes car il défendra l'existence de l'Alliance publique quand elle sera menacée, mais ce sera aussi une manière de ne pas désavouer ce qui restait tout de même une de ses créations.

La solution adoptée contre l'avis de Bakounine équivalait à constituer un groupement d'opinion en section de l'AIT, ce qui n'était pas dans l'esprit de l'Internationale, qui était une structure de type syndicale. Que les sections

---

<sup>225</sup> L'Alliance internationale des sociaux-révolutionnaires, 1873.

<sup>226</sup> *Ibid.*

de métier ou les sections centrales aient pu définir des orientations était normal, mais ces instances restaient des structures de classe. Un ouvrier du bâtiment adhérait à la section du bâtiment ; à l'intérieur de cette section, il exprimait ses idées et, par le débat, une orientation se dégagait. De même – en théorie – dans la section centrale, une structure interprofessionnelle. La section de l'Alliance, donc publique, en tant que section de l'Internationale, ne recrutait pas sur des bases de classe mais d'opinion. C'était une incongruité. Bakounine aurait voulu que les militants adhèrent aux instances déjà existantes à Genève, et à qu'à l'intérieur de ces structures ils développent les positions de l'Alliance. Et pour ce faire, qu'ils s'organisent en fraction pour coordonner leur activité <sup>227</sup>.

Dans son texte de 1873, Bakounine met au crédit du groupe genevois de l'Alliance de « brillants succès sur le plan de la propagande socialiste révolutionnaire ».

« Grâce aux efforts des membres de l'Alliance, de nombreuses Sections furent fondées en France et surtout en Italie où la propagande internationale était tombée à zéro. L'activité de l'Alliance fut encore plus féconde en Espagne où l'Internationale n'avait pas encore de branche et où Fanelli, membre de l'Alliance et député italien, fonda à lui seul, au cours d'un voyage entrepris dans ce dessein, de nombreuses et actives Sections à Madrid, à Barcelone et en d'autres villes. »

En réalité, c'est moins l'Alliance en tant que section genevoise de l'AIT que le réseau de relations personnelles tissé par Bakounine, et qu'on peut désigner, en exagérant, sous le terme d'« Alliance secrète », qu'il faut créditer pour ces succès. Bakounine est ainsi amené à attribuer à l'Alliance publique des initiatives qui ne lui reviennent pas, puisque les Italiens qui fondèrent des sections de l'AIT en Italie et en Espagne étaient des militants avec lesquels il était déjà en relations depuis des années.

Pendant la période où Bakounine était encore à Genève, l'Alliance eut une réelle activité, mais après son départ, elle fut dirigée par un secrétaire dilettante et incapable d'un travail suivi (Joukovsky) et animée par des militants n'ayant aucun sens politique et qui accumulèrent les erreurs. La section finira par sombrer. Elle finira même par se dissoudre de manière fort peu honorable, sans prévenir Bakounine – ce qui tend à montrer qu'il n'avait aucun contrôle sur elle.

Si Bakounine pensait que les organisations clandestines étaient à l'occasion nécessaires, il leur accordait une importance toute relative. Nous avons suggéré que l'Alliance, section genevoise de l'AIT, ne correspondait pas au « mode opératoire » habituel de Bakounine. Pour lui, une organisation n'est qu'un moyen, et lorsque ce moyen n'est plus adéquat à son objet, on passe à autre chose. Son attitude par rapport à la section genevoise est caractéristique. Ayant quitté Genève, il écrit le 4 décembre 1869 à J.P. Becker qu'« il faut absolument soutenir la section de l'Alliance de Genève, ne fût-ce que comme un Centre imaginaire [*c'est Bakounine qui*

---

<sup>227</sup> C'est avec les bolcheviks russes que les « fractions » deviendront à large échelle une méthode d'organisation pour les militants du parti. Nous utilisons ce mot dans le même sens, c'est-à-dire de regroupement de militants ayant des options communes et qui tentent de les développer dans une organisation plus large.

*souligne]* de propagande et d'action pour l'Italie, l'Espagne et pour la France méridionale, aussi bien que pour la Suisse romande ». On ne peut pas dire plus clairement que l'Alliance genevoise n'est qu'une façade, ce qui signifie aussi que derrière la façade il y a autre chose. Et Bakounine poursuit :

« Tu sais mieux que moi que certaines existences imaginaires sont très utiles et qu'il ne faut pas les dédaigner du tout. Tu sais que dans toute l'histoire il y a, sur un quart de réalité, trois quarts au moins d'imagination, et que ce n'est pas la partie imaginative qui a agi de tout temps le moins puissamment sur les hommes. »

Bakounine croit bon de préciser cependant que « la section de l'Alliance de Genève n'est point d'ailleurs un être de pure imagination. Elle a conquis un fond réel qui même n'est pas resté sans bonne influence sur le développement des idées socialistes dans l'Internationale de Genève – Elle a uni quelques hommes dévoués, d'intelligence et de bonne volonté dans un commencement d'action commune. Il ne faut pas laisser tomber cela. » Le propos reste cependant plutôt désabusé.

Les recherches montrent que Bakounine attachait peu d'importance à ces sociétés secrètes, dont le rôle fut monté en épingle par ses adversaires marxistes et par quelque auteurs en mal de romantisme. Certains historiens ne trouvent que ce qu'ils veulent bien chercher. Bakounine entendait bien plus diffuser ses idées par le canal de ses nombreuses relations personnelles que par l'intermédiaire de quelconques sociétés ésotériques. Nous avons montré (Cf. *supra*, « Les sociétés secrètes ») que les proches de Bakounine, Armand Ross, James Guillaume, ne voyaient dans ses sociétés secrètes que des groupes de personnes « qui concevaient les choses de la même manière » et qui « travaillaient pour une même cause » (A. Ross). Le terme d'« Alliance » ne servait pas à désigner une société secrète particulière mais pais tout groupement homogène de militants travaillant à la même cause.

James Guillaume fut dès le début fermement opposé à la création de l'Alliance à Genève : il trouvait qu'elle créerait plus de problème qu'elle ne permettrait d'en résoudre. Les faits lui donnèrent raison. Bakounine aussi, on l'a vu, était opposé à l'existence d'une alliance publique mais, une fois constituée il ne pouvait évidemment pas la désavouer. Sur le fond, les deux hommes étaient par conséquent d'accord. Guillaume soutint constamment l'Alliance, même s'il n'en faisait pas partie. Etant un des militants les plus proches de Bakounine, on peut cependant dire qu'il faisait partie de l'Alliance si on entend par là non pas un groupement formellement organisé mais un cercle intime d'amis ayant les mêmes orientations, tel que Guillaume lui-même et Arman Ross le décrivent.

### « Une entrée sentimentale »

Marx est mis courant de la création de l'Alliance et, inquiet, il écrit à un réfugié russe de Genève, Alexandre Serno-Solovievitch <sup>228</sup>, pour obtenir des

---

<sup>228</sup> Serno était un révolutionnaire russe disciple de Tchernytchevski et organisateur, avec son frère Nicolas, de société secrète Terre et Liberté. Il émigra à Londres en 1862 puis s'installa à

informations. Si Marx s'était adressé à Serno, c'est parce que celui-ci avait, auparavant, attaqué Bakounine dans une lettre à Borkheim, que ce dernier avait communiquée à Marx. Ce dernier pensait donc s'en faire un allié contre le révolutionnaire russe. Or Serno commit l'indiscrétion de mettre Bakounine au courant de la démarche. C'est en effet ce qui apparaît dans une lettre de Marx à Engels : « Je pensais utiliser ce jeune homme pour m'informer sur Bakounine » ; et il se plaint : « Le Russe Serno n'eut rien de plus pressé que de communiquer ma lettre à B[akounine] et B[akounine] s'en servit pour faire une entrée sentimentale <sup>229</sup>. »

Bakounine écrivit alors à Marx, le 22 décembre 1868 :

« Mieux que jamais je suis arrivé à comprendre combien tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique »... « Je fais maintenant ce que tu as commencé à faire, toi, il y a plus de vingt ans. Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois du congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs. Ma patrie, maintenant, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs. »

Et Bakounine conclut : « Je suis ton disciple et je suis fier de l'être. » C'est donc à la fin de l'année 1868 qu'on peut dater la déclaration publique du ralliement de Bakounine à la cause exclusive du mouvement ouvrier. Il est significatif que cela se fasse sous la forme d'une lettre à Marx.

Il serait cependant hâtif de prendre ce ralliement à la lettre et de conclure à une adhésion de Bakounine au marxisme... Il avait en effet joint à sa lettre le programme de l'Alliance nouvellement constituée, dont il espérait que le Conseil général de l'AIT accepterait l'adhésion. Là se trouve le but réel de sa démarche. On ne peut cependant pas douter de la sincérité avec laquelle Bakounine admettait le rôle capital joué par Marx. Malgré les divergences profondes qui opposaient les deux hommes, Bakounine choisit toujours le critère de classe lorsqu'un choix important se présentait dans les débats politiques opposant les différents courants de l'AIT. Ainsi, il s'allia avec Marx contre Mazzini ; plus tard il s'allia avec Marx contre les mutuellistes proudhoniens partisans de la propriété privée. Il engagera aussi les travailleurs slaves d'Autriche, s'il n'y avait pas d'autre choix possible, à rallier le parti social-démocrate plutôt que d'adhérer aux partis nationalistes slaves. Bakounine ne sous-estimait pas l'importance de ses divergences avec Marx, mais il choisit de retarder le plus possible le moment où il serait forcé de les exposer publiquement.

Marx ne fut pas dupe une seconde des protestations de ralliement de Bakounine.

Le groupe genevois de l'Alliance demanda au comité central des sections de Genève son adhésion à l'Internationale. La question fut examinée par le Conseil général de Londres en décembre. C'est à cette époque que Bakounine envoya à Marx la lettre dans laquelle il se déclare son

---

Genève. Il adhéra à l'Internationale et prit une grande part aux luttes que l'AIT mena à Genève, en particulier à la grande grève des ouvriers du bâtiment, qui lui élevèrent un monument. Il n'était pas membre de l'Alliance mais Bakounine le tenait en haute estime. Il se suicida en 1869.

<sup>229</sup> Cité par Ribeill, *Marx/Bakounine, Socialisme autoritaire ou libertaire*, 10/18, I, p. 77.

« disciple ». Le Conseil général refusa l'adhésion de l'Alliance et rédigea une résolution exposant ses raisons : l'argumentation était à peu près la même que celle qui avait motivé les positions de l'AIT concernant la Ligue. En outre, les motifs du refus confirmaient les prédictions de Bakounine et les raisons pour lesquelles il était opposé à la candidature de l'Alliance. Marx décida que cette résolution ne devait pas être publiée, inaugurant ainsi le système des « communications confidentielles » qui allaient devenir une norme. Ainsi, plus tard, la section de l'Alliance, insistant pour que la Fédération romande entérine son adhésion, se verra opposer le fait que le Conseil général ne l'avait pas admise dans l'Internationale. L'adhésion n'ayant pas été publiée, la Fédération romande prétexta que les lettres du Conseil général produites pour appuyer leur demande étaient des faux...

Lorsque la réponse négative du Conseil général de Londres parvint à Genève, il devint évident que le groupe genevois de l'Alliance ne pouvait plus faire partie de la fédération locale des sections de Genève. « Il était évident, dit James Guillaume, que le raisonnement employé au congrès de Bruxelles contre la Ligue de la paix s'appliquait avec la même force contre l'Alliance internationale de la démocratie socialiste : puisque cette Alliance avait le même but et les mêmes principes que l'Association internationale des travailleurs, elle n'avait nulle raison d'être comme organisation internationale spéciale<sup>230</sup>. » Bakounine reconnut d'autant plus volontiers l'argument qu'il avait voulu éviter, à Berne, que l'Alliance apparaisse comme une organisation rivale de l'AIT.

Voici comment Bakounine raconte l'histoire :

« Lorsque lecture fut faite de cet acte au sein du Bureau de l'Alliance, personne ne s'éleva avec tant de véhémence contre lui que le fougueux vieillard J. Philippe Becker.

« Il nous déclara tout d'abord que ces résolutions étaient parfaitement illégales, contraires à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale ; ajoutant que nous avions le droit et le devoir de passer outre, et traitant le Conseil Général de tas d'imbéciles qui ne sachant rien faire eux mêmes, voulaient seulement empêcher les autres de faire.

« Les deux membres qui maintinrent le plus opiniâtrement contre lui la nécessité de s'entendre avec le Conseil Général, étaient Perron et Bakounine<sup>231</sup>. Ils reconnurent tous les deux que les protestations du Conseil Général contre le Règlement de l'Alliance étaient parfaitement justes ; puisque d'après ce Règlement l'Alliance devait former au sein de l'Association Internationale des travailleurs, une Association Internationale nouvelle, indépendante de la première. Remarquez que dans ces résolutions, les seules que le Conseil Général jusqu'ici ait prises et publiées contre l'Alliance, ce qui est attaqué c'est le seul Règlement. Il n'y est nullement question du Programme qui du reste a été pleinement reproduit plus tard par les statuts de la Section de l'Alliance, approuvés à l'unanimité par le Conseil Général.

« Après un long débat, il fut unanimement décidé par le Bureau de l'Alliance que Perron, au nom de tous, se mettrait en correspondance avec le Conseil Général de Londres.

---

<sup>230</sup> *Op. cit.* 109.

<sup>231</sup> Dans ce « Rapport sur l'Alliance », Bakounine parle de lui-même à la troisième personne.

« A la suite de cette décision, le Compagnon Ch. Perron écrivit soit au Citoyen Eccarius, soit au Citoyen Jung, une lettre dans laquelle après lui avoir franchement exposé la situation et le véritable but de l'Alliance et après avoir raconté ce que des membres de l'Alliance avaient déjà fait pour la cause ouvrière en Italie, en France, en Espagne, aussi bien qu'à Genève, il le pria de faire, au nom du Bureau Central de l'Alliance au Conseil Général de Londres, la proposition suivante : L'alliance se dissoudra comme organisation internationale, son Bureau Central, représentant de cette Internationalité, cessera d'exister ; le Conseil Général voudra-t-il reconnaître les sections fondées par les membres de l'Alliance en Suisse, en Espagne, en Italie et en France, avec le programme de l'Alliance, comme des sections régulières de l'Internationale, ne conservant désormais d'autre lien commun que le programme, mais renonçant à toute autre organisation internationale que celles qu'elles trouveront dans la grande Association des travailleurs ? A ces conditions-là le Bureau Central promettait de n'épargner aucun effort pour persuader les sections de l'Alliance déjà établies dans différents pays à renoncer à tout ce qui dans leur constitution était contraire aux statuts de l'Internationale.

« Et en effet, sans perdre de temps, le Bureau Central écrivit dans ce sens à toutes les Sections de l'Alliance, leur conseillant de reconnaître la justesse des résolutions du Conseil Général.

« Je remarquerai en passant que cette proposition du Bureau Central rencontra la plus forte opposition dans le Groupe Genevois et précisément parmi les membres qui nous combattent et nous calomnient avec tant d'acharnement aujourd'hui : Becker, Guétat, Duval, H. Perret et bien d'autres encore, dont je me rappelle bien les figures, pas les noms. Becker fut le plus grand récalcitrant. Il déclara à maintes reprises différentes que seul le groupe de l'Alliance représentait la véritable Internationale à Genève et que le Conseil Général en nous refusant manquait à tous ses devoirs, transgressait ses droits et ne prouvait qu'une chose, son incurable stupidité. Après Becker, Guétat et Duval, qui ont toujours leur petit discours stéréotypé sur la révolution dans leur poche, furent les plus violents. Mr H. Perret se montra plus prudent... mais il partagea leur avis. – Enfin il fut décidé aussi par le groupe de Genève qu'on attendrait la réponse définitive du Conseil Général. »

Le bureau de l'Alliance décida, conclut Bakounine, « de se conformer aux observations du Conseil général, qui lui paraissaient justes »<sup>232</sup>.

Lors du congrès de Bruxelles (septembre 1868), de fortes amitiés s'étaient nouées entre militants belges et suisses, et ces derniers avaient exposé les positions de l'Alliance. Déjà, au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, Bakounine et César de Paepe avaient pu apprécier leurs positions respectives. Lorsque la décision du conseil général fut connue, ces militants adressèrent une lettre à l'Alliance de Genève au nom du Conseil général belge. Le tiers de la lettre est consacré à réaffirmer l'accord des Belges sur le contenu du programme de l'Alliance. « Ce n'est donc point votre programme que nous attaquons. Ce que nous ne pouvons approuver, ce que nous regrettons, c'est que, pour poursuivre ce programme, vous ayez

---

<sup>232</sup> « Rapport sur l'Alliance », 1871.



cru devoir fonder une branche à part, au lieu de rester confondus dans la grande masse populaire qui compose l'Association internationale des travailleurs. »

Lorsque l'Alliance de Genève reçut le courrier de Belgique, daté du 16 janvier 1869, Bakounine avait déjà compris la nécessité de dissoudre l'organisation. Mais le texte du Conseil général belge est intéressant parce que Bakounine va en tirer les leçons et va en intégrer l'argumentaire dans ses propres conceptions.

– Ainsi la lettre des Belges reproche à l'Alliance d'avoir voulu « faire un pas en avant en affichant un programme plus avancé, plus radical peut-être que celui de certaines sections ». Or Bakounine défendra plus tard avec acharnement l'idée qu'il est nécessaire que l'AIT développe progressivement son propre programme par le débat au sein de ses structures.

– La lettre reproche à l'Alliance de vouloir « amener une scission au sein de notre l'Association internationale des travailleurs ». Bakounine insistera sur l'unité réelle des travailleurs fondée sur la lutte quotidienne contre le capital.

– La lettre déclare que si l'Alliance développe « un programme particulier, demain, tels autres feront la même chose ». Bakounine dira que la multiplication des programmes fera qu'il y aura autant d'Internationales que de programmes.

– La lettre reproche aux membres de l'Alliance de se constituer en « guides moraux du reste des travailleurs » ; Bakounine luttera contre ceux qui se prétendent les guides du prolétariat : il se déclarera « ennemi en général de toutes les formes possibles de la tutelle *bienfaisante* exercée de bas en haut, par des minorités *intelligentes* sur les masses populaires »<sup>233</sup>.

La lettre des Belges se conclut ainsi :

« Quelle que soit l'amitié qui nous lie spécialement avec ceux d'entre vous que nous avons vus au Congrès de Bruxelles, nous devons vous déclarer que nous avons approuvé sans réserve les résolutions prises par le Conseil général de Londres à l'égard de votre Alliance. »

Cette lettre est particulièrement importante car Bakounine va reprendre dans les années qui suivent l'ensemble des thèmes qu'elle aborde et les développer à satiété. *Plus que la lettre que Bakounine écrivit à Marx, on peut dire que c'est celle qu'il reçut du Conseil fédéral belge qui va « déclencher » son « anarchisme »*<sup>234</sup>.

Le 20 mars 1869, le Conseil général répondit au bureau central de l'Alliance : « ...il correspond à nos principes de laisser chaque section formuler librement son programme théorique. Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Association internationale des travailleurs. »

---

<sup>233</sup> Lettre à Anselmo Lorenzo, 7 mai 1872.

<sup>234</sup> Nous mettons le terme « anarchisme » entre guillemets pour souligner que cette désignation n'existait pas encore ; Bakounine se disait collectiviste ou socialiste révolutionnaire. Il n'est pas certain qu'il aurait adhéré à l'« anarchisme » tel qu'il apparaîtra à la fin du siècle.

La lettre fait cependant une réserve sur l'expression « égalisation des classes », suggérant qu'il s'agit d'un lapsus pour « abolition des classes » : il est demandé de rectifier cette erreur, ce qui fut fait.

Le bureau central se dissout et les groupes de l'Alliance se transforment en sections régulières de l'Association internationale des travailleurs. La section de Genève modifie ses statuts en avril 1869. Les nouveaux statuts incluent dans une première partie les « statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs adoptés par le congrès de Genève de 1866 », suivis du « programme de la section de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, à Genève ».

Le règlement de la section dispose dans son article 1 que « le groupe genevois de l'Alliance de la démocratie socialiste, voulant appartenir exclusivement à la grande Association internationale des travailleurs, constitue une section de l'Internationale, sous le nom de *l'Alliance de la Démocratie Socialiste*, mais sans autre organisation, bureaux, comités et congrès, que ceux de l'Association internationale des travailleurs. »

Lors de la séance du 22 juin 1869 de la section de l'Alliance, Bakounine annonce que le règlement révisé va être envoyé à Londres. Perron, secrétaire adjoint de l'Alliance, adresse un courrier au Conseil général annonçant la dissolution de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste et demande l'adhésion de l'Alliance en tant que section genevoise.

Le Conseil général répond le 28 juillet pour accuser réception ; l'adhésion est acceptée à l'unanimité. Le 31 juillet, l'Alliance envoie les cotisations de 104 membres et demande au Comité central des sections de Genève son admission à la fédération cantonale genevoise, hostile, et qui, le 16 août, finira par refuser l'adhésion.

Le 13 août 1869, Bakounine fait savoir au comité de la section de l'Alliance son intention de quitter Genève aussitôt après le congrès de Bâle, mais il ne partira qu'en octobre.

Lorsque le Conseil général de Londres fit savoir que l'Alliance était admise au sein de l'Internationale, dans les conditions par lui précisées, et que l'Alliance eut accepté ces conditions, les sections établies dans différents pays furent dissoutes. La section de Naples et la plupart de ses membres adhèrent individuellement à l'Association internationale des travailleurs. Il en fut de même pour les sections espagnoles et françaises. C'est ainsi, dit Bakounine, « que mourut d'une mort volontaire l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Voulant avant tout le triomphe de la grande cause du prolétariat et considérant l'Association internationale des travailleurs comme l'unique moyen pour atteindre son but, elle s'immola non par esprit de concession, mais par esprit de fraternité, et parce qu'elle s'était convaincue de la parfaite justice des résolutions que le Conseil général de Londres, en décembre 1868, avait publiées contre elle. »

## Conclusion

La période de sept ans qui se situe entre son évasion de Sibérie et son adhésion à l'Internationale voit le révolutionnaire russe passer d'une approche « quarante-huitarde » des problèmes de son temps à une vision moderne. Arrêté en 1849, il a été hors circuit pendant douze ans et lorsqu'il arrive à Londres à la fin du mois de décembre 1861, il entend bien se remettre immédiatement à l'action, mais sa perspective est encore celle de la

libération des Slaves. La période qui suit le met progressivement en relation avec le mouvement ouvrier italien, avec lequel il établit une relation très forte et durable.

Son adhésion à l'Internationale en 1868 n'est que le *prélude* de la création du Bakounine libertaire que la plupart des gens connaissent. Les années italiennes l'ont confronté avec la réalité de mouvement ouvrier et populaire. Il en a perçu la complexité et les contradictions. Ce pourfendeur du système parlementaire est resté en relations étroites avec des militants italiens qui avaient été élus au Parlement.

Lorsque Bakounine adhère à l'AIT, il dispose d'une expérience réelle de contacts permanents avec des militants, il a des idées, mais a encore presque tout à apprendre en matière d'organisation. C'est au contact des militants suisses et belges, c'est par l'observation et l'échange d'idées qu'il développera une théorie de l'organisation qui ne sera pas le produit de son imagination, qui sera au contraire le résultat d'une véritable symbiose entre l'action pratique et la réflexion théorique.

Bakounine avant l'anarchiste.....	1
<i>Troisième partie : 1861-1868</i> .....	1

<b>1. – « LE REFLUX EST FINI » .....</b>	<b>2</b>
« AUX RUSSES, POLONAIS ET TOUS MES AMIS SLAVES ».....	3
LES ACCUSATIONS DE PANSLAVISME .....	11
LA CAUSE DU PEUPLE.....	14
L'EXEMPLE POLONAIS .....	17
<b>2. – LA SUEDE .....</b>	<b>29</b>
ANALYSE DE LA SITUATION EN SUEDE.....	37
SOCIETES SECRETES EN SUEDE .....	44
LA SUEDE ET LA POLITIQUE EUROPEENNE .....	53
<i>Bakounine, Lénine et minorités révolutionnaires</i> .....	56
<i>Un congrès public ?</i> .....	63
L'AFFAIRE DES DUCHES .....	64
TRANSITION.....	67
<b>3. – L'ITALIE .....</b>	<b>72</b>
LES SOCIETES SECRETES.....	73
<i>Le problème italien</i> .....	78
<i>La Vénétie</i> .....	81
EN ITALIE .....	84
FLORENCE .....	90
NAPLES .....	93
LE « CATECHISME » .....	97
PROGRAMME DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE-SOCIALE ITALIENNE ....	109
« LA SITUATION EN ITALIE » .....	114

1. – <i>L’athéisme</i> .....	115
2. – <i>Les « honnêtes gens » au pouvoir</i> .....	116
3. – <i>Tactique des « honnêtes gens »</i> .....	117
4. – <i>Le peuple</i> .....	118
5. – <i>L’opportunisme des « honnêtes gens »</i> .....	119
LIBERTA E GIUSTIZIA .....	121
DU REVISIONNISME .....	124
DU RADICALISME AU SOCIALISME .....	125
FEDERALISME, SOCIALISME ET ANTITHEOLOGISME.....	129
<b>4. – DE LA LIGUE A L’INTERNATIONALE .....</b>	<b>133</b>
LE PREMIER CONGRES DE LA LIGUE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTE (9-12 SEPTEMBRE 1867).....	136
DEUXIEME CONGRES DE LA LIGUE.....	143
TROISIEME CONGRES DE L’AIT A BRUXELLES (6-13 SEPTEMBRE 1868)....	147
DEUXIEME CONGRES DE LA LIGUE DE LA PAIX ET DE LA LIBERTE (21-25 SEPTEMBRE 1868).....	148
CREATION DE L’ALLIANCE DE GENEVE .....	153
« UNE ENTREE SENTIMENTALE » .....	157
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>162</b>

**Une « Annexe » présentant des documents de Bakounine  
est en cours de préparation**